DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — Nº 12645 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 25 SEPTEMBRE 1985

La DGSE aurait reçu un feu vert politique pour « neutraliser » le « Rainbow-Warrior »

Apaiser Wellington

Deux expressions populaires résument parfaitement le dilemme auquel font face les autorités françaises à l'égard de la Nouvelle-Zélande maintenant que M. Fabius a reconnu la responsabilité de Paris dans l'attentat contre le « Rainbow-Warrior » : la première affirme que lorsque le vin est tiré il faut le boire. Faut-il pour autant boire la coupe jusqu'à la lie ?

Personne dans le pays ne le souhaite, à l'exception peut-être des plus durs militants écolo-pacifistes, qui ont érigé leur passion en une véritable entreprise de paralysie de l'Etat. Il n'empêche que la France, après avoir reconnu son tort, se doit de réparer les dégâts. Pour des raisons morales d'abord, mais aussi pour des raisons diplomatiques élémentaires : l'une des grandes erreurs des responsables qui ont eu à traiter le dossier du « Rainbow-Warrior » a été de croire que le temps permettrait d'arranger les choses. Ce serait une autre erreur que de se lancer dans d'interminables chicaneries avec une homme aussi imprévisible que M. David Lange.

Encore faut-il avoir conscience que certaines des exigences de M. Lange ne sont pas recevables, notamment l'extradition vers la Nouvelle-Zélande d'agents de l'Etat dont le seul tort, à en croire M. Fabius, est d'avoir obéi aux ordres reçus. Le premier ministre néo-zélandais, en revanche, n'a pas entièrement tort de juger les excuses de son collègue français un peu « maigres », surtout après deux mois de mensonges constants.

Le mieux serait sans doute de faire preuve dans cette affaire d'un peu d'imagination et de tenter de la régler globalement : indemnisation, y compris pour les énormes frais d'enquête engagés par Wellington, et excuses en échange d'une promesse de grâce pour le faux couple « Turenge » si un procès ne peut pas être évité.

Mais il s'agit là, par définition, de tractations qui exigent un minimum de discrétion, surtout avec un interlocuteur aussi avide de publicité que M. Lange. L'entrevue que M. Roland Dumas a eue lundi aux Nations unies avec le vice-premier ministre néo-zélandais, M. Palmer, est à cet égard encourageante, mais il est tout de même étonnant qu'on n'ait pas encore songé en haut lieu à envoyer un émissaire débrouiller toute cette affaire avec M. Lange. M. Mitterrand a eu recours à cette méthode dans bien d'autres cas, beaucoup moins graves, et il ne manque pas dans son entourage d'hommes compétents pour parler en son nom.

La tâche est d'autant plus urgente qu'il faut éviter que ne se développe parmi nos interlocuteurs de la région une tentation: celle d'utiliser à satiété l'affaire du « Rainbow-Warrior » pour multiplier les pressions sur Paris dans l'espoir d'obtenir l'arrêt des essais nucléaires à Mururoa ou une indépendance « bâclée » de la Nouvelle-Calédonie. La situation de la France dans le Pacifique sud est déjà suffisamment compromise pour qu'on ne l'aggrave pas par des rodomontades hors de propos. Une faute a été commise. Elle doit être rapidement réparée maintenant qu'elle a été reconnue. Mais le pire serait qu'une « bavure » compromette durablement une politique qui ne doit se décider qu'à Paris. Qu'on ait aujourd'hui à rappeler de telles évidences en dit long sur les conséquences de la manière pitoyable dont cette crise a été gérée.

Qui a donné l'ordre de « neutraliser » le bateau amiral de Greenpeace, coulé par des agents français, le 10 juillet, dans le port d'Auckland ? La DGSE aurait bien reçu un ordre du niveau politique. Mais, informés tardivement après l'attentat, le premier ministre et le président de la République n'en sont pas les commanditaires. Si elle devenait officielle, cette version a l'avantage d'apaiser l'émoi des militaires qui ont été « couverts » et de mettre MM. Mitterrand et Fabius à l'abri des critiques.

La défaite est orpheline

par ANDRÉ FONTAINE

Un ministre parmi les plus populaires, un officier général parmi les plus respectés, ont donc payé, en attendant peut-être que tombent d'autres têtes, pour ce qui serait resté une bavure si l'on n'avait pas tant tardé à trancher dans le vif. Car enfin, il faut y insister, quitte à choquer certains, l'attentat contre le *Rainbow-Warrior* n'allait pas sensiblement au-delà de ce qui est, hélas ! la pratique courante des services secrets des pays les plus démocratiques. Non seulement la mort du photographe portugais n'était pas au programme, mais toutes les précautions avaient été prises, du moins le croyait-on, pour éviter de mettre des vies en péril. Il aurait été tellement plus facile, si l'on avait accepté de tuer délibérément, de détruire le bateau en mer : ni vu ni connu. Grâce à Dieu, on ne l'a pas fait !

On peut bien sûr, au nom d'une conception passablement angélique de la politique, rejeter le principe même d'une opération de ce genre et supprimer du coup le service Action de la DGSE : il n'a pas d'autre objet. Mais il faut dans ce cas pousser la logique de son raisonnement jusqu'au bout et ne pas se résigner, non plus, à ce que la vente d'armes, destinées par définition à tuer, constitue l'une des activités les plus florissantes de l'économie française.

Pour François Mitterrand, la destruction du *Rainbow-Warrior* était *« criminelle et absurde »*. Sur le plan des intentions au moins, il devrait être permis d'inverser les termes : pourquoi diable aller couler un navire dans des eaux territoriales étrangères, au mépris de ce droit international que la France est justement fière de défendre, alors qu'il était possible de l'intercepter, en conformité avec ce même droit, dans ses propres eaux ? Mais il s'agit là d'un jugement sur l'*efficacité*, qui ne touche en rien à l'honorabilité de ceux qui ont conçu l'opération. Et encore moins, bien sûr, de ceux qui ont obéi, à leurs risques et périls, et sans le moindre profit personnel, à l'ordre d'y participer.

(Lire la suite page 7.)

La chute du dollar : tournant ou faux espoir ?

Sur des marchés des changes toujours sous le choc des déclarations-surprises des cinq pays les plus industrialisés** (« Nous allons faire baisser le dollar »), **la devise américaine, après avoir chuté de près de 7 % lundi 23 septembre, le plus vif repli jamais enregistré, évoluait, mardi 24 septembre, légèrement au-dessus de ses plus bas cours de la veille, soit 8,27 F environ et 2,71 DM, contre 8,20 F et 2,69 DM, lundi soir à New-York, et 8,80 F vendredi 20 septembre.

Manifestement, les milieux financiers internationaux, tout en voyant le dollar fléchir plus ou moins à court terme, s'interrogent sur la suite des événements. Si l'attitude déterminée des Cinq, le revirement inattendu des Etats-Unis, résignés, sous la pression d'un Congrès déchaîné, à intervenir sur les marchés des changes, et, surtout, l'entrée en lice du Japon, résigné lui aussi à faire remonter le yen, les impressionnent, en revanche, l'environnement à moyen terme ne leur paraît pas avoir changé radicalement.

Pour obtenir une baisse durable du dollar, il faudrait une détente sensible des taux d'intérêt américains, encore supérieurs aux taux allemands et japonais, une réduction significative du déficit budgétaire des Etats-Unis, afin de réduire les appels aux capitaux extérieurs, et un fléchissement de l'activité économique outre-Atlantique, qui attirerait moins les investisseurs. Tous ces facteurs leur apparaissent si aléatoires qu'un profond scepticisme les habite.

A Tokyo, par exemple, où le dollar au début a baissé violemment, les importateurs, profitant de l'aubaine, en ont acheté massivement, faisant remonter son cours malgré les efforts désespérés de la Banque du Japon. Tel est l'état d'esprit dans l'immédiat. Les prochaines semaines et les prochains mois diront si le groupe des Cinq a réuni assez de munitions pour forcer un repli durable du « billet vert ». Il leur reste aussi à convaincre les détenteurs de capitaux que le dollar n'est plus un placement intéressant, ce qui est douteux pour l'instant.

LIRE PAGE 38

- **Le climat s'est modifié sur le marché des changes, par FRANÇOIS RENARD.**
- **M. Reagan cherche à résister aux tentations protectionnistes du Congrès, de notre correspondant BERNARD GUETTA.**

L'ENDETTEMENT CROISSANT DU TIERS-MONDE

Avant le déluge...

Quelques chiffres approximatifs, d'abord, pour mémoire. La dette extérieure du Brésil est de 105 milliards de dollars. Le Mexique doit 96 milliards, l'Argentine 47 milliards, le Venezuela 35 milliards, le Chili au moins 20 milliards, le Pérou 14 milliards, la Colombie une dizaine. Le petit Costa-Rica, avec deux millions d'habitants seulement, a une dette de 4 milliards de dollars, et celle de l'Uruguay est de 4 milliards et demi.

En Afrique, un continent d'abord confronté au drame de la faim (1), le géant nigérian a une dette extérieure de quelque 17 milliards de dollars. L'Egypte, dette privée comprise, doit environ 15 milliards de dollars, et le Maroc une dizaine. En Asie, où la souplesse est certes plus grande, la Corée du Sud a quand même une très lourde dette : 23 milliards de dollars (2). L'Indonésie (dette publique et privée garanties) doit 22 milliards, et les Philippines une quinzaine. En Europe, la Pologne vient en tête de liste avec une dette de 28 milliards de dollars. La Yougoslavie s'inscrit pour 20 milliards. On pourrait continuer. C'est la fable des animaux malades de la peste : tous ne mouraient pas, mais... Encore une incidente, peu commentée : la dette totale des fermiers nord-américains s'élève à environ 200 milliards de dollars, soit plus de la moitié de la dette externe totale de l'Amérique latine. Comme le dit l'*Economist* de Londres, c'est une dette *« éléphantesque »*, qui explique les banqueroutes en chaîne des caisses d'épargne des Etats en Amérique du Nord.

Les regards restent pourtant braqués vers l'Amérique latine, et c'est logique. C'est là que peut surgir l'étincelle mettant le feu aux poudres et déclenchant un maelström monétaire mondial. La crainte n'est pas nouvelle. Le premier coup de tonnerre a éclaté en 1982, lorsque l'on a cru que le Mexique ne pourrait plus faire face à ses obligations internationales. Le spectre d'une réaction en chaîne a inquiété un moment les milieux bancaires de Wall Street. Puis les mécanismes de défense ont fonctionné, du moins à court terme, pour éviter le pire.

En septembre 1984, la réunion annuelle du Fonds monétaire international, à Washington, s'est terminée dans l'euphorie. On célébrait avec raison l'accord qualifié d'« exemplaire » sur la dette mexicaine (3).

MARCEL NIEDERGANG.

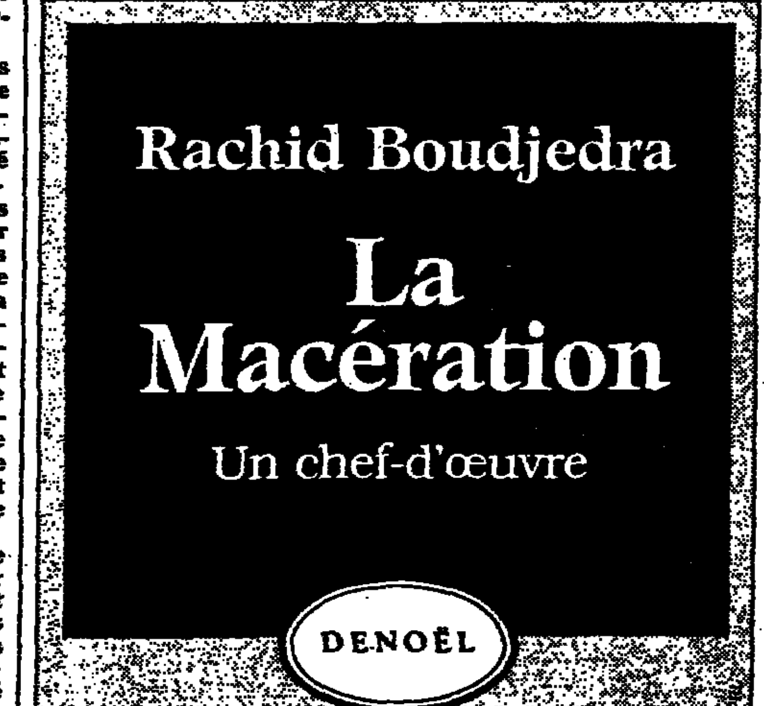
(Lire la suite page 39.)

(1) Voir l'article de Laurent Zecchini dans *le Monde* du 18 juillet 1985.

(2) Selon des estimations de la Banque mondiale en 1983.

(3) Voir l'article de François Renard dans *le Monde* du 11 septembre 1984.





UNE PHOTOGRAPHIE INÉDITE DES PRÊTRES FRANÇAIS

Le clergé en confidence

A la différence des instituteurs, des militaires ou des médecins auxquels on les a souvent comparés, les prêtres n'exercent pas seulement un métier : ils ont consacré toute leur vie à une Eglise qui leur impose le célibat. Ce statut très particulier, inchangé depuis des siècles, et auquel ils se soumettent toujours, n'empêche pas le clergé catholique d'être le groupe socio-professionnel qui a le plus évolué en France au cours des quarante dernières années. Surprenante métamorphose, illustrée par l'abandon de la soutane et que souligne une enquête inédite, rendue publique ce mardi 24 septembre.

L'institut Louis-Harris a réalisé, pour *la Vie*, un sondage d'opinion auprès d'un échantillon représentatif de 609 prêtres. Parallèlement, dix-neuf mille questionnaires ont été envoyés aux quatre coins de France, et plus de mille sept cents réponses écrites, souvent très détaillées, sont revenues à l'hebdomadaire. Les résultats des deux enquêtes occupent un volume de trois cents pages, au titre significatif : *« Les volets du presbytère sont ouverts » (1)*.

> *Les prêtres français ont changé. Deux sur trois trouvent normal d'exercer une activité professionnelle, et quatre sur cinq sont favorables à l'ordination d'hommes déjà mariés.*

Ouverts, en effet, et dans les deux sens. Car si le monde extérieur a fait irruption dans les presbytères, modifiant sensiblement l'état d'esprit des prêtres, ceux-ci ont cessé d'être ces détenteurs du savoir, distants et pincés qui regardaient les fidèles du haut de leurs chaires. Pour cette enquête, ils ont accepté de se montrer sans masques, avec une humilité frappante. *« Ma vie de foi a changé au contact de jeunes qui m'ont appris à prier »*, dit l'un. *« La foi qui m'habite est faite de doutes permanents »*, avoue un autre.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 12.)

(1) Les principaux résultats de l'enquête sont présentés dans *la Vie*, datée 25 septembre-1er octobre. L'ouvrage *Les volets du presbytère sont ouverts* est édité par Desclée de Brouwer, 311 pages, 82 F.

débats

GREENPEACE

Le cyclone va-t-il enfin s'éloigner ? En attendant, Antoine Sanguinetti estime que l'amiral Lacoste, patron de la DGSE, n'avait pas le droit de dissimuler quoi que ce soit à M. Hernu. Comme Jean Cardonnel, Yves Cochet, au-delà du débat d'actualité, ne voit rien de provocateur dans l'invitation à renoncer aux « expériences de mort ».

Un précédent regrettable ?

Ne pas confondre l'éthique et la conception du devoir militaire.

par ANTOINE SANGUINETTI (*)

TOUT le monde a lu la lettre de Laurent Fabius au président : « *Interrogé par écrit par le ministre de la défense, l'amiral Lacoste a refusé de répondre en invoquant sa conception de son devoir militaire.* » Qu'a-t-il entendu par là ?

On aurait pu comprendre, sans l'excuser, que par une fausse interprétation de l'éthique marine de responsabilité totale du commandant, l'amiral Lacoste veuille couvrir tous ses subordonnés et assumer seul la faute commise. Mais il n'a pas parlé d'éthique, *il a parlé de sa conception* de son devoir militaire, ce qui est très différent.

Il craindrait, a-t-il précisé, de mettre ses hommes et son service « *en péril* » en répondant à son ministre. L'amiral Lacoste partagerait-il la paranoïa de droite — comme tant de gens de la « piscine », si l'on en croit les livres qui *en traitent* — consistant à voir dans tout homme de gauche, sous le prétexte communiste, un ennemi de l'intérieur de la France et un traître en puissance ? C'est possible après tout : il a été successivement directeur de cabinet apprécié d'Yvon Bourges et de Raymond Barre, et l'on sait que la droite, contrairement aux socialistes, n'a pas l'imprudence de mettre des adversaires politiques dans ses petits papiers.

En fait, les militaires, quels qu'ils soient, n'ont jamais qu'une habilitation partielle et circonstancielle, en fonction de leur poste, à connaître les secrets de défense. Seuls le ministre de la défense, le premier ministre et le président ont une habilitation totale et permanente comme responsables nationaux de cette défense, ce qui rend la méfiance de l'amiral inacceptable. Dans le déchaînement anti-gouvernemental *de la semaine dernière, par ailleurs,* on a pu entendre dire que les militaires français ne prenaient pas d'initiatives et se contentaient d'obéir au pouvoir. Nous avons là pourtant, dans le refus de l'amiral Lacoste, la preuve du contraire, et *celle qu'il n'avait pas reçu ses ordres* du pouvoir politique.

Aux termes du décret du 2 avril *1982 portant création et fixant les* attributions de la DGSE, son directeur-général relève directement du ministre de la défense, et de lui seul. D'une part, l'amiral Lacoste n'avait donc pas le droit de dissimuler quoi que ce soit à ce ministre. Il n'a d'autre part aucun devoir de discrétion vis-à-vis d'autres chefs militaires, dont aucun n'était son supérieur dans sa ligne hiérarchique. S'il avait un devoir de solidarité, c'est envers le gouvernement légal et légitime, fût-il de gauche. Sa réponse négative à la demande du ministre *qualifié revêt sans ambiguïté* un caractère de refus d'obéissance qui relève de l'article 427, faisant suite aux « révoltes et rébellions », du code de justice militaire.

Plusieurs membres subalternes des armées passent en jugement chaque année pour ce motif, et sont condamnés parfois durement pour des faits plus anodins. Il serait très *nuisible à l'esprit de discipline qu'un* manquement aussi grave, commis à la charnière entre le commandement militaire et le pouvoir civil, ne soit pas sanctionné : car la simple mise à la retraite, même pas anticipée, d'un officier qui en a largement passé l'âge ne peut s'assimiler à une sanction. Ce serait un précédent sous la Ve République, qui a pourtant déjà connu des moments plus difficiles avec ses officiers.

Dans tous les cas, l'amiral *Lacoste n'a pas été seul mis en cause* par les rumeurs et les rapports. Si la femme de César doit être insoupçonnable, la crédibilité de nos armées exige désormais que le gouvernement achève de nettoyer l'abcès. C'est quand on apparaît faible que *l'on doit se montrer le plus dur.*

(*) Vice-amiral d'escadre (C.R.).

La rose fanée

La solidarité internationale a reçu un rude coup et les socialistes aussi

par JEAN CARDONNEL (*)

TOUT ce à quoi j'adhère bat de l'aile. Je sais bien que l'exercice du pouvoir n'est pas un problème d'envolée lyrique. On laisse toujours des plumes dans la *gestion de* l'Etat ou de l'Eglise. Dès lors qu'il s'incarne, le verbe cesse d'être puriste. Il n'est plus à cheval sur les principes et marche, tâtonne, piétine au ras du sol des faits, manœuvres, intrigues. La terre salit, couvre de taches la Parole qui, audacieuse, s'y enracine. Le ciel n'a plus rien du lieu où l'on déploie les ailes du rêve. Il s'est modernisé, désormais, l'espace aérien dont les Etats se disputent la possession. Quant aux mers, à l'océan doté du plus beau nom de Pacifique, les navires qui battent pavillon international *planétaire d'une verte paix* y sont en danger. L'un d'entre eux y coule. Plus même que la femme de César, un gouvernement de gauche à direction socialiste n'a pas le droit d'être soupçonné. Nombreux, nous avons voté pour lui en raison des trois points majeurs qu'indiquait le premier ministre et auxquels il s'efforce *de rester fidèle :* l'égalité des chances, la solidarité, l'exigence éthique.

Dans l'affaire Greenpeace, la solidarité internationale a reçu un fameux coup, et l'exigence éthique a du plomb dans l'aile. Il est vrai que *M. Fabius sait assouplir l'absolu de* nos trois principes par une considération d'ordre national : la France ne se laissera dicter par personne sa conduite en matière de défense. N'est-ce pas insinuer que les bateaux d'une verte paix étaient fort capables de vouloir imposer à la France une autre politique qui ne serait pas celle du surarmement ? Mais voyons, ils se gardent bien d'imposer. Le seul crime des bateaux de paix en plein Pacifique ? Suggérer aux pouvoirs publics, à la France républicaine que dirigent des socialistes et talonne la solidarité, l'exigence éthique d'arrêter la préparation du geste meurtrier. Est-il insultant pour la majesté nationale française qu'un bateau propose un changement de cap ? Je ne vois rien *de provocateur dans l'invitation* à renoncer aux expériences de mort.

Mais, si ma mémoire est bonne, Jean Jaurès s'est vu accusé de trahison parce qu'il préconisait la paix, le désarmement. On l'a tué comme fut coulé le bateau pacifique. Mais alors, la rose déposée par le président de la République française sur la tombe du martyr de la paix a duré ce que durent les roses : l'espace *d'une cérémonie. A quoi se raccrocher* aujourd'hui ? Les roses très vite sont fanées comme les lauriers coupés. Il est plus réaliste de se menacer d'extermination *mutuelle* que d'ensemble fleurir la terre.

(*) Prêtre.

La démocratie en question

Les Verts récusent le processus du bouc émissaire

par YVES COCHET (*)

SI l'on essaie de réfléchir sur les dernières révélations concernant l'affaire Greenpeace, puis sur l'ensemble du traitement des informations publiées par les médias, enfin sur les rôles joués par les appareils militaire, étatique et médiatique, il apparaît une série de questions fondamentales qui touchent aux formes de la démocratie dans un Etat tel que la France.

Tout d'abord, la mise en œuvre d'importants moyens militaires en hommes et en matériel pour couler le *Rainbow-Warrior* est un acte de guerre dans un pays étranger.

Alors que les écologistes de Greenpeace sont les victimes de l'attentat, de nombreux médias et journalistes ont tenté de les discréditer en les chargeant d'insinuations, toutes non fondées, quant à leur *financement,* qualifié d'occulte, leurs orientations, présentées comme prosoviétiques, et leur organisation, décrite comme infiltrée ou manipulée *par le KGB.* On aurait pu tout aussi bien les accuser de favoriser Reagan, qui ne demanderait sans doute pas mieux que de contrôler la *défense française* comme il contrôle la défense ouest-allemande. C'est dire les *a priori* de nombre de commentateurs aveuglément respectueux de l'appareil *militaire.*

Si l'on peut estimer à 20 % la proportion de Français hostiles à la dissuasion nucléaire, cette minorité importante, représentée politiquement par les Verts, ne rencontre que le mépris du pouvoir et le verrouillage des médias, en particulier audiovisuels. Il ne suffit pas, pour rétablir l'équilibre, de publier les déclarations de Brice Lalonde, quand on sait par ailleurs que celui-ci est favorable à la dissuasion nucléaire. Les Verts estiment, bien sûr, que les responsabilités doivent être dévoilées et sanctionnées, mais ils récusent le processus du bouc émissaire qu'il suffirait de sacrifier pour calmer les esprits. Il s'agit donc de savoir si le seul groupe significatif qui s'oppose politiquement à la dissuasion nucléaire, les Verts, et leurs sympathisants ont ou non le droit à l'expression, ou si au contraire tout est fait pour minimiser leur parole ou même pour les réduire physiquement par la destruction et par la mort.

Enfin, la question de fond est non seulement l'atrocité morale et écologique des armes de destruction massive que sont les bombes nucléaires, *mais aussi la pertinence de la dissuasion* nucléaire telle qu'elle est décrite et serait mise en œuvre par le président de la République. « *La dissuasion, c'est moi* », disait François Mitterrand il y a un an. On peut en douter pour deux raisons d'ordre humain. Tout d'abord parce que, *pour l'efficacité d'une éventuelle riposte* à une agression extérieure, le maillon humain est le plus fragile comparé à la rigidité du traitement *informatisé de tous les paramètres* caractérisant l'ampleur de cette agression et la décision d'y répondre. Ensuite parce que François Mitterrand se targue lui-même de réfléchir longuement sur tout événement majeur avant d'agir, cette fois rapidement. Mais trop tard en ce cas. Au moment où les fusées françaises jailliraient des sous-marins, nous serions *déjà tous morts* pendant que les agresseurs se protégeraient. Il nous paraît donc urgent d'ouvrir le débat sur la politique de défense en France *si l'on veut échapper* à la spirale technocratique qui exigera bientôt l'automatisation totale de l'évaluation de l'agression et de la décision de *riposte.*

Bref, l'affaire Greenpeace pose autant de questions sur la politique de défense que sur les responsabilités militaires, étatiques et médiatiques et leurs interconnexions. La démocratie et la liberté d'expression y auront beaucoup perdu tandis que le cynisme et *l'hypocrisie déferlaient.* J'espère cependant que les citoyens de France qui restent comme nous attachés à une certaine morale y gagneront quelque lucidité et en tireront les conclusions politiques.

(*) Porte-parole des Verts.

« MIRAGES ET MIRACLES », d'Alain Lipietz

Industrialisation et tiers-monde

« N*ous puisons dans l'Océan avec une coquille.* » Cette phrase de Newton que cite Alain Lipietz dans son nouveau livre donne le ton général de modestie avec lequel est abordée ici la nouvelle géographie mondiale. Un de ses aspects a *retenu particulièrement* l'attention de l'auteur : celui de l'industrialisation non pas *du* tiers-monde (on n'en est pas là) *mais dans le tiers-monde. C'est* dire qu'il regarde surtout, avec les dons d'analyse qu'on lui connaît, ce qui se passe dans ces fameux *NPI* (nouveaux pays industriels) qui essaient de décoller à leur façon, et les leçons théoriques qu'il faut en tirer.

Très accroché par la notion de « fordisme », régime d'accu*mulation intensive* du capital centré sur la consommation de masse, Alain Lipietz constate, à juste titre, que ce n'est plus tellement pour y trouver des débouchés que le « capitalisme central » s'intéresse à la « périphérie », c'est-à-dire aux pays du Sud, mais pour y produire à plus grande échelle et à coût plus bas. Une nouvelle division du travail se superpose ainsi à l'ancienne sans s'y substituer.

Lorsque le « fordisme » atteint la périphérie dans les NPI *et singulièrement,* parmi ceux-ci, la « bande des quatre » du Sud-Est asiatique : Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hongkong, le paysage mondial change du même coup. Le Sud voit croître ses exportations et le Nord trouve réciproquement au Sud un nouveau client pour certains de ses produits. Mais ce n'est plus comme jadis, parce que l'industrie du Sud stagne, que ce dernier redevient un grand débouché pour le Nord, c'est au contraire parce que l'*industrie du Sud croît plus* vite. Cette croissance globale est telle qu'elle offre aussi un débouché pour le Nord.

Cela dit, Alain Lipietz ne manque pas de souligner le caractère mineur, à l'échelle *mondiale, du succès des NPI,* et de décrire les nuages qui s'amoncellent (tensions démographiques, urbanisation sau*vage, destruction de l'agricul*ture de subsistance, chaos des *rapports sociaux*), dont l'endettement n'est pas le moindre. Effacer les dettes ? Peut-être, mais à condition de ne pas reconduire le modèle antérieur. Qu'il s'agisse des grands pays d'Amérique latine ou des petits du Sud-Est asiatique, il faut souhaiter pour les NPI un type *de développement « moins greffé sur les soubresauts d'un fordisme central à l'agonie, plus orienté vers un modèle de consommation économe aux biens importés, sur les formes de production utilisant plus intensivement les ressources locales, avec un régime d'accumulation moins dépendant des aléatoires débouchés extérieurs ».*

Vaste programme ! On eût aimé que l'auteur s'interrogeât un peu plus longuement sur les moyens de le réaliser. Car, comme le remarquait amèrement Joan Robinson, qu'il cite dans sa conclusion : *« S'il est terrible d'être exploité par l'impérialisme, il est plus terrible encore de ne pas l'être du tout »,* c'est-à-dire d'être au chômage.

PIERRE DROUIN.

★ Editions La Découverte. 192 pages, 115 F.

COURRIER DES LECTEURS

Le « racket » de la CGT

Il est dit, dans *le Monde* du 18 septembre 1985, que j'avais été « *pris à partie* » au péage de La Ciotat par les manifestants des chantiers navals. Ce n'est pas exact sous cette forme. Des individus, porteurs de badges de la CGT, arrêtaient les voitures et, sous la menace, encaissaient à leur profit le montant des péages. Ils ne me connaissaient pas, et ma célébrité n'est pas telle qu'ils m'aient reconnu. Mais quand j'ai dit que, « *par principe, je n'étais pas un homme à subir un racket* », ils ont cabossé ma voiture, enfoncé la portière avant droite et enlevé le bouchon du réservoir de carburant, sous les regards de deux motards de police consternés, mais inactifs sans nul doute sur ordre.

Je ne sais s'il y a un lien de cause à effet avec la plainte déposée contre ces vandales, mais le racket semble avoir cessé. J'ai fait connaître *au premier ministre* (qui a été mon jeune collègue au Conseil d'Etat) que son gouvernement, si sourcilleux en matière de droits de l'homme, n'assure pas, chez nous, la protection des personnes et des biens, ni la libre circulation des individus.

PASCAL ARRIGHI,
vice-président
de l'Assemblée régionale
de la Corse.

Les dinosaures et nous

Dans la page 8 du *Monde* du 24 août 1985, sous la rubrique « Sciences », dans l'article « Les sauriens font un bond en arrière », il est écrit : « *Comment expliquer la brusque disparition des dinosaures ?* »

La race des dinosaures, et de la plupart des grands sauriens de l'époque secondaire, a vécu, selon les estimations, entre 75 millions et 150 millions d'années — admettons *une centaine de millions.* Il y a deux remarques à faire : tout d'abord, devant cette immensité de durée, le mot « *brusque* » semble étrange. Ensuite, il est assez ironique que l'homme, *qui compte à peine 3 millions d'années de présence,* parle de « *brusque disparition* » : combien de millions d'années prétendons-nous donc vivre encore, sans même parler de notre tendance à l'autodestruction par la guerre ou la pollution ? Peut-être l'homme disparaîtra-t-il beaucoup plus « brusquement » ! Souhaitons plutôt de vivre aussi longtemps que les dinosaures, ce ne serait déjà pas si mal...

PIERRE MAX,
(Neuilly-sur-Seine.)



Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant,*
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur.*

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

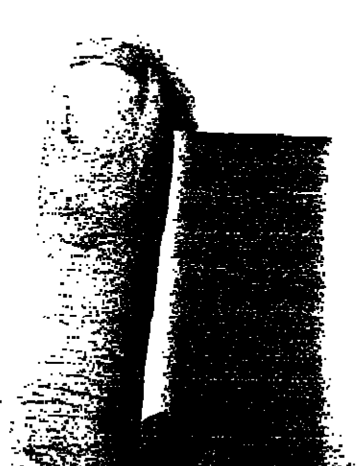
Par voie aérienne : tarif sur demande.

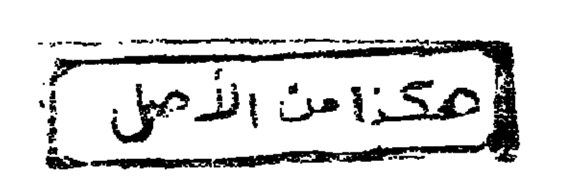
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.





étranger

Liban

Vivre à Beyrouth... hors de son « camp »

Des délégués des trois principales milices aux prises au Liban — Amal, chiites ; PSP, druzes, et Forces libanaises, chrétiens — se réunissent ce mardi à Damas à la demande de la Syrie.

Damas veut, en outre, imposer à Tripoli un « plan de rétablissement de l'ordre » au détriment des partisans de M. Arafat et de leurs alliés. La grande ville du nord a encore connu des violents combats lundi.

A Beyrouth, la situation des habitants vivant hors de « leur secteur » devient de plus en plus préoccupante...

De notre correspondant

Beyrouth. — Quatre-vingt cinq ans, cardiaque et diabétique, le viel homme avait disparu une semaine plus tôt au passage intersecteur de Kaskass, le jour même de sa réouverture. Accablé de soleil, alors que les voitures avançaient au compte-goutte, il avait préféré faire demi-tour pour regagner son domicile à Beyrouth-Ouest. Antoine Baz a été retrouvé, parmi quatre cadavres, sur les sables de Jnah. Deux corps n'ont toujours pas été identifiés. Deux autres sont venus s'y ajouter trois jours plus tard. Dans le premier cas, à coup sûr, il s'agit d'une exécution d'otages abandonnés à dessein, bien en vue, alors qu'il était si facile de les faire se volatiliser dans le chaos libanais, comme des centaines d'autres depuis dix ans que dure la guerre.

Liquidations pour faire peur : Beyrouth bruisse de vieilles rumeurs angoissantes sur les enlèvements de musulmans à l'est et de chrétiens à l'ouest. Si l'histoire qu'on raconte sur le point de départ de la vague actuelle — l'une des plus *« sales »*, selon les critères libanais, était véridique, elle serait exemplaire.

Un chauffeur de taxi musulman ayant chargé à l'aéroport un passager chrétien se rendant à Beyrouth-Est — il en existait encore il y a un mois — lui aurait réclamé en route 1 000 livres, en le menaçant de le livrer à des ravisseurs s'il ne s'exécutait pas. Les 1 000 livres auraient été prestement payées et le chauffeur, sûr de son affaire, aurait franchi le passage ouest-est. Sans se laisser démonter, le passager délesté mais vindicatif, faisant mine de guider le chauffeur indélicat vers son domicile, l'aurait alors mené droit a une permanence des forces libanaises, et les miliciens chrétiens se seraient emparés du filou pour ne plus le relâcher.

Même les femmes

Rien de tel qu'un otage « bien frais » pour susciter un et, de préférence, plusieurs « contre-otages ». Qui a commencé ? Le chauffeur maître-chanteur ou les miliciens ? En tout cas, l'engrenage était enclenché. Ce n'était certes pas la première fois que des vagues d'enlèvements se produisent au Liban, ni que les otages sont liquidés. En dix ans de guerre, 4000 à 5000 Libanais sont morts de cette façon.

2400 disparus « anciens », dont on sait pertinemment que 90 % sont morts , sont réclamés de part et d'autre — mais jamais la trappe ne s'était refermée aussi complètement sur les disparus.

Un échange paritaire — onze chrétiens contre onze musulmans, — suivi d'un entrebâillement des voies de passage, n'a rien réglé. Les enlèvements ont repris de plus belle, dans tout à Beyrouth-Ouest. Le « passant » est-ouest et vice-versa se faisant rare, les ravisseurs se sont rabattus sur les vieilles gens et les femmes, qui avaient jusque-là bénéficié d'une sorte d'immunité tacite, ainsi que sur les habitants de leurs zones appartenant à *« l'autre »* confession. S'il n'y a à Beyrouth-Est que des îlots de musulmans rigoureusement préservés après l'élimination *manu militari* des camps palestino-musulmans de la Quarantaine et de Tell-el-Zatar et du quartier chiite de Nabaa, 6000 chiites environ vivent encore dans l'arrière-pays chrétien. Selon leurs coreligionnaires à Beyrouth, on leur inflige des vexations pour les faire partir. Le guide du Hezbollah, Cheikh Mohemed Hussein Fadlallah — après, il est vrai, une vigoureuse condamnation des enlèvements, — s'est montré menaçant à l'égard des chrétiens en zones musulmanes si les pressions s'exercant sur les chiites dans les montagnes de Jbeil ne s'arrêtent pas.

> *Il est de plus en plus difficile à Beyrouth d'être « seulement » libanais. Ceux qui s'obstinent de gré ou de force à vivre en minoritaires dans l' « autre secteur » ont à redouter des vexations et, parfois, pire...*

En face, les chrétiens de Beyrouth-Ouest sont encore nombreux, disséminés et sans autre protection que leurs relations personnelles. Ils étaient 150000 à 200000 avant la guerre. Beaucoup sont partis au fil des ans, dont une dizaine de milliers, lentement mais sûrement, depuis le nouveau découpage de la ville le 6 février 1984. Il en reste 40000 à 50000, attachés à leur quartier et, surtout, à leur maison, irremplaçable pour la plupart d'entre eux en l'état actuel des disponibilités de logement au Liban. Quelques enlèvements ont eu lieu dans les rues de l'ouest — devant l'université américaine, dans une file de boulangerie, devant une caserne des forces de sécurité, au passage d'un car d'employés de la compagnie d'aviation MEA, etc. S'y ajoutent des occupations d'appartements, des pressions et intimidations pour le rachat du bail ou de la propriété à vil prix : *« Je cherche à acheter un appartement de 300 mètres carrés. Ne connaîtriez-vous pas une bonne occasion, ou un chrétien qui s'en va ? »*, demandait récemment, presque de bonne foi, un médecin musulman, par ailleurs le meilleur des hommes. Ces pratiques, après la fermeture hermétique des voies de passage entre les deux Beyrouth, ont créé un climat empoisonné. Des familles qui avaient tenu dix ans flanchent. Elles s'en vont : *« Je me sens éjectée, forcée d'aller à l'Est. Mais je ne quitterai pas le Liban. Avant, je me disais que je ne partirais de chez moi — et chez moi c'est mon quartier de Beyrouth-Ouest, — que chassée. Et que, dans ce cas, j'irais à l'étranger. Mais j'ai changé d'avis. Tant qu'il restera un coin du Liban, au nord ou au sud, ghetto ou pas, où, chrétienne, je pourrai vivre, j'y resterai. C'est ma contribution à la survie de mon pays »*, nous dit, amère mais courageuse et tenace, une de ces chrétiennes de Beyrouth-Ouest, récemment expulsée, miliciens à l'appui, de son appartement.

« Que fais-tu encore là ? »

« Que fais-tu encore là, pourquoi n'es-tu pas chez toi à l'Est ? », dit le milicien au jeune homme en scrutant sa carte d'identité de chrétien. Mais, répond l'interpellé, *« chez moi, c'est ici »*. C'est à Beyrouth-Ouest, le quartier Zarif, qu'il habite depuis sa naissance.

On raconte que plusieurs familles chrétiennes de Moussaitbe, quartier de séculaire cohabitation à Beyrouth-Ouest, ont été arrachées de leurs maisons, entassées dans des voitures au point de passage de Kaskass, avec un *« Allez ouste ! Chez vous, c'est tout droit, à Beyrouth-Est »*.

Dans cette ambiance anxieuse, beaucoup de ceux qui ne se résolvent pas à partir, parmi les chrétiens de l'Ouest, cherchent à sauver les meubles — au sens propre, — en expédiant à l'Est les plus précieux, avec force difficultés. Quand ils en ont les moyens, ils achètent un petit appartement en zone chrétienne *« pour le cas où... »*. En attendant, il sert aux enfants et on y prend un peu de repos aux week-ends, du moins lorsqu'on peut passer. Les chrétiens de Tripoli, minorité qui se sent également menacée, ont la même attitude.

Cet état de choses a amené le Parti communiste lui-même à réagir avec vigueur. Lui qui fut et reste de toutes les combinaisons politico-belligérantes de Beyrouth-Ouest, lui qui a constamment combattu et combat encore le camp chrétien « réactionnaire », mais qui compte beaucoup de chrétiens dans ses rangs, souligne que *« parallèlement à la dégradation de l'état de la sécurité à Beyrouth-Ouest, un phénomène grave est apparu ces derniers temps. Il se manifeste par les enlèvements de chrétiens et par les occupations d'appartements de certains chrétiens. Des citoyens chrétiens sont par ailleurs forcés de quitter leurs maisons et leurs lieux de travail »*.

Les musulmans sunnites, qui se considèrent comme spoliés de leur traditionnel pouvoir à Beyrouth-Ouest, prennent eux aussi fait et cause pour les chrétiens de leur région. Leur instance supérieure a diffusé un communiqué qui dit notamment : *« Nous estimons que les rapts et les agressions dont sont victimes nos concitoyens chrétiens défient les enseignements de l'islam. »*

Les enlèvements et l'obligation de partir ont atteint plus particulièrement ces derniers temps les chrétiens attachés à l'unité d'un Liban démocratique. En tirant argument, les forces libanaises considèrent de leur devoir de défendre le sort des chrétiens, au besoin malgré eux. *« Si vous vous moquez de votre vie, nous y tenons »*, disait l'un d'eux à une jeune femme qui cherchait à passer d'est en ouest. L'intention politique est évidente, ce qui vaut aux miliciens, de la part de leurs ennemis à Beyrouth-Ouest, l'accusation d'imposer un blocus alimentaire au secteur musulman. Les silos céréaliers et les dépôts de carburant sont en effet en secteur chrétien. C'est un fait que plus un camion d'essence ou de farine ne passe d'est en ouest. Faute de pouvoir faire franchir 500 mètres à ces denrées vitales, le gouvernement en est réduit à faire embarquer de la farine au port de Beyrouth pour la décharger à 40 kilomètres de là, à Saïda. *« Vous savez bien que nous n'imposons pas de blocus, sinon nous empêcherions le chargement au port »*, font valoir les forces libanaises. Leurs miliciens n'en saisissent pas moins tout paquet de pain que quiconque, militaires compris, emporterait d'est en ouest.

La pénurie

Même en pleine bataille, la pénurie de farine et de carburant a rarement été aussi longue, même si de temps à autre un brusque arrivage se produit.

La MEA et donc l'aéroport risquent de s'arrêter au prochain rapt d'employés chrétiens — un dernier carré de chrétiens de l'Ouest qui assurent des services essentiels. Il en va de même pour les banques, dont onze employés chrétiens figurent parmi les disparus du secteur musulman, ce qui a provoqué une menace de grève illimitée. Le port, concurrencé par un chapelet de petits ports illégaux particulièrement actifs en secteur chrétien, n'a plus de quoi payer ses employés en fin de mois. Beaucoup d'entreprises ne tiennent qu'à un fil, et les banquiers observent leurs clients de l'œil qu'on réserve à des faillis potentiels.

Que le dollar monte ou baisse, c'est la panique : s'il monte, parce que c'est le signe qu'une nouvelle phase de guerre approche ; s'il baisse, parce que cela signifie qu' *« Arafat a inondé le marché »*, ce qui ne présage rien de bon.

L'Etat lui-même tiendra-t-il indéfiniment le coup alors qu'il n'a presque plus de rentrées, qu'il croule sous la dette (intérieure, il est vrai), lui qui n'en avait pas, et que celle-ci augmente à un rythme vertigineux : 42,5 milliards de livres libanaises en septembre 1985, contre 30,8 milliards en 1984 et 21 milliards en 1983 ?

Le canon vient de tonner à nouveau à Beyrouth-Ouest. A Tripoli, la bataille qui a déjà fait plus de 150 morts (*le Monde* du 23 septembre) est un épisode supplémentaire de la sanglante épreuve de force syro-palestinienne, dont le Liban est le théâtre et dans laquelle M. Arafat ne s'avoue pas encore vaincu.

« Je n'en peux plus... », a dit le premieR ministre, M. Rachid Karamé, face à tant de malheurs, en menaçant de démissionner, ce qui compliquerait encore la situation. *« Et nous donc ! »*, a commenté *l'Orient-le Jour*, au nom d'une population à bout de souffle et de ressources, malgré une exemplaire ténacité.

LUCIEN GEORGE.

Israël

Sept militaires sanctionnés pour avoir brutalisé des Arabes à Gaza

De notre correspondant

Jérusalem. — Sept militaires israéliens, qui suivaient des cours de formation pour devenir officiers, ont été radiés parce qu'ils avaient maltraité des Arabes résidant dans la bande de Gaza. Ils appartiennent à une unité régulière de l'armée envoyée en renfort à Gaza pour y maintenir l'ordre à la suite du récent regain de violence dans les territoires occupés.

Cette sanction inhabituelle semble confirmer *a posteriori* le sérieux des dizaines de plaintes — notamment pour coups et blessures — déposées ces derniers jours par des civils en Cisjordanie et à Gaza. Selon des témoignages concordants rapportés par la presse israélienne, des groupes de soldats en patrouille ont infligé des traitements humiliants et des brutalités à des résidents palestiniens. La majorité de ces sévices ont été commis à Hébron.

Quelques exemples : un habitant de cette ville, M. Nabil al Atal, affirme que des soldats l'ont frappé jusqu'à ce qu'il perde connaissance, après avoir faussement prétendu que les papiers de son véhicule n'étaient pas en règle. Une patrouille a ordonné à deux adolescents d'embrasser l'arrière-train de leur âne. L'un d'eux ayant refusé, fut durement battu. Un autre villageois a été frappé parce que *« les dents de son baudet étaient sales »*.

Pendant un contrôle d'identité, une patrouille a séparé les jeunes des vieux, obligeant les premiers à cracher sur les seconds. A Gaza, des soldats en faction autour du camp de réfugiés de Jebaliya auraient contraint de jeunes résidents à danser devant eux pantalon baissé. Une quinzaine de passants durent se tenir debout sur une table minuscule. Pendant une autre opération de contrôle en face de la grande mosquée, quelques centaines de personnes furent maintenues assises à terre et immobiles pendant plusieurs heures.

Des « cas isolés »

L'état-major semble avoir pris au sérieux cette série d'avanies. Une équipe spéciale de la police militaire a été chargée d'enquêter et de châtier les coupables. Un soldat a été traduit en justice pour avoir volé 10 dinars jordaniens au cours d'une fouille. Tout en confirmant l'existence de *« cas isolés »* de mauvais traitements, le général Moshe Levy, chef d'état-major, a déclaré, lundi 23 septembre, que la plupart des plaintes présentées par les habitants arabes étaient *« infondées »*. La plupart des coupables servaient, il y a peu, au Liban du Sud. *« Apparemment*, explique-t-on de source militaire, *on ne leur a pas assez clairement expliqué qu'ils ne devaient plus se comporter comme au Liban où le milieu était beaucoup plus hostile et dangereux. »* Depuis que ces mauvais traitements ont été rendus publics, assure-t-on de même source, aucun incident similaire n'a été signalé.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

- MANDAT D'ARRÊT CONTRE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX. — La cour d'appel de Santiago a lancé, lundi 23 septembre, un mandat d'arrêt contre le dirigeant syndical Rodolfo Seguel, président du Commandement national des travailleurs (CNT), et de son adjoint, M. Manuel Bustos, accusés par le pouvoir d'avoir attenté à la stabilité du régime lors des manifestations antigouvernementales de septembre. — *(AFP.)*

Inde

- ATTENTATS AU PENDJAB. — Trois personnes dont une fillette ont été tuées lundi 23 septembre au Pendjab, où six attentats à la bombe ont été perpétrés à quarante-huit heures des élections locales. Cinq des six bombes avaient été placées sous des voitures appartenant à des responsables politiques. Selon la police, ces attentats auraient été commis dans le cadre d'une campagne terroriste organisée par des extrémistes sikhs à la veille des élections. L'attentat le plus grave a eu lieu à Batala (à 40 kilomètres d'Amritsar, la ville sainte des sikhs). — *(AFP.)*

Italie

- UN JOURNALISTE ASSASSINÉ. — Un journaliste a été tué à Naples, lundi 23 septembre, par deux membres présumés de la Camorra, la Mafia napolitaine. Giancarlo Siani travaillait pour le journal napolitain *Il Mattino* et était connu pour ses articles sur la Camorra. Les journalistes avaient été épargnés par la Mafia et la Camarra depuis l'assassinat, en janvier 1984, d'un journaliste sicilien, Giuseppe Fava, à Catania. — *(UPI.)*

Tunisie

- QUATRE MIRAGE LIBYENS VIOLENT L'ESPACE AÉRIEN. — L'incident s'est produit selon les autorités tunisiennes lundi 23 septembre. Les appareils ont survolé à deux reprises, deux par deux, la zone de Remada, dans le sud, avant de regagner la Libye, alors que des chasseurs tunisiens se portaient à leur rencontre.

Samedi dernier déjà, le gouvernement tunisien avait élevé une protestation auprès des autorités libyennes à la suite de l'incendie d'une voiture appartenant au consulat de Tunisie à Tripoli.

ASIE

Vietnam

M. Pham Van Dong invite ses compatriotes à l'autocritique

Hanoï *(AFP)*. — *« Faiblesse des compétences »*, *« esprit de clocher »*, *« maladie du régionalisme »*, *« indiscipline »*, *« manque du sens des responsabilités »* : telles sont, au dire du premier ministre, M. Pham Van Dong, les principales causes des problèmes que connaît aujourd'hui le Vietnam, notamment dans le domaine économique.

Dans un article publié par le quotidien *Nhan Dan*, organe du Parti communiste vietnamien, le premier ministre admet que, malgré *« une ligne juste tracée très tôt »*, les dirigeants ont depuis quarante ans *« commis des erreurs qui auraient pu être évitées »* et *« laissé s'éroder des acquis de la résistance contre les Français et les Américains »*.

Réforme des salaires

« Les Vietnamiens, ajoute-t-il, *ont toujours vécu dans le cadre d'une économie de petitesse et ont du mal à s'adapter à une économie de grande production »*.

Le dirigeant invite tous ses compatriotes, *« de l'administration centrale à la base »*, à faire leur autocritique : *« Ce n'est pas une bonne attitude*, conclut-il, *que de rejeter ses erreurs sur les autres. »*

Le *Nhan Dan* a publié, d'autre part, le lundi 23 septembre, un article du ministre du travail, M. Dao Thien Thi, annonçant une réforme du système des salaires.

Cette réorganisation, partielle pour l'instant, vise à redonner aux salaires le rôle de *« levier économique »* que leur avait enlevé *« l'égalitarisme lourd »* de l'ancien régime de subventions, écrit M. Thien Thi. Dans ce régime, les salariés recevaient l'essentiel de leur rémunération en nature, de façon pratiquement égale pour tous.

Le ministre ne donne aucune indication sur l'éventail de la future grille des salaires, qui pourrait, selon certaines informations circulant à Hanoï, aller de un à quatre et entrer en vigueur en octobre. Mais il semble que les principaux bénéficiaires de la réforme seront l'armée et les cadres.

L'article du ministre du travail est le premier à faire officiellement allusion à la refonte du système des salaires prévue dans le cadre de la réforme économique de grande envergure entreprise depuis le début du mois d'août. Rappelons, que la semaine dernière, l'Etat a dévalué la monnaie nationale et a créé un « dong lourd ».

DIPLOMATIE

AUX NATIONS UNIES

M. Shultz insiste sur la gravité de la crise en Afrique du Sud

De notre envoyé spécial

New-York. – Si le vrai coup d'envoi de cette quarantième session de l'Assemblée générale des Nations unies a été donné lundi 23 septembre par le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, le discours qu'a prononcé avant lui le président brésilien, M. José Sarney, a frappé par la clarté de l'avertissement lancé aux pays riches : si les Occidentaux et le type de démocratie qu'ils incarnent plus ou moins veulent rester un exemple attirant pour certains régimes à tendance libérale dans l'hémisphère Sud, il faut qu'ils renoncent à leur égoïsme économique et financier. Le représentant du Pérou a même indiqué, quant à lui, que, si le FMI et le Banque mondiale ne se montraient pas plus attentifs au drame de l'endettement du tiers-monde, son pays ferait tout simplement sécession...

« Comment et quand démanteler l'apartheid ? »

La journée de lundi a par ailleurs permis au ministre français des relations extérieures – qui avait eu quelque peine à gagner New-York dans la matinée, ayant été à nouveau victime d'une panne de Concorde – d'entamer une longue série de contacts bilatéraux en marge de l'Assemblée générale. Outre le vice-premier ministre néo-zélandais *(lire page 6)*, M. Dumas a ainsi pu rencontrer ses collègues d'Irak, d'Uruguay et du Pakistan, ces deux derniers devant se rendre prochainement à Paris.

Mais c'est naturellement le discours de M. Shultz qui a constitué le plat de résistance du menu « onusien » de lundi. Le secrétaire d'Etat américain n'a pas apporté de changement notable à la ligne de conduite diplomatique de Washington, mais on a remarqué, avec un certain intérêt du côté des délégations africaines, qu'il avait commencé son tour d'horizon par l'Afrique du Sud en des termes dépourvus d'ambiguïté. « *La question n'est pas de savoir si l'apartheid doit être démantelé*, a-t-il rappelé, *mais comment, et quand. Et aussi ce qui va le remplacer : la guerre des races, le bain de sang, de nouvelles formes d'injustices ou une adaptation politique et la coexistence des races dans une société juste ?* » Le chef de la diplomatie américaine a, à nouveau, appelé au dialogue « *les hommes et les femmes de paix dans les deux camps* ».

M. Shultz a, d'autre part, rendu hommage aux progrès de la démocratie dans différents pays de l'Amérique latine, en particulier au Salvador, et condamné, à l'inverse, « *les gouvernants du Nicaragua et leurs alliés soviétique et cubain* », en accusant Managua de s'être engagé « *dans un processus de tyrannie intérieure et de subversion contre ses voisins derrière un manteau de rhétorique démocratique* ». De même, est-ce sans surprise que l'on a entendu le secrétaire d'Etat américain faire l'éloge des mouvements de libération nationale en lutte contre le « *colonialisme communiste* », en Afghanistan, au Cambodge, en Angola et ailleurs, ou encore condamner le terrorisme international.

A propos des relations américano-soviétiques, pourtant, M. Shultz s'est montré relativement optimiste. Après avoir rappelé qu'en dépit de leur opposition fondamentale les deux superpuissances avaient su éviter au monde, durant les quatre dernières décennies, une nouvelle guerre mondiale, il a affirmé : « *Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont actuellement la chance historique de réduire le risque de guerre.* »

D'une manière générale, le secrétaire d'Etat américain n'a pas ménagé ses compliments aux Nations unies, et il a rendu un hommage appuyé aux pères fondateurs de l'Organisation, en qui il s'est refusé à voir de naïfs utopistes. Cet exercice de style, déjà rituel pour une session normale, est, à plus forte raison, de mise pour cette Assemblée générale marquant le quarantième anniversaire de l'Organisation. Mais, venant du représentant d'un pays que l'on disait, surtout depuis son retrait de l'UNESCO, de plus en plus hostile à la diplomatie multilatérale et au système même des Nations unies, cet hommage insistant a plutôt agréablement surpris bon nombre de délégués. On attend maintenant à New-York le second temps fort de la semaine, qui sera, mercredi, la rencontre de MM. Shultz et Chevardnadze, l'ex-numéro un géorgien faisant ses premières armes aux Nations unies comme ministre des affaires étrangères de l'URSS.

B. B.

● *Reprise de contact soviéto-britannique.* – Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, ont eu, lundi 23 septembre, un entretien de soixante-dix minutes à New-York, un entretien que Sir Geoffrey a qualifié de « *très direct* ». Cette réunion, qui a eu lieu au siège de la mission soviétique auprès des Nations unies, était le premier contact à haut niveau entre représentants des deux pays depuis l'expulsion pour espionnage, par la Grande-Bretagne, de trente et un Soviétiques et l'expulsion d'un même nombre de Britanniques par Moscou, la semaine dernière. Sir Geoffroy a déclaré qu'il pensait qu'un trait avait désormais été tiré sur cette affaire. – *(AFP.)*

LE PRINCE SIHANOUK REÇU PAR M. MITTERRAND

La France s'est engagée à favoriser une rencontre informelle entre les différentes parties en présence dans le conflit du Cambodge, a déclaré, lundi 23 septembre, le prince Norodom Sihanouk, chef de la coalition en exil, à l'issue d'un entretien avec le président François Mitterrand.

Le prince voudrait réunir des représentants de la Chine, de l'Union soviétique, du Vietnam, des pays membres de l'ASEAN et des quatre factions cambodgiennes.

« *La France peut persuader ces pays de venir à Paris pour prendre un verre de champagne, quelques petits fours et puis se voir et préparer ensemble (...) une conférence internationale pour résoudre pacifiquement* » le conflit du Cambodge, a-t-il déclaré aux journalistes à sa sortie de l'Elysée. Selon le prince, son hôte s'est montré bien plus coopératif que de précédents contacts avec des diplomates français ne l'avaient laissé espérer.

Interrogé sur l'Assemblée générale des Nations unies, à laquelle il doit assister cette semaine, il s'est montré pessimiste : « *Je ne pense pas qu'on puisse avancer tellement dans la recherche d'une solution* », a-t-il indiqué.

● *Entretiens Reagan-Moubarak.* – En visite à Washington, le président égyptien, M. Moubarak, qui a été reçu, lundi 23 septembre, par M. Reagan, a invité les Etats-Unis à agir rapidement pour relancer le processus de paix au Proche-Orient. M. Reagan a réitéré les conditions mises par Washington – reconnaissance par l'OLP du droit d'Israël à exister et des résolutions 242 et 338 de l'ONU – à l'instauration d'un dialogue avec les Palestiniens. Le président américain recevra la semaine prochaine le roi Hussein de Jordanie. – *(AFP.)*

EUROPE

Autriche

Deux anciens ministres suspendus de leurs fonctions au sein du Parti socialiste

Deux anciens ministres socialistes des finances, M. Herbert Salcher et M. Hannes Androsch, ont été suspendus, jeudi 19 septembre, de leurs fonctions dans les instances dirigeantes du Parti socialiste autrichien (SPO e). Le bureau exécutif du parti a pris cette décision pour éviter que l'affrontement entre les deux hommes n'ait des répercussions sur la préparation du congrès qui doit se dérouler en novembre.

M. Salcher avait en effet, du temps où il était ministre, engagé une procédure judiciaire contre M. Hannes Androsch pour fraude fiscale. Ce dernier, ancien « dauphin » du chancelier Kreisky, et actuel président de la plus importante banque du pays, le Creditanstalt, avait dû démissionner en 1980 de son poste de ministre des finances à la suite d'une affaire de pots-de-vin. Le chancelier Sinowatz avait peu apprécié le fait de ne pas avoir été informé de la procédure engagée par M. Salcher contre M. Androsch et avait remplacé le premier par M. Franz Vranitzky à l'occasion d'un remaniement ministériel au mois de septembre 1984.

Ce conflit de personnes interne au SPO e intervient à un moment où la coalition gouvernementale (socialistes et libéraux) est affaiblie par une série de scandales qui se sont accumulés depuis l'accession de M. Sinowatz à la chancellerie. Le dernier en date, celui du vin frelaté, s'ajoute à celui qu'avait provoqué la réception accordée au criminel de guerre nazi Reder par le ministre de la défense, et l'implication du ministre des affaires étrangères, M. Leopold Gratz, dans une sombre affaire d'escroquerie à l'assurance.

L. R.

● *Attentat.* – L'explosion d'une bombe, dans la nuit du 23 au 24 septembre, dans la Banque centrale de changes et de crédits, à Vienne, a fait onze blessés. L'un d'entre eux, un passant de la *Kärtnerstrasse*, l'une des rues les plus animées de la capitale autrichienne, a eu la main arrachée. – *(AFP.)*

Hongrie

Les écologistes ont perdu leur bataille contre le barrage de Nagymaros

Après avoir longtemps hésité, sous la pression, inhabituelle, de leur opinion publique, les dirigeants hongrois ont pris leur décision. Le barrage et la centrale électrique de Nagymaros, qui bouleversera le cours du Danube en amont de Budapest, sera construit, même si de menues consolations doivent être offertes aux écologistes, appelés par exemple à se prononcer sur la couleur des constructions à venir...

Budapest *(AFP)*. – Les autorités hongroises, qui ont temporisé huit ans avant de s'engager fermement dans la construction du barrage, s'emploient maintenant à convaincre de ses avantages une opinion hostile.

Une pétition contre ce barrage avait réuni l'année dernière plus de six mille signatures, chiffre considérable pour un pays socialiste (*le Monde* daté 7-8 avril 1985). Après plusieurs reports, la réalisation de cette gigantesque construction a été annoncée en août par le gouvernement, notamment sous la pression de la Tchécoslovaquie, associée au programme dont elle a déjà réalisé près de la moitié.

Pour protester contre le redémarrage du projet, une organisation jusqu'ici inconnue, qui s'intitule les Bleus, vient d'envoyer aux députés une lettre qui a été distribuée dans des boîtes aux lettres de Budapest. Ses auteurs, anonymes, demandent aux Hongrois d'intervenir auprès de leurs parlementaires pour que la question soit discutée à l'Assemblée.

Le projet avait déjà suscité l'année dernière la création d'un mouvement écologiste non officiel, le Cercle du Danube. Des personnalités connues dans différents domaines, jusqu'à des membres de l'Académie des sciences, avaient manifesté leur opposition.

Pour justifier leur décision, les autorités s'appuient sur une étude d'un comité interministériel, selon laquelle les effets néfastes du barrage sur la nature peuvent être compensés. Mais plusieurs autres études aboutissaient à des conclusions inverses.

Pour apaiser les critiques, les responsables ont, par exemple, annoncé que les poteaux électriques seraient remplacés par des câbles souterrains et que les ponts seraient plus bas que prévu pour ne pas gâcher le paysage. Les « ajustements » envisagés sont cependant considérés comme « minimaux » par les écologistes, qui s'inquiètent surtout des conséquences que pourrait avoir la destruction d'une réserve d'eau potable considérable dans la région du barrage pour l'approvisionnement de la population.

Le coût prévu des travaux n'a pas été rendu public, mais, selon un responsable de l'Office de l'eau, « *l'ensemble sera un investissement économique* », car il inclura des aménagements de la région – voie navigable, protection contre les inondations, – qui devaient de toute façon être entrepris.

Les médias cherchent maintenant à faire participer la population à certaines décisions. L'Office de l'eau insiste, pour sa part, sur le fait qu'elle sera consultée sur la couleur des bâtiments et la construction d'une aire de loisirs autour du lac de rétention.

AFRIQUE

République sud-africaine

Sept tués dans les cités noires

Sept personnes ont été tuées au cours de nouvelles émeutes depuis samedi 21 septembre dans différentes cités noires. Parmi les victimes signalées par la police, l'une était un policier noir de Soweto, un autre un chauffeur de bus, qui a été tué lundi 23 septembre après qu'un cocktail Molotov eut été jeté à l'intérieur de son véhicule. D'autre part, une délégation de sept membres du Parlement britannique est arrivée lundi à Johannesburg pour une mission d'information de deux semaines à l'invitation du gouvernement de Pretoria. Outre des membres du gouvernement, les parlementaires devraient rencontrer plusieurs dirigeants de la communauté noire. Une délégation de neuf membres de l'Eglise anglicane est également arrivée en Afrique du Sud et a demandé de pouvoir rencontrer M. Nelson Mandela. Celui-ci, qui souffre de la prostate et de kystes au foie et aux reins, va être examiné en prison par des médecins choisis par sa famille.

Face aux critiques dont elle fait l'objet de toutes part à la suite du raid conduit par son armée en territoire sud-africain, l'Afrique du Sud a une nouvelle fois defendu, lundi 23 septembre, le bien-fondé de son opération. La radio de Pretoria assure que « *diplomatiquement parlant, c'est l'Angola qui devrait être au banc des accusés pour n'avoir pas tenu sa parole* » et accuse Luanda de « *violations flagrantes* » de l'accord de Lusaka.

A Washington, le gouvernement américain a décidé de recevoir enfin les lettres de créance du nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud, M. Herbert Beukes, qui était arrivé aux Etats-Unis le 3 avril dernier. Dans une déclaration officielle, le département d'Etat souligne à ce sujet : « *La gravité de la situation intérieure et la poursuite de la violence régionale imposent que les Etats-Unis utilisent tous les moyens possibles de communications pour transmettre au gouvernement sud-africain la nécessité d'une réforme intérieure immédiate et de progrès vers la paix dans la région.* » Le porte-parole du département d'Etat a indiqué, d'autre part, qu'une délégation de responsables sud-africains arrivera cette semaine à Washington pour un échange de vues avec le gouvernement américain.

A Paris, plusieurs manifestations contre l'apartheid doivent avoir lieu jeudi 26 septembre, à l'appel de différentes organisations de défense des droits de l'homme et de partis politiques de gauche. Des manifestations semblables se dérouleront le même jour dans onze capitales européennes. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Centrafrique

Plusieurs civils entrent au gouvernement

Le chef de l'Etat centrafricain, le général André Kolingba, a dissous, samedi 21 septembre, le Comité militaire de redressement national (CMRN) et constitué un nouveau gouvernement, marqué notamment par l'arrivée de plusieurs civils. Président de la République, le général Kolingba demeure également chef du gouvernement et ministre de la défense. Six ministres militaires quittent le gouvernement, notamment le colonel Alphonse Gombadi, ancien ministre d'Etat chargé du développement rural, et le lieutenant Clément Michel N'Gai Voueto, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, remplacé à ce poste par un civil, M. Jean-Louis Psimhis, ancien ambassadeur à Bruxelles. Cinq autres civils entrent au gouvernement, composé de dix-huit ministres et de quatre secrétaires d'Etat. Le général Kolingba avait annoncé, à plusieurs reprises dans le passé, l'arrivée de civils au gouvernement. La prochaine étape devrait être l'organisation d'élections législatives. Un Parlement est, en effet, en construction à Bangui.

Niger

M. SANI BAKO DEVIENT MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le chef de l'Etat nigérien, le général Seyni Kountché, a procédé, lundi 23 septembre, à un remaniement du gouvernement. Cinq personnalités, dont le chef d'état-major adjoint des forces armées, le chef de bataillon Toumba Boubacar, font leur entrée au gouvernement, et cinq autres le quittent, parmi lesquelles le seul ministre d'Etat du précédent gouvernement, le docteur Yahaya Tounkara, jusque-là ministre de l'hydraulique et de l'environnement. Trois ministres voient leurs attributions élargies, cinq changent de portefeuille et sept conservent le leur, parmi lesquels le premier ministre, M. Hamid Algabid. La défense et l'intérieur restent détenus, comme par le passé, par le chef de l'Etat. M. Mahamane Sani Bako, jusqu'ici directeur de cabinet du chef de l'Etat, est nommé ministre des affaires étrangères et de la coopération, en remplacement de M. Ide Oumarou, récemment élu secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). – *(AFP.)*

Comores

NOUVEAU CABINET

Le président comorien, M. Ahmed Abdallah, a rendu publique, samedi 21 septembre, la composition du nouveau gouvernement. Il comprend neuf ministres et trois secrétaires d'Etat. Les quatre portefeuilles de ministre d'Etat n'existent plus et leurs titulaires, souvent présentés comme de « super-ministres », ne font pas partie de la nouvelle équipe. Parmi ceux-ci figurait notamment M. Ali Mroudjae, ancien premier ministre, puis ministre d'Etat, chargé notamment de l'intérieur. Voici la composition du nouveau gouvernement (ministres) :

Chef de l'Etat et premier ministre : M. Ahmed Abdallah; **affaires étrangères et coopération :** M. Saïd Kafe; **intérieur, information et presse :** M. Omar Tamou; **finances et budget :** M. Saïd Ahmed Saïd Ali; **économie, commerce et sociétés d'Etat :** M. Ali Nassor; **plan, urbanisme et logement :** M. Mikidache Abdourahim; **éducation, culture, jeunesse et sports :** M. Salim Idarousse; **Production, développement rural, industrie et artisanat :** M. Mohamed Ali; **fonction publique, emploi, justice et formation professionnelle :** M. Ben Ali Bacar; **santé :** M. Ali Hassanali. – *(AFP, Reuter.)*



AMÉRIQUES

Canada

M. Pierre-Marc Johnson paraît assuré de succéder à M. Lévesque à la tête du Parti québécois

De notre correspondant

Montréal. — « *Quand je serai premier ministre...* » : les mots sont sortis tout naturellement devant un millier de militants du Parti québécois qui s'étaient déplacés pour entendre les discours des six candidats à la succession de M. René Lévesque à la tête du Parti et du gouvernement québécois. Le ministre de la justice, M. Pierre-Marc Johnson, n'a pas cherché à s'excuser de ce lapsus qui n'en était pas un : sa victoire au scrutin interne du 29 septembre — les cent vingt-huit mille membres du Parti québécois auront le droit de vote — est déjà acquise, très probablement dès le premier tour.

Celui qu'on appelle depuis plusieurs années le « dauphin » de M. Lévesque disposait d'une longueur d'avance dès l'annonce de la démission du premier ministre, le 20 juin. Ses deux principaux adversaires, Mme Pauline Marois et M. Jean Garon, ministres, respectivement, de la main-d'œuvre et de l'agriculture, se battent surtout pour la deuxième place depuis que le ministre des relations internationales, M. Landry, s'est retiré de la course en août.

L'absence d'incertitude a enlevé beaucoup d'intérêt à cette campagne électorale qui s'éternise depuis près de trois mois. Les Québécois ne se passionnent guère pour un débat très poli entre trois ministres qui sont à peu près d'accord sur tout. Malgré leurs idées originales, les trois autres candidats ont de la peine à faire entendre leur voix. Mme Francine Lalonde, dont la candidature est critiquée par certaines militantes du Parti sous prétexte qu'elle diviserait le vote des femmes au détriment de Mme Marois, est plus à gauche que ses cinq adversaires. Elle voudrait accorder la priorité à une politique de plein emploi et elle souhaite que le Québec ouvre davantage ses portes aux immigrés pour contrer les effets de la dénatalité.

Seules fausses notes dans le débat : les interventions de M. Guy Bertrand, le croisé de l'indépendance. Inlassablement, il rappelle aux autres candidats, en particulier aux trois favoris, qu'ils ont trahi l'idéal et la raison d'être de leur parti en mettant « *entre parenthèses* » l'idée d'indépendance.

Un lointain objectif

Les trois ministres se gardent bien de répondre aux accusations de M. Bertrand, qu'ils préfèrent ignorer. Ils font seulement remarquer qu'ils entendent respecter la décision de la majorité des militants du parti, qui ont décidé de ne pas parler d'indépendance pour l'instant, même si cela reste l'objectif a atteindre selon l'article premier du programme. Cela n'empêche pas M. Johnson de dire que le Québec tient à « *son droit à l'autodétermination* ». « *Nous savons,* a-t-il déclaré, *que nous formons un peuple dont la souveraineté doit s'étendre.* »

M. Garon veut « *bâtir la souveraineté de l'intérieur* », en développant des politiques qui tiennent compte des intérêts du Québec avant ceux du Canada, en particulier dans les domaines de l'agriculture et des transports. C'est ce qu'il appelle « *un maximum de souveraineté pour le Québec sans que tous les liens soient brisés avec le Canada* ».

Les deux ministres sont favorables à la réouverture des négociations constitutionnelles avec Ottawa, mais ils ne veulent rien précipiter. Mme Marois est plus réservée sur ce point, estimant que les propositions constitutionnelles rendues publiques en juin par M. Lévesque ne sont pas négociables, en particulier la reconnaissance du fait que les Québécois constituent « *un peuple distinct* ». Mme Marois croit cependant que les problèmes constitutionnels ne sont pas pour l'instant une priorité pour les Québécois, qui sont surtout préoccupés par l'économie et un taux de chômage de 12 %. Elle propose donc une série de mesures pour créer des emplois.

Déjà assuré de la victoire, M. Johnson préfère ne pas dévoiler ses intentions dans le domaine économique. Il attendra la campagne pour les élections générales, qui pourraient avoir lieu à la fin de novembre ou au début décembre (c'est au premier ministre que revient la décision de fixer la date du scrutin).

A défaut de passionner les foules, la campagne pour l'élection du successeur de M. Lévesque aura au moins permis au Parti québécois de recruter. En moins de deux mois, le parti a presque doublé ses effectifs, qui sont passés de soixante-treize mille membres à cent vingt-huit mille.

BERTRAND DE LA GRANGE.

● *Démission du ministre des pêches.* — Une affaire de thon en boîte mis en circulation contre l'avis des inspecteurs du ministère des pêches et océans a coûté, lundi 23 septembre, son portefeuille ministériel à M. John Fraser, titulaire de ce poste. La démission de M. Fraser a été acceptée avec « *beaucoup de regrets* » par le premier ministre, M. Mulroney. M. Fraser avait autorisé, le 29 avril, la distribution d'un million de boîtes de thon canadien jugé impropre à la consommation. — *(AFP.)*

Etats-Unis

Bientôt la « Pravda » en anglais ?

(Correspondance.)

Washington. — M. Charles Cox, un éditeur en retraite de Saint-Paul (Minnoseta), se propose de publier prochainement une traduction intégrale en anglais de la *Pravda*, exactement du même format et sur le même papier de médiocre qualité que l'original soviétique.

S'il recueille le nombre d'abonnements nécessaire à la rentabilité de l'entreprise — M. Cox s'est refusé à indiquer quel était ce seuil de rentabilité, — il commencera en décembre l'impression du journal.

L'abonnement est cher : 630 dollars par an pour une livraison hebdomadaire, dix jours après l'arrivée de la *Pravda* originale, de sept exemplaires.

M. Cox, qui n'est jamais allé en Union soviétique, espère atteindre la clientèle des universitaires, professeurs, étudiants, et des officiels s'intéressant aux problèmes soviétiques.

Ce petit groupe de spécialistes s'accommodait toutefois fort bien jusqu'à présent d'une sélection d'articles de la presse soviétique, y compris de la *Pravda*, publiée à Columbus (514 dollars par an).

Pourquoi songer à substituer à ce menu relativement varié l'indigeste plat unique de la *Pravda* ? Une sauce à l'anglaise risque de ne pas améliorer ce brouet dont la consommation matinale obligatoire a pesé sur les journées de générations de journalistes et diplomates en poste à Moscou.

M. Cox spécule, semble-t-il, sur un certain snobisme. « *Imaginez l'effet de pouvoir dire : « Je » cite la* Pravda... », proclame son tract publicitaire.

H. P.

Bolivie

ÉTAT DE SIÈGE ET COUVRE-FEU

Des ouvriers poursuivent leur « grève de la faim » dans les puits de mine

De notre envoyée spéciale

La Paz. — Etat de siège, couvre-feu, arrestations, déportation de deux cents dirigeants syndicaux dans des localités inhospitalières de l'Amazonie, militarisation des centres stratégiques, ultimatum lancé aux grévistes qui ne reprendraient pas le travail le lundi 23 septembre : en adoptant ces mesures radicales, le gouvernement de M. Paz Enstenssoro, au pouvoir depuis quarante-cinq jours, espère briser l'opposition des travailleurs à *son* programme économique néo-libéral.

Le gouvernement répond à ceux qui l'accusent déjà d'être une « *dictature constitutionnelle* » que la démocratie se défend contre le chaos et l'anarchie en utilisant des instruments strictement constitutionnels. Le ministre de l'intérieur a précisé que le nombre des détenus dans la capitale était de treize et qu'il y avait cent quarante-trois déportés dans les départements du Beni et de Pando.

Le gouvernement estime que le pays est en situation insurrectionnelle. L'opposition insiste au contraire sur le caractère pacifique des protestations. C'est le Congrès convoqué ce lundi qui devrait trancher et autoriser ou non les décrets sur l'état de siège. Le gouvernement a réussi à décapiter la Centrale ouvrière bolivienne (COB). La plupart des membres de son comité directeur, présidé par M. Juan Lechin, s'étaient mis en grève de la faim. On signale aussi la disparition de M. Victor Lopez, secrétaire des relations internationales de la COB.

Des dizaines de « grévistes de la faim » appartenant principalement aux syndicats des grandes entreprises publiques, au corps enseignant et à l'université, ont également été déportés. Dans la clandestinité, le comité de grève de la COB affirme que les travailleurs en résidence forcée sont plus de cinq cents. Il ajoute que des piquets de « grévistes de la faim » se sont formés dans la capitale et réfugiés dans les églises.

Le comité a annoncé, au cours d'une assemblée tenue dans les régions minières, que les mineurs ont décidé de durcir leur protestation et d'occuper les galeries de mines. La mine de San-José à trois heures de La Paz est déjà un foyer de résistance. Un millier de personnes, mineurs, métallos, universitaires ont occupé les puits de mine et les boyaux pour poursuivre leur « grève de la faim ». On redoute une intervention des forces armées.

NICOLE BONNET.







L'AFFAIRE GREENPEACE

Les auteurs du sabotage du « Rainbow-Warrior » auraient bien bénéficié d'un feu vert politique

Qui a donné l'ordre ? Qui, au ministère de la défense, a donné le feu vert à une consigne, traduite techniquement à la DGSE par le sabotage du *Rainbow-Warrior* ? Qui a ainsi mis en branle les services secrets français contre Greenpeace, dans l'intention d'enrayer la campagne du mouvement écologiste contre les essais nucléaires ?

C'est désormais à M. Laurent Fabius de répondre, peut-être dès ce mardi. Le premier ministre joue la vitesse, l'effet de surprise, la marche forcée à la vérité, aussi *« cruelle »* soit-elle. Il a lui-même créé le suspense, dimanche soir, avec ses trois phrases : *« Ce sont des agents de la DGSE qui ont coulé ce bateau » ; « Ils ont agi sur ordre » ; « Cette vérité a été cachée au conseiller d'Etat Tricot. »*

Par-delà leur sécheresse apparente, ces premières conclusions sont très explicites : il y avait bien une troisième équipe de nageurs de combat de la DGSE en Nouvelle-Zélande, directement responsable de l'attentat. Le premier ministre et le nouveau ministre de la défense, M. Paul Quilès, l'ont appris de la bouche du général de gendarmerie Jean-Louis Deiber, patron de Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), qui mène l'enquête au sein des forces armées, et a recueilli, le week-end dernier, le témoignage des officiers responsables de la dimension opérationnelle de la mission contre Greenpeace.

Mais, en insistant sur l'innocence des « exécutants » (ils *« doivent être mis hors de cause »*, ils *« n'ont fait qu'obéir aux ordres »*), en rendant ainsi hommage à leur discipline et en excluant donc un « coup tordu » en aval de l'opération, M. Fabius annonce déjà la suite. L'ordre donné à la DGSE et exécuté techniquement par sa division Action l'autorisant à enrayer la campagne écologiste ne peut venir que d'un niveau élevé dans la hiérarchie du ministère de la défense. Car, entre la DGSE d'un côté, le ministre de la défense et l'état-major de l'autre, il n'y a guère de courts-circuits possibles : oraux, les ordres secrets sont donnés aux services par les responsables du ministère eux-mêmes.

De plus, si les « lampistes » sont hors de cause, ils ne peuvent avoir caché la vérité à M. Tricot que sur ordre supérieur. Or, au-delà des sous-officiers composant l'équipage du voilier *Ouvéa*, du commandant Louis-Pierre Dillais (alias « Philippe Dubast »), coordinateur de l'opération, et du colonel Jean-Claude Lesquer, patron de la division Action, M. Tricot ne s'est entretenu qu'avec l'ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, et quatre officiers généraux : le général Jean Saulnier, alors chef d'état-major particulier du chef de l'Etat et aujourd'hui chef d'état-major des armées, l'amiral Henri Fages, à l'époque patron de la Direction des centres d'essais nucléaires (DIRCEN), l'amiral Pierre Lacoste, patron de la DGSE, et son adjoint le général Roger Emin.

Pas de complot

Tout a pu se dérouler selon le scénario suivant : l'ordre a été donné au niveau politique par M. Hernu lui-même, répondant ainsi à une demande pressante de l'amiral Fages. Le chef d'état-major des armées d'alors, le général Jeannou Lacaze, ainsi que le général Saulnier ont été tenus au courant mais le premier ministre et le président de la République n'en ont pas été informés.

Ici, la prudence d'interprétation est plus que jamais de rigueur : en effet, contrairement à ce qui s'est passé pour le déroulement technique de l'opération, il n'y a pas d'ordre écrit. L'ordre oral lui-même n'implique pas forcément la traduction technique que lui a donnée la DGSE. Enfin, les documents qui auraient pu laisser transparaître la clarté de la mission confiée à la DGSE ont été, comme c'est l'usage, « maquillés » après l'opération (*le Monde* du 28 août). Lors de son enquête, M. Tricot eut ainsi entre les mains les *« libellés des missions confiées aux agents »* qui certifiaient, noir sur blanc, qu'il ne s'agissait que d'une mission de renseignement...

Ce scénario est cohérent avec ce que l'on sait déjà. Dans cette affaire, il n'y a en effet aucune trace d'un coup tordu, d'un complot. Il s'agit d'une opération classique, conçue comme à l'exercice ou à l'instruction, et répondant à un ordre, sans doute absurde politiquement, mais explicable militairement.

> *Voici selon quelle logique la décision politique de contrarier la campagne de Greenpeace a abouti au sabotage du bateau-amiral*

Le rapport de M. Tricot est ici utile pour comprendre le climat qui a entouré cette affaire. Dès la fin 1984, les amiraux du Pacifique, avec à leur tête l'amiral Fages, accentuent leur pression sur Paris : ils demandent des moyens d'écoute radio et de brouillage exceptionnels, la *« formation de personnels d'intervention »*, le renfort de commandos de marine spécialisés dans l'arraisonnement de bateaux de taille moyenne ou petite, etc. Parce qu'ils sont certains que Greenpeace veut frapper fort : pénétrer dans les eaux territoriales et débarquer sur les atolls de Mururoa et Fangataufa.

Dans leur crainte excessive d'une sorte de « mini-guerre » du Pacifique, qui pourrait entraver le bon déroulement des tirs nucléaires, ils se retournent vers le ministre de la défense en reprochant à la DGSE son attentisme. C'est alors que tout aurait basculé, selon une logique simple : si le danger est tel, ne faut-il pas entraver les mouvements de la flotte de Greenpeace ? M. Tricot, qui sait aujourd'hui qu'on lui a menti et en est accablé, n'exclut pas *« un coup de gueule du ministre de la défense. Il n'a probablement pas dit* « Coulez-moi ce bateau », *mais* « Arrangez-moi ça et vite ». *Non, ce n'est pas invraisemblable »*. Et M. Tricot, qui a accepté de répondre à certaines de nos questions lundi soir, révèle que c'est M. Hernu lui-même qui souligna deux fois, de sa main, le fameux mot *« anticiper »* ur la note du 1er mars de l'amiral Fages.

Il y aurait donc eu, pour les hommes d'action de la DGSE un feu vert politique. Evidemment, ce service secret a sa part de responsabilité, en ayant choisi une logistique lourde là où on aurait dû recourir à l'infiltration d'un saboteur à bord du *Rainbow-Warrior*, qui bloquerait le navire par une avarie technique.

Le passé du colonel Lesquer, nommé en novembre 1984, à la demande de M. Hernu lui-même, à la tête de la division Action, a pu jouer un rôle. En effet, il fut affecté, en 1972, à la base d'Aspretto, en Corse, où se trouve le Centre d'instruction des nageurs de combat (CICN) de l'armée de terre, parmi lesquels ceux employés par la DGSE. De 1975 à 1978, il commanda même cette unité. N'a-t-il pas voulu offrir un exercice en grandeur réelle à ces hommes ? De fait, à l'exception du capitaine Dominique Prieur, les équipes envoyées en Nouvelle-Zélande relevaient toutes d'Aspretto.

Au-delà du ministre ?

L'ordre a-t-il pu être avalisé au-dessus de M. Hernu ? A l'Elysée ou à l'hôtel Matignon ? A la présidence de la République, tout tourne autour du comportement du général Saulnier, qui a dû débloquer les fonds nécessaires à l'opération (autour de 3 millions de francs). Théoriquement, pour donner son aval, nous certifie M. Tricot, il *« doit se faire expliquer le pourquoi et le comment de la mission »*. A-t-il menti — ce qu'il niait formellement il y a quelques jours — ou a-t-il manqué de curiosité ? Il semble avéré toutefois que M. Mitterrand n'a eu vent de la présence d'agents français en Nouvelle-Zélande que le 17 juillet, une semaine après l'attentat. Reste un mystère : qu'a-t-il pu se passer, de cette date à la nomination de M. Tricot, le 8 août, entre le président de la République et le ministre de la défense ? Qu'a dit M. Hernu à M. Mitterrand ? On ne le saura sans doute jamais.

Quant à l'hôtel Matignon, sa mise en cause récente, notamment sur Europe 1, n'est pas confirmée par notre propre enquête. C'est d'ailleurs le seul point sur lequel M. Tricot est encore catégorique : *« S'il y a une maison largement en dehors du coup, c'est celle-là. C'est d'ailleurs son erreur, la preuve de sa faiblesse sur les questions militaires. »* La rumeur mettant en cause le premier ministre tient à l'ambiguïté du financement de la mission : l'aval est donné à l'Elysée, par le général Saulnier, mais la ligne budgétaire relève du premier ministre.

Sur le fond, la mise en cause de M. Fabius ne correspond pas au comportement du premier ministre durant cet été. On sait en effet qu'il réclamât début août à M. Mitterrand la démission du ministre de la défense, qu'il autorisa la levée du « secret défense » pour les militaires entendus par M. Tricot et qu'enfin il prit le risque de faire état publiquement de ses doutes sur les conclusions du conseiller d'Etat.

M. Fabius obtiendra-t-il de M. Mitterrand l'autorisation de « charger » l'ancien ministre de la défense ? Si tel était le cas, M. Hernu irait-il jusqu'à conforter la position du premier ministre en reconnaissant publiquement ses propres responsabilités éventuelles ? Dans tous les cas, le premier ministre joue gros : désigner un responsable politique tel que M. Hernu a évidemment l'immense avantage de dédouaner les militaires quels qu'ils soient (ils auraient agi « sur ordre »... d'un ministre), et d'obtenir le calme sur un front bien troublé. Mais s'il ne peut aller jusque-là, M. Fabius devra se demander s'il n'est pas, forcément, lui-même le prochain fusible...

EDWY PLENEL.

Les pièces essentielles détruites à la DGSE portent sur le montage financier de l'opération

Le nouveau ministre de la défense, M. Paul Quilès, a fait savoir, lundi 23 septembre, que des *« parties essentielles »* du dossier de la DGSE relatif à sa mission en Nouvelle-Zélande avaient été détruites et que, découvrant les faits, il avait donné ordre aux services secrets de reconstituer intégralement ce dossier.

C'est, dit-on dans l'entourage du ministre, samedi 21 septembre que M. Quilès a découvert la disparition de ces pièces, dont M. Laurent Fabius n'a pas fait cependant mention, dimanche, lorsqu'il a reconnu officiellement, pour la première fois, que *« des agents de la DGSE »* étaient bien *les auteurs de l'attentat contre le Rainbow-Warrior*.

Durant tout le week-end dernier, le ministre de la défense a entendu des chefs militaires et de hauts responsables de la DGSE. Au cours de ces auditions, M. Quilès a, selon son entourage, constaté la disparition de pièces essentielles qui serait antérieure à la démission, vendredi 20 septembre, de M. Charles Hernu. A l'heure actuelle, on ignore qui aurait donné l'ordre de cette destruction à la DGSE et qui l'aurait exécuté aussitôt.

Selon des informations de très bonne source, ces pièces manquantes et détruites sont les seuls éléments écrits qui permettraient de comprendre le lien entre la mission de renseignement et d'infiltration, donnée comme objectif de son opération en Nouvelle-Zélande par la DGSE lorsqu'elle est interrogée par M. Bernard Tricot, et la mission d'action, c'est-à-dire de destruction du *Rainbow-Warrior*, reconnue aujourd'hui par M. Fabius. Ces différentes pièces sont relatives au déplacement des équipes de la DGSE (billets d'avion, ordres de mission et identité des personnes impliquées), à leur mode d'intervention et au montage financier de l'opération (bordereaux d'envoi). Leur disparition — *un phénomène* qui n'est pas rare dans ce genre d'affaires — peut être préjudiciable à la suite de l'enquête, et il est possible que toutes ces pièces manquantes ne le soient pas pour tout le monde, comme maintes affaires antérieures l'ont déjà montré. M. Quilès a demandé à ses interlocuteurs de consacrer tous leurs efforts à reconstituer intégralement le dossier.

Dans l'entourage du ministre, on indique que tout ce qui a été détruit fait probablement la *« différence »* entre la version donnée par le rapport de M. Tricot et la *réalité de l'opération*.

Un coût normal

A la DGSE, on maintient, face à ces accusations, que les militaires mobilisés par l'affaire Greenpeace ont agi sur ordre de la hiérarchie politique et militaire, et que les services français ne sont pas une association de malfaiteurs, comme voudraient le faire croire ceux qui les jugent insuffisamment contrôlés. La personnalité même de l'amiral Pierre Lacoste, officier discipliné, est souvent avancée pour garantir de telles affirmations.

La disparition, voire la destruction des pièces relatives au montage de l'opération, semble donc concerner une partie essentielle qui touche aux modalités d'approbation des dépenses engagées et à l'usage fait, sur le terrain, de ce financement.

Pour son fonctionnement normal, la DGSE reçoit son budget annuel du ministère de la défense (de l'ordre de 395 millions de francs en 1985) et elle fait appel, pour des opérations ponctuelles qui dépassent ses possibilités, à un financement qui provient des services du premier ministre (ce qu'on appelle habituellement les fonds spéciaux, soit 322 millions de francs en 1985). On estime généralement à 2 ou 3 millions de francs les frais engagés par la DGSE pour son opération en Nouvelle-Zélande. Ce qui n'est *pas un coût anormal, disent les* spécialistes.

L'ouverture de ces fonds spéciaux a été autorisée par le général Jean Saulnier, qui était alors chef d'état-major particulier de la présidence de la République, et qui reçoit, pour la circonstance, une courte note explicative (et codée) sur l'opération projetée. Le général Saulnier a affirmé à MM. Tricot et Hernu que la mission, telle qu'elle lui avait été présentée, était une mission de renseignement et d'infiltration du mouvement Greenpeace.

Chez le premier ministre, enfin, la dépense, avant d'être exécutée par la paierie générale au *bénéfice* du comptable de la DGSE, est accompagnée d'un double contre-seing. En la circonstance, le contre-seing du secrétaire général du gouvernement a été effectif : il applique des ordres d'ordonnancement puisqu'il n'a aucune raison de douter d'une consigne de l'Elysée. En revanche, il n'y a eu aucun contre-seing du cabinet politique de M. Fabius (soit de son directeur de cabinet, soit d'un conseiller) selon des informations données à l'hôtel Matignon. Ce qui rompt avec des *traditions établies par tous les* prédécesseurs de l'actuel premier ministre vis-à-vis des services secrets.

J. I.

M. Quilès s'engage à préserver « l'honneur des armées »

Le nouveau ministre de la défense, M. Paul Quilès, s'engage à préserver *« l'honneur des armées »* des *« campagnes multiples et insidieuses »* qui *« se développent »* actuellement, dans l'ordre du jour qui est traditionnellement adressé aux armées, lors de la prise de fonctions d'un ministre.

Voici le texte de cet ordre du jour :

« Officiers, sous-officiers et officiers-mariniers, soldats, marins et aviateurs, ingénieurs et ouvriers des arsenaux, personnel civil des armées,

» Je mesure le poids des responsabilités que le président de la République m'a confiées en me faisant l'honneur de me nommer ministre de la défense. Au moment où je prends mes fonctions, je voudrais affirmer ma confiance et l'estime que le président de la République et le gouvernement accordent aux armées.

» Je connais votre dynamisme, votre pleine aptitude opérationnelle et votre attachement indéfectible au service du pays et de la défense. Je sais aussi vos préoccupations et avec vous je m'efforcerai d'y trouver réponse.

» La défense est garante de l'indépendance et de la grandeur de la nation. Pour mieux remplir cette mission, nos armées doivent avoir l'exigence de la modernité. Aucun effort ne doit être ménagé pour maintenir et renforcer notre capacité de dissuasion nucléaire, ultime sûreté de notre indépendance et de notre liberté.

» Je rends hommage à M. Charles Hernu, dont le plus beau titre restera d'avoir pleinement réalisé l'accord entre le pays et son armée. Je m'attacherai à continuer cette œuvre pour que, davantage encore, soit affirmée la force de notre défense et reconnus le courage et la compétence de ceux qui la servent, quelles que soient les circonstances.

» Au moment où se développent, de plusieurs origines, des campagnes multiples et insidieuses, je veux que vous soyez assurés de ma détermination : je ne laisserai pas porter atteinte, de quelque manière que ce soit, à l'honneur de nos armées.

» A tous, militaires et civils, je vous redis ma confiance. Paul Quilès. »

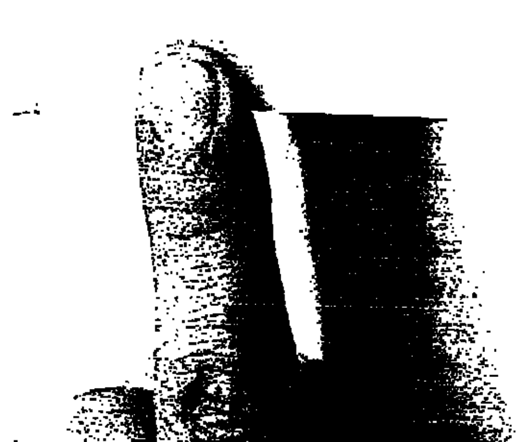
● *M. MERMAZ : les intérêts nationaux et internationaux de la France.* — Au cours d'une conférence de presse tenue à Grenoble lundi matin 23 septembre, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a déclaré : *« J'estime que certains feraient bien de ne pas s'ériger en donneurs de leçons. Dans des affaires graves comme celle de Ben Barka, les assassinats de MM. Boulin, Fontanet, de Broglie, la vérité n'a pas été connue. La grande différence, c'est qu'aujourd'hui le président de la République veut la vérité. Quand je vois certains qui se lèchent et pourlèchent les babines, qui semblent demander de la chair fraîche, j'ai envie de lancer très calmement un avertissement : à partir du moment où nous voulons que la vérité et toute la vérité soit connue, il faut avoir le souci de l'intérêt national et international de la France, et non sacrifier ces intérêts là à des perspectives bien aléatoires de curée. »* M. Mermaz a conclu : *« Il faut gérer cette affaire avec sérénité et sang-froid, avec le souci des intérêts nationaux et internationaux de la France »*.

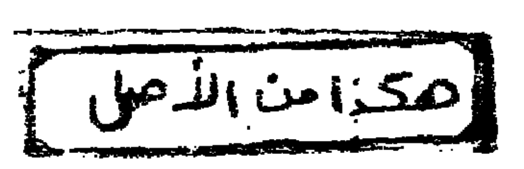
M. TRICOT RECONNAIT AVOIR ÉTÉ « BERNÉ »

M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat, qui fut chargé du rapport sur l'« affaire Greenpeace », a répondu, lundi 23 septembre, par l'affirmative à la question de savoir *« s'il avait le sentiment d'avoir été berné »*.

« Oui, c'est tout ce que je peux dire », a-t-il déclaré dans une interview lundi à RTL, ajoutant : *« Je suis d'une tristesse profonde en pensant aux amis que j'ai rencontrés et dont je crains fort que certains n'aient pas dit la vérité ; et, d'autre part, je pense à tout le gâchis que cette affaire représente pour tous, pour la France, pour les institutions, pour tout. »*

● *M. MARCHAIS : mensonge d'Etat.* — M. Georges Marchais, qui participait, lundi 23 septembre, à l'émission de France Inter « Face au public », a jugé *« grave »* l'affaire Greenpeace *« parce qu'il y a mensonge d'Etat sur terrorisme d'Etat »*, et que *« l'autorité de la France dans le monde est atteinte »*. Pour le secrétaire général du PCF, *« la vérité ne peut venir que du président de la République et du premier ministre »*. Estimant qu'il est difficile de croire qu'*« une telle décision ait pu être prise sans consultation des hautes autorités politiques de l'Etat »*, M. Marchais a indiqué que *« la commission de contrôle parlementaire ne peut qu'apporter dans la mesure de ses prérogatives une contribution à la vérité »*.





L'AFFAIRE GREENPEACE

UN NOUVEAU CHEVAL DE BATAILLE POUR L'OPPOSITION

A l'UDF : haro sur M. Mitterrand

Divisés face au président de la République, certains centristes hésitent à attaquer sans relâche le pouvoir.

« Le spectacle donné par le gouvernement n'a pas besoin d'être commenté. » En deux mots, M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, explique le relatif silence de l'UDF depuis les *« aveux »* de M. Laurent Fabius, dimanche soir. M. Lecanuet rappelle qu'il a demandé au premier ministre de venir devant la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat et qu'il n'a toujours pas obtenu de réponse. Mais, pour réagir au nom de l'UDF, il préfère, avec M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe à l'Assemblée nationale, attendre les prochaines déclarations de M. Fabius en milieu de semaine et connaître la réponse à la question *« qui a donné l'ordre ? »*. L'affaire est *« d'une extrême gravité »*. L'UDF veut se montrer *« responsable »*. Au sein de la confédération, les dirigeants politiques hésitent pourtant entre deux attitudes : attaquer sans relâche le pouvoir jusqu'à la personne de M. Mitterrand (*« Il doit partir »*, disait déjà, le 17 septembre, M. Roger Chinaud, maire du vingtième arrondissement de Paris), comme le souhaitent les barristes, ou laisser ce même pouvoir face à l'opinion. *« Inutile d'en rajouter, laissons les Français se faire leur propre idée »*, disent les uns, tandis que M. Madelin parle de *« l'honneur perdu de M. Mitterrand »*.

Dans l'attente de nouvelles révélations, l'UDF ne se précipite pas sur la proposition de M. Fabius de création d'une commission d'enquête parlementaire que pourtant elle avait réclamée. MM. Adrien Zeller et Gilbert Gantier retirent même la proposition de résolution tendant à la création de cette commission qu'ils avaient déposée à l'Assemblée nationale. M. Alain Madelin précise d'ores et déjà qu'il ne siégera pas dans cette commission au motif que l'affaire Greenpeace devient *« une affaire de justice »* et que les parlementaires ne sauraient se substituer aux juges.

Les moyens d'investigation limités dont dispose une commission d'enquête parlementaire, sa composition dans une Assemblée où la gauche est majoritaire, expliquent les réticences de l'opposition, qui craint que la création de cette commission ne permette au gouvernement de continuer à éviter de répondre aux questions que chacun se pose.

M. Chinaud remarque notamment : *« M. Fabius veut donner le change, mais pour faire oublier quoi ? »* Il s'interroge sur la *« compétence »* du premier ministre, qui *« doit bien savoir que l'Assemblée nationale n'a pas le droit de réunir une commission d'enquête quand une action judiciaire est en cours. Et n'est-ce pas M. Fabius lui-même qui avait qualifié cette affaire de criminelle ? »*.

Il en conclut : *« Tout cela montre bien que l'on n'est pas encore au bout de la vérité. Comment peut-on croire que M. Fabius n'était pas au courant dès le début de cette affaire ? Les fonds secrets ne sont-ils pas gérés à Matignon ? »*

Pourtant, M. Chinaud s'arrête là, voulant apparaître, comme d'autres responsables de l'UDF, soucieux *« des répercussions à l'étranger »* : *« Au fur et à mesure que la vérité apparaît, elle nous fait beaucoup de mal sur le plan international. »*

Retenue publique

Ce discrédit, dont peut souffrir la France à l'étranger, retient de la même façon les opposants déclarés de la cohabitation. Si l'affaire Greenpeace apporte de l'eau à leur moulin et nourrit, comme on l'a vu aux journées parlementaires de l'UDF, le débat interne à l'opposition dans un sens qui ne peut que leur convenir, ils ne veulent pas paraître s'en réjouir publiquement.

M. Barre, le premier, tient à faire savoir qu'il *« ne jubile pas »* et, avec lui, tous les anticohabitationnistes. M. Charles Millon, député de l'Ain, souligne toutefois qu'il convient de savoir *« si le président de la République et le premier ministre ont pris l'initiative. » « Ce n'est pas*, dit-il, *l'enquête parlementaire qui amènera la solution au problème que la France traverse, un problème d'autorité de l'Etat, de disfonctionnement des institutions »*.

M. Bernard Stasi n'est pas plus optimiste quant à l'efficacité d'une commission d'enquête parlementaire : *« On peut supposer*, dit-il, *que le gouvernement a fait disparaître toutes les preuves. »* Il n'est pas pour autant contre la création de cette commission, qui *« ne fera pas plus mal que le gouvernement qui s'efforce de repasser le bébé à d'autres. »* Il ajoute : *« L'opposition a dans l'ensemble une attitude responsable (...) relativement modérée car personne ne peut être fier de tout ce déballage qui n'est bon ni pour le moral des armées ni pour le prestige de la France. »*

Son collègue, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, pense que l' *« acte chirurgical que constitue l'aveu de M. Fabius est trop tardif pour stopper la gangrène »*. Mais il conclut, lui, que la création d'une commission d'enquête parlementaire est *« une nécessité »* dans la mesure, justement, où l' *« exécutif n'a pas rempli sa mission »*. *« Mais il faut*, souligne-t-il, *que le travail de cette commission d'enquête soit surtout de clarifier les rapports entre le pouvoir politique, l'armée et les services de renseignement. Il s'agit de chercher les responsabilités politiques et non de donner en pâture l'administration. Nous ne pouvons être contre la création de cette commission après l'avoir réclamée. »*

Que cette affaire clarifie le débat au sein de l'opposition entre cohabitationnistes et anti-cohabitationnistes, personne ne veut le reconnaître aujourd'hui, même si ceux qui l'espèrent sont nombreux. Mais l'affirmer triomphalement aujourd'hui ne serait pas *« digne »* d'hommes politiques responsables, affirment les partisans de M. Barre.

C. F.-M.

Au RPR : haro sur M. Fabius

M. Chirac et ses amis ménagent le président de la République avec lequel ils veulent toujours cohabiter après mars 1986

Des *« amateurs »* : tel est le terme utilisé par différentes personnalités du RPR pour évoquer l'affaire du *Rainbow-Warrior*. Elles qualifient de cette façon peu aimable non pas les agents ou les hommes-grenouilles de la DGSE, ni leurs chefs directs, mais les responsables politiques gouvernementaux. Employé pour la première fois par M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, jeudi 19 septembre dans son point de presse, ce vocable a été repris lundi par M. Jacques Chaban-Delmas. Le maire de Bordeaux a en effet déclaré : *« Gouverner, c'est comme un métier : cela s'apprend, et les amateurs ont intérêt à devenir professionnels le plus vite possible. »*

Entretemps, dans l'interview qu'il avait accordée à l'hebdomadaire *le Point* avant de s'envoler dimanche pour Nouméa, M. Jacques Chirac avait dénoncé *« l'incapacité du gouvernement »*. Avant lui, M. Charles Pasqua avait également souligné les carences et la responsabilité de l'action gouvernementale, en suggérant : *« Je pense que Fabius au moins était au courant. »* Enfin, lundi, après les aveux de M. Fabius à la télévision, M. Toubon demandait *« au premier ministre en particulier d'assumer ses responsabilités pour que cessent les dégâts causés par son incapacité »*.

Ainsi M. Fabius est devenu la cible unique des reproches adressés au pouvoir par M. Chirac et ses amis. Est-ce un prologue au face-à-face télévisé qui opposera les deux hommes le 27 octobre ? Le RPR se réfère de façon formelle aux pouvoirs que le premier ministre exerce en vertu de l'article 20 de la Constitution aux termes duquel *« il dispose de la force armée »* et de l'article 21 selon lequel *« il est responsable de la défense nationale »*.

En revanche, bien que l'article 15 de la Constitution indique qu'il est *« le chef des armées »*, le président de la République n'est pas mis en cause directement par les dirigeants du RPR. Seul M. Chaban-Delmas déplore que *« le crédit de la France dans le monde ayant été très sérieusement compromis, celui du président de la République le soit aussi »*. Aucun membre de la hiérarchie du parti n'a évoqué une éventuelle responsabilité personnelle ou politique de M. Mitterrand dans l'affaire du *Rainbow-Warrior*. M. Chirac se garde — jusqu'à plus ample informé — de toute mise en cause d'un président avec lequel l'opposition devra bien cohabiter puisque, comme il le rappelle dans *le Point*, *« rien dans la Constitution n'oblige le président à quitter ses fonctions sous prétexte qu'une nouvelle majorité arrive à l'Assemblée »*. On ne parle donc, au RPR, que de l' *« inefficacité »* et de la *« mauvaise organisation »* du gouvernement. On estime aussi que M. Fabius s'est pris à son propre piège selon le raisonnement suivant : ayant été contraint par les révélations de la presse à dire la vérité, il ne peut plus refuser de répondre à la question qu'il a lui-même posée : *« Qui a donné l'ordre »* de couler le navire des écologistes ? Faute de quoi il démontrerait qu'il ne maîtrise pas la conduite des affaires gouvernementales et n'exerce pas d'autorité sur un secteur qui dépend de lui, au moins par l'engagement des *« fonds secrets »* gérés par son cabinet.

Les responsables du RPR considèrent donc que le projet de création d'une commission d'enquête parlementaire annoncé par M. Fabius aura pour effet de transférer la charge de la preuve sur les députés, et d'en débarrasser le gouvernement. Les élus RPR, qui n'ont jamais demandé une telle procédure, la jugent à la fois trop tardive, trop lourde et trop lente, selon M. Toubon. Ils auraient préféré une audition de M. Fabius par la commission de la défense nationale ou par celle des affaires étrangères, à défaut du Parlement lui-même puisqu'il est en congé jusqu'au 2 octobre.

« Lamentable »

Beaucoup sont donc tentés de refuser de participer à cette future commission d'enquête ; d'autres, en revanche, estiment qu'il n'est pas souhaitable de laisser aux socialistes et aux communistes toute liberté d'investigation sans le contrôle — même minoritaire — de l'opposition.

Enfin le RPR souhaite que cette *« lamentable affaire »*, selon l'expression de M. Toubon, soit réglée au plus vite, car la persistance de cet abcès ne manquerait pas *« de démoraliser et de désorganiser »* l'armée et les services secrets, c'est-à-dire la défense nationale tout entière.

On affirme donc au RPR que, pour le moment, il n'est pas question d'impliquer le président de la République et de se servir de cette affaire comme d'un tremplin dans la campagne électorale. Cela explique la relative retenue des amis de M. Chirac dans leurs attaques. On assure que c'est sur un programme de gouvernement opposé au bilan de la majorité sortante que se déroulera la campagne législative. Mais il ne fait guère de doute que les candidats de l'opposition useront de cet argument supplémentaire en faveur d'un changement de majorité.

A. P.

La défaite est orpheline

(Suite de la première page.)

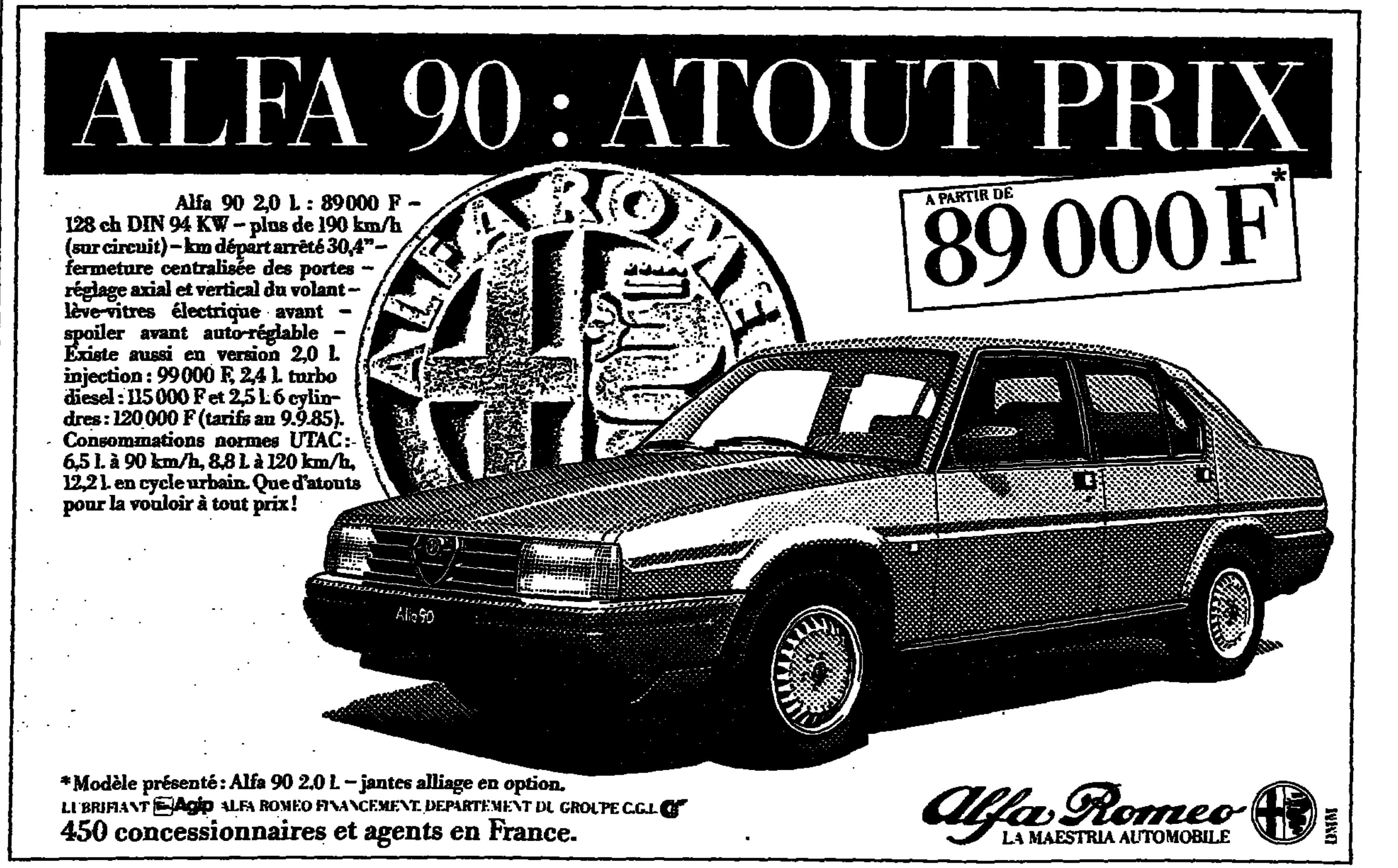
Le plus choquant n'est pas là. Il tient dans le fait que personne ne paraît prêt à assumer la responsabilité de l'affaire. On parle à tort et à travers, ces jours-ci, du sinistre Watergate, mais il est un autre épisode de l'histoire contemporaine des Etats-Unis qui mériterait tout autant l'attention. A peine arrivé à la Maison Blanche, John Kennedy se laissa entraîner par la CIA dans une agression contre Cuba par émigrés interposés, qui se solda par le sanglant fiasco de la baie des Cochons. Que dit-il alors ? *« La victoire a cent pères et la défaite est orpheline. Je suis le responsable du gouvernement. »* Rien que pour ce courage, il mérite le respect. C'est cela qu'il faudrait aujourd'hui à la France : qu'un homme, civil ou militaire, nous dise : *« Eh bien ! oui. C'est moi qui ai décidé cette expédition. »* Il n'y a pas de meilleur moyen de couper court à la crise de confiance que l'on sent en train de se développer, trop de gens qui pourraient être impliqués réagissant comme un écolier pris en faute et qui montre le copain du doigt : *« C'est pas moi, M'sieur, c'est l'autre... »*

Rien ne serait pire, en effet, que de laisser la rumeur empoisonner les rapports personnels, dans les hautes sphères de l'Etat et de l'armée. Contrairement à ce qui a pu être dit, l'honneur de celle-ci n'est pas, jusqu'à preuve du contraire, en cause. Rien ne permet à l'heure actuelle de penser que l'un quelconque de ses chefs ait pu prendre une telle initiative sans se sentir couvert, d'une manière ou d'une autre, par le pouvoir civil. S'il en était autrement, c'est que l'Etat, décidément, serait bien malade. Il est déjà ahurissant d'entendre, dans la bouche du président de la République, que c'est de la lecture des journaux qu'il a tiré les informations qu'il n'arrivait pas à obtenir de ses services.

A six mois des élections, le démon de la politique est là, bien entendu, prêt à faire flèche de tout bois. Il est légitime de dénoncer l'incroyable lenteur, jusqu'à ces jours derniers, de la réaction du gouvernement, explicable seulement par la tendance de tel ou tel à tergiverser en croyant que tout finirait par retomber. Il est également nécessaire de souligner une excessive concentration de pouvoirs et de compétences qui rend impossible, dans beaucoup de domaines, un contrôle sérieux. Tout cela étant dit, il n'y a pas eu, au sommet de la République, d'intention criminelle, ou alors tout chef d'Etat ou presque serait, à un moment ou à un autre, un criminel. Il y a eu une bavure, dont le responsable doit se dévoiler au plus vite.

Ce qui serait dramatique, c'est que, à force de faire d'un fiasco un crime, on en vienne à saper la bonne relation que le pays entretient aujourd'hui avec son armée. Ou encore, parce que l'affaire est née à cause de Mururoa, à remettre en cause le consensus fondamental dont bénéficie aujourd'hui, la dissuasion nucléaire. La France ne peut pas se payer le luxe d'ajouter encore à la liste de ses déchirements. Seul un réflexe d'unité profonde lui permettra de faire face aux défis que lui pose, en cette fin de siècle, l'environnement international.

ANDRÉ FONTAINE.



L'AFFAIRE GREENPEACE

APRÈS LES REGRETS DE M. FABIUS

M. Lange exige toujours des excuses

La Nouvelle-Zélande souhaitait beaucoup plus de la part de la France que des expressions limitées de regret à propos de l'attentat contre le *Raimbow-Warrior*, a déclaré mardi 24 septembre le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, après que M. Laurent Fabius se fut déclaré *« navré »* des conséquences de l'affaire sur les relations entre les deux pays.

L'ambassadeur de France à Wellington, M. Jacques Bourgoin, avait remis lundi matin à M. Lange le texte de la déclaration faite dimanche soir à Paris par le chef du gouvernement français, accompagné d'une déclaration orale dans laquelle M. Fabius faisait savoir à son homologue néo-zélandais qu'il était *« navré »* que l'affaire Greenpeace *« ait eu des conséquences sur les relations entre la France et la Nouvelle-Zélande »*.

« Nous n'avons pas eu d'excuses », a déclaré M. Lange, en commentant la traduction des déclarations de M. Fabius fournie par l'ambassade de France. *« Mais lorsque les Français auront accepté la responsabilité* [de l'attentat contre le bateau de Greenpeace], *le reste ira de soi »*, a-t-il estimé.

La « grave préoccupation » de Londres

M. Lange a ajouté que l'entrevue à New-York, entre le vice-premier ministre néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, et le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, *« aidera à mettre en place le processus »* de négociation concernant les dédommagements réclamés par Wellington et d'autres problèmes entre les deux pays.

Les retombées diplomatiques de l'affaire du *Rainbow-Warrior* n'affectent pas que les relations *franco-néo-zélandaises*. C'est ainsi que le gouvernement britannique a invité la France à *« agir rapidement »* pour indemniser les victimes de l'attentat contre le navire de Greenpace et considère de tels actes *« avec la plus grave préoccupation »*.

Une déclaration rendue publique par le Foreign Office a souligné lundi 23 septembre que *« le gouvernement britannique considère avec la plus grave préoccupation des actes tels que le sabotage du navire britannique* Rainbow-Warrior, *où qu'ils puissent se produire et quels qu'en soient les auteurs. Nous espérons que les autorités françaises, qui en ont admis la responsabilité, agiront avec célérité pour indemniser ceux qui en ont été les victimes »*.

Le Foreign Office a précise également que le gouvernement britannique est prêt à apporter *« une aide diplomatique appropriée »* à l'organisation Greenpeace.

Dans une lettre adressée au député conservateur Teddy Taylor, le secrétaire du Foreign Office, Sir Geoffoy Howe affirme d'autre part, en réponse à une question du député, que les accusations portées contre les services de renseignement britanniques, désignés à un moment par certains éléments de la presse française comme responsables de l'attentat le 10 juillet dernier contre le navire de Greenpeace, font partie d'une campagne de « désinformation ».

Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a d'autre part demandé à la France, lundi, de « se racheter » et a demandé que cessent les « mensonges ». M. Hawke a ajouté, commentant la déclaration de M. Fabius sur la responsabilité d'agents français : *« Les protestations d'innocence antérieures et — disonsles choses comme elles sont — les mensonges racontés dans le passé ne peuvent servir d'obstacles maintenant pour empêcher les responsables d'être traduits en justice. »*

« Se racheter »

M. Hawke a jugé que Paris avait *« enfreint brutalement »* le code des relations internationales et lui a demandé de s'engager à *« agir, à l'avenir, de façon compatible avec des relations raisonnables et décentes entre les nations »*.

Auparavant, le ministre australien des affaires étrangères par intérim, M. Gareth Evans, avait affirmé que son gouvernement attend que la France présente des *« excuses complètes »* à la Nouvelle-Zélande.

Aux Pays-Bas, enfin, nous signale notre correspondant, le gouvernement *« étudie la nouvelle situation »* créée par M. Fabius. En effet, Fernando Pereira, le photographe tué par l'explosion du *Rainbow-Warrior*, bien que d'origine portugaise, avait obtenu la nationalité néerlandaise.

● *LE PSU : non aux « propos bellicistes »*. — Une délégation du bureau politique du PSU, conduite par son secrétaire national, M. Jean-Claude Le Scornet, a été reçue, lundi 23 septembre, par l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande en France, afin que soit transmise une lettre à M. David Lange, premier ministre néo-zélandais, dans laquelle le PSU se désolidarise *« des propos bellicistes »* adressés à la Nouvelle-Zélande par M. Mitterrand depuis Mururoa.

LE SORT DES « TURENGE » ET DES POSEURS DE BOMBES

Pas de procès, on négocie

Pas de procès, on négocie. Telle est la volonté manifeste de Paris, après l'aveu du premier ministre : ce sont bien des agents de la DGSE qui ont coulé le *Rainbow-Warrior*. Avec la *Nouvelle-Zélande*, ce souhait reste pour le moment un vœu pieux. M. David Lange, l'imprévisible premier ministre, réclame, certes, à la France plusieurs millions de dollars de dommages et intérêts, mais la déclaration de M. Laurent Fabius n'a pas fait varier Wellington sur l'essentiel : le procès des « Turenge » aura bien lieu. Les premières audiences sont toujours prévues pour le 4 novembre. *« Ce qui se passe actuellement en France n'arrêtera pas le cours de la justice »*, a commenté en substance M. Alan Galbraith, le policier néo-zélandais qui supervise l'enquête.

Cela n'interdit pas les contacts diplomatiques, et ceux-ci ont effectivement commencé à se nouer à New-York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. On peut ainsi rêver d'un compromis, d'un arrangement diplomatique qui rendrait la liberté aux « Turenge ». Mais si le procès a effectivement lieu, le chef de bataillon Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur (le faux couple) risquent gros. Ils sont, comme complices éventuels de l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*, qui a entraîné la mort d'un homme, passibles de la réclusion criminelle à perpétuité. De même que le droit français, en effet, le droit néo-zélandais punit d'une peine identique les complices et l'auteur principal.

Depuis l'aveu de la culpabilité française, la situation des « Turenge » est cependant un peu plus confortable. Se référant à un précédent remontant à 1840, un avocat britannique, Mᵉ Neuville Maryan Green, expliquait, dans *le Monde* du 21 septembre, qu'un tel aveu était susceptible de dégager la responsabilité des « Turenge », à charge pour la France de s'expliquer, le cas échéant, devant un tribunal international.

Cette argumentation a été étudiée au Quai d'Orsay, où l'on n'est pas convaincu qu'elle « tienne la route ». Le précédent relevé par Mᵉ Maryan Green (un navire québécois coulé par des Britanniques sur un lac américain) est en effet très particulier (il y avait *conflit armé*, à l'époque, entre le Québec et le Royaume-Uni). De plus, cette référence est la seule qui puisse être invoquée.

Surtout, on ne voit pas la France accepter, sous prétexte de sauver les « Turenge », de s'expliquer devant la Cour internationale de La Haye. Depuis 1974, en effet, Paris ne reconnaît plus la compétence de cette juridiction, instituée en 1945 par la charte des Nations unies. Ce refus avait déjà trait à la situation actuelle. A l'époque, la Nouvelle-Zélande et d'autres Etats du Pacifique prétendaient faire condamner les essais nucléaires français par cette juridiction.

Les « baïonnettes intelligentes »

Si le sort des « Turenge » paraît incertain, celui des poseurs de bombes est, lui, beaucoup plus enviable. Renonçant à engager, comme il avait promis de le faire, des poursuites contre les auteurs de cet acte « criminel », M. Laurent Fabius a affirmé, dimanche, que des lampistes, ayant agi sur ordre, n'avaient pas à porter le chapeau. Traduction juridique de cette décision de bon sens : l'article 327 du code pénal qui affirme qu' *« il n'y a crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient ordonnés par la loi et commandés par l'autorité légitime »*.

A cet article, de nature à dégager la responsabilité des poseurs de bombes et de leurs complices, les juristes opposent généralement la théorie des « baïonnettes intelligentes ». En clair : on peut — on doit — toujours refuser d'exécuter un ordre illégal.

Conséquence : les envoyés spéciaux de la DGSE en Nouvelle-Zélande pourraient, en théorie, avoir à répondre de leurs actes devant la justice française. Heureusement pour eux, néanmoins, seul le ministère public a la possibilité de déclencher de telles poursuites, car il s'agit de militaires. Pas les victimes, c'est-à-dire Greenpeace ou la famille du photographe tué dans l'attentat. Et comme on n'imagine pas le parquet outrepassent les consignes de M. Fabius, on peut prévoir qu'il n'y aura pas en France de procès Greenpeace.

Ce vœu est visiblement partagé par l'un des deux avocats français du mouvement écologiste, Mᵉ Jean-Jacques de Félice (l'autre étant Mᵉ Irène Terrel). *« Le gouvernement s'honorerait en offrant des dédommagements à ceux qui ont souffert de l'attentat*, estime Mᵉ de Félice. *Ce serait d'ailleurs une excellente illustration de la politique du garde des sceaux en faveur des victimes. »*

Greenpeace appelle de tous ses vœux ces dédommagements ainsi que l'ancienne compagne de Fernando Pereira, le photographe néerlandais, d'origine portugaise, tué dans l'attentat. Depuis la mort de celui-ci, cette jeune femme, qui vivait séparée de Fernando Pereira, a perdu le soutien financier que le photographe accordait à leurs deux enfants, nous indique notre correspondant à Amsterdam, René Ter Steege.

Du côté du gouvernement français on est visiblement prêt à obtempérer. Seules les modalités sont encore incertaines. Il est clair cependant que Greenpeace aura bientôt la satisfaction de voir Paris aller à Canossa.

BERTRAND LE GENDRE.

EN MARGE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

M. Roland Dumas s'est entretenu avec le vice-premier ministre néo-zélandais des revendications de Wellington

De notre envoyé spécial

New-York. — Arrivé lundi 23 septembre pour une semaine à New-York, à l'occasion de la quarantième Assemblée générale des Nations unies, le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, en a aussitôt profité pour demander un rendez-vous au vice-premier ministre néo-zélandais, M. Palmer, qui se trouvait lui aussi à l'ONU. Bon prince, le numéro deux du gouvernement de Wellington le lui a accordé sans délai alors que sa propre visite à Paris, initialement prévue pour le mois d'octobre, avait été décommandée du côté français huit jours plus tôt, avant même les dernières révélations sur l'affaire Greenpeace.

C'est dimanche soir, après avoir été succinctement mis au courant par M. Fabius de ce qu'il s'apprêtait à déclarer à la presse au sujet de l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*, que M. Dumas a suggéré au premier ministre de profiter de l'Assemblée générale des Nations unies pour « entreprendre » M. Palmer. En toute hypothèse, on peut imaginer que le ministre des relations extérieures aurait cherché à rencontrer ses collègues néo-zélandais et australien (il verra d'ailleurs ce dernier, M. Bill Haiden, jeudi). Mais, compte tenu de ce qui s'était dit la veille à Paris, puis à Wellington, M. Dumas a abordé son entretien avec M. Palmer dans des conditions difficiles, pour ne pas dire plus.

Trois exigences principales

En bon avocat, il aurait sans doute préféré que le premier ministre français s'en tînt au vieux précepte : « N'avouez jamais. » Et quoiqu'il se soit naturellement interdit le moindre commentaire, on peut estimer à divers indices que la tardive franchise de M. Fabius ne séduit en lui ni le chef du Quai d'Orsay ni le tacticien politique.

Mais ce spécialiste des causes difficiles n'a pas tardé à changer son fusil d'épaule. Puisque les autorités françaises reconnaissent, tout compte fait, qu'elles ont coulé le navire de Greenpeace par agents secrets interposés, mieux vaut essayer d'en atténuer les conséquences et de faire baisser, autant que possible, le prix politique, voire le prix tout court, à payer pour ce très discutable coup d'éclat.

Lundi soir à New-York, M. Dumas est allé à son rendez-vous avec le vice-premier minstre néo-zélandais sans beaucoup d'optimisme, mais résolu à faire ce qu'il faudrait pour que l'entretien ne tourne pas court. Il y est parvenu : d'abord, parce que la conversation a duré près d'une heure ; ensuite, parce que les deux homms sont convenus de se revoir ici même, dans les jours qui viennent. Le contact est manifestement plus facile avec M. Palmer qu'avec M. Lange. On se garde toutefois, du côté français, de prendre la longanimité du vice-premier ministre néo-zélandais pour de l'indulgence ou de la faiblesse.

Le seul fait que les deux ministres aient publié, à l'issue de ce premier entretien, un communiqué commun est plutôt un succès pour M. Dumas. Ce texte, dont les termes ont été soigneusement pesés, tend à prouver, si anodin soit-il sur le fond, que la France reste, pour la Nouvelle-Zélande, une puissance fréquentable (1). Il est vrai qu'en échange M. Dumas a dû indiquer à son interlocuteur que les demandes de la Nouvelle-Zélande étaient, sinon fondées, du moins susceptibles d'examen.

M. Lange avait émis trois exigences principales après que son homologue français eut reconnu les *responsabilités de Paris* dans l'affaire Greenpeace : que les auteurs de l'attentat soient extradés, qu'une indemnisation soit versée à son pays et que la France lui fasse des excuses publiques. Sur le premier point, la discussion n'est guère possible : la France, à l'instar de la plupart des pays du monde, n'extrade pas ses ressortissants, et ce qu'a dit M. Fabius postule d'ailleurs l'innocence administrative des exécutants. Mais pour les deux autres, a dit en substance M. Dumas à M. Palmer, il faut voir : puisque la France a officiellement reconnu la réalité de cette bavure de ses services, on peut imaginer qu'elle en supporte certaines conséquences.
On devrait être fixé, dans les jours qui viennent, sur l'ampleur des « réparations » matérielles et politiques que Paris est prêt à accorder à la Nouvelle-Zélande. Il n'est pas sûr que celles-ci aillent bien loin, mais une telle demande n'est plus écartée avec dédain, et M. Palmer n'a pas pu rester insensible à cette évolution.

BERNARD BRIGOULEIX.

(1) Ce texte affirme : *« Le vice-premier ministre de Nouvelle-Zélande et le ministre des relations extérieures de France se sont rencontrés ce soir à la mission néo-zélandaise auprès des Nations unies. Ils ont commencé à discuter des moyens possibles de trouver des solutions aux problèmes nés de l'incident du* Rainbow-Warrior. *Ils sont convenus d'avoir un nouvel entretien dans les prochains jours. »*

DANS LA PRESSE INTERNATIONALE

Une volée de bois vert

Qu'une piteuse équipée contre des écologistes vaille à la France une volée de bois vert dans la presse internationale n'a rien de surprenant. Mais, chez certains critiques, la virulence est telle que d'autres comptes paraissent réglés à cette occasion, *comme si à prendre la* « grande nation » la main dans le sac, d'aucuns tiraient une lointaine vengeance de la canne du Roi Soleil, des bottes de Napoléon et de la hauteur gaullienne. *Newsweek*, notamment, qui, dans son édition européenne, consacre une couverture au *« fiasco »* et brandit la plume comme un fouet. L'hebdomadaire américain rappelle que, selon Marx, les événements historiques se répètent sur le mode de la farce et que le gaullisme a connu cette évolution avec *« l'une des plus ineptes dissimulations* [cover-story] *de l'histoire. François Mitterrand, premier socialiste à occuper la présidence sous la Vᵉ République, ressemble au Napoléon III évoqué par Marx, dans sa dissipation de l'héritage de ce Napoléon du vingtième siècle que fut le général de Gaulle »*. L'hebdomadaire ajoute que le scandale Ben Barka avait, lui, *« laissée intacte la grandeur du général »*. Or *« M. Mitterrand est traité désormais par la presse française comme un benêt de village pour avoir soutenu qu'il ignorait ce qui se passait chez lui »*.

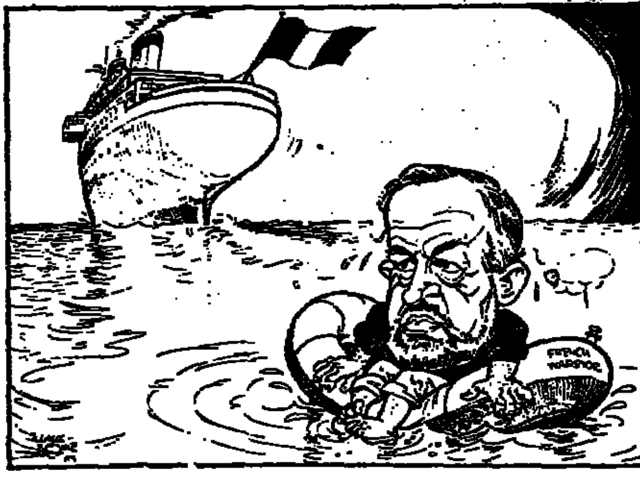
M. Mitterrand blessé

Au fil des jours, des révélations et des dénégations, le président de la République, avec ou sans *« fusibles »* a en effet incarné le discrédit national, selon le raisonnement que développe le *Financial Times* de Londres : *« si l'on accepte qu'il n'était pas au courant des instructions concernant le sabotage du* Rainbow-Warrior, *on est obligé de reconnaître que le président et le gouvernement français ne contrôlent pas les forces armées ni les services secrets. C'est un aveu que le président de la République, qui a également le titre de chef des armées et dirige la politique étrangère, ne peut pas faire impunément. Le plan qu'il a soigneusement élaboré pour les élections de 1986 en a pris un sacré coup ! En fait, c'est blessé qu'il pénètre dans l'arène pour le dernier acte du drame... »*

« Cruellement affaibli, répond en écho le *Times*, *car il a donné l'impression d'un manque d'autorité dans le domaine-clé de la sécurité nationale. Ses chances de cohabiter avec une nouvelle majorité ont diminué. »* Bref, comme l'écrit la *Süddeutsche Zeitung*, *« rien de pire que ce feuilleton ne pouvait lui arriver »*.

Même si tous les observateurs ne prennent pas à cette constatation la joie maligne du *Daily Mail* — *« alors que président et ministres sont au supplice, nous n'avons pas la moindre sympathie à leur égard »*, proclame le quotidien populaire britannique, — nul ne doute de l'« affaiblissement » du chef de l'Etat. A Londres, on lui décoche des flèches particulièrement acérées, car, toujours selon le *Daily Mail*, *« il a tenté de sauver sa peau en faisant accuser à tort ses amis anglais, ce qui est une conception bien française de l'entente cordiale »*.

Ceux qui n'ont pas ce motif d'aigreur s'interrogent seulement sur la « survie » politique de M. Mitterrand. Le *Svenska Dagbladet* (suédois) *« n'exclut pas qu'il soit obligé d'abdiquer »*. D'autres, connaissant mieux l'homme et le pays, ne vont pas aussi loin, mais estiment que toute cette crise a été fort mal *« gérée »* et que le président de la République en fera les frais. Le départ de M. Hernu et le limogeage de l'amiral Lacoste n'ont pas suffi au *Dagens Nyheter* (suédois), qui reproche au président d'avoir, *« par un bizarre échange de lettres et de directives »*, voulu paraître *« innocent et égaré »* et de s'efforcer avec M. Fabius de *« rejeter les responsabilités sur d'autres »*.



Klaus Böhle (Die Welt)

L'aveu éclatant du premier ministre, lundi soir, a-t-il amélioré quelque peu la situation ? Certainement pas pour le *Washington Post*, autorité mondiale depuis le Watergate en matière de scandale engageant l'exécutif. *« C'est*, écrit-il, *une volte-face venant sérieusement gêner M. Mitterrand à six mois seulement d'élections cruciales. Les socialistes sont désormais marqués par un scandale politique de première importance. »* Comme tout le monde, le *Post* relève que le premier ministre a *« soigneusement évité la question capitale : qui a ordonné l'opération? »*.

Le *New York Times* relève que *« le principal problème du gouvernement n'est pas tellement l'attaque du bateau que sa propre crédibilité lorsqu'il assure avoir essayé d'établir la vérité dès le début »*. Tout cela, comme l'écrit le *Christian Science Monitor* américain *« pose de graves questions sur la capacité du président à rester au pouvoir »*. Comment faire confiance désormais à des dirigeants dont *le Soir* de Bruxelles dresse le constat d'échec : *« Silence, incapacité de savoir, refus de dire, impression qu'on a voulu couvrir une bavure plutôt que l'avouer, mensonge qui, finalement, a donné toute sa gravité à l'affaire »* ?

Jusqu'où ?

Pour certains commentateurs, la démission de M. Hernu, qui était destinée à « sauver » le chef de l'Etat, le place face à un nouveau problème. Le quotidien *Ya* (conservateur, Madrid) croit savoir que la *« bonne entente entre les socialistes et l'armée, fruit des efforts du ministre, est détruite ou pour le moins sérieusement fissurée »*. Il ajoute cruellement : *« la France s'est laissée ridiculiser dans cette rocambolesque histoire. »*

Jusqu'où ira le désastre? Pour *l'Expressen*, principal quotidien suédois, *« une crise constitutionnelle paraît pratiquement inévitable »*. Son éditorial est titré « Waterpeace coulera-t-il Mitterrand? ». Pour trouver un appel à modérer le ton et à dédramatiser quelque peu l'affaire, il faut recourir au prudent *Journal de Genève* : *« Un Watergate qui mettrait en cause le président de la République lui-même est non seulement impossible, mais n'est guère souhaitable en France. »* Et la sagesse helvétique de mettre en garde l'opposition : *« Au fur et à mesure que l'affaire prend toute sa mesure, les candidats à la relève du pouvoir devraient se garder d'apparaître comme des Tartufes plus prompts aujourd'hui à donner des leçons qu'ils ne l'ont été hier à donner l'exemple. »*

Pourtant, nul ne croit que la page soit vraiment tournée. *« L'affaire est tout sauf close »*, assurait, après la démission de Charles Hernu le *Corriere della Sera* de Milan. La *Repubblica* constatait que le départ du *« ministre le plus aimé de tout l'exécutif, fidèle entre les fidèles »* est survenu trop tard. Pour le quotidien italien, *« un pouvoir continuellement ballotté par les événements et contraint à corriger sans cesse le tir autorise l'opposition à parler de dilettantisme »*. Même la déclaration solennelle de M. Fabius passe, aux yeux de la *Süddeutsche Zeitung* de Munich, pour *« une tentative supplémentaire de limiter les dégâts en limitant les responsabilités »*.

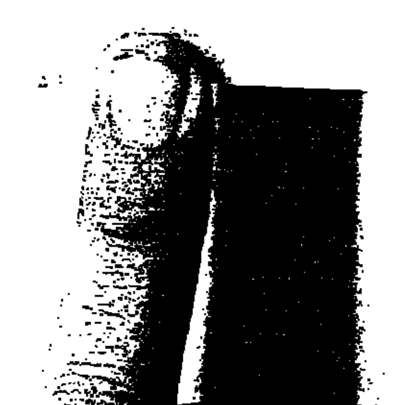
Après la démission du ministre de la défense, le *Wall-Street Journal* titrait déjà de façon prophétique : « Goodbye Hernu, hello trouble ! ».

L'oasis soviétique

Dans ce déferlement de critiques souvent féroces et de sombres prédictions, la presse soviétique offre une oasis de paix et de sérénité : discrets compte rendus distancés de l'agence Tass, entrefilet de la *Pravda* résumant sans commentaires les informations du *Monde*. Bien que brandissant volontiers les grands principes et courtisant les velléités pacifistes de Wellington, les Soviétiques ne prennent pas feu et flammes pour Greenpeace, cette *« organisation respectable qui est loin d'être de gauche »*, comme l'écrivait la *Pravda* le 4 septembre. Peut-être ne faut-il pas gêner la visite prochaine à Paris de M. Gorbatchev ?

Ici et là, les fleurs offertes à la presse française, félicitée pour avoir révélé ce que le gouvernement préférait taire, ne vont pas sans quelques épines. Certes, comme l'écrit le quotidien madrilène *El País*, *« elle a accompli sa tâche avec honneur, et, sans le travail d'enquête du* Monde, *la version rassurante offerte à M. Tricot aurait permis d'enterrer l'affaire »*. De même l'israélien *Maariv* titre : *« Pour la première fois dans l'histoire de la Vᵉ République, la presse a fait tomber un ministre. »* Mais plutôt que de trouver normal que les journalistes fassent leur métier, on s'étonne, avec la radio israélienne, de les voir *« travailler à l'anglo-saxonne »*. Le *Times*, aigre-doux, se félicite *« d'un événement rare dans un pays qui n'est guère réputé pour son journalisme d'investigation »*. Le *Daily Telegraph* juge la presse française *« étonnamment courageuse, et, selon des critères français, irrespectueuse à l'égard du pouvoir »*. On n'est pas plus aimable...

P.-J. F.



POLITIQUE

LES « ÉTATS GÉNÉRAUX » DE LA MÉMOIRE COURTE

« Si vous ne votez pas dimanche, ne pleurez pas lundi ! »

L'association La mémoire courte, créée en mars 1984 pour soutenir l'action du président de la République, a tenu à Paris, le samedi 21 septembre, les « états généraux du courage » (*le Monde* du 21 septembre). Plus d'un millier de personnes ont suivi les débats.

Trois ministres, M. Michel Delebarre (travail), Mme Yvette Roudy (droits de la femme) et M. Robert Badinter (justice), y ont participé, ainsi, notamment, que M. Max Gallo, ancien porte-parole du gouvernement, *directeur du journal le Matin*. Mmes *Danièle Mitterrand et* Françoise Castro, épouse du premier ministre, et coordonatrice du collectif « ici et maintenant », qui réunit plusieurs clubs de gauche, dont « La mémoire courte », *étaient également présentes*.

Pourquoi les « états généraux du courage », alors même que Mme Janine Tillard et son mari, *M. Rémi Dreyfus, cofondateurs de* La mémoire courte, anciens résistants, savent bien que la gauche n'a pas le monopole du courage ? La référence à la Révolution de 1789 et à la défense des valeurs républicaines, constante dans la thématique de la mémoire courte explique le terme états généraux. Quant au courage, Mme Tillard s'en est expliquée – du haut d'une tribune surplombant une banderole avec une citation de Jean Jaurès, « *le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel* » – en lançant : « *Alors que nous exaltons le courage, ils agitent la peur* (...). *La peur est devenue leur seul discours. Ils en font leur moyen d'agitation politique* (...). *La droite, c'est tout simplement le parti de la peur.* »

C'est simple, carré, sans nuances, comme tout ce que fait La mémoire courte, dont les textes frôlent souvent l'autosatisfaction. Mme Tillard ne le nie pas : « *Nous ne parlons que du positif, parce que les gens ne perçoivent souvent que le négatif. Alors, nous mettons plus la barre de l'autre côté. La gauche gouverne avec courage, ça ne se dit pas assez.* »

Ce degré zéro de la dialectique s'explique lorsque l'on connaît la cible de La mémoire courte à l'horizon 86 : les abstentionnistes de gauche. Les animateurs de ce mouvement sont satisfaits de compter parmi leurs adhérents deux tiers de personnes sans parti, contre un tiers de membres du PS, du MRG et même du PC. Ainsi s'explique encore le prochain slogan que lancera *La mémoire courte*, quelques mois avant les élections : « *Si vous ne venez pas voter dimanche, ne venez pas pleurer lundi.* » Toujours dans le même esprit, *La mémoire courte* s'emploiera à rappeler que l'élection ne compte qu'un seul tour.

A terme, Mme Tillard caresse un rêve : *qu'« on nous reconnaisse, comme un véritable mouvement d'opinion, comme la Ligue des droits de l'homme »*, par exemple, mais elle sait qu'il reste encore du chemin à faire.

J.-L. A

MM. MAUROY ET ROCARD : « Vingt-cinq ans d'amitié »

MM. Pierre Mauroy et Michel Rocard se sont retrouvés, sous l'œil des caméras de télévision, à un « pot de presse » organisé pendant les Etats généraux de la Mémoire courte. Interrogés par les journalistes, les deux hommes ont dialogué sur leurs désaccords. *« On a vingt-cinq ans d'amitié derrière nous,* a lancé M. Rocard, *on a résisté à bien des choses ! »* M. Mauroy : *« Je lui ai dit que ce n'était pas le moment de faire sa motion* (pour le congrès socialiste de Toulouse). *C'est tout ».* M. Rocard : *« Je lui ai dit que la bonne manière, c'était de calculer haut la barre pour faire la synthèse. » « On la fera, hein ! »,* ajoute-il en direction de l'ancien premier ministre qui lance aux journalistes : *« Ecoutez, je souhaite que ce soit un parti uni qui affronte les élections. On aura le temps* (de débattre) *après. Si on est au gouvernement, on aura le temps, et si on n'y est pas, on aura le temps aussi ! »*

UN LIVRE DE M. LAURENT FABIUS

Une « sorte de distance » avec la politique

M. Laurent Fabius a le sens du concret. L'avenir a pour lui un visage, celui de ses deux tout jeunes enfants, auxquels il s'adresse, dans la première partie de son livre, *le Cœur du futur* (1), avec un franc parti pris de naïveté. Prévoir et, dans *la mesure du possible, organiser* la vie scolaire, professionnelle, sociale, que connaîtront tous les petits Thomas et Victor d'aujourd'hui, voilà comment M. Fabius présente la tâche du *premier ministre*. Personne ne le contestera.

La politique est, d'emblée, congédiée. C'est la loi du *genre*, mais M. Fabius n'a pas de peine à s'y plier. « *En dix ans*, écrit-il à propos de la période de sa vie qui va de 1974 à 1984, *la politique a pris pour moi une grande place, et pourtant je conserve à son égard une sorte de distance !* » On ne saura pas ce qui motive cette réserve, puisque le premier ministre ne pourrait l'expliquer sans faire ouvertement de la politique. On lira seulement ceci : « *Quand les difficultés sont durables, quand les vendeurs de miracles sont reconnus comme des charlatans, quand les responsables politiques se renouvellent moins vite que leur public, quand les joueurs de chaque camp apparaissent surtout soucieux de marquer contre le leur, alors les certitudes deviennent moins triomphales, la politique cherche à émigrer vers d'autres lieux et elle veut trouver d'autres visages.* »

On aura reconnu le paysage de l'été 1984, celui de l'entrée en scène du *plus jeune premier ministre* que la France ait eu depuis cent cinquante ans. De l'incertitude et du trouble qui s'étaient, alors, installés, M. Fabius a cherché à tirer le meilleur parti possible pour le président de la République, pour son camp et pour son propre avenir. Il n'a pas perdu son temps, et, appuyé sur une cote de popularité encore flatteuse, il peut réunir, dans ce livre, un ensemble de déclarations qui dessinent un projet, peut-être pas original, mais certainement cohérent.

C'est aussi le *moment*, pour le premier ministre, de dire un peu plus qui il est. Son autoportrait ne surprend guère par ce qu'il y met. On y reconnaît, entre autres traits convenus, la modestie du fort en thème – rehaussée, toutefois, par cette confidence : « *J'aurais pu, aussi, gâcher mon existence. J'ai toujours été frappé, du reste, de la marge infime qui sépare le succès de l'échec* » – et la description d'une carrière politique qui devrait tout au travail et au hasard, rien à l'attrait du pouvoir ni à l'art d'y parvenir. La manière est plus étonnante : loin des élégances littéraires de son maître en politique, M. Fabius pousse la simplicité jusqu'à la limite de la gaucherie. Là aussi, « *lui, c'est lui...* ».

Le premier ministre se dépeint, aussi, à travers une sorte d'album, intitulé « Repères chronologiques », qui mêle des documents historiques et des photos personnelles. Cela commence par une page pour Léon Blum, une deuxième *pour* Pierre Mendès France et la troisième pour M. Fabius à l'âge de cinq ans. Suivent les souvenirs d'une *génération* : Camus, de Gaulle et Gagarine, Johnny Hallyday, Brigitte Bardot et Kennedy, Martin Luther King, *mai* 1968, la Tchécoslovaquie et Salvador Allende, puis des images de la carrière de M. Fabius et de son rôle à l'hôtel Matignon. Le message, comme bien des pages du livre, s'adresse aux hommes et aux femmes de quarante ans, qui ont le cœur plutôt à gauche : pas de doute, c'est bien un des leurs qui dirige le gouvernement.

> *Le socialisme du premier ministre est le résultat d'une expérience, celle des obstacles devant lesquels les socialistes ont dû abdiquer.*

L'ère de la rigueur

Au-delà de cette identification, recherchée avec insistance, M. Fabius indique des choix. Il prévoit, pour l'école, que « *nous irons vers une suppression du redoublement* », vers « *une modification des rythmes scolaires* » et vers la généralisation des stages *en entreprise*. Il se fait fort de prévoir et de préparer « *cette nouvelle croissance* » dont on « *parlait déjà il y a dix ans, sans pouvoir en dessiner les contours* ». Autrement dit, ce qu'une partie des électeurs de M. Valéry Giscard d'Estaing avaient vainement espéré de lui, c'est, aujourd'hui, le PS, avec M. Fabius, qui l'a rendu possible. Tout reste à faire, pourtant, dans certains domaines essentiels. Celui du travail, par exemple, dont le réaménagement se heurte au fait que « *les organisations en place ne se sentent pas toujours assez solides pour affronter* [les] *réexamens* [nécessaires], tandis que « *les conservateurs* » espèrent en profiter « *pour organiser une véritable régression* ».

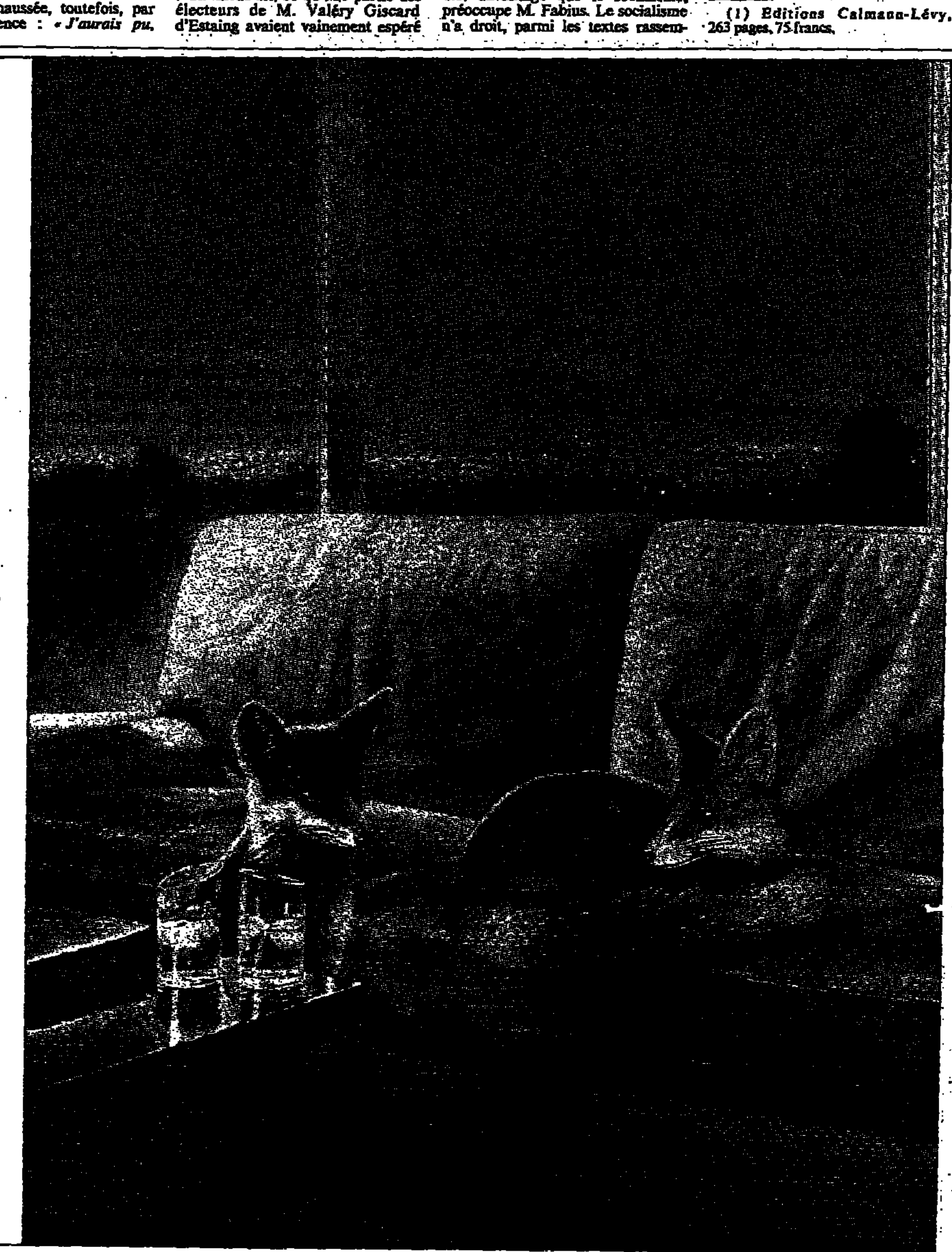
Les textes réunis par le premier ministre développent principalement trois thèmes : la recherche, l'investissement et la formation (le « *triangle de la modernisation* ») ; la modernisation de l'Etat et des relations sociales ; les droits de l'homme, l'Europe et le tiers-monde. Couvrant les années 1983, 1984 et 1985, durant lesquelles M. Fabius a été ministre de l'industrie et de la recherche, puis premier ministre, ils mettent en évidence la permanence d'une analyse et la continuité d'une action, en omettant la période où M. Fabius fut le ministre du budget de la relance. L'ère Fabius commence en même temps que la rigueur. Avant, sans doute – cela n'est pas dit, mais on peut le déduire, – *régnait cette gauche qui, « même si elle s'en défend, a eu souvent dans le passé une sorte de culture du provisoire, de l'éphémère, de l'« expérience ». « Comme si,* écrit M. Fabius, *le socialisme était un produit de laboratoire ! Comme s'il était fait uniquement pour laisser de grandes figures et de grands regrets ! Eh bien, moi, je ne suis pas d'accord. Je suis convaincu que le socialisme peut être moderne, fidèle sans être dogmatique, ouvert sans être opportuniste, une voie identifiée à l'efficacité et aux libertés, qu'il peut durer et gagner.* »

« *Je suis un socialiste du possible* », déclare M. Fabius. Le possible, davantage que le socialisme, préoccupe M. Fabius. Le socialisme n'a droit, parmi les textes rassemblés, qu'à *dix pages*, reproduisant le discours qu'avait prononcé le futur premier ministre au congrès du PS, *à Bourg-en-Bresse, en octobre 1983*. Dans sa présentation de ce texte, M. Fabius écrit : « *Pour moi, le socialisme moderne est en train de se forger. Il retient du socialisme de toujours un corps de valeurs fondamentales : la liberté, l'égalité des chances, la justice, la solidarité, le souci du long terme, l'ouverture au monde en développement... Mais il est aussi la passion de moderniser notre société et notre économie en refusant de sacrifier l'homme à la modernisation.* » Un socialisme « *en train de se forger* » et qui, tout en conservant ses « *racines* », doit « *adapter son message aux problèmes qui sont ceux de notre temps* ». Ce socialisme-là, c'est clair, reste à inventer ; ou, plutôt, M. Fabius le fabrique en marchant. Aussi modeste pour le socialisme que pour lui-même, il déclarait à Bourg-en-Bresse : « *Ne laissons pas dire* (...) *et croire que le socialisme relève du passé, car il est peut-être une approche permanente et un outil pour notre temps.* » Peut-être...

Le socialisme de M. Fabius est en effet le résultat d'une expérience, celle des obstacles devant lesquels les socialistes ont dû abdiquer plusieurs desseins, plusieurs convictions. Sur le terrain ainsi dégagé, le premier ministre, sans remettre en cause ce que son prédécesseur appelait le « *socle du changement* » – les nationalisations, la décentralisation et les nouveaux droits des travailleurs – prétend bâtir un projet neuf. La question est de savoir quelles sont, dans le discours et l'action du premier ministre, la part de l'adaptation à une conjoncture défavorable à la gauche et celle d'une authentique vision d'avenir dans laquelle les socialistes pourraient se reconnaître. L'une et l'autre ne sont pas incompatibles, mais force est de constater que les contraintes du moment nuisent à l'affirmation d'un « projet Fabius » qui, pour prendre consistance, et avant qu'on puisse en juger, supposerait une confrontation plus aiguë avec les projets adverses ou concurrents, et la formulation d'une stratégie.

PATRICK JARREAU.

(1) Editions Calmann-Lévy, 263 pages, 75 francs.



LE TREMBLEMENT DE TERRE AU MEXIQUE

La vie s'éteint sous les décombres

Cinq jours après le très violent séisme du 19 septembre et quatre jours après la très forte « réplique » du 20 septembre, il est toujours impossible de savoir combien de personnes ces deux secousses ont tuées ou blessées. Dans la soirée du 23 septembre, les chiffres provisoires, pour Mexico, étaient de 3 461 morts, 4 180 disparus et 6 700 blessés. Avec le temps, s'amenuise l'espoir de retrouver vivantes des personnes prisonnières sous les amoncellements de blocs de béton, de poutres et de gravats. Cependant, dans la journée du 23 septembre, les équipes de secours étrangères (françaises notamment), qui sont venues avec des chiens spécialisés dans ces recherches, ont dégagé plusieurs adultes et des bébés qui avaient survécu. Sur ce qui s'est passé en dehors de Mexico, on sait toujours très peu de chose : 25 tués au moins à Ciudad-Guzmen (ville de 100 000 habitants située dans la montagne à 450 kilomètres à l'ouest de la capitale), des hôtels très endommagés dans la station balnéaire d'Ixtapa-Zihuatanejo, des dégâts dans le port de Manzanillo et à Colima. En revanche, le séisme n'a eu pratiquement aucune conséquence à Acapulco, où les riches touristes ont repris leur vie habituelle. A Mexico et aux alentours, les monuments précolombiens ou espagnols ainsi que les musées n'ont pratiquement pas subi de dégâts. Seules ont été très endommagées les arcades de Santo-Domingo, qui entourent la place du même nom proche du Zocalo.

Sols durs et terrains meubles

Epicentre du séisme du 19 septembre : 17,8 ° nord, 102,3 ° ouest. Coordonnées de Mexico : 19,4 ° nord, 99,2 ° ouest, et d'Acapulco : 16,8 ° nord, 99,9 ° ouest. Mexico est donc situé à environ 400 kilomètres de l'épicentre, alors que la distance d'Acapulco à l'épicentre n'est que de quelque 300 kilomètres. Pourtant, le tremblement de terre a été beaucoup plus destructeur dans la capitale mexicaine que dans la grande station balnéaire.

La cause de cette situation paradoxale vient très probablement de la géologie. Mexico, qui a pris la suite de la capitale aztèque Mexico-Tenochtitlan, est construite sur un ancien lac (la lagune de Texcoco) et sur une zone marécageuse, comblés peu à peu, à partir du quatorzième siècle ou même du treizième siècle, par des jardins flottants (des nattes sur lesquelles étaient disposées des couches de vase prélevée sur le fond) et par des remblayages progressifs. Mexico repose donc sur une épaisse couche de terrains mous et contenant encore une forte proportion d'eau. Au contraire, Acapulco est construite sur les premières collines de la Sierra Madre del Sur. Or, la nature des terrains superficiels est très importante pour les effets des séismes. Les terrains meubles sont beaucoup plus sensibles aux ondes sismiques. L'arrivée en surface d'une onde fera, par exemple, déplacer une particule d'un calcaire compact de 1 centimètre autour de sa position d'origine. Alors que la même onde, arrivant dans un terrain alluvionnaire, fera déplacer une particule d'alluvion de dix centimètres autour de sa position d'origine.

La géométrie des couches géologiques supportant les terrains superficiels est aussi très importante. Si cette géométrie a la forme d'un bassin, certaines ondes sismiques, après réfraction, réflexion et diffraction, peuvent engendrer des ondes superficielles qui se propagent des rebords vers le centre du bassin rempli d'alluvions. Ces ondes superficielles peuvent déclencher des déplacements du sol trois à quatre fois plus importants que ceux qu'aurait entraînés l'arrivée des ondes directes. En outre, les réflexions successives de ces ondes superficielles sur les bords du bassin font que le sol bouge pendant plusieurs secondes.

La longueur du séisme du 19 septembre et celle de la violente « réplique » du 20 septembre semblent indiquer que de tels phénomènes se sont effectivement produits à Mexico.

La qualité des constructions adaptées ou non au génie antisismique a fait le reste du désastre.

Y. R.

LES INSTALLATIONS PÉTROLIÈRES SONT INTACTES

Le Mexique restera le quatrième producteur mondial de pétrole brut et le premier exportateur non membre de l'OPEP. Les tremblements de terre n'ont pas affecté les installations pétrolières du pays, dont la plupart des champs sont situés sur la côte est, le long du golfe du Mexique. Le directeur de la compagnie nationale Pemex a annoncé que le pays pourra continuer d'exporter 1,5 million de barils/jour (75 millions de tonne/an), comme auparavant. Il a ajouté que la distribution d'essence était assurée dans tous les pays.

Le Mexique vend à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, un peu plus de la moitié de sa production, ce qui lui assure des recettes estimées l'an passé à 14 milliards de dollars, soit les trois quart des recettes totales du pays.

Le Mundial est maintenu

Le Mexique accueillera comme prévu, du 31 mai au 29 juin 1986, la Coupe du monde de football. A l'issue d'une réunion tenue à Zurich, lundi 23 septembre, MM. Joseph Blatter, secrétaire général de la Fédération internationale des associations de football (FIFA), et Guillermo Canedo, président du comité d'organisation du Mundial 86, ont voulu lever les doutes suscités par le tremblement de terre *(nos dernières éditions)*.

Après les visites d'architectes et d'ingénieurs effectués la veille dans les douze stades des huit villes retenues pour cette organisation, M. Canedo affirme que *« la sécurité dans tous les stades du Mexique est garantie. Aucun des hôtels qui doivent accueillir les équipes et les journalistes n'a été endommagé par le tremblement de terre »*. Seul l'immeuble qui doit abriter le centre de presse, dans le nord-ouest de la capitale, aurait subi quelques dommages sans importance.

M. Canedo, également vice-président de Televisa (1), la société de télévision mexicaine qui a obtenu le droit de retransmission de la Coupe du monde, a bien sûr tout intérêt à ce que le Mundial 86 reste confié au Mexique. La FIFA a toutefois prévu d'effectuer des vérifications plus approfondies, notamment au niveau des moyens de communication et des capacités hôtelières, avant le tirage au sort de l'épreuve, programmé le 13 décembre.

(1) Televisa possède cinq chaînes au Mexique et trois cent quarante-deux canaux aux Etats-Unis.

Les « desconocidos »

Mexico. – Dans ce stade de Mexico où se jouaient, « avant », les parties de base-ball, les débris de chair humaine, enveloppés dans des sacs de plastique transparents, sont posés sur des pains de glace pour éviter la décomposition. C'est l'un des six centres ouverts dans la capitale pour entreposer les cadavres. Des stades pour la plupart.

En l'espace de quatre heures, dimanche 22 septembre, quarante corps – ou ce qu'il en reste – ont été transportés par des camionnettes de volontaires, en provenance de divers « chantiers » de la ville. Toute la journée, de longues files se sont formées. Parents ou amis sont venus pour tenter de reconnaître l'un des leurs. Dans un ordre et un silence impressionnants. Ici, pas de scènes d'hystérie. Les gens attendent leur tour. Dignes et graves.

Les sacs sont alignés sous des tentes de caoutchouc. A droite, une pancarte désigne les *desconocidos*, les inconnus. A gauche, ceux dont le contenu a déjà été identifié, mais que personne n'est encore venu réclamer, par ignorance. Sur la cendrée de la piste, deux femmes fonctionnaires en blouse blanche, devant leur machine à écrire, enregistrent les déclarations. L'odeur du formol et de la mort est insupportable.

Après l'identification, les familles sont dirigées par la police vers un poste de vaccination contre le tétanos et la dysenterie. Personne ne se soustrait à cette obligation médicale.

Les sacs seront enterrés dans les quarante-huit heures, que les cadavres aient été reconnus ou non. Les risques de contamination sont grands. La glace et les chambres froides, dont certains centres sont équipés, commencent à être insuffisants. A la radio, des appels constants : *« Apportez du formol et des sacs en plastique avec de la glace. »* – (AFP).

● *La cause de la catastrophe du Boeing d'Air India reste inexpliquée.* – Le jury d'enquête chargé de statuer, à Cork (Irlande), sur les causes de la mort des cent trente et une personnes retrouvées en mer après la chute du Boeing-747 d'Air India, le 23 juin dernier, a conclu à une *« catastrophe soudaine dont la nature et l'origine restent inexpliquées »*. Trois cent vingt-neuf personnes se trouvaient à bord. L'autopsie des corps n'a pas permis de confirmer l'hypothèse d'une explosion en vol due à une bombe placée par des indépendantistes sikhs. Le même jour, un engin avait explosé à Tokyo, peu avant d'être embarqué sur un appareil d'Air India.

société

Le clergé en confidence

(Suite de la première page.)

Le portrait-robot du prêtre français de 1985 n'existe pas. Modes de vie, attitudes et opinions varient sensiblement selon l'âge et les fonctions exercées. C'est vrai jusque dans les détails : *si 31 % préfèrent qu'on les appelle par leur prénom*, 25 % penchent pour « Mon père » et 24 % tiennent encore à « Monsieur le curé » ou « Monsieur l'abbé ».

Pluralisme politique également : si l'UDF a beaucoup de succès dans le clergé (36 % des intentions de vote en 1986), le RPR (10 %) attire nettement moins que le Parti socialiste (18 %), et le Front national (1 %) deux fois moins que le PC. Un prêtre de quarante-neuf ans témoigne du chemin parcouru par une partie du clergé : « *Je suis passé du respect* a priori *de l'ordre établi à la méfiance* a priori *de l'ordre établi* ». Mais il faut entendre aussi certains de ses collègues parler du passé avec une certaine nostalgie et critiquer « *la dérive* », ou « *la décadence* » voire « *la pourriture* » de la société actuelle...

Un petit SMIC

Les prêtres français sont parfaitement conscients d'appartenir à un groupe en déclin. Passés de 59 000 en 1913 à 41 000 en 1965, ils sont moins de 29 000 aujourd'hui. La moitié ont plus de cinquante ans. Compte tenu de la baisse des vocations et de la courbe des âges, cette population grisonnante ne comptera en l'an 2000 que 16 000 membres environ.

Moins nombreux, les membres du clergé ont naturellement vu leurs tâches se multiplier. « *Je travaille à l'usine vingt-six heures par semaine et j'ai la charge de quatorze paroisses* », indique un prêtre ouvrier. Et pourtant, chez les fidèles aussi, c'est la peau de chagrin : « *J'ai vu fondre les effectifs des pratiquants, des baptisés, des catéchisés*, constate un aumônier d'action catholique. *Mais le travail est devenu plus sérieux.* »

Courant d'une paroisse à l'autre, surchargés de réunions — il faut voir leurs agendas ! — beaucoup de prêtres sont obsédés par... l'auto. C'est souvent leur principale dépense. Près de 4 000 kilomètres par mois en moyenne pour les ruraux. Ils roulent plutôt en 4 L, précise l'enquête mais « *avec des tendances vers la Renault 5 et la Visa* ». Décidément, on saura tout.

La bonne du curé, qu'on appelait joliment « *le gouvernement* », devient de plus en plus rare. Seuls des prêtres réunis en équipe peuvent se permettre d'embaucher une jeune retraitée au pair. Car ils ne gagnent pas gros, ces hommes de Dieu : un petit SMIC (autour de 3 600 francs par mois) sauf exceptions. « *Mais nous sommes logés, chauffés... et célibataires !* » constate l'un d'eux. Sans compter la sécurité de l'emploi. *D'ailleurs, en majorité*, ils ne se plaignent pas de ce statut modeste et en éprouvent même une certaine fierté (« *cela nous donne le droit de parler de la pauvreté* ») : 82 % des prêtres français estiment avoir des ressources financières suffisantes.

Il faut dire qu'au salaire proprement dit s'ajoutent encore, dans certaines zones rurales, des dons en nature (« *le panier du presbytère* »), voire des services gratuits (« *le coiffeur ne me fait pas payer... Un teinturier du pays se charge de mon blanchissage* »). S'ajoutent aussi les honoraires de messe, mais c'est un sujet qui met mal à l'aise la plupart des intéressés. « *J'ai parfois l'impression de faire du racket* », dit un curé. Résultat significatif : 63 % des interviewés trouvent normal qu'un prêtre exerce une activité professionnelle. Proportion impensable il y a vingt ans.

Malgré la tendance à constituer des équipes, surtout chez les plus jeunes, la moitié des prêtres français vivent seuls. Quelques-uns s'en plaignent. « *La boîte de sardines mangée seul, un jour de Noël à midi, a un affreux goût de solitude* », note un curé. Faut-il s'étonner que la question la plus traitée dans les réponses ait été le célibat ? Certains le vivent très bien et le disent. D'autres le présentent comme un combat permanent ou constatent ne l'avoir jamais choisi. « *C'était, avec le sacerdoce, le cadeau Bonux* », remarque un impertinent. Nombre de prêtres disent en substance : moi, je m'en suis à peu près bien tiré, mais que de dégâts autour de moi ! Une quinzaine avouent, en termes pudiques, avoir aimé une femme.

Les résultats du sondage, dans ce domaine, ne passeront pas inaperçus à Rome : 29 % des prêtres français sont plutôt favorables au mariage des prêtres ; 83 % souhaitent l'ordination d'hommes mariés et 36 % aimeraient voir les femmes accéder au sacerdoce. A noter un autre oui, écrasant celui-là (92 %) en réponse à la question : « *Seriez-vous d'accord pour que des chrétiens qui ne sont pas prêtres puissent célébrer des enterrements ?* »

Plus de Monseigneur ni d'Excellence : l'évêque, lui aussi, a changé. Mais cette enquête révèle qu'il reste souvent, pour les prêtres de son diocèse, un personnage lointain. « *Il ne vient jamais nous voir* », dit un prêtre. « *On est devenu copains*, note un autre, *mais il est clair qu'on ne se comprendra pas.* » Les prêtres ne désirent pas forcément tutoyer leur évêque mais ils veulent « *un chef véritable, un homme de terrain* » qui ne passe pas son temps à courir d'un endroit à l'autre.

Jean-Paul II ne fait pas l'unanimité

Quant à Jean-Paul II, il est diversement jugé. Si 98 % des prêtres français approuvent la manière dont il défend les droits de l'homme, ils ne sont plus que 56 % à être d'accord avec ses déclarations de morale familiale et sexuelle, tandis que sa façon de gouverner l'Eglise ne recueille que 53 % d'approbations.

Selon leur âge, quatre événements ont beaucoup marqué les prêtres de France : la seconde guerre mondiale, l'Algérie, le concile Vatican II et mai 1968. Le séminaire ne les avait pas préparés à de tels bouleversements. « *Nous sommes obligés de ne rien appliquer de ce qui nous a été enseigné et parfois même de faire le contraire* », dit le doyen d'une paroisse.

Les exercices traditionnels de piété (bréviaire, adoration du saint sacrement) sont souvent abandonnés. Il reste, malgré tout, 40 % de prêtres qui se confessent au moins une fois par mois. Mais le grand bouleversement concerne les rapports avec les laïcs. Dans les moments de difficultés — un prêtre sur deux reconnaît qu'il lui arrive de « *douter* » — on se tourne spontanément vers « *les foyers chrétiens* » sur lesquels on ne tarit pas d'éloges.

C'est l'Eglise à l'envers. Beaucoup de membres du clergé reconnaissent avoir évolué grâce à ceux-là mêmes qu'ils étaient censés guider. « *On était prêtres pour les chrétiens*, dit un curé. *Aujourd'hui, on l'est beaucoup plus avec eux.* » L'un de ses collègues, sexagénaire, résume des dizaines d'autres témoignages en écrivant : « *Mon ordination en 1948 m'avait situé « au-dessus », elle m'avait donné des « pouvoirs », m'avait conféré un certain « savoir », comme une grosse plaquette de beurre que j'avais à mettre en tartines et à distribuer. Depuis, je me suis retrouvé « dedans ». Moins de sûreté et d'autoritarisme. Des gens qui en savent plus que moi. J'ai dû revoir toutes mes « connaissances »... J'ai réalisé que la foi est autant fidélité à notre monde et à l'homme d'aujourd'hui que fidélité au Christ.* »

Il n'est pas toujours facile d'admettre qu'on est marginalisé, qu'on ne sera pas remplacé et que le presbytère attire moins de monde malgré ses volets ouverts. La joie discrète et l'espérance de nombreux prêtres interrogés n'en sont que plus frappantes. « *Nous sommes*, dit l'un de ces enthousiastes, *en train de devenir chrétiens.* »

ROBERT SOLÉ.

● *M. Philippe Bouvard légèrement blessé par un déséquilibré.* — Vers 23 heures, lundi 23 septembre, devant les studios de RTL à Paris, Philippe Bouvard, journaliste et animateur de cette station, a été légèrement blessé par un agresseur armé d'un pistolet à grenaille. Ce dernier, Guy Segut, trente-neuf ans, né à Belfort, a tiré à cinq reprises. Entre autres divagations, il soupçonnait le journaliste d'être un agent du RPR qui voulait poser des micros chez lui. L'agresseur a été immédiatement arrêté. Le journaliste, après des soins reçus à l'hôpital Bichat, a pu regagner son domicile.

A LA VEILLE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE WASHINGTON

Interpol à l'heure américaine

Tout est prêt à Washington pour accueillir, du 29 septembre au 8 octobre, la cinquante-quatrième assemblée générale d'Interpol. Le président Ronald Reagan honorera-t-il de sa présence la séance inaugurale ? Le vice-président George Bush assistera-t-il à la clôture ? C'est du moins les « recommandations » d'Interpol-USA, — le « Bureau central national » ou BCN américain — à son ministre de tutelle (justice), l'attorney général, dans son dernier rapport d'activité.

Selon ce document, « *les Etats-Unis n'avaient pas accueilli une telle assemblée depuis 1960, ce qui accroît considérablement la portée de celle de 1985* (...). *Il faut sponsoriser l'événement d'une façon qui renforce l'image des Etats-Unis* (...). » De 1979 à 1985, au secrétariat général situé à Saint-Cloud (France), la présence américaine est passée d'une seule agence représentée à six (1), avec huit employés supplémentaires. Aujourd'hui, on fait donc donner les cuivres.

L'événement se produit « *au moment où s'accroît le leadership américain* » à Interpol. La précédente assemblée annuelle, à Luxembourg, en septembre 1984, avait élu à la présidence d'Interpol John R. Simpson, l'actuel directeur du « Secret service » (service chargé de la sécurité des personnalités), proche du président Reagan (*le Monde* des 21 et 22 novembre).

Interpol, depuis 1983, s'est vu confirmer par un accord de siège avec le gouvernement français le statut d'organisation intergouvernementale. Pour ses membres américains — le BCN en l'occurrence, — il peut être le cadre d'un enjeu diplomatique important. Le BCN suggère de nombreuses festivités pour les participants, « *et la plupart seront financées par des fonds privés* ». Interpol se mettrait-il à l'heure de Flushing Meadow ? De quoi surprendre les traditionalistes et les orthodoxes de l'organisation mondiale de la police.

En fait, le risque existe, en voulant trop manifester le leadership d'un pays, de diviser les rangs parmi les nations membres. A la table d'Interpol siègent des pays aussi divers sur le plan idéologique que les Etats-Unis ou la Chine, les Philippines ou la Libye. Or, jusqu'à une *époque récente, Interpol fonctionnait* comme un club privé de polices et les discussions y restaient techniques. Aujourd'hui, la politique fait son entrée, et si, par exemple, la lutte antiterroriste est devenue un phénomène essentiel, tous les membres d'Interpol n'ont pas la même définition du terrorisme.

Terrorisme : politique et droit commun

Selon le rapport d'activité du BCN, les Etats-Unis ont encouragé le développement, au secrétariat général, d'unités spécialisées dans des aspects particuliers du crime comme le terrorisme (2). Résultat : l'activité terroriste internationale est maintenant « *considérée comme relevant du maintien de l'ordre plutôt que comme un sujet politique* ». La nuance est importante. L'article 3 des statuts d'Interpol interdit à cette organisation d'intervenir dans les questions ou affaires présentant un caractère politique, militaire, religieux ou racial. Mais comment distinguer ce qui est « politique » de ce qui est criminalité de droit commun ?

Par exemple, l'organisation avait refusé dans un premier temps d'intervenir dans l'affaire Klaus Barbie, mais n'avait jamais hésité à le faire dans celle qui visait Klaus Croissant, un des avocats de la bande à Baader.

Depuis la dernière assemblée générale en septembre 1984, le mode d'emploi de l'article 3 en matière de terrorisme est plus précis : certains de ces actes peuvent être assimilés à des crimes de droit commun. Il suffit en effet que le pays où se commet une prise d'otages, un détournement d'avion ou un attentat, etc., n'ait aucun lien d'intérêt avec la cause qui arme le bras des meurtriers (3). Dans ces conditions, juge le BCN, « *Interpol va pouvoir jouer un rôle plus actif. Le secrétariat général propose la création d'une unité antiterroriste qui sera chargée d'établir les lignes directrices de la lutte contre l'activité terroriste internationale* ».

Cette forme de coopération est délicate, entre Européens et Américains, au sein même de l'Europe, entre pays du tiers monde et nations développées. Récemment, les BCN de la Grande-Bretagne et de la Yougoslavie se seraient heurtés sur une affaire impliquant des opposants politiques. Le BCN yougoslave souhaitait obtenir des informations sur certains de ses citoyens réfugiés en Grande-Bretagne. Les Britanniques ont refusé d'accéder à cette demande, arguant de l'article 3. Depuis, les Yougoslaves boudent les demandes en provenance d'outre-Manche. Ce type de conflit n'est pas rare.

Au nom de la libération nationale, des mouvements se battent avec des moyens... que leurs adversaires assimilent au terrorisme. Qui fera le gendarme ? Les Américains sont à l'évidence la cible principale — hors de leur sol — des terroristes modernes. Leur souci de s'en défendre est légitime. Faut-il pour autant en faire la règle unique ?

Autre pomme de discorde : la drogue. Contre ce fléau l'unanimité n'est qu'apparente et on ne s'accorde pas forcément sur les moyens. Déjà, aux Nations unies, on prépare une nouvelle convention sur ce sujet. S'opposent, d'un côté, les Européens et, de l'autre, les Américains et certains de leurs alliés latino-américains. De même à Interpol où la drogue devient de plus en plus un élément... de politique étrangère. Que faire à l'égard des pays producteurs comme la Colombie ou des plaques tournantes comme Hong-kong ? Ces pays sont des alliés utiles aux Etats-Unis. D'autres nations n'ont pas les mêmes intérêts. D'où un débat en cours.

Un malaise interne

La préparation de l'assemblée générale prévue à Washington secoure aussi le petit monde des quartiers généraux situés, en France, à Saint-Cloud. Ainsi les techniciens appelés à suivre les séances de l'assemblée devront-ils tous loger au même hôtel et leurs notes seront retenues automatiquement sur l'allocation journalière qu'ils percevront pour couvrir les frais de leur séjour. De cette façon, ils ne seront pas tentés d'échapper au domicile qui leur est imposé.

Les Américains dominent de plus en plus Interpol après des décennies de règne francophone. Cela fait grincer des dents.

« Surveillance intolérable, on n'a jamais vu ça », disent certains habitués.

Depuis la nomination de M. Simpson à la présidence d'Interpol, les événements se sont précipités. En février dernier, M. André Bossard, secrétaire général français, a dû donner sa démission. C'est son ancien adjoint britannique, M. Raymond Kendall, qui assure l'intérim. Ancien de la Special Branche (espionnage) à Scotland Yard, ce policier a été en poste en Ouganda dans les années 60 au plus fort de la lutte pour l'indépendance et a obtenu des succès contre les nationalistes gallois avant d'être nommé chef de la division « police » à Interpol. Les treize membres du comité exécutif d'Interpol l'ont choisi comme successeur de M. Bossard, sans semble-t-il, pratiquer d'autre consultation.

M. Kendall doit être confirmé dans cette fonction par un vote de l'assemblée générale. Mais, sans plus attendre, il a mis en route une organisation interne qui fait grincer quelques dents. « *L'ambiance générale au sein du secrétariat général n'a jamais été aussi désastreuse* », indique le bulletin d'information de l'association du personnel dans son numéro de mai-juin 1985. « *La politique actuelle semble être de se débarrasser vite des nombreux « indésirés » par tous les moyens ; par le découragement, certes, mais aussi par des licenciements aux motifs — quand il y en a — plus que douteux.* »

Le personnel de Saint-Cloud, en vertu de l'accord de siège, est soumis à la juridiction française du travail. Or, indique le bulletin déjà cité, « *non seulement on licencie, mais on ne suit même plus les procédures légales* ». Le secrétariat général conteste la compétence des prud'hommes et ferme la porte à un inspecteur du travail qui souhaitait enquêter sur les lieux. Au moment où se négociait l'accord de siège, l'organisation prévoyait la définition d'un nouveau statut du personnel : les délégués l'attendent toujours. Depuis des mois, le malaise croît aux quartiers généraux chez les civils et même chez les policiers, où des démissions viennent d'être présentées.

Des policiers d'Interpol appartenant à six pays viennent de dénoncer la destruction de « *quarante mille à soixante mille dossiers d'archives vieux de plus de dix ans* ». C'est une « *violation délibérée* » du règlement, opérée ainsi par le « *secrétaire général (par intérim) britannique d'Interpol* ».

Bouc émissaire

Mais M. Simpson a tenu à rendre hommage au travail de M. Kendall, avant même le prochain vote à Washington, lors d'une conférence régionale réunie en mai à Buenos-Aires. Les deux hommes se connaissent bien. M. Kendall, qui a son franc parler, tient à dynamiser Interpol. Il n'hésite pas à critiquer les lenteurs passées... ou même les défauts du plan Joxe : ses propos à ce sujet sur Europe 1, le 10 juillet dernier, ont pu choquer le ministre français de l'intérieur et tous ceux qui prônent l'obligation de non-ingérence faite à tout fonctionnaire international.

Mais c'est sans doute l'offensive menée contre M. Bossard depuis Saint-Cloud qui a le plus ému le quartier général. L'ancien secrétaire général est accusé d'incompétence dans une récente affaire.

Il avait passé contrat avec un expert parisien pour une étude de réorganisation. Interpol devait se moderniser, voire changer de siège (4). M. Kendall présida le comité interne de coordination chargé de surveiller le projet. Tout semblait tourner bien jusqu'à la fin de l'année 1984 : la facture de l'expert est jugée lourde — 6 millions de francs — et ses résultats « fantaisistes ».

M. Simpson, président d'Interpol, demande alors l'ouverture d'une enquête. Celle-ci, diligentée par M. Persson, un ancien président de l'organisation, s'est récemment conclue par un rapport accablant... le seul M. Bossard. Certains membres du personnel se disent inquiets de voir ce dernier transformé en bouc émissaire et redoutent les excès des critiques américains. Après des décennies de domination francophone, est venu le temps des Anglo-Saxons. C'est dur à avaler... et surtout à l'heure de l'affaire Greenpeace.

Par Interpol, ont transité un certain nombre de demandes de la police néo-zélandaise à la police française. Mais, dès la publication du rapport Tricot, tout cesse en vertu de l'article 3 et de l'usage diplomatique. Bonne collaboration et prudence de l'organisation : un dérapage n'est guère permis à Interpol, qui peut être un des moyens de promouvoir une politique étrangère, « *autant, si ce n'est mieux, que l'UNESCO* », *murmurent certains. Les mêmes soulignent le désintérêt actuel des Etats-Unis pour l'UNESCO ou d'autres organisations internationales. La majorité des pays de l'Est — dont l'URSS — se tiennent encore à l'écart. Certes à Luxembourg, en septembre 1984, l'adhésion de la Chine fut acceptée par l'assemblée générale, mais ce ne fut pas sans difficultés.*

DANIELLE ROUARD.

(1) Ce sont la DEA (Administration de répression de la drogue), l'US Marshals Service, le Service des douanes, le Secret Service, l'Administration des impôts et le Service des postes.

(2) En septembre 1984, l'assemblée générale d'Interpol a adopté deux résolutions précisant les modalités d'intervention en matière de terrorisme.

(3) Un exemple : des militants de l'ANC s'attaquent à Paris à une personnalité blanche d'Afrique du Sud. Ces *militants tombent sous le coup de* la résolution de Luxembourg, puisque la France n'a rien à voir avec la cause des attaquants. Par contre, si cette action se mène sur le sol d'Afrique du Sud, alors Interpol ne peut intervenir. Le gouvernement sud-africain peut demander la diffusion d'un télégramme par le biais d'Interpol, cela lui sera refusé. Car l'action est considérée dans ce cas *comme un acte politique, terrain sur* lequel, en vertu de l'article 3 de ses statuts, Interpol ne doit pas intervenir.

(4) Le futur site sera Lyon.

M. ROBERT BIEVER, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE CONTROLE

L'accord de siège entre Interpol et le gouvernement français prévoyait la création d'une commission de contrôle des fichiers d'Interpol installés sur le sol français. Cette commission doit être composée de cinq membres, deux d'Interpol et trois personnalités indépendantes. M. Jacques Fauvet, président de la CNIL, a été nommé à ce titre par le gouvernement français. Interpol a désigné M. Markus Peter (Suisse). Ces deux personnes se sont accordées pour désigner le président de la commission, comme le prévoit le règlement : il s'agit de M. Robert Biever, avocat général près la Cour supérieure de justice du Grand Duché du Luxembourg et président de la commission luxembourgeoise équivalente à la CNIL. Reste à compléter la commission de contrôle.

Après l'interpellation de cinq jeunes gens

DOUZE POLICIERS DE ROUEN INCULPÉS DE COUPS ET BLESSURES AVEC ARMES

Douze policiers de Rouen ont été inculpés de coups et blessures avec armes ou d'attentat à la pudeur, après l'interpellation et la garde à vue de cinq adolescents de la cité des sapins à Rouen (*le Monde* du 17 mai).

Les adolescents avaient été interpellés le 28 février, vers minuit, par des policiers qui enquêtaient sur un vol de voiture. Les jeunes gens affirment que les policiers, après les avoir conduits au commissariat, les ont contraints à se déshabiller, puis à se rhabiller à toute vitesse, le plus lent étant frappé à coups de règle. « *Ils nous tapaient dessus avec des téléphones et ont obligé l'un d'entre nous à enduire nos sexes de carbone* ».

Les cinq jeunes gens, âgés de quinze à dix-huit ans, ont reçu le soutien d'une association, « La banane a mûri » (du nom de l'immeuble où ils habitent), de la Ligue des droits de l'homme et du Syndicat des avocats de France.

Le parquet de Rouen avait ouvert une information judiciaire après le dépôt de la plainte, puis le dossier a été transmis à Caen, puisque des officiers de police judiciaire de la juridiction rouennaise sont mis en cause. Le juge d'instruction, M. Alain Sadot, a délivré une commission rogatoire à l'IGPN, l'inspection générale de la police nationale. Les policiers — qui protestent de leur innocence — ont été maintenus dans leurs fonctions.

PARIS

Des travaux à Bercy

Le Palais omnisports de Paris-Bercy sera fermé, l'an prochain, pendant quatre mois et demi (du 15 avril au 31 août 1986), pour cause de travaux. Ceux-ci coûteront 120 millions de francs, ce qui porte la facture totale à 963 millions de francs (valeur 1985). Ainsi en a décidé le Conseil de Paris, lundi 23 septembre. Les élus communistes n'ont pas participé au vote, et les socialistes ont voté contre.

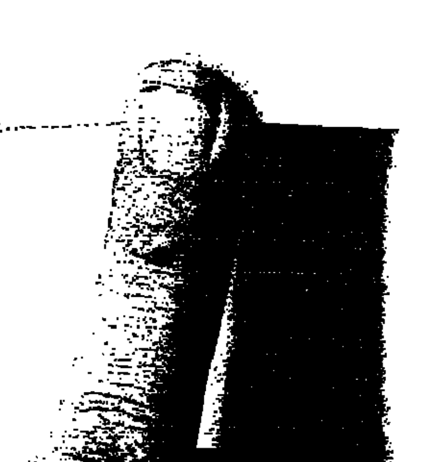
Selon M. Guy Drut, adjoint chargé des sports, il s'agit de faciliter la manipulation et le stockage des gradins mobiles par l'installation dans la charpente de poutres radiocommandées et par l'aménagement au sol de trappes hydrauliques. L'éclairage et l'acoustique devraient être améliorés, et une nouvelle régie créée. Le 8 juillet dernier, les conseillers de Paris avaient déjà accepté une modification de la gestion du palais, allégeant les charges des exploitants et alourdissant celles de la Ville (*le Monde* du 3 août).

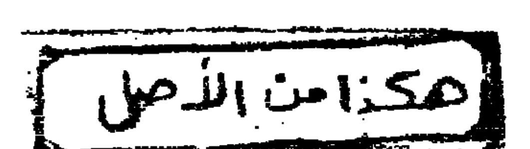
JEUNESSE

Les disciples de Christo

En hommage au Pont-Neuf empaqueté par Christo, les élèves d'une classe de première A du lycée Maurice-Genevoix de Montrouge (Hauts-de-Seine) emballeront, dimanche 29 septembre, la seule œuvre d'art de leur établissement : un mur de 46 mètres de long et de 2 mètres de haut.

M. Michel Enrici, un professeur de lettres qui est aussi critique d'art, a mené avec ses élèves ce projet d'action éducative (PAE), pour lequel il a obtenu une subvention de 3 500 F de l'éducation nationale. Une immense toile grise pied-de-poule a été louée pour l'occasion. « *Personne ne savait que ce mur, fait d'un assemblage de plaques de béton, était une vraie œuvre d'art*, indique l'un des promoteurs. *En l'emballant, nous attirons les regards sur lui, et il ne sera plus jamais comme avant.* »





culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 LA 499e

C'EST de l'émission de Bernard Pivot qu'il s'agit et non d'une division aéroportée, fer de lance de l'armée française. Je préfère parler d'« Apostrophes », avant le 27, avant les grands embouteillages de la 500e : ce sera la ruée, et peut-être la déception, comme pour tout ce qui est trop attendu.

Elle *était d'ailleurs* fort plaisante, cette 499e émission, avec ces deux inimitables protestantes, *la pétulante Janine Garrisson* et Elisabeth Labrousse, qui semblait incarner, non sans malice, les vertus *sévères* de *l'Université* à l'ancienne.

Cette émission en apparence effacée, sans ténor, montre que l'histoire est l'une des meilleures vedettes d'« Apostrophes ». Quand cinq personnes sur le plateau connaissent leur sujet, peu importe si leurs noms ne disent rien au grand public, qu'elles ne soient pas des habituées de la télévision, la partie, en général, est gagnée.

Ce n'est pas toujours l'histoire à « Apostrophes », ni la politique, ni les vedettes de cinéma, ni les hommes de sciences, ni les grands voyageurs, ni les biographes, ni même les philosophes, la plupart du temps, hélas ! on n'a que de l'écrivain à se mettre sous la dent.

Or, chacun le sait, l'écrivain n'a rien à dire sur son livre. C'est la personne la moins capable de vous donner des renseignements sur ce qu'il a fait. Ce n'est absolument pas un paradoxe d'affirmer que, si l'on écrit, c'est parce que l'on a des difficultés à s'exprimer autrement. Une affaire récente, et toujours cuisante, nous en administre la bonne preuve.

Depuis Greenpeace, cette République française qui avait été à ses débuts la République des dupes, puis celle des professeurs, est devenue la République des épistoliers. Si Mitterrand et Fabius se sont métamorphosés en Mme de Sévigné et sa fille, si bientôt ils ordonnent à Mexandeau de rétablir le service des pneumatiques, c'est qu'ils sont dans l'embarras. *Ils ne s'écriraient pas tant s'ils* savaient quoi nous dire, que faire pour s'en tirer.

Les écrivains à la télévision, quand on leur pose des questions, s'ils avaient un peu d'orgueil, pourraient se mettre légitimement en colère et s'exclamer : *« A quoi ça sert que Ducros-Montaigne, Ducros-Rousseau, Ducros-Balzac, Ducros-Dupont, dont nous sommes les héritiers, se soient décarcassés pour vous écrire une prose savoureuse, si c'est pour vous faire parler, en définitive, comme tout le monde ? »*

La seule chose qui amuserait peut-être les écrivains quand ils sont dans la boîte, sur le plateau, c'est de se lire à haute voix, de souligner leurs bons passages. Ils ne savent pas ce qu'ils ont écrit, mais il y a des paragraphes dans ce qu'ils ont écrit qui les font rougir de plaisir à la lecture. Ils se tourneraient vers des spectateurs invisibles, les prendraient à témoin avec un sourire timide : *« Hein ! Sans exagération, ce n'est pas si mal que cela ? »*

réat que nous révisons au dernier moment en utilisant des aide-mémoire, des abrégés. Certains d'entre nous font l'impasse sur les gros livres en espérant que l'examinateur Pivot ne les interrogera pas sur eux. D'autres choisissent systématiquement les premiers livres, les débutants. S'ils sont des écrivains endurcis, ils savent que le grand public leur saura gré de s'être penchés avec sympathie sur du nouveau-né, de ne pas avoir hésité à prendre sur leur propre temps de parole pour s'intéresser aux livres des faibles.

Où Pivot parle de mensonges, de sincérité, je parlerais d'ennui. Cette émission passionnante pour celui qui la regarde m'a semblée longue *quand je l'ai vécue. Quoi de plus* fatigant que d'avoir personnellement l'air intéressé aux propos échangés *quand on sait que la caméra* vous a à l'œil ! Et puis, une fois de plus, l'on confond l'oral et l'écrit. Quand on écrit du mal d'un de ses confrères, en principe, c'est de la littérature. Je veux dire de la bonne littérature, c'est-à-dire qu'un paragraphe complet nous semble vrai, et l'on espère qu'il sera ressenti ainsi par ceux qui le lisent. Et c'est pour cela qu'on l'a écrit. C'est bizarrement sans méchanceté.

Ça ne veut pas dire qu'on n'y croit pas, mais le confrère enfermé dans vos mots devient de *l'écrit*, et non pas un *grotesque rival. Tenter de* répéter devant lui ce que l'on a écrit sur lui semblerait quelque chose d'obscène, de *déplacé*.

Vous vous en doutez, je parle par expérience. J'avais écrit, il y a deux ans, un papier assez vif sur l'entrée imminente et saugrenue de Bazin en « Pléiade ». Quelque temps après, je me retrouve à Nice, lors d'un congrès d'écrivains. Les choses vont très vite alors. Dans le hall du Méridien, on *m'appelle*, *on* me pousse. Me voici face à Bazin. Interrogé en direct par Elkabbach pour le compte d'une radio périphérique. Sans doute, la veille au soir, j'avais voulu voir d'un peu près le vieux port, mais mes difficultés d'élocution ne *venaient pas seulement* de là. Bazin, c'était fini. Et, surtout, fini ce Bazin en chair et en os. Je n'avais rien à dire sur ce monsieur tout rouge engoncé dans son pardessus. Il pouvait bien entrer en « *Pléiade* », si cela pouvait réchauffer ses vieux jours et si les Gallimard, qui ne *donnaient jamais rien pour rien*, y trouvaient leur profit. Comme écrivain, ce n'était pas mon genre. Mon Dieu ! il n'était pas le seul !. De quoi m'étais-je mêlé ?

Tout est perdu fors « Apostrophes »

2 UN REPROCHE DE BERNARD PIVOT

LORS d'une conférence de presse, Bernard Pivot aurait tenu les propos suivants : *« Ce qui est très dommageable pour « Apostrophes », c'est que les écrivains n'osent pas dire ce qu'ils pensent. »*

Si la phrase a été exactement rapportés, Bernard Pivot, ce qui est normal, songe avant tout à son émission et à nos plaisirs quand nous la regardons. En fait, il souhaiterait que les écrivains soient un peu plus francs les uns envers les autres. Disent plus nettement ce qu'ils pensent du livre de leurs voisins. Il imagine, et nous avec, ce qu'aurait de cocasse un plateau où les écrivains se crêperaient verbalement le chignon. Pivot feint d'oublier que, *même* s'il n'est pas question un instant, s'il nous invite, que nous séchions sa petite sauterie, *et pour les* raisons que l'on devine, c'est lui qui nous a réunis, nous n'avons pas choisi nos compagnons.

En d'autres circonstances, nous n'aurions peut-être jamais acheté leur ouvrage. En toute hâte. Par politesse, pour ne pas être pris au dépourvu par le talent des autres, nous lisons, si *je puis dire, au plus pressé*. Quel *que soit* le mérite de nos voisins de chambrée, il est bien rare que nous gardions un souvenir agréable de ces nourritures imposées.

Les livres de nos compagnons d'« Apostrophes » sont un peu ces questions de baccalau-

3 PAS DE CLERC DU COLLECTIONNEUR DE SOLDATS

LES grandes familles ont chacune leurs défauts, leurs points faibles, ce qu'on appelait jadis leurs tares héréditaires. La socialiste ne manque pas à la règle. On l'avait taquinée longtemps sur l'économie. Elle n'y connaissait rien. Notre cher petit franc ne pouvait accepter ses invitations sans attraper un rhume et même une pneumonie. Dans quel état il revenait, le pauvre, de ses vacances dans la « vieille maison » où il s'était pourtant amusé comme un fou. Après, c'était des consultations de professeurs à n'en plus finir, des bouillons de légumes, des antibiotiques.

Furieuse de sa réputation, la grande famille *voulut montrer qu'elle n'avait pas que du cœur à* revendre, et elle envoya ses meilleurs fils à l'école des chefs, où ils apprirent l'énarque. Désormais, ils surent ficeler un budget comme personne. Avec l'économie, la guerre fut longtemps l'autre point de côté de la famille. On soupçonnait ses membres d'être des défaitistes, des planqués, de ne pas savoir faire la bombe, la vraie.

Dans notre ancien empire, on ne peut pas dire pourtant que les socialistes n'aient pas eu la manière. En Algérie, de Naegelen à Lacoste, ils se sont surpassés. Oui, mais c'était la branche aînée de la famille, la SFIO. Avec le PS, ce serait autre chose. C'était compter sans Hernu. Il n'était pas le plus doué de la famille, il n'était pas fait pour les diplômes : il choisit la fidélité. A l'ombre du chef, il se spécialisa dans le soldat, qu'il se mit à collectionner. L'avantage, c'est que personne ne lui disputait son territoire. On *le laissait jouer tout seul. On souriait avec* indulgence devant son hobby. « Sacré Charles, tout le temps en train de faire la guerre dans son coin ! » Charles, qui avait le caractère jovial, souriait sans répondre. On sait comment ça s'est terminé. Je plains sincèrement Hernu : l'armée va lui manquer. Enfin, quand tout est fini, il reste les Mémoires et « Apostrophes ».

THÉATRE

« JULES CÉSAR » AU PALAIS DES SPORTS

Le miracle Hossein

Après *Potemkine*, *Notre-Dame de Paris*, *Danton et Robespierre*, et *Un homme nommé Jésus*, Robert Hossein signe cette fois son plus beau et plus grand spectacle avec *Jules César* de Shakespeare. C'est ainsi que, pour la première fois en France, une grande œuvre de poésie, une tragédie de Shakespeare, va être écoutée et vue par des dizaines et des dizaines de milliers de spectateurs, de tous âges, de tous métiers : cela, c'est le miracle Hossein.

Miracle, parce que la fidélité, la confiance, de ces immenses publics aux mises en scène de Robert Hossein ne sont en aucune façon provoquées par un gigantisme de spectacle, par du tape-à-l'œil, une abondance de gros effets.

Au contraire. Dans des décors *plutôt* neutres, sobres indications de terrains, et dans des costumes peu pittoresques aux teintes ternes, les acteurs conduits par Hossein observent un jeu retenu, sans excentricités. Contrairement à ce qui est dit parfois, le théâtre de Hossein est on ne peut plus réservé, discret.

Ce que *les multitudes* de *tous* bords aiment chez Hossein, ce qu'*elles* trouvent *là seulement*, c'est une clarté simple d'expression, une générosité d'inspiration, un art de faire partager les aventures de l'esprit *les plus riches*, les plus profondes.

Par exemple, jamais peut-être les analyses si fouillées du pouvoir, de l'insurrection, de l'échec des espérances, avancées par Shakespeare dans *Jules César*, n'ont été exprimées aussi complètement, avec tant de feu et avec tant de transparence, en France en tout cas, que par la mise en scène de Robert Hossein.

Jamais les superstitions, la mégalomanie, le courage de César n'avaient été unis dans une telle vérité d'ensemble. Jamais le terrorisme utopique et la rigueur logique, et la douceur affectueuse de Brutus n'avaient été si bien vus, avec leur conséquence : l'échec. Jamais le cynisme efficace d'Antoine n'avait eu cet éclat, cette désinvolture.

Le « scandale » Hossein

Ce qui est étonnant, c'est que Hossein ne simplifie rien, ne vulgarise rien ; et les scènes à première vue les plus difficiles, comme la grande scène qui oppose Cassius à Brutus après la prise de pouvoir par Antoine, scène géniale dans laquelle l'humeur secrète, les inconscients, les rancunes, l'amour de deux inséparables compagnons de complot, éclatent dans un coup de folie, avant de retrouver une paix. Oui cette page prodigieuse de Shakespeare, l'un des grands moments de l'histoire du théâtre — et tant d'autres — sont entièrement prises à bras le *corps par Hossein, si bien que* chaque spectateur, quel qu'il soit, participe à *une aventure spirituelle* d'une rare envergure, y trouve enrichissement et joie.

Il y a un « scandale » Hossein. Hossein est seul, dans notre pays, capable de mettre un chef-d'œuvre de Shakespeare à la disposition du très grand nombre, tout en réalisant une présentation d'une beauté, d'une fidélité, remarquables. Mais jamais Hossein n'a été invité à présenter quelque chose dans la cour d'honneur du Palais des papes, au Festival d'Avignon. *Cela, c'est réservé* aux membres du club des grands penseurs, qui s'avèrent incapables d'amener les grands publics dans ladite cour, et qui donnent des mises en scène à chichis, prétentieuses, obscures, moins fortes que celles de Robert Hossein.

Il semble que le ministère se refuse à confier un grand théâtre national de Paris à Hossein. Il avait été envoyé à Reims, et là il fit merveille, fonda une école d'acteurs dont beaucoup sont devenus célèbres. A Reims, Hossein remplissait à ras bord l'immense vaisseau du théâtre avec *les Fourberies de Scapin*, par exemple. Il y avait des files d'autocars dehors, venus de partout. Après son départ, il a fallu donner les pièces de théâtre dans un minuscule théâtre de poche. Devant cet échec, il est question de réexpédier Hossein à Reims. Mais pourquoi pas Paris, d'où il pourrait rayonner plus aisément dans les régions ?

Du moins a-t-il droit au Palais des sports. Ne ratez pas *Jules César*. Jean-Claude Jay (Cassius), François Marthouret (Brutus), Jean-Pierre Sentier (Antoine), Robert Party (César), sont magnifiques. Il y a de grandes émotions. Une sublimation de la conscience de ces grandes foules. De bas en haut des gradins, un bonheur d'entendre de si belles choses. Le théâtre atteint là un sommet de l'art, un sommet de service public.

MICHEL COURNOT.

* Palais des sports, 20 h 30.

MUSIQUE

PROGRAMMES CONTEMPORAINS A STRASBOURG

Le formidable enthousiasme du public

Le succès de Musica ne s'est pas démenti cette année, étonnant les Strasbourgeois eux-mêmes, qui ne se croyaient pas aussi curieux d'art contemporain. Après les deux beaux concerts d'ouverture (*le Monde* du 17 septembre) et une promenade dans le Haut-Rhin, le jeune et admirable quatuor Arditti a fait l'unanimité dans un programme fort ardu : *le Livre* de Boulez, le *Deuxième Quatuor* de Ligeti, et *Tetras*, sculpture sonore tout en glissando, de Xenakis.

Ce dernier a une *nouvelle fois* marqué le Festival. Si la présentation du *nouvel UPIC 3*, que construit Hewlett-Packard, a un peu tourné court (l'unité dessin fonctionne, mais la machine est encore muette), la première française de son *Alax*, créé récemment à Cologne, pour trois groupes d'orchestres spatialisés, témoigne à nouveau de l'exceptionnelle période créatrice où il se trouve en ce moment ; ce même concert, qui marquait le retour du grand chef d'orchestre Ernest Bour, signalait le talent d'un jeune Allemand, Walter Zimmermann, qui n'écoute heureusement pas les sirènes du néoromantisme noirâtre en faveur outre-Rhin.

Autre exemple de la boulimie alsacienne : dans un vieux théâtre, L'Eden, réouvert pour la circonstance, les Strasbourgeois, en masse, ont écouté passionnément quelque cinq heures de piano contemporain, douze pianistes se relayant sous la houlette de Gérard Frémy (dont plusieurs de sa classe du conservatoire) : des pages de Decoust, Pousseur, Messiaen, Kagel, Ferrari, Ferneybough (avec Martine Joste et Sylvaine Billier), *etc.*, *et pour sommets* la *2e Sonate* de Boulez par *Michel Gaechter et le Klavierstück 10* de Stockhausen par Jean Koerner.

La déception est venue une *fois* de plus de deux spectacles de théâtre *musical*, genre *décidément* bien malade. L'Atelier lyrique du Rhin *s'est fourvoyé dans une œuvre misé*rabiliste et tarabiscotée (cinq jeunes de la zone au milieu des détritus rêvent un voyage à travers l'Afrique dans un vieux camion démantibulé), avec de vagues atmosphères de synthétiseur (auxquelles François-Bernard Mâche a eu bien tort de prêter son nom) et des improvisations ambulantes des musiciens de l'Accroche-note. Pourtant une bonne partie des assistants se montra séduite.

A la mémoire de Luther King

Ce fut pire avec un spectacle de pseudo-samouraïs qui avait attiré une grande foule dans un lieu original, le Tennis-Squash des Halles. Sur les courts couverts qui dominent la ville, on entendait les cris terrifiants de dix honorables kendokas français exposant leur rituel et leur technique guerrière assez monotone à coups de bâton, démonstration qui eût été plaisante si elle n'avait été précédée, accompagnée et suivie d'une musique interminable, primaire et aberrante, éclatée autour de la salle, d'Éric Braibant, le tout étant censé composer des « *galaxies sonores et visuelles comme dans un jardin zen* ». Cette fois les auditeurs prirent la fuite par paquets.

Vif succès en revanche, au Palais des fêtes, pour l'Orchestre philharmonique de Liège, dirigé par Pierre Bartholomée, qui donnait une splendide interprétation de la « Troisième région » d'*Hymnen*, où Stockhausen a prodigieusement orchestré les sons électroniques de la version initiale (qui subsistent en partie) ; et cette grande méditation, d'une plénitude quasi wagnérienne, rejoint l'impressionnante sérénité cosmique de *Carré*. La *Sinfonia* de Berio, avec l'excellent groupe vocal anglais Electronic Phoenix, déchaînait ensuite l'enthousiasme par son langage pétillant d'intelligence et de pittoresque, le lyrisme ému du deuxième mouvement à la mémoire de Martin Luther King, et la prodigieuse habileté avec laquelle le compositeur conjugue la parole, le chant et les styles les plus divers du monde contemporain.

Tant d'assiduité pour des programmes aussi divers et souvent difficiles (et l'on ne parle pas des spectacles de « cabaret contemporain » la nuit, où les candidats s'arrachent les places) constitue réellement un phénomène de société, comme le dit Laurent Bayle, qui est l'artisan aussi discret qu'intuitif et efficace de ce festival : *« Lorsqu'on réunit régulièrement quelque sept ou huit cents Strasbourgeois pour ces concerts, il n'est plus possible de dire qu'il s'agit d'un public de spécialistes. »*

Eloy, Cage, Manoury, Pierre Henry, Amy, Nono, Berio, Ashley, et les *Moments* de Stockhausen marqueront la dernière décade de Musica 85.

JACQUES LONCHAMPT.

EXPOSITIONS

L'INAUGURATION DU MUSÉE PICASSO

Une fête de famille autour du président

M. François Mitterrand a inauguré, lundi après-midi, le musée Picasso, à l'hôtel Salé. C'était une fête de famille, la famille, bien sûr, était celle de Picasso, les femmes, les enfants, les petits-enfants, tous réunis comme pour une photo d'apparat. Jacqueline Picasso, dans une robe à fleurs d'argent, portait un collier que lui avait fait son mari en 1958 — micromasques de terre cuite avec des nez insolents et des visages de soleil — *Maya* était en rose, et Paloma en rouge. Françoise Gilot, *la compagne* de Vallauris, avait une gracieuse *silhouette* des *Années folles*.

Emus, *intimidés*, étonnés sans doute d'être à la fois en terrain si connu et si inconnu, la famille de Picasso se resserrait en groupes, et se tenait à une certaine distance. Distance, demi-cercle magique, *qui* s'est formé naturellement (1) autour de M. François Mitterrand, l'isolant pendant le temps de sa visite, et lui donnant l'illusion d'être, dans ce théâtre de l'art, le premier spectateur.

La visite était empreinte de calme, malgré un rythme assez *rapide* — un peu plus d'une heure pour parcourir presque entièrement l'hôtel Salé. Dominique Bozo était le guide personnel de M. François Mitterrand, et un dialogue à trois semblait s'engager entre les paroles savamment diligentes du conservateur, le regard particulièrement soutenu du président et les œuvres elles-mêmes, dont la force vitale continue réchauffe et magnifie la pierre et les murs.

« C'est très beau et très réussi », a dit M. François Mitterrand. Puis, serrant toutes les mains au départ, comme il l'avait fait à l'arrivée, il a emporté le secret de ses goûts, de ses émotions et de ses préférences — même si l'on a pu saisir qu'il a été touché par la tendresse des *Deux Frères*, par la transparence du portrait de Nush Eluard, ou par maints hommages à Matisse, qu'il s'est amusé de sculptures et de collages, qu'il a aimé le lustre arachnéen de Diego Giacometti.

Dans les jardins, la famille de Picasso s'est éparpillée, les uns en compagnie du ministre de la culture, M. Jack Lang, ou de l'écrivain Michel Leiris, les autres bavardant avec M. Michel Guy, ancien secrétaire d'Etat à la culture, et Mme Françoise de *Panafieu, adjointe*, pour les affaires culturelles, au maire de *Paris*.

Y. B.

(1) Le cérémonial était réglé, dans son ensemble, par M. Christian Dupavillon, conseiller de M. Jack Lang.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

DIEU, SHAKESPEARE ET MOI : Porte-Saint-Martin (607-37-53), 20 h 30.

NOS DÉSIRS FONT DÉSORDRE : Point virgule (278-67-03), 22 h 30.

JULES CÉSAR : Palais des Sports (828-40-90), 20 h 30.

LES HEURES BLANCHES : Aquarium (374-99-61), 20 h 30.

MARTHE : Théâtre 13 (588-16-30), 21 h.

LA FLEUR DE PEAU : Théâtre de la Porte de Gentilly (580-20-20), 20 h 30.

LE JARDIN DES SUPPLICES : Huchette (326-38-99), 21 h 30.

LA BATAILLE DE WATERLOO : Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 21 h.

LA NOCE CHEZ LES PETITS BOURGEOIS : Templiers (877-04-64), 20 h 30.

LE PARADIS SUR TERRE : Yvry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30.

BAAL : Quai de la Gare (585-88-88), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), à 19 h 30 : La Belle Hélène (Mise en scène : Jérôme Savary ; Dir. Musicale : Yan-Pascal Tortelier; Chorégraphie : P. Vincent).

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Rue de la Folie Courteline.

PETIT-ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : l'Assassinat d'une renoncule, d'A. Döblin.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : *Danse*, à 20 h 30 : Martha Graham Dance company : Diversion of angles, Errand into the maze ; Song ; The Rite of spring.

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), 21 h : le Dernier Voyage.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.

☞ ATELIER (606-49-24), 21 h : l'Arbre de mai.

☞ BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : Automne.

☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.

☞ BOURVIL (373-47-84), 21 h : Pas deux comme elle ; 22 h 30 : Y'en a marr... ez vous ?

☞ CARTOUCHERIE : Théâtre de la Tempête (328-36-36), 21 h : spectacle commercial ; Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : les Heures blanches.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 21 h : L'âge de monsieur est avancé.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Balise de toi.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

☞ DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Femmes.

☞ EDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.

☞ ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Vingt-Huit Moments de la vie d'une femme.

☞ ESSAION (278-46-42), 19 h : Une saison en enfer ; 21 h : Journal de Katherine Mansfield.

Mardi 24 septembre

☞ FONTAINE (874-74-40), 21 h : Riffoin dans les labours.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.

☞ GALERIE 55 (326-63-51), 19 h : Sexual Perversity in Chicago.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 21 h 45 : Dodo-Ji.

MADELEINE (265-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.

☞ MARIE STUART (508-17-80), 20 h 15 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.

☞ MATHURINS (265-90-00), Grande Salle, 20 h 45 : le Baiser de la veuve ; Petite Salle, 21 h : les Mystères du confessionnal.

MICHEL (265-90-00), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.

☞ MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), Petite Salle, 21 h : Paso doble.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : le Testament du jour.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

☞ PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Jules César.

☞ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-87), 20 h 30 : Ma femme.

☞ PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Dieu, Shakespeare et moi.

POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Double foyer.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : la Bataille de Waterloo.

☞ THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉÂTRE GRÉVIN (246-84-47), 20 h 45 : Sainte-Escroque.

☞ TH. 3 SUR 4 (327-09-16), 20 h 15 : Chant de moi-même.

☞ TINTAMARRE (887-33-82), 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TH. 13 (588-16-30), 21 h : Marthe.

☞ TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Fragments ; 22 h 30 : Classées X.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 21 h 45 : Chant d'elles ; 23 h : Crazy cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2; 21 h 30 : les Démones Loulou. — II. 20 h 15: les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 20 h : F. Silvant, 22 h : les Méthodes de Camille Bourreau.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Nous on sème.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 : Eclairs d'un sorcier ; 20 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances ; 22 h 30 : Nos désirs font désordre.

TH. 33 (858-19-63), 20 h 30 : Courteline pas mort.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

Le music-hall

☞ CASINO DE PARIS (280-20-89), 21 h : S. Gainsbourg.

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

ESPACE GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : Ph. Val.

MARIGNY, petite salle (225-20-74), 21 h : M. Lagueyrie.

☞ OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Claude Nougaro.

La danse

☞ DIX-HUIT THÉATRE (226-47-47), 20 h 30 : L. de Silveira ; 22 h : I. Calleau.

Les concerts

Conciergerie, 20 h 30 : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. : J. Mercier (Bellini).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : H. Hollreiser (Bruckner).

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (233-37-71), 23 h : P. Ramos.

☞ BERCY, Palais omnisports (loc. : 504-11-55), 20 h 30 : J. Higelin.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Swing Collégiens.

GIBUS (700-78-88), 24 h : Cérémonies.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h 45 : J. Erdos.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 heures : H. Gulbay ; 0 h 30 : J. Bounard.

MÉRIDIEN (758-12-30), 22 h : B. Carter.

MONTANA (548-93-08), 22 h : E. Caumont.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Ch. Baker, Ph. Catherine, J.-L. Rassinfosse.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Cl. Bolling Trio.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : B. Reinhardt, Ch. Escoudé, B. Ferré.

LA PINTE (326-26-15), 22 h : V. Chaintrier Trio.

REX CLUB (236-83-93), 22 h : Al Di Meola.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : D. Doriz.

SUNSET (261-46-60), 23 h : J.-P. Debarbat, R. Persi, M. Benita, Ch. Lete.

XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)

Sorbonne, Amphi Richelieu, 18 h 30 : H. Cartier-Bresson (Bartok).

Festival d'automne

(296-12-27)

☞ NANTERRE, Th. des Amandiers, 21 h : La Veillée.

☞ Th. du Rond-Point, Grande Salle, 20 h 30 : K. Mohapatra/K. Mohanti.

Maison internationale du théâtre, 20 h 30 : U. Srivinas.

TMP, 20 h 30 : M. Graham.

☞ Bastille, 19 h 30 : Automne.

En région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS, Espace J. Prévert (868-00-22), 21 h : L'Ouest, le vrai.

IVRY, Th. des Quartiers (672-37-43), 20 h 30 : le Paradis sur terre.

☞ NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), voir Festival d'automne.

VILLIERS, CC (305-42-82), 21 h : Midnight Jazz Trio.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24)

16 h, Mode et cinéma : Qui êtes-vous Polly Magoo ?, de W. Klein ; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h, les Cadets de West Point, de R. del Ruth ; 21 h, Dallas, ville frontière, de S. Heisler.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46).

AMAZONIA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

L'AMOUR PROPRE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70), mer., jeu. ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (359-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 7-Parnassiens, 14e (335-21-21).

BRAZIL (Brit., v.o.) : 7-Parnassiens, 14e (320-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40). — V.f. : Rex, 8e (236-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

CARNÉ, L'HOMME A LA CAMÉRA (Sov.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36, h. sp.).

CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (245-66-00).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11e (805-51-33)) ; Denfert, 14e (321-41-01).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) mer., jeu. — V.f. : UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; Nations, 12e (343-04-67).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (563-16-16). — V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LA DÉCHIRURE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DUST (Fr.-Belg.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

SPECTACLES

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).
LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
ESCALIER C (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).
LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : *Marignan, 8e (359-92-82)*, mer., jeu. ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).
LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; *Marignan, 8e (359-92-82)*. – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; *Gaumont Convention, 15e (828-42-27)*.
LE GAFFEUR (Fr.) : *Paramount City, 8e* (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
GOULAG (A., v.o.) : Paramount City, 8e *(562-45-76). – V.f. : Gaîté-Boulevards*, 2e (233-67-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).
MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
MASK (A. v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52), mer., jeu. ; Arcades, 2e (233-54-58).
NINJA III (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).
NOSTALGHIA (It., v.o.) : *Olympic* Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; *République, 11e (805-51-33)*.
NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, *6e (326-19-68)* ; Pagode, 7e (705-12-15), mer., jeu. ; Reflet Balzac, *8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e* (357-90-81).
NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Bonaparte, *6e (326-12-12) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)* ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81), mer., jeu.

LES FILMS NOUVEAUX

ALAMO BAY, film américain de Louis Malle (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
BRAS DE FER, film français de Gérard Vergez : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; *UGC Gare de Lyon, 12e* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e *(336-23-44) ; Miramar, 14e* (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; *Gaumont Convention, 15e* (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e *(575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75)* ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE, *film français de* Maud Linder : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André *des Arts, 6e* (326-48-18).
LIFEFORCE (*), *film américain de* Tobe Hooper (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er *(233-42-26)* ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LE NEVEU DE BEETHOVEN, film franco-allemand de Paul Morrissey (v.angl.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
PERFECT, film américain de James Bridges (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e *(335-21-21)*. – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).
P.R.O.F.S., film français de Patrick Schulmann : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
TOUCHE ! film américain de Jeff Kanew (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, *15e (579-33-00)* ; Images, 18e (522-47-94).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN, film français de Coline Serreau : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
RAN, film japonais d'Akira Kurosawa (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e *(828-42-27)* ; *Pathé Wepler, 18e* (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).
KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LEGEND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse *Pathé*, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).
ORINOKO (Ven.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (326-84-65).
PALE RIDER (A., v.o.) : Paramount Odéon, *6e (325-59-83)* ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) mer., jeu. ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) mer., jeu.
PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).
PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e *(359-19-08) ; UGC Normandie*, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) mer., jeu. ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
POLICE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic Entrepôt, *14e (544-43-14)* ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; *Paramount Maillot, 17e* (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; *Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)*.
POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT *(A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e* (233-67-06).
LE POUVOIR DU MAL (Fr.-it.) : *PLM* Saint-Jacques, 14e (589-68-42), mer., jeu.
LA PROMISE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; *Montparnos, 14e (327-52-37)*, mer., jeu.
RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e *(575-79-79)* ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; *Athéna, 12e (343-00-65)* ; Nations, 12e (343-04-67), mer., jeu. ; *UGC Gobelins, 13e (336-23-44)* ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; *Gaumont Convention, 15e* (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; *Maxéville, 9e (770-72-86)* ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) mer., jeu. ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) mer., jeu. – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37), à partir de ven.
LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).
RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.o) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Gaîté Rochechouart, 8e (878-81-77) ; Lumière, 9e (246-49-07).
SANG POUR SANG (A., v.f.) (*) : Bergère, 9e (770-77-58).
SHOAH (Fr.) : *Olympic Luxembourg, 6e* (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).
LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), mer., jeu.
STRANGER KISS (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (561-95-94).
STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).
SUBWAY (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) mer., jeu. ; *Miramar, 14e (320-89-52)*.
TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) (h. sp.) ; Rialto, 19e (607-87-61) (h. sp.).
UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
WITNESS (A., *v.o.*) : Quintette, *5e* (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; *George-V, 8e (562-41-46). – V.f.* : Français, 9e (770-33-88) ; Capri, 2e (508-11-69).

Les festivals

CARNÉ-PRÉVERT, Ranelagh, 16e (288-64-44), en alternance : les Visiteurs du soir, les Portes de la nuit, les Enfants du paradis.
CARNÉ, Champo, 5e (354-51-60) : Drôle de drame ; Hôtel du Nord.
CHARLOT, Péniche des Arts, 5e (527-77-55), 21 h : Charlot papa ; Charlot à l'hôtel ; Charlot et sa belle en promenade.
CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 16 h : la Clé de verre ; 18 h : En marge de l'enquête ; 20 h : la Soif du mal ; 22 h : Des monstres attaquent la ville.
LES COMÉDIES MUSICALES DE L'ÉTÉ 85 (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81), Swing Time.
L'ÉTÉ D'EASTWOOD (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (329-44-40), Bronco Billy – Salle 2 : Magnum Force.
FASSBINDER (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), les Larmes amères de Petra von Kant.
HUMOUR ANGLAIS (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07), Noblesse oblige.
INSOLITES A PARIS (v.o.), Cinéma Utopia, 5e (326-84-65), 16 h 30 : 10, place Rillington ; 18 h 30 : Sept hommes à l'aube ; 20 h 30 : Immacolata e Concetta ; 22 h 30 : Cul-de-sac.
CINÉMA ITALIEN (v.o.), *Olympic, 14e* (544-43-14), Il bidone.
A. KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), Dode's Caden ; Dersou Ouzala ; Barberousse.
PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18e (606-36-07), Un été pourri.
S. RAY (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (544-43-14), les Joueurs d'échecs.
E. ROHMER, République-Cinéma, 11e (805-51-33), 22 h 10 : les Nuits de la pleine lune.
TOTO, République-Cinéma, 11e (805-51-33), 20 h 40 : Fripouillard et compagnie.



RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 24 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : le Crime de Pierre Lacaze.
Première partie d'un téléfilm d'après le roman de J. Laborde, adapt. et réal. J. Delannoy et S. Ganzl. Avec R. Hanin, M.-F. Pisier, P. Rollin (diffusé en 1983).
Pierre Lacaze, ancien député, vit retiré dans la région de Bordeaux, séparé de sa femme. Une jeune fille est retrouvée assassinée et la piste de la police remonte au fils du retraité...
22 h 5 Série : Entre ciel et terre. Jérusalem.
Réal. Claude Massot.
3e partie : à côté des passions religieuses exacerbées dans cette ville déjà détruite et reconstruite quatorze fois, des hommes tentent de vivre. Déchirés ou portés par Jérusalem, ils n'échappent pas à son destin exceptionnel.
23 h Journal.
23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Cinéma : le Père tranquille.
Film de Noël-Noël et R. Clément (1946), avec Noël-Noël, C. Olivier, N. Alari, J. Artur, J. Varas (N.).
Dans une petite ville de Charente, sous l'occupation ; un agent d'assurances, quinquagénaire pantouflard, dirige secrètement un réseau de résistance local. Œuvre de circonstance destinée à donner, après la guerre, l'image de l'unité nationale devant les Allemands. Eloge du Français moyen. On aime cette chronique intimiste et psychologique.
22 h 20 Mardi cinéma.
Emission de P. Tchernia, J. Rouland.
Avec André Dussollier, Philippe Noiret, Nicole Garcia et Sandrine Bonnaire.
23 h 25 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Stowaway.
Film américain de W. A. Seiter (1936), avec S. Temple, R. Young, A. Faye, E. Pallette, H. Westley, A. Treacher (N).
Une petite fille, surnommée « Tchin-Tchin », dont les parents ont été tués à Shanghai, sert d'interprète à un riche Américain qui apprend à veiller sur elle. Shirley Temple, enfant prodige et vedette, dans un mélange de drame et de comédie. Il y a aussi des chants et des danses.
22 h 5 Journal.
22 h 35 Emissions régionales.
23 h 10 Coup de cœur.
23 h 30 Prélude à la nuit.
« L'invitation à la valse », de Carl Maria von Weber, par Anna Stella Schich au piano.

FR 3 - ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Feuilleton : La révolte des Haidouks ; 17 h 15, Dynastie ; 18 h 5, Effraction ; 18 h 55, Hello moineau ! ; 19 h 5, Atout pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, la Guerre des étoiles, film de G. Lucas.
22 h 40, l'Africain, film de P. de Broca.
2 h 15, les Implacables, film de R. Walsh ; Série : Soyez bon si vous le voulez.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, Le journal du corps : le paludisme, la grossesse dans ma tête, l'alimentation en France
21 h 30, Diagonales, ou l'actualité de la chanson : spécial Gérard Manset.
22 h 30, Nuits magnétiques : le journal culturel ; à 0 h 5, Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Théatre des Champs-Elysées) : « Symphonie nº 5 en si bémol majeur » de Bruckner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Hollreiser.
22 h 30, Les soirées de France-Musique : feuilleton Walter Jonas ; *à 23 h 5 : Manifestes médiévaux* : « Autour du manuscrit de Las Huelgas ».

Mercredi 25 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 30 ANTIOPE 1.
10 h La une chez vous.
10 h 15 Vitamine (et à 13 h 40).
Dessins animés, feuilletons, variétés, infos...
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournez... manège.
13 h Journal.
16 h Série : Grand-père Viking.
17 h Les trois premières minutes.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 45 Feuilleton : Huit, ça suffit.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 33 *Loto sportif.*
19 h 40 Cocoricocoboy.
19 h 53 Tirage du Tac-o-Tac.
20 h Journal.
20 h 35 Tirage du Loto.
20 h 40 Téléfilm : le Ciel du faubourg.
De J. Tréfouel. Avec P. Banderet, N. Borgeaud, N. Jadot...
Deuxième partie : le domaine enchanté où aboutissent Marc et Paul se déchire. Pour les héros, c'est le retour au faubourg, avec l'angoisse du chômage et la grisaille quotidienne.
21 h 30 Contre-enquête
Emission d'Anne Hoang.
Au sommaire : l'image du père ; les Saint-Aubin, un couple à la recherche de la vérité sur la disparition de leur fils ; Jean Drouet : les choses de la mémoire ; Jacques Laurent, dont la nationalité française est contestée ; la Projection, *le film d'un Tunisien sur Paris.*
22 h 30 Performances.
Magazine d'actualités culturelles de M. Cardoze.
Au programme : la création artistique et le comportement culturel des Français à travers plusieurs reportages ; des images de l'étranger et l'agenda.
23 h Journal.
23 h 15 *C'est à lire.*

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
9 h 15 *Récré A 2.*
Prince du soleil ; Caméra off ; Judo boy ; Johan et Pirlouit ; Albator ; les Shadoks.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Feuilleton : Histoires à suivre.
Le beau Robert.
14 h Cinéma : C'est encore loin l'Amérique ?
Film français de R. Coggio (1980), avec E. Huppert, R. Coggio, A. Pralon, D. Evenou, C. Gérard (redif.).
Les difficultés, tantôt bouffonnes, tantôt sérieuses, d'un jeune juif qui veut devenir un metteur en scène de cinéma célèbre, et d'une romancière débutante, qui rêve d'être une star. Elisabeth Huppert et Coggio ont plus ou moins transposé, raconté, leurs propres problèmes de création dans cette comédie originale et sympathique.
15 h 40 Récré A 2.
Les Schtroumpfs ; Sinbad le marin ; Poupies ; Lutulu et Lireli : les mystérieuses cités d'or ; la bande à Bédé.
16.55 Magazine : Terre des bêtes.
La ballade des lapins ; les animaux prennent la route.
17 h 25 Série : les Brigades du Tigre.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : La trappe.
20 h Journal.
20 h 35 Les cinq dernières minutes : Tilt.
Réalisation J.-P. Desagnat. Avec J. Debary, M. Eyrand, E. Dandry.
On retrouve un, puis plusieurs cadavres sur les escaliers roulants du forum des Halles. Une manie criminelle directement inspirée par l'environnement contemporain anime un homme étrange.
22 h 5 Les sept chocs de l'an 2000.
Emission de L. Joffrin et R. Portiche, présentée par Miou-Miou, Michel Drucker et Bernard Tapie.
Une plongée dans le prochain siècle. Il sera là dans moins de quinze ans. Des anticipations qui ne sont pas toutes irréalistes, et dont on commence à percevoir les prémices avec la retraite à la carte, la France multiraciale ou l'approche d'une nouvelle manière d'occuper le temps libre. Des révolutions aussi, qui ne surviendront sans doute pas avant le troisième millénaire, comme celle qui permettra un jour d'atteindre banalement l'âge de cent ou cent vingt ans !
23 h 35 Journal.
0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; *à 17 h 30,* Fraggle rock ; *à 18 h 55,* Hello moineau ! *à 19 h 40,* Un journaliste un peu trop voyant.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Variétés : Drôles de stars.
Emission de C. Fléouter.
Seconde partie de la saga du rire. Avec Pierre Desproges, Richard Gotainer, Guy Bedos, Gérard Jugnot, Jacques Villeret, Zouc, Thierry Le Luron... Sketches et interviews défilent selon un rythme soutenu. Une émission digne de son titre, qui fait rire à coup sûr.
21 h 30 Journal.
21 h 55 Portrait de Pier Luigi Pizzi.
De S. Hibler.
Une rencontre avec l'un des plus étonnants metteurs en scène d'opéra contemporains, entrecoupée d'images superbes de ses productions (Sémiramis, la Passion selon saint Jean, Alceste) *; des décors et des costumes qui font de chaque spectacle de Pizzi une véritable fête baroque. Un regret cependant : la pauvreté des entretiens, qui alternent de façon conventionnelle avec les séquences filmées sans faire surgir la personnalité de l'homme derrière celle du metteur en scène.*
22 h 50 Coup de cœur.
23 h 30 Prélude à la nuit.
Symphonie nº 29 en la majeur de Mozart, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. J. P. Wallez.

CANAL PLUS

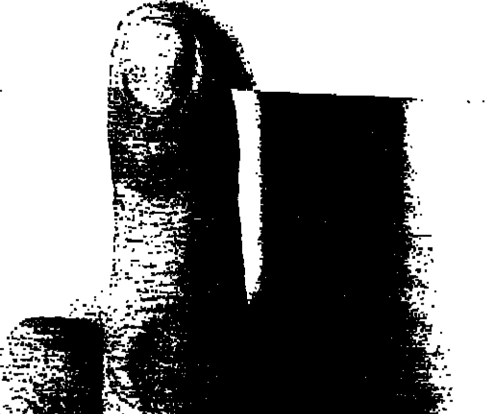
7 h, *Gym à gym* ; 7 h 15, Paul et les dizigottes ; 7 h 35, Météo et Top 50 ; 8 h 5, T'as l'bonjour d'Albert ; 8 h 25, *Météo et dancin'days (et à 11 h 55)* ; *9 h, Cabou Cadin* (et à 14 h) ; 9 h 30, L'or des autres ; 9 h 50, Surprises ; 10 h, *Détective comme Bogart, film de R. Day* ; *12 h 35, Direct* ; 14 h 20, les Trolldings ; 14 h 5, Anna, Ciro et compagnie ; *15 h 10, Soyez bon si vous le pouvez* ; *16 h 5, Téléfilm* : le Mariage en jeu ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 5, Bioman ; 18 h 25, Top *50* ; 19 h, *Maxi-tête* ; *19 h 5, Zénith* ; 19 h 40, Tout s'achète ; 19 h 50, Dessin animé ; 20 h 5, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 20 h 35, Cinéma ; 21 h, *les Valeurs de la nuit*, film de S. Fuller ; 22 h 40, Stress, film de J.-L. Bertucelli ; *0 h 5, Descente aux enfers*, film de G. A. Sherman ; 1 h 40, Hill street blues ; 2 h 25, Jazz à Antibes 84.

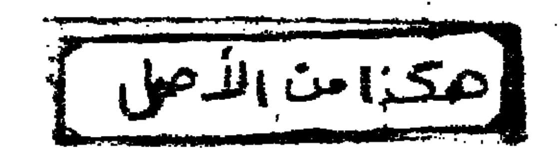
FRANCE-CULTURE

6 h, La matière de Bretagne, un foisonnement de perspectives ; 7 h, *Culture matin* ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Vergiliana (et à 10 h 50 : le zen cœur à cœur) ; 9 h 5, Matinée la science et les hommes : l'horreur des maths ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie : Peut-on parler de la mort avec de jeunes lecteurs ? ; 11 h 30, Feuilleton : Mort d'un personnage de Jean Giono ; 12 h, Panorama : radio jeunes ; spécial Sherlock Holmes ; 13 h 40, Avant-première : en direct de Charleville-Mézières pour le Festival mondial du théâtre de marionnettes ; 14 h, Un livre, des voix : « Et si on parlait d'amour », de Claire Gallois ; 14 h 30, Le grand chantier de la Bastille, avec l'architecte Carlos Ott ; 15 h 30, Lettres ouvertes : magazine littéraire ; 17 h 10, Le pays d'ici : en direct de Charleville-Mézières ; 18 h, Subjectif : Agora, avec Jean-François Baré ; à 18 h 35, spécial Suisse ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : l'enfant d'ici et d'ailleurs, les enfants du tiers-monde ; 20 h, Musique, mode d'emploi : le saxophone dans tous ses états.
20 h 30, Antipodes : les racines de l'écriture.
21 h 30, Pulsations : soleils noirs et stars de banlieue, dans la région parisienne l'Afrique d'une savane urbaine.
22.30 Nuits magnétiques : profession témoin ; à 0 h 5 : Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère : Claudric, Walberg, Davidoff, Kubinsky ; 7 h 10, L'imprévu, magazine d'actualité musicale ; 9 h, Le matin des musiciens : le néo-classicisme – « pastiches et mélanges » ; œuvres de Satie, Alonso, Berlioz, Prokofiev, Ravel, Chostakovitch, Stravinski... ; 12 h 10, Le temps du jazz : Sidney Bechet ; 12 h 30, Concert : œuvres de Tailleferre, Fénelon, Tiene, Arenski, par le Duo Ani et Raffi Petrossian ; 13 h 40, Sonates de Scarlatti par Scott Ross ; 14 h 02, Jeunes solistes : œuvres de Fauré, Debussy, Sacré, Poulenc, par J.F. Gardeil, baryton, et Eidi Bini, piano ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Karel Ancerl – concert donné lors du Festival de Montreux : « Requiem » de Mozart, « Alexandre Nevsky » de Prokofiev par les Chœurs et l'Orchestre Philharmonique de Prague ; 18 h 02, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : Où jouent-ils ? ; 19 h 10, Spirales.
20 h 4, Concert (donné le 20 septembre 1985 à la Salle Pleyel) : « Theodora », *oratorio de Haendel* par le Concentus Musicus de Vienne et le Chœur de chambre néerlandais, dir. N. Harnoncourt, sol. B. Nicholl, J.V. Nes, R. Kennedy, P. Esswood, W. Kendall.
23.00 *Les soirées de France-Musique* : Jazz Club (en direct du New Morning).





COMMUNICATION

LES NOUVELLES TÉLÉVISIONS

Annonceurs et agences de publicité l'arme au pied

« La nouvelle chaîne multivilles peut espérer 15 % des investissements publicitaires actuellement consacrés à la télévision », estime M. Gérard Le Febvre, un des responsables de la régie Information et publicité (RTL). Optimisme ou utopie ? Les agences de publicité réservent-elles dès aujourd'hui des budgets pour les télévisions privées ?

Paradoxe : alors que l'on n'a jamais tant parlé de l'explosion des médias, l'espace télévisuel disponible pour la publicité est actuellement réduit à sa portion congrue. TF 1, Antenne 2 et FR 3 haussent leurs tarifs et n'augmentent pas leur volume de publicité, afin d'harmoniser les coûts entre réseaux publics et indépendants.

« Pas question de tirer des plans sur la comète, souligne M. Philippe Irrmann, le directeur médias de Publicis conseil. *Une stratégie publicitaire s'élabore en fonction de propositions concrètes : Quelles seront ces nouvelles chaînes ? Combien y en aura-t-il ? Qui connaît leurs tarifs ? Et surtout quelle audience obtiendront-elles ? »* Autant d'incertitudes qui maintiennent le *statu quo* dans les prévisions budgétaires des agences. Pourtant, chaque année, les trois chaînes du service public refusent nombre de spots (un chiffre d'affaires évalué à 700 millions de francs). Au grand dam des annonceurs, qui se résignent à privilégier d'autres supports (presse, affichage, radio, cinéma). Cet argent, avec la logique de marché qu'introduiront les télévisions privées – elles ne négocieront pas leurs écrans publicitaires un an à l'avance comme TF1, Antenne 2 et FR3, – pourra alors être investi rapidement.

« Nous avons un budget de réserve de l'ordre de 10 %, rappelle M. Jacques Séguéla, à l'agence RSCG. *Un fonds immédiatement disponible au vu des événements, et transférable sur n'importe quel support. Mais surinvestir dans des télés qui débuteront forcément avec un petit auditoire relèverait de la folie. »* Le « fils de pub » a déjà « mis en boîte » plusieurs spots, prêts à basculer du cinéma à la télévision si la publicité pour la distribution y était un jour autorisées. Une poule aux œufs d'or, ces secteurs « interdits » (1,5 milliard de francs, selon la Secodip), qui concernent le tourisme, l'édition, le personnel intérimaire, l'immobilier, le cinéma et la distribution, pour ne citer que les plus importants. Selon l'AACP (Association des agences conseil en publicité), *« jamais les radios locales n'auraient survécu sans leur ouverture à ce dernier domaine »*. Alors, les télévisions...

En l'absence de règles du jeu définitives et malgré les 2,5 milliards de francs annuels prêts, paraît-il, à s'investir, on opte pour la prudence : *« Nous attendons, et observons,* précise M. Alain Grangé Cabane, président de l'Union des annonceurs. *Toutefois, sans combiner des budgets dans le vide, il va de soi que les crédits affectés aux autres médias peuvent, dans une certaine limite, changer de poste en cours d'année. »* Une éventualité que redoutent – le terme est faible – les grandes stations de radio et la presse écrite.

Le critère de l'audience sonnera le glas des supputations : balayée la nébuleuse, enfin des chiffres tangibles garants de placements rentables. En clair, les programmes peu attractifs, ou ceux qui ne fidéliseront pas leur public, priveront leur chaîne de la manne publicitaire. Les agences, qui conseillent leurs clients pour les doter d'un « plan médias » performant, se félicitent donc de la récente décision des sociétés Médiamétrie et Sofrès-Nielsen. Celles-ci vont commercialiser leurs mesures d'audience, un service indispensable avec la multiplication des réseaux de diffusion.

La transparence, c'est bien (chacun se souvient de l'imbroglio qu'avait provoqué l'absence de sondages fiables au démarrage de la publicité sur les radios privées), mais c'est cher : entre 210 et 250 milliers de francs par an, selon les services, une fortune pour les petites agences.

Autre question-clé à résoudre avant de se lancer dans l'un ou l'autre des projets : la publicité pourra-t-elle interrompre les programmes ? Le problème devient crucial dans les achats d'espaces télévisuels en soirée, tranche horaire à l'audience la plus large. M. Gérard Le Febvre avance des chiffres pour RTL-Télévision : *« Entre 20 heures et 22 heures, nous assurons 88 % des recettes publicitaires de la chaîne. Avec une à deux coupures pour une série et un long métrage, jamais plus. »* Les professionnels de la communication audiovisuelle estiment, à l'unanimité, qu'aucune chaîne privée ne subsistera sans cette autorisation. Affaire à suivre. Pour l'heure, le gouvernement semble encore opposé à cette éventualité.

CATHERINE YOUINOU.

Coluche-Le Luron mariage pour rire

Mercredi 25 septembre, à la commune libre de Montmartre, Coluche, vêtu en robe blanche, et Thierry Le Luron, habillé d'un frac de cor de chasse, se marient pour de rire. Le cortège, organisé par Paul Lederman, le manager commun aux deux humoristes, sera composé de quatre calèches et se dirigera ensuite vers le Fouquet's. Les deux caricaturistes commentent ainsi leur parodie :

Coluche. – C'est toujours pareil dès qu'on a une bonne idée de promotion : il y a quelqu'un qui tout de suite vous la pique.

Thierry Le Luron. – Car Mourousi se marie deux jours après.

Coluche. – Il y a eu l'affaire des trains, des avions, de Chantal Nobel contre Sacha X..., de Greenpeace. Et maintenant, il y a l'affaire Mourousi. Alors, nous, nous disons : Halte au bluff ! Ce n'est pas normal que Mourousi monopolise la couverture des journaux et fasse diffuser des messages sur toutes les radios. Il avait déjà failli épouser Mireille Mathieu. Maintenant, la pauvre, elle pleure. Ça lui fait une petite voix chevrotante qui va bien, certes, pour des chansons tristes. Mais quand pourra-t-elle chanter à nouveau des chansons gaies. Mourousi s'y connaissait dans ce domaine. Il voit bien la poutre que les autres ont dans l'œil, mais il ne distingue pas la paille qu'il a dans le nez.

Thierry Le Luron. – Nous trouvons injuste que certains nous volent la une des journaux. A force de commenter la pluie et le beau temps, les faire-valoir finissent par se prendre pour le soleil et se transforment en un des-astres.

Coluche. – Nous sommes pour la France qui avance, nous sommes pour la plaisanterie, à condition qu'elle soit de bon goût. En donnant des allures de cirque Barnum à son mariage, Mourousi ridiculise un petit peu l'institution. Cela choque notre sens de la tradition.

Thierry Le Luron. – Nous, nous allons nous moquer de l'institution en rigolant. C'est la différence. Coluche a invité à notre mariage tous les travelos de la capitale. Il y aura aussi les poulbots, une fanfare, Georgette Lemaire, Georges Guétary et Vershuren. On n'a pas visé haut, mais ceux-là, on les a, on les paie, tandis que chez Mourousi les gens commencent à se défiler : des hommes politiques, parce qu'ils ont peur du cirque, des artistes. Il n'y a que Chazot qui a confirmé sa venue.

Coluche. – On n'a pas de sponsor. On paie tout. Les artistes et la robe. Je ne pouvais pas m'offrir Cardin : je n'ai pas les moyens de renvoyer l'ascenseur au journal télévisé.

Thierry Le Luron. – Et on n'a pas les arènes de Nîmes à notre disposition. La femme de Mourousi est sûr d'avoir au moins les oreilles.

CLAUDE FLÉOUTER.

● *M. Murdoch rachète la Fox.* – M. Rupert Murdoch, le Citizen Kane du monde anglo-saxon, vient de racheter la moitié qui lui manquait du capital de la 20th Century Fox, la prestigieuse compagnie cinématographique de Los Angeles. Le pétrolier Marvin Davis, propriétaire de la société TCF Holding Inc., lui a vendu ses actions pour 325 millions de dollars ; M. Murdoch avait acheté la première moitié de la Fox, en mars dernier, pour 250 millions. L'homme d'affaires australien, propriétaire de médias en Grande-Bretagne, avait d'autre part acheté en mai six stations de télévision américaines à Metromedia Inc. Il poursuit son offensive aux États-Unis – dont il vient d'acquérir la citoyenneté – et vient parallèlement de conclure un important accord avec le groupe belge Bruxelles Lambert, une base de départ pour le marché européen de l'audiovisuel (*le Monde* du 24 septembre).

VU

Dimanches pour tous

Après le trop-plein, le régime sec ? Demi-sec, plutôt. Rentabilité oblige : le sacro-saint rendez-vous sportif du dimanche après-midi sur TF1, héritage d'une tradition vieille de trente ans, a vécu. Toutefois, que les fanatiques de l'effort olympique dans un fauteuil se rassurent : du sport il y en a encore et toujours sur la une. Mais à la carte, au coup par coup, en fonction de l'importance et de l'intérêt des événements. Une politique définie, selon M. Pascal Josèphe, secrétaire général de la présidence, après une *« analyse serrée »* du rapport qualité-audience-coût des émissions sportives dominicales, dont le résultat s'est révélé mauvais.

Ce changement a fait grincer des dents, mais il plaira, sans doute, à un certain public attiré par une plus grande diversité dans les programmes. A la place du tout-sport (sept heures dans la journée de dimanche...), c'est une mosaïque d'émissions qui est désormais proposée aux téléspectateurs de TF1. Deux nouveaux shows ont célébré leur « première » le 22 septembre. « Les habits du dimanche » a pour maître de cérémonie Léon Zitrone. Son but : découvrir de jeunes talents (comédiens, chanteurs, danseurs, « télé-mannequins »). Une sorte de radio-crochet de luxe, pas génial, mais gentiment mené par Monsieur Léon assisté, pour ce coup d'envoi, de la populaire Linda de Suza.

Tout autre est l'ambiance conviviale, enthousiaste, parfois surchauffée, de « Scoop à la Une », présentée par Thierry Ardisson et dont l'invité, dimanche, était un Henri Salvador dans une forme éblouissante pour son retour à la scène et au petit écran, après trois ans d'absence. Un jeu sur la presse original et inattendu (*le Monde* du 18 septembre). Des clips musicaux s'y entremêlent aussi. Cette fois-ci, il s'agissait d'une « œuvre » d'Yves Mourousi : décidément, on ne risque pas de l'oublier, même le dimanche !

Les amateurs de sports ne sont pas pour autant oubliés : « Téléfoot » à midi, la revue complète de l'actualité sportive du week-end en soirée et, entre-temps, « Stade 2 », sur la deuxième chaîne. Trois heures au total. Un spectacle pour tous les goûts, sans mentionner les images données aux différentes éditions d'information. Finalement, un dimanche plus éclectique.

ANITA RIND.

LE CARNET DU Monde

Mariages

– Françoise KREBS,
Antoine AKAR,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans la plus stricte intimité, le 14 août 1985, à Paris.

Docteur et Mme Henri Krebs,
M. Bertrand Akar,
M. Pierre Lohner
et Mme, née Isabelle Debray,
Paul et Marie Akar,
Tristan et Marie-Stéphanie Lohner.

76, rue de la Procession,
75015 Paris.

Décès

– Mme veuve Abdelaziz Ben Mahmoud,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Abdelaziz BEN MAHMOUD,
ancien militant socialiste
de la cause tunisienne,
ancien secrétaire général
de la chambre de commerce,
directeur du cabinet
du président du Conseil
M'Hamed Chenik,
ex-caïd-gouverneur
de Thala et Jebeniana,

ravi à leur affection, le 15 septembre 1985, à son domicile, 4, rue Laplace.

Montfleury, Tunis.

– **Albert BRAUDO**
ancien déporté,

décédé le 22 septembre 1985 à la fondation Verdier-Montrouge, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

De la part de sa famille et de ses fils, Michel et Serge Braudo,

27, rue du Château,
92500 Rueil.

– Gillonnay. Paris. Lyon.

M. et Mme Paul Cordet
et leurs enfants,
Mme veuve Léon-Jean Cordet,
Tous les parents et alliés,
font part du décès de

Mme veuve Louis CORDET,
née Annette Siliand,

dont les obsèques ont eu lieu le mercredi 18 septembre 1985, à Lyon, et rappellent le souvenir de son fils, le

docteur Léon-Jean CORDET.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Albert GAUDIN,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 18 septembre 1985.
De la part des familles Gaudin, Erulin et Desquiens.
Les obsèques ont eu lieu le 20 septembre, à Meaugon.

22440 La Meaugon.
78100 Saint-Germain.
75000 Paris.

– Mme Henri Lecompte,
son épouse,
M. et Mme Patrick Heaume,
M. et Mme Jean-Paul Frouin,
ses enfants,
Isabelle, Stéphane et Bénédicte Heaume,
ses petits-enfants,
M. et Mme André Sireta
et leurs enfants et petits-enfants,
Mme Pierre Garrouste
et ses enfants et petits-enfants,
ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Mme Jeanne Gsegner,
M. Paul Brejou,
ses cousins,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Henri LECOMPTE,
chevalier de la Légion d'honneur,
conseil de sociétés,

pieusement décédé dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 22 septembre 1985, à Paris.
Les obsèques auront lieu le jeudi 26 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Montmartre (2, rue du Mont-Cenis, place du Tertre, à Paris-18e).

49, rue Saint-Vincent,
75018 Paris.



– Le département de pharmacologie de l'hôpital Necker
a la douleur de faire part du décès de sa collaboratrice,

Mme Monique de MENDONCA,
pharmacien,
ancien interne des hôpitaux de Paris,
docteur ès sciences,
ingénieur au CNRS,

survenu le 18 septembre 1985.

Ses obsèques ont eu lieu à la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, à Chaville, le 20 septembre.

– A l'aube de ce dimanche 22 septembre 1985,

Véronique PESLE,
en religion Sœur François d'Assise
de la congrégation romaine
de Saint-Dominique,

a rejoint définitivement son Seigneur ressuscité, et a célébré sa Pâques, après avoir participé à sa Passion pendant de longs mois de maladie.

Les obsèques se dérouleront le mercredi 25 septembre, à 15 heures, au clos Notre-Dame, à Livry-sur-Seine (près de Melun).
De la part de sa famille et des Sœurs dominicaines de Perpignan.

– M. et Mme Georges Rubinstein,
Le docteur et Mme Paul Mainguet,
ses enfants,
Philippe, Isabelle, Pierre, Marc et Dominique, Nathalie et Jean-Pierre, Valérie,
ses petits-enfants,
La famille Cohen-Balaloum,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mme Sarra RUBINSTEIN,
chirurgien-dentiste,

survenu le 16 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

Le service funèbre a eu lieu dans l'intimité, au cimetière de Dilbeek-Bruxelles, le 20 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, avenue Delleur,
1170 Bruxelles.
Peter Jordanstrasse 41-1,
1190 Vienne.

– Mme François Tabouis,
Le docteur et Mme Robert Lefort,
ses enfants,
Mlle Elizabeth Tabouis,
M. et Mme Marc Tabouis
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Haussmann
et leurs enfants,
Mlle Sophie Lefort,
Mlle Béatrice Lefort,
M. et Mme Damien Lefort
et leur fils,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Raymond Lequesne,
sa belle-sœur,
et ses enfants,
Les familles Tabouis et Midy,
Mme Yvonne Auguste,
sa fidèle gouvernante,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Geneviève TABOUIS,
officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
titulaire
de nombreuses décorations étrangères,
vice-présidente d'honneur
de l'Association
de la presse diplomatique,

survenu à Paris, le 22 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 26 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, à Paris-17e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, square Claude-Debussy,
75017 Paris.

– Le conseil d'administration,
L'administrateur délégué,
Les personnels de la CLT et de RTL,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Geneviève TABOUIS,
officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
titulaire
de nombreuses décorations étrangères,
vice-présidente d'honneur
de l'Association
de la presse diplomatique,

survenu, à Paris, le 22 septembre 1985.

Les obsèques auront lieu le jeudi 26 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, à Paris-17e.

(*Voir* le Monde *du 24 septembre.*)

Remerciements

– M. et Mme Didier GOMPEL
et leurs enfants,
sensibles aux très nombreux messages reçus lors du décès de

Mme Yvonne NETTER,

remercient ceux qui leur ont apporté dans leur affliction le soutien de leur sympathie.

Anniversaires

– Il y a quatre ans, le 25 septembre 1981,

Jacques BARBICHON

nous quittait.
Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Avis de messes

– Pour ses amis et pour ceux qui n'ont pu l'accompagner, le 9 juillet 1985, une messe sera célébrée en l'église Saint-Charles de Monceau, rue Legendre, à Paris, le samedi 28 septembre 1985, à 10 h 30, à l'intention de

la comtesse
Alix PLATER-ZYBERK,
née Chalanson.

Comte Louis Plater-Zyberk,
Sophie et Camille Lacarre,
Mme Monique Crépin.

« La Sologne »,
Chemin de Bellague,
CH 1006 Epalinges,
Lausanne.

Messes anniversaires

– Pour le premier anniversaire de sa mort, une messe sera célébrée à l'intention de

Pierre EMMANUEL,

par la Fraternité monastique de Jérusalem, en l'église Saint-Gervais de Paris (métro Hôtel-de-Ville), le jeudi 26 septembre 1985, à 18 heures.
Pierre Emmanuel était un familier de cette église où tous ses amis se retrouveront ce jour autour de Mme Emmanuel et des siens.

– A l'occasion du centenaire de la naissance de

François MAURIAC,

et du quinzième anniversaire de sa mort, l'association des Amis de François Mauriac vous prie de bien vouloir assister à une messe qui sera célébrée le samedi 28 septembre 1985, à 10 heures, en l'abbaye Sainte-Marie, 3, rue de la Source, 75016 Paris.
Cette messe sera suivie du dépôt d'une gerbe au cimetière de Vémars (Val-d'Oise), où repose l'écrivain.

Communications diverses

– L'Académie diplomatique internationale recevra, mardi 1er octobre 1985, à 18 heures, M. Luis Gaspar da Silva, ambassadeur de la République portugaise, qui parlera de la coopération portugaise en Afrique.

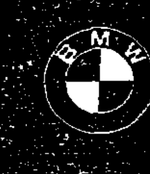
Académie diplomatique internationale,
74 *bis*, avenue Hoche,
75008 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

– Université Reims, jeudi 26 septembre, à 10 h 15, salle du Conseil de l'UER de droit, M. Sidi Toure : « L'Afrique occidentale face à son intégration économique par des actions sectorielles dans le cadre juridique actuel. »

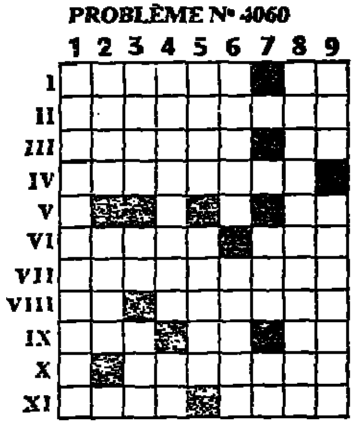
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*



INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4060



HORIZONTALEMENT

I. Il consomme beaucoup dans une conduite intérieure. Ecrits dans tout destin. — II. Roule une clientèle souvent prête à se laisser endormir. — III. Redresseur de certaines mauvaises conduites. Point fort. — IV. Isolationniste bretonne. — V. Morceau d'étoffe. — VI. Petite nature. Le fait d'être affranchi ne l'empêche pas de se faire mettre en boîte. — VII. D'autant plus aisée que la conception est excellente. — VIII. Personnel. Palliatif aux débordements de table. — IX. Dort rarement dans un lit. Préposition. La droite vue chez Marchais. — X. Victimes d'une action diabolique. — XI. Abats. Au sommet du « quartier ».

VERTICALEMENT

1. Obéit aux doigts, mais pas à l'œil. — 2. Pays landais. Situation d'avenir, mais incertaine. — 3. Un homme de génie au service d'un autre génie. Se montra vache après avoir été chatte. Avait des ruses de Sioux. — 4. Forme d'agression moderne. Quartiers de Rennes. — 5. Paradis de l'ornithologue. Son nom est associé à celui de Malmédy. — 6. Ville de Suisse. Prise de forces. — 7. Sa pomme n'a rien du fruit défendu, aussi personne n'est-il tenté de la croquer. Préposition. — 8. Genres de plaisanteries généralement mal prisées. — 9. Possessif. Chez une femme, celle de l'esprit ajoute à celle du corps.

Solution du problème n° 4059

Horizontalement

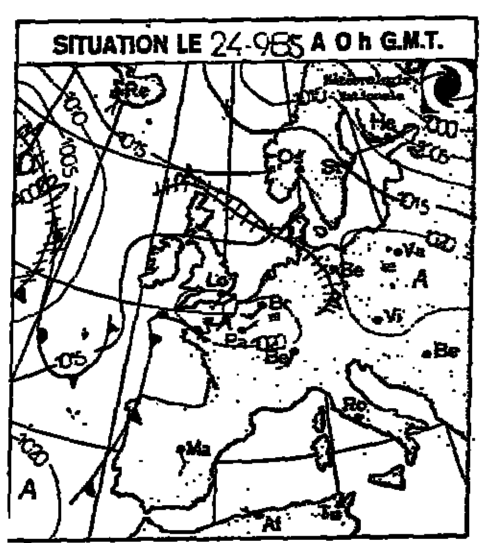
I. Herbes. Ca. — II. Email. Cri. — III. Rê. Sécher. — IV. Bu. Eclat. — V. Ote. Toges. — VI. Relieur. — VII. Erudit. — VIII. Suger. Nos. — IX. Anse. Pô. — X. Erne. Niai. — XI. Etendoir.

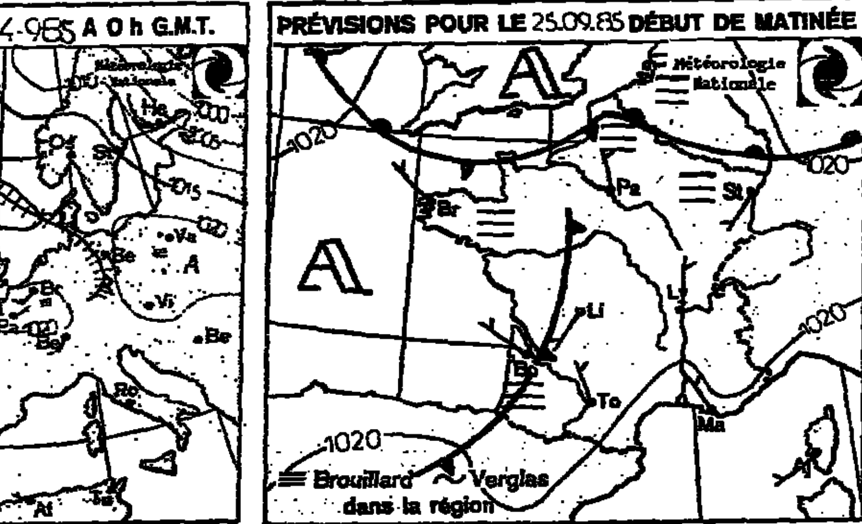
Verticalement

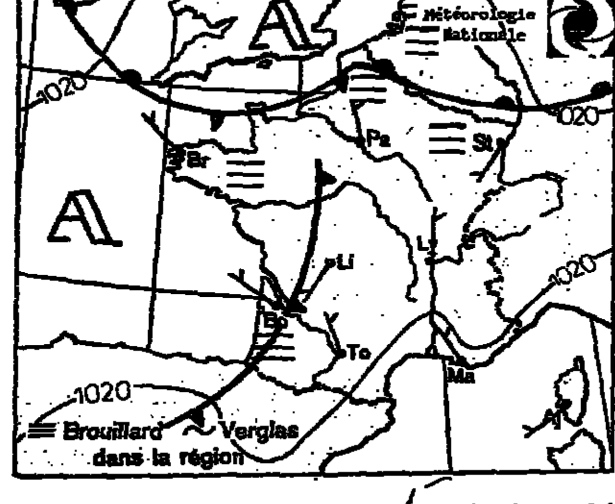
1. Herboriste. — 2. Emeute. Ré. — 3. Râ. Elégant. — 4. Bise. Irénée. — 5. Electeurs. — 6. Cloud. End. — 7. Chagrin. Io. — 8. Crête. Topai. — 9. Air. Sa. Soir.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE







Evolution probable du temps en France, entre le mardi 24 septembre à *0 heure et le mercredi 25 septembre à* 24 heures.

Une baisse temporaire du champ de pressions sur la France laissera pénétrer sur le pays l'onde atténuée qui aborde mardi matin la pointe de Bretagne.

Mercredi : Brumes et brouillards matinaux recouvriront encore les côtes atlantiques de l'Aquitaine aux pays de Loire, la bordure de la Manche avec quelques bruines, et le nord de la Loire au lever du jour.

Partout ailleurs, le ciel sera nuageux. Les températures minimales, supérieures aux normales saisonnières, avoisineront 10 à 12 degrés dans le Nord, 15 en Bretagne, 12 à 13 degrés dans l'est, 13 à 15 degrés dans le Sud.

Au cours de la journée, après dissipation des brumes et brouillards, le temps deviendra ensoleillé malgré quelques nuages, plus abondants sur le Nord et des Pyrénées aux Alpes. Quelques averses pourront se produire sur la Corse.

Les températures maximales, en baisse générale, avoisineront 18 degrés au Nord, 24 au Centre et au Nord-Est, 25 à 28 degrés au Sud. Le vent, faible à modéré, s'orientera au Nord-Est ou à l'Est sur la moitié nord.

Sens d'évolution pour la fin de la semaine :

Un anticyclone se reconstituera sur l'Europe occidentale, rejetant le courant perturbé océanique au nord des îles Britanniques. *Samedi, le flux s'orientera au* secteur sud près de l'Atlantique ce qui *contribuera* à une hausse sensible des températures.

Prévisions pour la fin de la semaine :

Jeudi 26 : Le matin, passage de nuages bas du Nord aux Vosges et au Jura. Ciel variable avec faible risque d'averses sur le sud des Alpes et la Corse. Ailleurs, brumes ou brouillards se dissipant dans la matinée. Dans la journée, généralisation à tout le pays d'un temps bien ensoleillé malgré quelques passages nuageux résiduels en Corse. Vent irrégulier de secteur est. Températures minimales, 10 à 12 degrés en général, localement 4 à 6 degrés dans l'intérieur du pays, atteignant 15 à 16 degrés près de la Méditerranée, maximales 18 à 24 degrés sur la moitié nord du pays, 23 à 26 degrés sur la moitié sud.

Vendredi 27 et samedi 28 : Persistance d'un temps peu nuageux après dissipation rapide des brumes ou brouillards matinaux (plus rare samedi), et évacuation vers l'Est vendredi matin des quelques nuages résiduels en Corse. Orientation du vent au secteur sud modéré samedi près de l'Atlantique. Températures minimales stationnaires, ou en légère hausse samedi, maximales en hausse régulière, atteignant samedi 22 degrés près de la Manche, 24 à 25 degrés sur la moitié nord, 25 à 28 degrés sur la moitié sud.

Dimanche 29 : Temps ensoleillé et chaud. Vent de sud faible à modéré. Température en hausse.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 23 septembre, le second, le minimum de la nuit du 23 au 24 septembre) : Ajaccio, 27 et 14 degrés ; Biarritz, 26 et 18 ; Bordeaux, 28 et 12 ; Bréhat, 20 et 15 ; Brest, 21 et 14 ; Cannes, 24 et 15 ; Cherbourg, 18 et 9 ; Clermont-Ferrand, 3 et 14 ; Dijon, 29 et 14 ; Dinard, 19 et 12 ; Embrun, 28 et 13 ; Grenoble-St-M.-H., 29 et 12 ; Grenoble-St-Geoirs, 29 et 13 ; La Rochelle, 25 et 16 ; Lille, 22 et 9 ; Limoges, 30 et 17 ; Lorient, 22 et 16 ; Lyon, 29 et 13 ; Marseille-Marignane, 27 et 15 ; Menton, 27 et 18 ; Nancy, 26 et 11 ; Nantes, 23 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 19 ; Nice-Ville, 26 (maxi) ; Paris-Montsouris, 25 et 15 ; Paris-Orly, 25 et 14 ; Pau, 28 et 15 ; Perpignan, 32 et 15 ; Rennes, 22 et 12 ; Rouen, 21 et 11 ; Saint-Etienne, 29 et 13 ; Strasbourg, 27 et 13 ; Toulouse, 29 et 15 ; Tours, 24 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 20 degrés ; Genève, 27 et 11 ; Lisbonne, 26 et 17 ; Londres, 21 et 11 ; Madrid, 30 et 14 ; Rome, 31 et 15 ; Stockholm, 13 et 1.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SANTÉ

La gripe :
c'est maintenant qu'il faut vacciner

« Une épidémie de grippe n'est pas à exclure pour l'hiver prochain », a déclaré le professeur Claude Hannoun (Institut Pasteur). Celle-ci en effet a été sévère, avec une mortalité importante, dans l'hémisphère sud, et notamment en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Afrique du Sud et au Chili.

Le virus grippal est sensiblement le même que celui de l'an passé. Aussi les différents centres de référence mondiaux et ceux qui préparent les vaccins peuvent-ils en prévoir la composition, qui sera sensiblement analogue à celle de la campagne 1984 : la souche dominante du virus, dite A-Philippines-H.3-N.2, est semblable.

Il importe — surtout pour les sujets à risque — d'entreprendre dès à présent les vaccinations. Pour les sujets de plus de soixante-quinze ans cette vaccination est prise en charge par les caisses primaires d'assurance-maladie, sur prescription médicale, jusqu'au 15 décembre (1).

Le coût de cette initiative a été de plus de 55 millions de francs en 1984 (pour un million deux cent cinquante mille quatre cent vingt-quatre doses de vaccin), et il est frappant de voir que l'épidémie a touché essentiellement des sujets jeunes cette année-là, les personnes âgées ayant été vaccinées à plus de 60 %.

Un autre virus, le virus respiratoire *syncitial*, a provoqué en revanche, en novembre et décembre 1984, des épidémies expansives de « fausse grippe » atteignant les enfants et les personnes âgées et se traduisant par des bronchites et des pneumonies. La véritable épidémie de grippe s'est déclenchée à la mi-janvier pour disparaître en mars. Le nombre des arrêts de travail de courte durée a triplé en France durant cette période.

Il faut trois semaines environ avant que s'installe l'immunité et que le vaccin exerce pleinement son effet protecteur contre une maladie qui reste dans notre pays la deuxième cause de décès par maladies infectieuses après la tuberculose.

(1) Mutagrip, Vaxigrip, Tétagrip et le vaccin grippal Ronchèse sont sur le marché. Ils coûtent, pour les moins de soixante-quinze ans, 40 F.

PARIS EN VISITES

JEUDI 26 SEPTEMBRE

« De la rue de la Gaîté à Plaisance », 14 h 30, métro E.-Quinet (Paris pittoresque et insolite)

« De l'église Saint-Julien-le-Pauvre au cellier du collège des Bernardins », 15 heures, devant l'église, M.-C. Lasnier.

« Visite hôtel de Biron - musée Rodin » ; inscriptions : (1) 260-71-62 (sauf lundi matin) et, après 18 h 30, (1) 548-26-17), A. Ferrand.

« Les appartements du maréchal de la Meilleraye à l'Arsenal », 14 h 30, métro Sully-Morland, côté boulevard Morland, S. Rojon.

« Christo emballe le Pont-Neuf, problèmes techniques et conception artistique », 17 h, sortie métro Pont-Neuf ; (1) 549-25-81 IDEA 5.

« Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs.

« Le Palais-Royal, Philippe-Egalité, les débuts de la Révolution », 15 h 30, métro Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'Etat, C.A. Messer.

« De la fontaine Médicis au verger présidentiel et à l'atelier de Zadkine », 15 h, 100, rue d'Assas (on - musée

« Eventails, miroirs de la Belle Epoque », 14 h 50, Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (L'art pour tous).

« De Saint-Séverin à Saint-Julien-le-Pauvre. François Villon et la vie des étudiant au Moyen Age », 15 h, métro Cité, I. Hauller.

« Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle et ses chefs-d'œuvre », 15 h, 25, rue de la Lune, M. Boulo.

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Honoré, 15 h, métro Madeleine, sortie Trois-Quartiers, G. Botteau.

SOLIDARITÉ

LES VINGT ANS DE FRÈRES DES HOMMES

En 1965, Armand Marquiset fondait Frères des hommes (20, rue du Refuge, 78000 Versailles). Des associations nationales existent maintenant en France, en Belgique, au Luxembourg, en Italie et en Grande-Bretagne. Elles sont indépendantes des Etats, des Eglises, des partis. La quasi-totalité des ressources provient de dons et de cotisations de personnes privées.

Les équipes (une centaine en Europe) choisissent les projets à soutenir dans le tiers-monde et, si elles vont sur le terrain, c'est seulement pour aider les hommes et les femmes des pays pauvres à s'auto-développer.

A l'occasion de ce vingtième anniversaire, Frères des hommes vient de publier un numéro spécial de sa revue sur le thème « Agir avec, agir longtemps, pour un horizon sans faim » (prix : 15 F).

A VOTRE BON CŒUR. — Assister à une représentation exceptionnelle de *la Belle Hélène*, d'Offenbach, et ensuite dîner aux chandelles et en musique sous une tente spécialement dressée, cela peut être votre programme pour la soirée du jeudi 26 septembre. Vous accomplirez en même temps une bonne action, puisque les bénéfices de ce gala seront consacrés à la recherche cardio-vasculaire. Les infarctus, embolies pulmonaires ou accidents vasculaires cérébaux sont hélas fréquents (un Français sur trois meurt d'un accident cardio-vasculaire) mais non inéluctables. Avec de très petits moyens, l'association Aide pour la recherche cardio-vasculaire s'efforce d'en déterminer les causes et donc de les prévenir — où à défaut — de les soigner.

★ **Réservations pour la soirée du 26 septembre. Tél. : (1) 266-50-22, poste 448.**

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LA RUE D'ULM

Concours lettres (par ordre de mérite)

Groupe L :

MM. François Geal, Rémi Labrusse, Marc-Philippe Berthiaume, François Brunet, Denis Pernot, Stéphane Toulouse, Boris Valentin, Jean-Nicolas Illouz, Frédéric Maurin, Amaury Fleges, Alberto Velasco, Alain-Maurice Geneliot, Rodolphe Greggio, Emmanuel Kesler, Dominique Pradelle, Denis Roche, Frédéric Leroy, Lucas Delattre, François Lefevre, Laurent Gillet, Pierre Vilar, Dane Dewnarain, Edoardo Costadura, Jean-Marie Bourgeois, David Stryker, Stéphane Lojkine, Pierre Boury, Paul Clavier, Alain-Richard Delissen, Pierre Duport, Stéphane Feuillas, Emmanuel Cattin, Jean-François Comte, Olivier-Jacques Demeulenaere, Hugues Thomas, Pascal Blanque, François Brajus, Jean-Baptiste Gourinat, Marc Kirsch, Jean-Sylvestre Coquin, Jean-Louis Haquette.

Groupe S :

MM. Jean-Luc Bouyeure, Jérôme Gautie, Christophe Bouillaud, Nicolas Vannieuwenhuyze, Didier Travier, Emmanuel Bonnard, Louis de Salivet de Fouchecour, François Specq, Paul Coustère, Tristan Dagron.

Concours sciences (par ordre de mérite)

Groupe A :

MM. Alexis Bonnet, Paul Lescot, François Graner, François Sauvageot, Armand Ajdari, Eric Sère, Daniel Pfeiffer, Laurent Michel, Frédéric Mancuso, Thierry Bousch, Fabrice Cavarretta, Pierre Germain, David Sauzin, Pascal Degiovanni, Olivier Nalin, Jean-Claude Dang Lau Thanh Yves Desvallées, Serge Prager, Philippe Bolle, Pierre Henry, Hervé Bercegol, Nabil Kahale, Bruno Hallak, Daniel Ivanier, Emmanuel Bacry, Jean-Michel Courty, Pierre Geoffard, Francis Bernardeau, Gabriel Lang, François Deza, Aymeric Duclert.

Groupe B :

MM. Lionel Arc, Roland Lehoucq, Thierry Biben, Loïc Doguet, Emmanuel Vincent, Bertrand Cabrit, Pierre Bouissou, Eric Sandre, René Doursat, Laurent Weiss, Philippe Bouissou, Bertrand Cavaye, Christophe Chaubet, J.-Renaud Billuart.

Groupe C :

MM. Frédéric Mazan, Christophe Coudret, Didier Champion, Philippe Thevenoux, Michel Cohen-Tannoudji, Gilles Lambare, Jean-Marc Labatte, Henri Lefevre, Thierry Tchenio.

Groupe D :

MM. Jean-Paul Kress, Pierre Fernandez, Bruno Lemaître.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du *lundi 23 et mardi 24 septembre :*

DES DÉCRETS

● Relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de la montagne.

● Modifiant le décret du 20 décembre 1973 relatif aux militaires engagés.

● Relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

CONFÉRENCES

5, rue Largillière, 19 h 30, « La Cité sacrée et les rites initiatiques » ; présentation d'un cycle de douze cours, « Les doctrines ésotériques », par Jean-Pierre Ludwig. Inscriptions : (1) 524-49-08.

COLLOQUES

LES PHILOSOPHES ET LA GUERRE DE 1914. — Un colloque sur ce thème, organisé par l'université de Paris-VIII, avec le Collège international de philosophie, l'Institut culturel autrichien, le British Council et le Goethe Institut, se tient à Paris du 26 au 28 septembre.

★ **Pour tous renseignements : Mme Isabelle Farcat, Goethe Institut. 723-61-21 (poste 246).**

ILE-DE-FRANCE

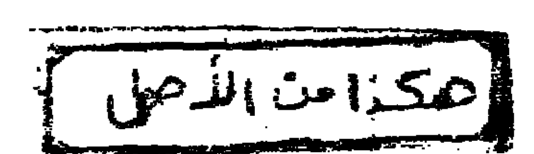
Dix ans de succès pour la carte orange

La carte orange fête ses dix ans d'existence et un succès qui ne s'est jamais démenti. Son atout maître a été de simplifier spectaculairement la vie de l'usager des transports en commun de la région parisienne. La carte orange s'est substitué aux nombreux titres de transports des bus privés, de la RATP (bus, RER, métro) et de la SNCF. Avec un seul titre payé mensuellement sur la base d'une tarification basée sur la distance parcourue, l'usager peut emprunter autant qu'il le veut tous les moyens de transports pour un prix modéré, partiellement remboursé par les employeurs.

Au fil des années, la carte orange mensuelle s'est diversifiée. Un titre annuel, la carte « intégrale », peut être payé par prélèvements bancaires mensuels ou trimestriels. La carte hebdomadaire, le coupon jaune a été créé en 1982. La « formule 1 » journalière et le coupon « P + » donnant accès aux parkings proches des gares sont venus compléter la « ligne orange » en 1985.

La carte orange a modifié le comportement des usagers. En 1975, ceux-ci étaient sept cent mille à l'acheter chaque mois. Ils sont, cette année, un million huit cent soixante mille. En dix ans, l'utilisation des transports en commun a progressé de 20 % grâce à elle et le bus a vu sa clientèle augmenter de moitié. Désormais, la carte orange couvre 61 % de l'ensemble du trafic RATP, 64 % du trafic des autobus privés et 66 % du trafic RER de la SNCF.





Le Monde
SCIENCES

Le frou-frou des étoiles

Les radioastronomes écoutent les astres qui du fond de l'univers leur envoient des messages radio.

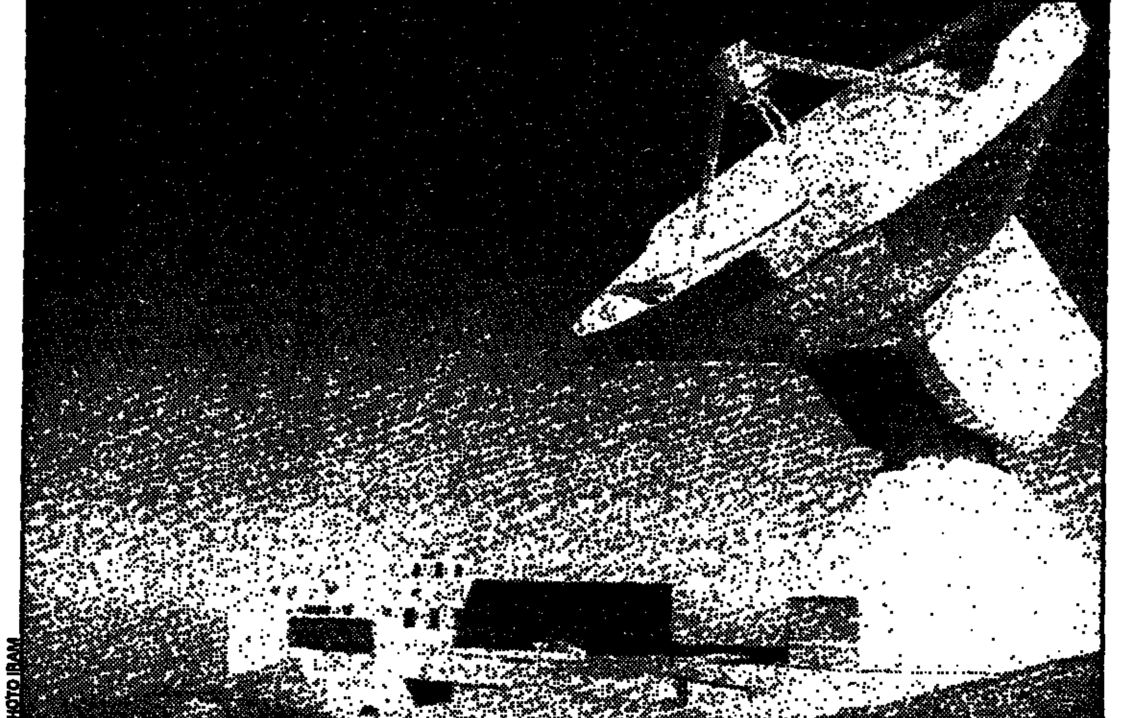
IL en va des astronomes comme des photographes et des mélomanes. Il y a ceux qui, par le biais des grands télescopes optiques, prennent clichés sur clichés de notre ciel pour mieux le comprendre. Et puis il y a ceux qui tentent de le faire en écoutant en direct sur les ondes cette musique qui nous vient en permanence de l'espace. Une musique étrange et bien peu mélodique, mais combien riche en informations de toutes sortes, comme en témoignent les découvertes accumulées au cours de ces trente dernières années passées à l'écoute de l'univers et de ses messages radios.

Sans la radioastronomie, que saurait-on de ces radiosources que sont les pulsars, véritables radiophares de l'espace ? Que saurait-on des quasars, que l'on considère comme les objets astronomiques les plus lointains que l'on connaisse ? Que saurait-on aussi de l'hydrogène interstellaire et de ces molécules à deux, trois et même onze atomes qui peuplent l'espace entre les étoiles : oxyde de carbone, acide cyanhydrique, formaldéhyde et bien d'autres encore. Que saurait-on enfin, et c'est sans doute le plus spectaculaire, de ce rayonnement vestige des premiers instants de l'univers, créé voici quinze à vingt milliards d'années par la gigantesque explosion que fut le big-bang ?

Voilà pour l'essentiel. Mais les radioastronomes veulent plus encore car de nouveaux champs de recherche s'ouvrent aujourd'hui à eux. En effet, les progrès de l'électronique ont considérablement multiplié leurs moyens d'observation, leur offrant la possibilité de passer de récepteurs fonctionnant dans la gamme des ondes décamétriques et décimétriques à des appareils donnant d'abord accès à des émissions produites dans le domaine des ondes centimétriques, et maintenant à celles du domaine millimétrique. Un secteur riche d'avenir où les astronomes du monde entier s'engouffrent. Car c'est dans cette gamme de longueur d'onde que l'on trouve l'essentiel de ces molécules interstellaires — à ce jour une soixantaine ont été identifiées — qui constituent d'excellents « traceurs » des nuages au sein desquels se formeraient les étoiles. Et c'est encore par le biais des ondes millimétriques que peuvent être effectuées de nouvelles campagnes de mesures précises de la position d'objets lointains.

Tout un nouveau pan de recherche s'offre donc à la communauté astronomique avec l'émergence de la radioastronomie millimétrique. Une discipline dont la France et l'Allemagne ne sont pas absentes grâce à la mise en place à Grenoble (Isère) de l'Institut de radioastronomie millimétrique (IRAM), dont la construction fut décidée, en avril 1979, après de longues péripéties diplomatico-politiques. Six ans se sont écoulés et, aujourd'hui, cet institut, financé à parts égales par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Max Planck Gesellschaft für Forderung der Wissenschaften (MPG), peut s'enorgueillir d'avoir recueilli ses premiers fruits.

Certes, les résultats obtenus ne sont encore que fragmentaires. L'IRAM ne dispose pas encore en effet de l'ensemble de ses installations de recherche. Seul fonctionne à ce jour — et ce avec un taux de disponibilité actuel de 25 % à 30 % — le radiotélescope à antenne unique de 30 mètres de diamètre que l'IRAM a fait installer en Espagne, à 2 850 mètres d'altitude, légèrement en dessous du sommet du Pico Veleta (sierra Nevada). Mais ces premières observations faites un peu avant le mois de juillet sont encourageantes, même si, selon M. Emile-Jacques Blum, directeur adjoint de l'Institut, la « recette » du radiotélescope a connu quelque retard dû à une mise au point délicate.


PHOTO IRAM

Près de 800 tonnes d'acier : l'antenne de 30 mètres du radiotélescope du Pico Veleta.

Au dixième de millimètre

Comment aurait-il pu en aller autrement lorsque l'on sait que le bol que forme cette énorme antenne est composé de 420 panneaux dont l'ensemble doit former un paraboloïde parfait à un dixième de millimètre près, faute de quoi les performances de l'instrument chutent brutalement ? Malgré cela, malgré ces difficultés de tous les instants pour assembler ces panneaux et les régler les uns par rapport aux autres en tenant compte des contraintes thermiques de l'environnement, des rafales de vent et de bien d'autres choses, les ingénieurs et les techniciens de l'IRAM ont réussi.

Mieux même, M. Blum ne désespère pas d'améliorer encore la qualité de surface de cette antenne, qui pour l'heure *« souscrit largement aux spécifications qui avaient été retenues et bénéficie d'un excellent système de pointage »*. Résultats : six nouvelles semaines d'observation offertes aux astronomes dans les trois prochains mois, dans un domaine de longueur d'onde centré sur 3 millimètres ; en attendant le printemps prochain, époque à laquelle la machine sera disponible à 75 % de son temps et équipée de récepteurs plus performants encore, descendant jusqu'à 2 millimètres.

Idéal pour la détection des émissions radios produites dans l'univers, le radiotélescope du Pico Veleta est, en revanche, peu pratique pour dresser des cartes précises des sources détectées et permettre des explorations en profondeur. C'est la raison de la construction, en France, d'un deuxième instrument destiné à l'IRAM : un interféromètre. Cet observatoire, équipé de trois antennes mobiles de 15 mètres de diamètre, est en cours d'achèvement près de Gap (Hautes-Alpes), sur le plateau de Bure, qui culmine à 2 550 mètres et peut accueillir les quelques centaines de mètres de voie ferrée nécessaires au mouvement des antennes.

Les travaux sont bien avancés et la construction de l'instrument ne semble pas souffrir de retard, en dépit des paris qui ont été pris par l'équipe de projet. Pari financier, en choisissant de réaliser un ensemble de trois antennes de 15 mètres de diamètre travaillant à 1 millimètre (1), avec un budget établi pour des antennes de construction plus simple. Pari technologique, en ayant recours, contrairement à ce qui s'est fait sur le radiotélescope, à des matériaux composites (fibres de carbone) pour faire les antennes et leurs structures. Pari sur l'avenir enfin, en décidant dès le départ de développer des récepteurs millimétriques faisant appel à des jonctions supraconductrices, de préférence à des matériels plus éprouvés comme les diodes semi-conductrices. Mais comment faire autrement quand on sait que la NASA, le Cal Tech et le Bell Lab américains, ainsi que la Suède, sont engagés dans les mêmes voies ? Or c'est aux résultats que se jugera la crédibilité scientifique d'un institut comme l'IRAM.

Cent fois plus précis que l'œil

Reste que la mise en service de l'interféromètre du plateau de Bure n'interviendra pas avant 1987. Si les voies ferrées sur lesquelles doivent se déplacer les antennes de 15 mètres sont achevées (288 mètres sur un axe est-ouest et 160 mètres sur un axe nord-sud), la construction du bol de la première antenne connaît un léger retard. *« Rien de bien dramatique*, dit-on, *dans la mesure où elle devrait être en station dès le printemps prochain. Les deux autres devraient suivre à six mois d'écart. »* Une fois achevé, cet ensemble sera en mesure de tracer des cartes détaillées des objets connus avec une très haute résolution.

En effet, l'ordinateur permet de reconstituer, au travers des observations d'un même astre faites grâce aux trois antennes, ce que l'on pourrait voir avec une antenne géante unique dont le diamètre serait égal à la distance maximale entre les antennes de l'interféromètre. Or *« fabriquer avec la précision voulue une antenne de taille égale à celle de l'antenne fictive reconstituée par le calcul de l'ordinateur serait impossible aujourd'hui »*, dit Leonid Weliachew, de l'IRAM. Quant aux coûts financiers d'une telle entreprise, il n'est même pas utile de les évoquer. C'est pourquoi se justifie le choix d'un interféromètre comme celui retenu par l'IRAM, présentant un pouvoir de résolution proche de la seconde de degré, soit presque cent fois le pouvoir de résolution de l'œil humain.

D'ici deux ans, les communautés radioastronomiques française, allemande et espagnole (2) disposeront donc avec l'IRAM d'un outil d'observation recherché. Bien que l'IRAM n'ait fait ses premiers pas que dans les toutes dernières semaines, le comité des programmes d'observation, réuni en mars-avril de cette année, a déjà enregistré, selon son directeur, M. Peter de Jonge, *« des propositions de demande de temps d'observation dix fois supérieures aux possibilités offertes »*. Une situation qui n'étonne guère ce physicien des particules aux allures de manager, venu à la radioastronomie et à l'IRAM parce qu'il *« adore les projets ésotériques, où l'on travaille aux limites des spécifications »*, et qu'il *« trouve du goût à la gestion des programmes scientifiques »*, qu'il mène dans les discussions de contrats industriels comme une *« affaire privée »*.

Peter de Jonge tient en effet les cordons de la bourse de l'IRAM bien serrés. Une preuve : le budget prévisionnel de l'institut (220 millions de francs environ aux conditions économiques de 1985) ne dépasse les estimations initiales que de 5 % à 10 % en francs constants pour l'interféromètre, et de 5 % pour la partie espagnole. Une raison donc d'être satisfait, même si les crédits de fonctionnement de l'institut — 30 millions de francs annuels hors taxes — laissent un peu à désirer, surtout lorsque l'on découvre que certains postes budgétaires, comme celui de l'énergie pour l'instrument du Pico Veleta, ont été sous-estimés.

Mais on s'arrange et l'on trouve des solutions, car le seul objectif est de faire de l'IRAM un institut de radioastronomie convoité, *« ouvert demain à une large palette de visiteurs qui contribueront à la renommée des deux instruments et permettront de faire la meilleure science »*. C'est la raison d'être d'ailleurs des discussions engagées actuellement pour dégager, dès l'an prochain peut-être, des crédits destinés à équiper l'interféromètre du plateau de Bure d'une quatrième antenne, qui permettra de doubler la vitesse de collecte des informations et d'affiner la sensibilité du système de 30 % environ. C'est aussi celle des contacts pris avec les Suédois, qui financent avec l'ESO la construction, pour 30 millions de francs, d'une antenne millimétrique de 15 mètres, analogue à celles installées sur le plateau de Bure.

La concurrence

Car il faut faire vite. La concurrence dans le domaine de la radioastronomie millimétrique risque d'être vive dans les prochaines années. Déjà, les Américains disposent d'instruments performants tant dans le domaine de radiotélescopes que dans celui des interféromètres. Il n'est que de passer en revue la liste des appareils existants pour s'en convaincre : radiotélescope de Kitt Peak, interféromètre du Cal Tech et de Berkeley. Sans compter les projets en discussion, notamment en ce qui concerne les interféromètres à antennes multiples. Les Finlandais, les Suédois, qui utilisent déjà un très grand radiotélescope près de Göteborg, les Norvégiens et les Britanniques s'intéressent eux aussi à la radioastronomie millimétrique et sub-millimétrique. Quant aux Japonais, ils offrent à Nobeyama un ensemble complet doté d'une grande antenne de 45 mètres et d'un interféromètre équipé de cinq antennes de 10 mètres.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Cette performance ne sera obtenue que progressivement. Mais les responsables de l'IRAM ne désespèrent pas de disposer sur les deux instruments de récepteurs opérant à 0,8 millimètre seulement.

(2) L'Espagne, ayant pris à sa charge l'aménagement du site du Pico Veleta ainsi que le financement d'un bâtiment à Grenade, bénéficie de 10 % du temps d'observation sur les deux instruments.

L'air et l'onde

L'OBSERVATION de l'univers depuis le sol n'est pas chose facile car les propriétés d'absorption et de réflexion de l'atmosphère terrestre ne permettent pas à tous les rayonnements électromagnétiques venant de l'espace d'arriver jusqu'au sol.

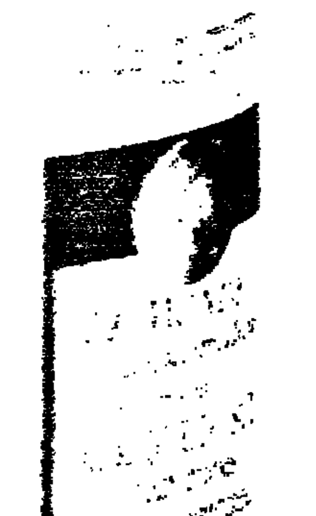
C'est ainsi que les rayonnements émis dans l'ultraviolet sont fortement absorbés par les molécules, les rayons X par les atomes, les rayons gamma par les noyaux atomiques, etc. Pour observer ces rayonnements, il a fallu développer de nouvelles techniques d'observation faisant appel aux plates-formes et aux vaisseaux spatiaux.

En fait, l'atmosphère n'est transparente et n'offre des fenêtres d'observation que pour deux domaines spectraux particuliers : le domaine visible et son voisinage immédiat — longueurs d'onde comprises entre 0,35 micron et 0,70 micron, — qui est celui des lunettes et des télescopes optiques ; le domaine radio, qui va grossièrement d'un peu moins de 1 millimètre à 30 mètres.

Toutefois, si les effets de l'atmosphère sont négligeables pour les ondes métriques et centimétriques, ils peuvent en revanche être parfois gênants pour les ondes millimétriques dès lors que l'on ne prend pas certaines précautions.

La vapeur d'eau nuit en effet notablement à la transmission des signaux. C'est la raison pour laquelle les sites du plateau de Bure et du Pico Veleta, où l'air est suffisamment sec, ont été choisis.

Quatre domaines radio (fenêtres) pourront ainsi être passés au crible par les instruments de l'IRAM : un centré sur 3 mm et compris entre 4 mm et 2,6 mm ; un deuxième, pas très riche semble-t-il, centré autour de 2 mm ; un troisième compris entre 1,7 mm et 0,9 mm, et un dernier enfin, très étroit, situé à 0,8 mm.



Viande : l'architecture des bons quartiers

Pour moitié, le bœuf est constitué de bas morceaux. Les chercheurs ont appris à les « restructurer » pour leur donner la saveur et la tendreté d'une viande de premier choix.

A y regarder de (pas trop) près, à y goûter, on s'y tromperait. Cela a tout d'une entrecôte : l'aspect, le fondant, la « tendreté ». Pourtant, cela est fait de gîte, de flanchet, de collier de bœuf, bref, de ces morceaux habituellement réservés à la préparation de braisés ou de ragoûts mitonnés.

Le bœuf à braiser transformé en bifteck ? C'est ce que nous préparent les chercheurs et industriels qui détruisent l'architecture de la viande, mélangent des morceaux plus ou moins finement divisés et les remettent en forme, créant de la viande « restructurée ». Cette dernière n'a cependant rien de commun avec le célèbre hamburger américain. Il s'agit là du résultat d'opérations plus complexes, faisant intervenir des technologies élaborées.

Résistance à la mastication

Pourquoi chercher à bouleverser ainsi une activité des plus traditionnelles ? Pourquoi vouloir remplacer par de pâles imitations les morceaux de bœuf, de porc ou de mouton que découpent les bouchers depuis des lustres ? Pour M. Bernard Louis Dumont, directeur du laboratoire de recherche sur la viande de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et organisateur d'un récent colloque sur ce sujet (1), la réponse est simple. La viande, rappelle-t-il, est formée de faisceaux de fibres musculaires maintenues par une trame de tissu conjonctif. Lorsque cette trame est trop serrée, lorsque le morceau est *« trop fortement structuré »*, il offre une *« résistance à la mastication »*. En clair, la viande est dure.

« Sur l'ensemble de la carcasse, seuls 20 à 30 % des muscles – les proportions varient selon l'âge et la taille des animaux – sont assez peu structurés pour offrir toute satisfaction au consommateur », estime M. Dumont. Ces muscles, situés pour la plupart sur le dos de l'animal et dans une partie de ses cuisses arrière sont tendres.

D'autres morceaux peuvent aussi servir à la confection de bifteck, susceptibles de satisfaire des consommateurs moins exigeants – ou moins fortunés – et dont la restauration collective fait grand usage. Mais il reste malgré tout près de la moitié de la masse musculaire qui demeure inconsommable si elle n'est pas longuement cuite en atmosphère humide, seul traitement susceptible de « fragiliser sa structure » et de solubiliser le collagène, l'un des constituants du tissu conjonctif. Sans vouloir renier les bons vieux pots-au-feu ni les bourguignons mijotés, il faut bien avouer que les consommateurs sont de moins en moins demandeurs des bas morceaux qui exigent de longues préparations culinaires.

C'est donc essentiellement pour améliorer la texture et le *« comportement en bouche »* des bas morceaux de bœuf et autres animaux de boucherie que l'on s'oriente vers la fabrication de viandes restructurées. De tels procédés permettraient de résoudre les problèmes posés par l'hétérogénéité, en taille et en saveur, des muscles des carcasses. Chez les bovins par exemple, l'abondance de petits muscles – deux tiers d'entre eux constituent moins de 1 % du poids de l'ensemble de la musculature – rend difficile la confection de portions « homogènes et présentables ».

Mais détruire l'architecture de la viande et la reconstituer « à façon » offre aussi l'occasion de confectionner des aliments réellement nouveaux, dont la composition et la valeur nutritive sont connues et maîtrisées. Par exemple en ajoutant à la viande des produits animaux (cœur, foie...), des protéines d'origine végétale ou des composants du lait et des œufs, pour abaisser son prix sans diminuer sa valeur alimentaire. Par exemple encore en adjoignant aux fibres musculaires des substances destinées à améliorer leur saveur, à suppléer à leurs insuffisances en acides aminés soufrés ou en calcium, de manière à constituer des produits carnés diététiques (viandes hypocaloriques à teneur lipidique réduite, etc.). On envisage enfin de confectionner des « plats uniques » associant viandes et céréales, qui formeraient l'élément central de repas rapidement préparés et bien équilibrés. Le « fast-food » à la française en *quelque sorte*.

Bien des idées pourraient être exploitées pour préparer des produits originaux qui seraient, dit M. Dumont, *« tout autre chose que de la viande »* et pour faire de cette dernière – comme on le fait déjà pour le lait – une « nouvelle matière première ». L'industrie de la viande, encore très traditionnelle, pourrait trouver là de multiples possibilités d'innovation.

Crevettes de poisson et bifteck de poulet

Si les enjeux industriels des procédés de restructuration sont importants, les enjeux économiques ne le sont pas moins. Plusieurs pays nordiques, le Danemark et les Pays-Bas notamment, préparent activement l'avènement de cette nouvelle génération de denrées carnées. *« la France n'a pas le choix*, dit M. Dumont. *Si elle ne produit pas elle-même ces aliments, dans cinq ans, elle devra les importer. »* Il suffit pour se convaincre de la gravité de cette menace de savoir que les Japonais – qui, pour leur part, produisent des « pattes de crabe », ou des « crevettes » reconstituées à partir de poissons à bas prix – ont exporté 9 000 tonnes de ces crustacés d'imitation en 1982, 18 000 tonnes en 1983 et 27 000 tonnes en 1984 !

La viande restructurée pourrait fort bien connaître un succès analogue. Si l'on n'y prend pas garde, l'avènement des nouvelles techniques pourrait bouleverser l'équilibre de la filière viande, ce qui ne serait pas sans conséquences pour les entreprises du secteur, les boucheries de détail, les éleveurs même. Que l'on parvienne à confectionner des « biftecks » appétissants et tendres à partir de chair de volaille ou de porc, moins coûteuse que celle du bœuf, et *« les bovins auraient leur avenir derrière eux »*, comme le souligne M. Dumont. Quant aux bouchers de détail, ils ne peuvent que frémir en entendant certain chef d'entreprise déclarer que, *« dans ce domaine, il n'y a plus de place pour les hommes du passé »*. Mieux vaut donc, pour les professionnels du secteur, se préparer à d'éventuels chamboulements que d'avoir, plus tard, à en subir les effets.

Le colloque qui s'est tenu à Versailles, auquel assistaient non seulement des chercheurs et des ingénieurs, mais aussi des représentants de la profession, avait pour principal objectif de faire le point sur les technologies disponibles et sur leurs diverses implications. Un ouvrage rassemblant les différentes interventions et destiné à informer sur ce sujet le public le plus large devrait d'ailleurs être publié en novembre prochain (2).

Qu'on se rassure toutefois. Quoi que préparent les entreprises agro-alimentaires, il reste aux entrecôtes, faux-filets et rosbifs de beaux jours devant eux.

ÉLISABETH GORDON.

(1) Ce colloque sur la restructuration des viandes, qui s'est tenu cet été à Versailles, était organisé par la commission « Viandes et produits carnés » du Centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation du CNRS.

(2) Aux éditions Erni.

Chair et poisson

AVANT de songer à restructurer, il faut d'abord déstructurer. Pour la viande, cette dernière opération se fait tout naturellement par la cuisson – au cours de laquelle des modifications physicochimiques du tissu conjonctif transforment le collagène en gélatine, – puis par la mastication. Industriellement, elle fait appel à des procédés de hachage ou de broyage plus ou moins poussés.

La reconstitution fait pour sa part intervenir de nombreuses techniques, dont les principales peuvent schématiquement être classées en quatre groupes :

● Le formage consiste à pousser la matière broyée sur une plaque percée de trous, lesquels ont la forme du produit à préparer. C'est ainsi que sont moulées les cuisses de volaille et les tranches de poisson panées surgelées déjà commercialisés actuellement.

● La co-extrusion, qui permet le mélange de plusieurs composants, fait appel à une filière dans laquelle sont simultanément introduits du maigre et du gras. Il en sort un pain de viande que l'on congèle et que l'on tranche. En jouant sur les vitesses respectives des vis sans fin des poussoirs, on peut régler la proportion du mélange et l'épaisseur du gras périphérique éventuellement ajouté (pour imiter l'entrecôte, par exemple). Ainsi peuvent être préparés, à façon, divers produits : en extrudant le maigre au centre et le gras à la périphérie, on fait un tournedos ; en plaçant le maigre à l'extérieur et une farce à l'intérieur, on confectionne des paupiettes. Cette technique, utilisée en Grande-Bretagne pour la fabrication de bacon d'imitation, est en cours de mise au point dans les ateliers de la Société générale des viandes (Sogeviandes).

● La cuisson-extrusion repose sur un principe analogue, à cela près qu'elle extrude et cuit en même temps le mélange et nécessite des pressions (50 à 100 bars) et des températures (150 à 200 °C) élevées. Il sort des machines des produits à structure alvéolaire, tels les corn flakes à base de viande déjà fabriqués en France pour nourrir les chiens et les chats. Pour ce qui est des applications de ce procédé en alimentation humaine, « tout reste à faire », souligne un spécialiste.

Investissement intellectuel

● Les techniques dites « japonaises » sont celles utilisées par les entreprises nippones pour préparer des pattes de crabe d'imitation. La matière première est ici le *surimi*, sorte de pâte confectionnée à l'aide de chairs de poissons qu'on lave soigneusement afin d'en éliminer les sels minéraux, certaines protéines et les graisses, et qu'on enrichit en protéines constitutives des fibres musculaires. Augmentée d'additifs stabilisants, cette chair est ensuite texturée par diverses technologies (par cuisson-extrusion ou par tout autre procédé de filage). Ce procédé, pour l'heure réservé au traitement du poisson, pourrait fort bien s'appliquer à celui de la viande. Il est le seul à redonner aux denrées restructurées une texture semblable à celle des produits « naturels ».

La mise en œuvre de ces diverses techniques demande un important investissement, non seulement financier mais aussi intellectuel. Elle repose en effet sur la connaissance précise des caractéristiques anatomiques de la matière première et sur celle des interactions physicochimiques complexes entre composants des muscles animaux, lesquelles sont responsables de la texture, de la consistance et de l'aspect général de la viande.

E. G.

La portée de Pavlov

LA dix-neuvième conférence internationale d'éthologie a récemment réuni à Toulouse neuf cents participants venus de quarante-deux pays. Elle était ainsi la plus grande des réunions internationales d'éthologistes qui se tiennent régulièrement tous les deux ans depuis 1949.

L'éthologie est la science du comportement animal. En tant que branche des sciences de la vie, elle ne s'est guère développée qu'à partir de 1930, et, dès sa naissance, elle fut agitée par des discussions passionnées sur le rôle respectif de l'inné et de l'acquis.

L'école « continentale », dont les initiateurs furent l'Autrichien Konrad Lorenz et le Néerlandais Nikolaas Tinbergen, donnait la primauté à l'inné : les capacités d'apprentissage viennent d'une disposition innée à apprendre. Mais cette école eut l'immense mérite de quitter le laboratoire et d'aller étudier les animaux dans la nature. Ce qui révéla l'incroyable richesse du comportement animal, spécialement dans les moyens de communication.

L'école américaine, illustrée en particulier par T.C. Schneirla, insistait au contraire sur le fait que le comportement se construit au cours du développement des individus par des processus conjugués de maturation et d'expérience.

La onzième conférence internationale d'éthologie qui se tint à Rennes en 1969 fut ainsi l'occasion de violentes querelles. Dès 1970 pourtant, les choses s'apaisèrent un peu, car la vision que l'on avait du comportement avait changé, grâce au rapprochement de la psychologie expérimentale et de l'éthologie et à celui de la génétique et du comportement. On admit – enfin – que l'inné et l'acquis sont indissociables, que les êtres vivants sont autonomes et que le développement de leur comportement s'auto-organise.

Comme toute discipline scientifique vivante, l'éthologie ne cesse de foisonner et d'évoluer. Vers 1965, W.D. Hamilton (Grande-Bretagne) met l'accent sur la sélection de parentèles : pour lui, la sélection peut porter aussi sur le groupe familial. Dans les sociétés animales, les rapports d'un individu avec ses ascendants ou ses descendants sont différents de ceux que cet individu a avec des congénères qui ne lui sont pas apparentés. Ainsi l'abeille ouvrière, qui est stérile, contribue-t-elle efficacement à la survie des descendants de sa propre mère. Elle a un comportement « altruiste » envers les individus qui sont porteurs des mêmes gènes qu'elle.

Cette « sociobiologie », qui convient particulièrement bien aux insectes sociaux, a malheureusement été transposée directement à l'homme par l'Américain Edward O. Wilson et a ainsi donné naissance à des théories racistes très contestables du point de vue scientifique puisque le rôle dominant y est donné à l'inné.

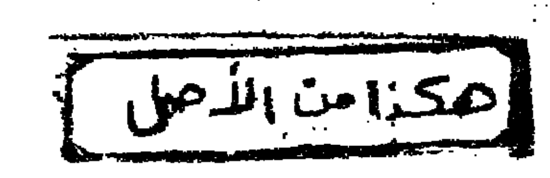
Parallèlement à la sociobiologie, s'est développée l'écologie du comportement *(behavioural ecology)* sous l'impulsion de John Krebs (Grande-Bretagne). Pour elle, les comportements ne peuvent se comprendre que si l'on tient compte de leur caractère adaptatif et de leurs conséquences évolutives. On voit alors que le comportement d'un individu, dans une société animale, obéit à une stratégie de l'espèce et que tout comportement, même celui qui paraît bizarre, joue un rôle essentiel dans l'adaptation et donc dans l'évolution de l'espèce.

L'éthologie, qui a tendance à se subdiviser en différentes disciplines en s'associant à la neurophysiologie, à l'écologie, à la psychiatrie, etc., a des applications pratiques (dans l'élevage, en particulier).

Elle peut aussi aider, par ses méthodes, à mieux comprendre certains comportements humains, en tout premier lieu ceux des enfants. Comme les animaux, en effet, ceux-ci ne peuvent répondre aux questions. Les méthodes éthologiques peuvent ainsi être utiles pour analyser, quantifier et donc comparer les comportements normaux et anormaux d'enfants appartenant à diverses cultures. Mais, il faut toujours être prudent dans l'exploitation des résultats, car, chez l'homme, le développement du comportement est extrêmement complexe.

La vingtième conférence internationale d'éthologie se réunira en 1987 à Madison (Wisconsin).

YVONNE REBEYROL.



SECTEURS DE POINTE

Budget 86 : la recherche prioritaire

Les sommes que l'Etat va engager dans la recherche augmenteront l'an prochain de 4 % (inflation déduite). Par rapport aux autres secteurs, c'est un succès indéniable.

En matière de budget, et – quelle que soit la pertinence des commentaires, ce sont les chiffres qui ont le dernier mot. Pour le budget civil de recherche – développement, qui recouvre le budget du ministère de la recherche et de la technologie, ainsi que les dépenses de recherche imputées à d'autres ministères, la loi de finances qui sera soumise au Parlement portera sur les sommes suivantes : 19 965 MF (millions de francs) en dépenses ordinaires, c'est-à-dire en salaires pour l'essentiel ; 22 119 MF pour les autorisations de programmes ; 21 028 MF en crédits de paiement.

La grandeur significative est la somme des autorisations de programmes et des dépenses ordinaires. Elle dépasse de peu 42 milliards de francs, en augmentation de 8,2 % sur l'an passé. A cette somme s'ajoute 1,75 milliard de francs provenant du crédit d'impôt accordé aux entreprises qui font de la recherche, et d'emprunts que certains organismes peuvent gagner sur une future ressource. Ce sont ainsi 43,8 milliards de francs que l'Etat va engager dans la recherche. Le taux de croissance passe alors à 10,7 %. Inflation déduite, la croissance dépasse les 4 % en volume garanti par le plan triennal de la recherche, adopté par l'Assemblée nationale en juin dernier. Le contraste est net avec l'an dernier, où la croissance en volume était quasi nulle. Et si l'on compare ce budget aux autres dépenses de l'Etat qui baissent légèrement en volume, il est incontestable que la recherche est favorisée.

725 nouveaux postes

Elle l'est aussi au plan des emplois. Alors que les effectifs de la fonction publique diminuent, 725 postes de chercheurs sont créés et 675 d'ingénieurs, techniciens et administratifs. Ces créations de postes visent à moderniser la recherche publique. L'accroissement des crédits réservés à l'équipement des laboratoires (+ 12,6 %) va dans le même sens. Le ministère a ici été « très directif ». Les crédits destinés aux moyens informatiques augmenteront de 17 %. Ceux des équipements mi-lourds (1 à 10 millions de francs) de 22 %. Mais la modernisation de la recherche publique serait plus rapide si les chercheurs étaient plus mobiles. De nombreuses mesures ont été déjà prises pour favoriser cette mobilité. M. Curien reconnaît qu'elles n'ont pas été efficaces et pense qu'une action importante doit être menée au niveau des commissions qui établissent les promotions. Des postes seront réservés l'an prochain aux organismes qui sauront développer la mobilité externe de leur personnel.

Un autre objectif de M. Curien est de dynamiser la recherche industrielle. Le crédit d'impôts ayant été *« un beau succès »*, son importance s'est fortement accrue. Le taux passe de 25 % à 50 %. Le plafond augmente de 3 à 5 millions de francs. En 1985, le crédit d'impôts a apporté 400 millions de francs aux quelque 2 500 entreprises qui en ont bénéficié, somme qui devrait monter à 1 040 millions de francs l'an prochain. Les aides directes (Fonds de la recherche, ANVAR), ont des taux d'augmentation supérieurs à 10 %.

Progression dans l'espace et l'aéronautique

Parmi les grands programmes de développement technologique, deux connaissent un envol : les autorisations du programme spatial croissent de 25,8 %, et celles du programme aéronautique de 39 %.

Des recours à l'emprunt permettent d'atteindre ces taux, mais aussi l'achèvement de la Cité des sciences et des techniques à La Villette, qui libère une somme importante. Le programme électro-nucléaire reste à niveau constant. Quant au programme Océan, il ne prendra d'ampleur qu'en 1987.

MAURICE ARVONNY.

L'ENSEIGNEMENT DU MARKETING

L'ordinateur maître du jeu

Pendant les trois derniers mois de leur scolarité, les élèves de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales jouent aux chefs d'entreprise.

« EN théorie, les alliances sont interdites, mais, officieusement, elles sont fortement conseillées ! » Cette réflexion d'un étudiant de troisième année montre que Stratégie 2, le jeu proposé par l'ESSEC à ses élèves pour un montant de trois unités de valeur, charche à « coller » de près à la réalité du business.

Une vingtaine d'entreprises s'opposent, sur trois marchés différents, durant trois mois, qui, sur l'ordinateur, représentent plusieurs années. Les conseils d'administration, qui se réunissent chaque semaine, sont présidés par de véritables chefs d'entreprise : les cadres dirigeants de grandes firmes comme Renault, Peat-Marwick, Lesieur ou Saupiquet se prêtent volontiers au jeu. Parallèlement, ils appartiennent au jury qui évaluera les performances des équipes dirigeantes.

Régulièrement, l'ordinateur traite les masses de données fournies par les étudiants (bilans, prévisions, budgets, investissements) et leur impose des épreuves. Si la machine simule une grève, les négociations salariales se dérouleront face à un vrai délégué syndical.

« Lorsqu'on commence à acquérir une expérience professionnelle, on réalise la portée et la pertinence de ce jeu », constate un jeune ancien élève, Nicolas Gaultier, qui, deux ans après avoir quitté l'ESSEC, est l'un des principaux responsables de la CFPO (parfums et cosmétiques). Selon lui, le marketing est difficilement quantifiable, et on peut rarement se rapporter à des critères de gestion rationnels pour définir une politique. *« Au cours de Stratégie 2, qui fonctionnait sur plusieurs milliers de critères,* explique-t-il, *chacun devait définir ses objectifs, et les oubliait rapidement face à l'énorme quantité de décisions à prendre en un temps record. »*

Le programme de l'ordinateur intègre des lancements de produits à l'échelle nationale et des comportements de consommateurs différents selon les régions. Très rapidement, les étudiants acquièrent des réflexes professionnels, et mènent une « guerre du renseignement » qui les pousse à prendre le jeu très au sérieux, à enfermer les documents confidentiels et à tenter d'obtenir des informations sur la stratégie des équipes adverses.

Les futurs chefs de produit apprennent ainsi leur rôle d'« homme-orchestre » et intègrent les différents aspects, parfois contradictoires, de la fonction à laquelle ils se destinent. Stratégie 2 a déjà été joué en parallèle avec d'autres écoles de commerce, notamment le CERAM de Nice et l'ESC de Lyon. Les équipes concurrentes se trouvaient dans des villes différentes, et communiquaient par Modem leurs données à l'ordinateur. Des cadres supérieurs participaient également au jeu, en menant des équipes qui jouaient contre les étudiants. Malgré plusieurs années de pratique professionnelle, ces équipes ont souvent perdu, face à la détermination des nouvelles générations d'hommes de marketing !

PIERRE SAHNOUN.

Demain

Après les empreintes digitales les empreintes oculaires

Mieux que les empreintes digitales ! La société américaine Eyedentyfy a mis au point un système de contrôle d'accès fondé sur une caractéristique individuelle difficilement imitable : la disposition des vaisseaux sanguins qui irriguent la rétine. Celle-ci change toujours d'un individu à l'autre, et reste parfaitement stable au cours de la vie, sauf cas d'accidents ou de maladies rares.

Le système comporte un viseur, dans lequel l'utilisateur fixe une image en forme de marguerite. Cela stabilise son œil. Un fin pinceau de lumière infrarouge, – invisible donc, et d'intensité largement inférieure à celle qui pourrait blesser la rétine – balaye le fond de l'œil pendant environ deux secondes. Une caméra enregistre la disposition des vaisseaux sanguins dans une zone spécifique de la rétine, la fovéa. Cette information est numérisée – après codage, elle tient en 320 bits – et mise en mémoire lors de l'inscription d'un individu.



Par la suite, l'image observée sera comparée à celle qui a été mémorisée, et permettra l'identification de l'individu. Chaque inscrit se voit attribuer un code numérique, qu'il indique au système avant de regarder dans le viseur. Cela permet au système de trouver immédiatement dans sa mémoire l'inscription à laquelle l'image de l'œil doit être comparée. Mais ce code n'est pas essentiel. En son absence, le système passe en revue toutes les inscriptions, et détermine sans ambiguïté si l'individu qui se présente est effectivement connu de lui.

D'après la société Eyedentify, ce système est beaucoup plus fiable que ceux fondés sur d'autres caractéristiques comme la voix. En comparaison avec ceux qui utilisent les empreintes digitales, l'avantage est que la quantité d'information à mémoriser est moindre, et que le fond de l'œil n'est jamais sale ou écorché, contrairement à l'extrémité des doigts.

Thomson bat Apple

Thomson bat Apple ! S'agissant de micro-ordinateurs, l'information semble étonnante, hors des marchés d'Etat où joue la protection nationale. C'est pourtant ce qui ressort d'une enquête sur quatre cent soixante-trois clubs micro-informatiques, menée par l'Agence de l'informatique, le ministère de la culture, celui de la jeunesse et des sports, et le magazine *l'Ordinateur individuel*. Les clubs sont principalement équipés de micro-ordinateurs Thomson (27 % du parc). Apple vient ensuite (15 %), suivi de Sinclair (12 %), Commodore (7 %), Oric et Goupil (5 % chacun).

Les prix sont un facteur d'explication : en bas de gamme, un Apple est plus cher qu'un Thomson ou un Sinclair. La présence dans l'enquête de clubs scolaires en est un autre. Mais même si Thomson ne faisait que jeu égal avec Apple, ce serait un résultat fort honorable pour le constructeur français, parti tard dans la bataille micro-informatique, et avec un matériel bien peu convaincant au départ – mais il y a eu des progrès. Les animateurs de clubs sont en général compétents et exigeants, mais disposent de faibles moyens financiers ; leurs investissements sont bien étudiés. Le résultat de l'enquête n'est donc pas négligeable pour l'image des marques citées.

Autre pourcentage, plus évident. Les adhérents sont jeunes (45 % ont moins de dix-huit ans, 40 % ont entre dix-huit et quarante ans). Il n'y a que 4 % de retraités. Il pourrait y en avoir plus, beaucoup de retraités cherchant à la fois des contacts et une activité intellectuelle. Les clubs ont, de toute évidence, une action à mener vers cette couche de la population.

Hôtels sur Minitel

L'Association nationale pour le développement dans l'industrie hôtelière des technologies avancées (ANDIHTA) annonce l'ouverture prochaine de la banque de données Sesamtel, qui permettra, par simple consultation à partir du Minitel, de connaître les disponibilités hôtelières sur l'ensemble de la France et de réserver dans les hôtels de son choix.

Si, dans un premier temps, on estime à 3 000 le nombre des hôtels bénéficiaires du système, le développement du réseau télématique permettra en quelques années d'obtenir sur Sesamtel la totalité du parc hôtelier français.

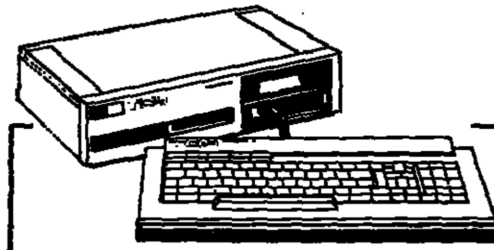
En chinois dans le videotex

La Chine pourrait adopter le système français de videotex, en l'adaptant aux idéogrammes. Un accord a été signé entre l'Académie de recherche scientifique des postes et télécommunications de Pékin et le Centre national d'études des télécommunications (CNET), qui établit un programme de coopérations.

Dans un premier temps, cet accord prévoit un échange d'experts qui élaboreront des solutions techniques de base. Puis viendra l'écriture d'une spécification détaillée des matériels nécessaires au videotex chinois. L'industrie française pourrait ensuite fabriquer des prototypes et installer un réseau expérimental à Pékin.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE



THOMSON MICRO-INFORMATIQUE MONTE EN PUISSANCE AVEC LE TO9

MO5, TO7 70, et maintenant le TO 9, la micro-informatique française creuse l'écart, évolue vite et fort. Nos équipes d'Ingénieurs sont les pivots de cette réussite, elles inventent tous les jours le futur de la micro-informatique, vous aussi ? Rejoignez-les !

INGÉNIEURS LOGICIELS

Notre équipe Architecture Système travaille déjà sur de nouveaux projets.

Vous allez participer avec elle à la conception logiciel de systèmes et d'applications de très haut niveau.

Diplômé d'une Grande École d'Ingénieurs ou Enseignement Supérieur en Informatique, vous avez au moins 2 ans d'expérience dans l'écriture de logiciels en Assembleur.

Votre curiosité, votre créativité et votre goût pour les projets menés à bien vous permettront de rejoindre une des équipes micro les plus performantes de France.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prétentions, sous réf. 128 M., à notre conseil ***ALPHA CDI****, 181, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.*



HAVAS CONTACT

UN ASSISTANT DE RECHERCHE

Chasse de Tête **H/F**

Contribuer, en appui de nos consultants, à la découverte de professionnels performants est la mission que nous allons confier à notre Assistant de Recherche.

Approche téléphonique, contacts directs et exploitation des media lui permettent de développer et d'enrichir nos rencontres avec les candidats potentiels.

Nous sommes déjà très «équipés» mais nous attendons celui (ou celle) qui va organiser, gérer et coordonner nos systèmes d'information.

Si la connaissance du milieu de l'informatique est un atout indispensable à votre candidature, l'important est aussi votre envergure, votre éducation et votre classe.

Merci d'adressez votre dossier de candidature sous réf. 750 F à, **ALPHA CDI**, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

Tektronix® *LA REFERENCE EN INFORMATIQUE GRAPHIQUE*

A PRODUITS HIGH TECH...
NEGOCIATIONS DE HAUT NIVEAU POUR UN

INGENIEUR COMMERCIAL SENIOR

Société Multinationale, CA 1,4 milliard de $, fortement implantée en France *(350 personnes), nous contribuons indéniablement au progrès dans les domaines* de la CAO (CONCEPTION ASSISTEE PAR ORDINATEUR), au service *de la Science et de l'Industrie.*
Les performances de nos produits :
– *terminaux graphiques intelligents,*
– stations de travail graphique et d'intelligence artificielle,
nous positionnent comme un leader incontesté et nous valent d'être placés sur les plus grands marchés.

Etre Ingénieur Commercial Grands Comptes chez nous c'est : renforcer l'impact de nos produits, maintenir et développer la très bonne satisfaction d'une clientèle souvent stratégique, assurer une négociation commerciale à haut niveau. Cela requiert les compétences d'un INGENIEUR ELECTRONICIEN doté d'une expérience commerciale significative (3 à 5 ans).

La connaissance de l'anglais est impérative. La rémunération prévue est incontestablement liée à l'envergure du poste (voiture de fonction, formation aux USA).

Adressez lettre manuscrite, CV photo et prétentions s/réf. 746M à notre Conseil. **ALPHA CDI**, 181 avenue Charles de Gaulle *92200 NEUILLY SUR SEINE*

ALPHA-CDI

Un autre métier : développer la nouvelle gamme de logiciels

ASSISTANT DU DIRECTEUR DE COLLECTION

L'avenir de la micro-informatique donne à ce poste une dimension particulière. Nous sommes un grand constructeur et *attribuons à notre collection de logiciels une importance particulière dans notre stratégie de développement.*

Vous possédez une solide culture micro-informatique, une bonne connaissance technique des logiciels de productivité personnelle tels que bases de données, tableurs...

En liaison avec la Direction Marketing et sous l'autorité du Responsable de Collection vous serez chargé :
- *de la définition des produits en collaboration avec l'équipe informatique,*
- du suivi de leur réalisation,
- de la mise en œuvre de la documentation associée.

Cette fonction implique de la rigueur, de la curiosité et un bon jugement esthétique. Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 104/M à notre Conseil **ALPHA CDI** - 181, avenue Charles de Gaulle - 92000 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

Ingénieur en Organisation



De **Formation Supérieure** (Ecole d'Ingénieur, Ecole Supérieure de Commerce, *MIAGE), vous possédez de bonnes notions d'informatique et justifiez d'une* **solide expérience de l'organisation.**
Les contacts humains, à tous les niveaux, vous intéressent. Vous avez le goût de la négociation et du travail en équipe.
Dans le cadre de la reconception du système d'information de nos activités internationales, *nous souhaitons vous confier d'importantes missions d'organisation.*
Ce poste, à pourvoir à Paris, peut vous permettre d'envisager à moyen terme d'intéressantes **perspectives d'évolution** liées à notre taille et à notre volonté d'expansion.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au **Crédit Commercial de France** Direction des Carrières 103 Champs Elysées 75008 PARIS.

VOUS RECHERCHIEZ D'AUTRES OPPORTUNITES ?

Ecrivez-nous quand même. Nous avons en effet de nombreux autres postes à pourvoir. Adressez-nous une simple carte de visite. Cela pourrait bien constituer le début d'une grande carrière !

ALPHA CDI, 181 av. Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

AGENCE FRANCE-PRESSE

Recherche

INGÉNIEUR

– Chargé du suivi des travaux de maintenance et plus particulièrement *responsable* des *matériels* et produits nouveaux (interfaces entre sorties et entrées ordinateurs *et* les *matériels d'exploitation).*

– Profil recherché :
• diplôme d'ingénieur électronicien ou équivalent,
• quelques années d'expérience en électronique, informatique, micro-informatique, programmation et mini-systèmes,
• sens du travail en équipe et des contacts humains, esprit d'organisation,
• anglais courant, espagnol souhaité.

– Les candidats se *verront offrir* des *conditions* de travail attractives dans un environnement professionnel motivant.

– *Candidature* (lettre *manuscrite*, C.V., prétentions et photo) à adresser à M. l'Administrateur du Personnel Technique, A.F.P. 11 à 15, place de la Bourse, 75002 PARIS (Réf. LM 09).

HAVAS CONTACT

Pour les leaders de demain un leader d'aujourd'hui

TRANSPAC, ANNUAIRE ELECTRONIQUE, METEOSAT... *Pour toutes ces réalisations prestigieuses, une* signature **SESA.**
Leader mondial en ingénierie, informatique et télécommunications **SESA** s'impose dans tous les domaines de haute technologie : réseaux de communication, télématique, défense et aérospatial, industrie et services. Avec ses 1 200 collaborateurs, **SESA** poursuit son expansion avec un rythme de croissance de plus de 30%. Elle *a réalisé* en 1984 *un tiers de son activité à l'étranger, se classant* 5ème SSII *exportatrice.*

Dans le cadre du développement de sa capacité d'Etudes techniques **SESA** *recherche* :

INGENIEURS CONFIRMES

Vous disposez d'au moins 4 ans d'expérience dans *les domaines de compétence suivants :*
- **étude de faisabilité et spécification de systèmes complexes,**
- **protocoles normalisés et "constructeurs" (normes OSI, X400, SNA, DSA...).**

Responsable d'Etudes, nous vous demanderons de faire preuve d'innovation ; vous devrez être capable de promouvoir des solutions originales dans des secteurs de pointe.

Vous interviendrez dans les domaines suivants :
- **banque, monétique**
- **systèmes télématiques avancés.**

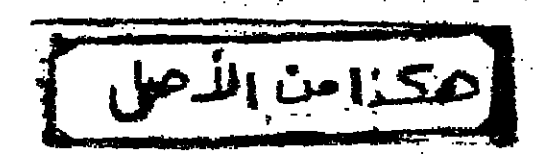
Une expérience de développement de logiciels sera appréciée.

Si vous êtes partant pour ce challenge, merci d'adresser votre dossier de candidature *sous référence* 39LM à :

SESA

Direction des Ressources Humaines
30, quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX Cedex

HAVAS CONTACT



هكذا من الأصل



MAINTENANT C'EST EVIDENT.



GOUPIL, c'est le succès récent d'une nouvelle gamme de super-micros : la gamme **GOUPIL G4.**

GOUPIL, c'est une réussite. Succès de l'entreprise et des produits, succès des méthodes et, surtout, succès des hommes. Soyez aussi des nôtres. Votre carrière sera action, responsabilités et passion.

JURISTE D'AFFAIRES

Nos structures, le volume de nos activités nous conduisent à recruter un juriste, notre juriste société. Vous devez vous montrer particulièrement polyvalent compte tenu de la diversité de vos domaines d'intervention : gestion des dossiers, rédaction et suivi des documents commerciaux (contrats privés et publics) et prise en charge des problèmes de contentieux, cela en toute autonomie, en tandem avec les responsables opérationnels ou notre conseiller extérieur. La SMT est récemment cotée en Bourse, il vous appartient aussi de suivre administrativement l'ensemble de ces opérations. Vous vous attachez à faire passer à l'ensemble de l'entreprise votre compétence juridique et à créer un pôle de gestion des risques performant. Une Ecole de Commerce ainsi qu'une formation juridique complémentaire vous préparent bien à la fonction, à condition bien-sûr de vous être formé au terrain dans une grande entreprise ou dans un cabinet d'affaires. (réf. 738 M)

RESPONSABLE APPLICATIONS BUREAUTIQUES :

UNE OPPORTUNITE POUR UN JEUNE FINANCIER.

Jeune Financier, diplômé d'une grande école de commerce, vous avez une expérience de 2 ou 3 ans en audit, contrôle de gestion ou organisation. Passionné par la micro-informatique, vous connaissez quelques grands progiciels du marché, et avez déjà pris en charge quelques applications bureautiques. Au sein de notre contrôle de gestion, vous serez chargé de la mise en place ou de l'amélioration de nos applications de reporting et de gestion. Poste à fort potentiel pour un candidat de valeur. (Réf. 740 M)

INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME

Votre formation en électronique (Grande Ecole ou Université) et l'expérience que vous avez acquise vous permettent de prendre en charge la conception et le développement de nouveaux produits micro-informatiques. Vous étudiez tous les aspects de l'utilisation des composants dans l'élaboration d'un produit et vous êtes au fait des techniques et méthodologies nouvelles (Gate Array, semi-custom et CAO). (réf. 739 M)

DES INGENIEURS... TRES COMMERCIAUX...

Nous avons besoin de vos talents pour développer notre réseau de distribution, l'un des premiers en France dans le domaine de la micro professionnelle. Des talents de vendeur acquis au cours d'une expérience dans les biens d'équipements, mais aussi des talents de formateur, d'animateur et de gestionnaire pour les rendre performants.
Vous serez responsable du développement de votre région : ● en apportant une aide efficace aux distributeurs, ● en recherchant de nouveaux partenaires. Vous-mêmes entrepreneur, responsable, créatif et dynamique, vous vous sentez la carrure pour tenir ces postes à responsabilités. (Réf. 741 M)

INGENIEURS COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU

GRANDS COMPTES INSTITUTIONNELS ET PRIVES

Associez-vous à nos succès ! Vous serez mandaté auprès des grands comptes (établissements publics, para-publics et grandes entreprises). En fait chargé d'affaires, vos compétences vont prendre une dimension toute particulière compte tenu du haut niveau de vos interlocuteurs. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la vente dotés d'une expérience commerciale significative dans le domaine de l'informatique, des matériels périphériques, de la bureautique et rompus aux négociations de grande envergure. Enfin, notre haut niveau technologique fera progresser votre carrière.
Téléphonez aux Consultants d'ALPHA CDI, l'après-midi uniquement, de 14H 00 à 18H 00 du 25 au 27 septembre 1985 au **747 64 67.** Ils seront à votre disposition pour répondre à vos questions et prendre éventuellement rendez-vous. Mais vous pouvez également leur écrire. Ils prendront contact avec vous rapidement. (Réf. 742 M)

RESPONSABLE BOUTIQUE LYON

S'agissant de notre première implantation, vous avez là l'opportunité de travailler directement avec un grand constructeur. En vrai professionnel de la vente, vous relèverez ce défi puisque vous connaissez parfaitement la micro-informatique et ses applications. Patron de la boutique, vous ne restez pas pour autant sédentaire puisque, responsable d'un secteur donné, vous procéderez à des analyses de marchés, détecterez les besoins de la clientèle... Des fonctions très diversifiées, et qui vont vous permettre de donner une nouvelle dimension à votre carrière. (Réf. 743 M)

ADMINISTRATION DES VENTES : UN ASSISTANT DE QUALITE.

Un professionnel est en effet nécessaire pour seconder notre Chef du Département Logistique et Administration des Ventes. Vous supervisez tous les flux matière du magasin et gérez l'ensemble des commandes. Doté d'incontestables qualités d'organisateur, de solides connaissances de l'import-export, votre expérience aura valeur de diplôme. L'essentiel est d'être opérationnel et de disposer d'un ascendant suffisant pour manager les hommes de notre magasin. La souplesse de nos structures peut très vite faire évoluer votre carrière. Rigueur et ténacité sont les clés de votre réussite. Anglais nécessaire. (Réf. 744 M)

Une carrière chez SMT GOUPIL : maintenant, c'est évident.
Rejoignez-nous en adressant dans un premier temps vos curriculum-vitae, photo et prétentions sans oublier la référence du poste choisi. Les consultants d'Alpha CDI prendront contact avec vous rapidement.

ALPHA CDI, 181 AVENUE CHARLES DE GAULLE, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

les ingénieurs commerciaux et les ingénieurs technico-commerciaux à IBM France

LEUR ROLE ?

Proposer et vendre les produits et services IBM sur un territoire géographique donné ou dans une branche d'activité spécifique. Soit : prospection et négociation proprement dites pour les INGENIEURS COMMERCIAUX ; aide à la vente, conseil et assistance technique pour les INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX.

LEUR PROFIL ?

Hommes ou femmes, issus d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce et gestion (BAC + 4 minimum), ils possèdent un bon niveau d'anglais et ont accepté le principe de la mobilité géographique.

LEURS QUALITES ?

Rigoureux dans l'analyse de situations concrètes, ils savent faire preuve d'imagination lorsqu'il s'agit de proposer des solutions adaptées à une clientèle très diversifiée (grandes entreprises, administrations, PME, ...).

LEURS PERSPECTIVES ?

La vente constitue un tremplin idéal, qui pourrait le nier ? Et pour peu que leur volonté soit à la hauteur de leur ambition, IBM France saura leur offrir de multiples possibilités de carrière.

Merci de nous adresser votre candidature sous référence 111 à :
IBM France, Département Recrutement,
2, rue de Marengo, 75001 PARIS.
Nous la traiterons avec discrétion et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir.
Nous rembourserons vos éventuels frais de transport.



France

Organisation et Publicité

La Compagnie Générale d'Informatique

recherche pour l'un de ses clients appartenant à l'un des premiers groupes d'assurance français

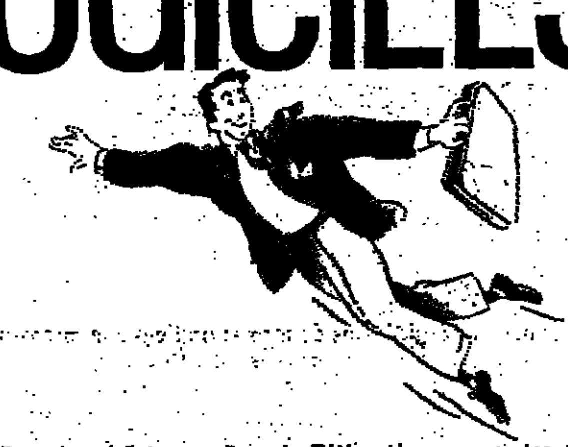
un chef de projet

Le candidat aura une formation supérieure (Diplôme d'ingénieur ou formation universitaire de niveau Bac + 4) et une expérience professionnelle d'au moins 3 ans.
Il lui sera confié la responsabilité d'applications spécifiques aux assurances, dans un contexte technique avancé : BULL DPS7, TDS, IDSII, PACBASE.
Une expérience Base de Données serait un atout. Une formation complémentaire sera assurée.
Lieu de travail : Chaumont
Envoyez lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence FF/MF4 à
Mme Dominique JAMET,
Compagnie Générale d'Informatique,
84 rue de Grenelle, 75007 Paris.

cgi

DESTINATION





Décollage immédiat pour l'avenir. Télésystèmes, une des toutes premières SSII françaises, détient une position-clé en matière de développement de logiciels, de conseil et d'assistance tout comme en matière d'ingénierie de réseaux et de systèmes ; de banques de données ; de services télématiques ; de centres informatiques. Si les logiciels sont, comme pour nous, votre destination, rejoignez-nous.

Notre dessein : renforcer nos équipes pour accroître notre avance et nos performances.

Votre objectif : approfondir vos connaissances et les appliquer dans les secteurs de pointe les plus porteurs. Avec Télésystèmes, participez à la conception et à la réalisation de produits ou d'applications spécifiques dans un environnement BULL, IBM, CDC, DEC (grands, mini, micro), à la réalisation d'applications vidéotex de dimensions internationales adaptées aux normes TELETEL, ASCII, NAPLPS, CAPTAIN... ; affirmez vos compétences en conseil, audit et méthodologie.

Les postes offerts : ingénieurs systèmes support technique, chefs de projets, responsables d'applications.

DONNEZ DES AILES A VOTRE AVENIR

Ecrivez dès aujourd'hui à : Télésystèmes, Direction du personnel, 115, rue du Bac, 75007 PARIS. Tél. : (1) 544.38.98. Ou venez nous rendre visite au SICOB : stand 3 DE 3452.



Gagnons ensemble.





Automatiser, réguler, superviser les procédés industriels dans le monde entier, c'est le Contrôle Industriel CGEE ALSTHOM. Nous recherchons donc, diplômé(e)s grandes écoles : Centrale, Sup. Elec, Télécom, INPG,...

Ingénieurs Informaticiens «temps réel»

Etudes et/ou réalisations pour les automatismes temps réel, la C.A.O. (VAX) et les régulations d'ensembles. Connaissances : systèmes, réseaux industriels de communication, bases de données...

Ingénieurs Automaticiens

Conception et mise en œuvre d'architectures d'automatismes industriels.

Connaissances : mini-calculateurs, microprocesseurs, automates programmables, réseaux...

Ecrire à Fabienne Ducret - C.G.E.E. ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud 92309 Levallois-Perret Cedex.



CGEE ALSTHOM

Chef de projet informatique

Métropole nord - Cette jeune SSCI, filiale d'un groupe important (1.500 personnes), recherche dans le cadre de son développement un chef de projet informatique. Rattaché au directeur administratif et responsable d'une petite équipe, il sera chargé de recenser et de définir les besoins avec les utilisateurs essentiellement au niveau d'applications de gestion (paye, comptabilité, contrôle de gestion...) et il aura en particulier à reconcevoir un système de paye en temps réel. D'autre part, il se verra confier, pour certaines filiales du groupe, le développement de traitements informatiques relatifs à la gestion de production et à la gestion commerciale. Il devra être à même de mener à terme la mise en place prochaine d'un système en base de données. Enfin sa fonction s'étendra au suivi d'exploitation et à l'élaboration de procédures. Ce poste, nouvellement créé, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (MIAGE, DUT, maîtrise sciences économiques...) et pouvant justifier d'une expérience de trois ans minimum orientée vers l'informatique de gestion. La connaissance du matériel ICL 2900 VME serait appréciée. La rémunération annuelle de l'ordre de 180.000 francs pourra être supérieure si les compétences du candidat le justifient. Le dynamisme et la notoriété de la société confèrent à ce poste un attrait supplémentaire. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4753M.



MEMBRE DE SYNTEC

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

CCMC CRÉE SA DIRECTION DE LA FORMATION À MEYLAN/GRENOBLE

Nous sommes leader dans la conception, la réalisation et la diffusion de services informatisés pour la profession comptable. Dans le cadre du développement et de l'optimisation de nos ressources humaines et afin de mieux satisfaire nos clients, nous créons à MEYLAN notre Direction de la Formation.

Pour participer à cette création, nous recherchons :

LE RESPONSABLE DE LA FORMATION PRODUITS ET TECHNOLOGIES (réf. R.F./M)

En collaboration avec le Directeur de la Formation, il conçoit, réalise et suit les actions de formation liées au lancement et à la vie des produits ou des nouvelles techniques internes.

Cette fonction comporte plusieurs aspects :
- élaboration des plans de formation interne et externe,
- organisation des cours (conception et réalisation).

Garant de la qualité et de l'efficacité des actions, il se doit d'en assurer un contrôle permanent.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, pédagogue et ouvert à l'informatique. Son expérience d'homme de terrain fait qu'il sait convaincre, dialoguer, entraîner un groupe d'hommes et obtenir leur adhésion dans la conduite de projets. Afin d'assumer ces responsabilités, il doit posséder d'importantes capacités de travail et d'organisation.

LE RESPONSABLE RECHERCHE-ÉVALUATION-MÉTHODES (réf. R.R.E.M./M)

En collaboration avec le Responsable Pédagogique, sa mission consiste à :
- rechercher des informations sur les méthodes et techniques pédagogiques, puis les tester et les expérimenter.
- rechercher des organismes de formation extérieurs, les évaluer,
- soutenir méthodologiquement certains projets,
- réaliser certains programmes de recherche comme l'étude et la mise en place d'un système d'évaluation de la formation.

Le candidat possède une formation d'Ingénieur et/ou une Maîtrise de Psychologie appliquée. C'est un pédagogue passionné de recherche qui a une expérience de la formation en entreprise. Un esprit de synthèse ainsi que des qualités humaines et d'animation sont nécessaires pour ce poste à responsabilités.

LE RESPONSABLE E.A.O. (réf. R.E.A.O./M)

En collaboration avec le Responsable Pédagogique, il participe à la définition de la politique E.A.O. Il est responsable de sa mise en place dans le cadre de la formation interne et externe.

Sa mission consiste à :
- concevoir des actions de formation liées à la micro-informatique,
- se tenir constamment au courant des technologies avancées liées à l'E.A.O.,
- sélectionner et/ou concevoir les didacticiels, puis les faire réaliser.

De formation bac + 4, le candidat a de solides connaissances en micro-informatique. C'est un pédagogue qui possède une première expérience de l'E.A.O.

Très ouvert, il doit être réaliste et savoir convaincre, car c'est de sa réussite que dépend l'introduction de l'E.A.O. à C C M C

CCMC INFORMATIQUE DE GESTION

Vous remercie d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi, à Marc DUPRÉ, C C M C – B.P. 60 – 69714 CONDRIEU CEDEX.

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

HAVAS CONTACT

Un job de battant, une technique de pointe, un environnement international : trois bonnes raisons de rejoindre une des unités du leader mondial de l'électronique professionnelle en qualité d'ingénieur d'affaires ou d'ingénieur commercial (France ou Export).

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou confirmés

Notre point fort : les composants électroniques de haute technologie où notre notoriété n'est plus à démontrer. Notre champ d'actions : principalement la France mais nous voulons acquérir des parts de marchés supplémentaires en Europe d'abord, ensuite aux États-Unis. Nous avons besoin pour cela d'Ingénieurs capables de créer une interface efficace entre nos unités industrielles basées en région parisienne et les exigences légitimes de nos clients : les grands équipementiers français et étrangers.

Vous êtes Ingénieur électronicien de formation. Débutant ou depuis quelques années déjà dans l'électronique professionnelle, vous souhaitez maintenant élargir une première expérience de laboratoire ou de ventes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF, sous référence M 32/1407 A, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

---

2 cracks réseaux et télécom

PARIS

Nous sommes un des leaders mondiaux, incontesté sur ce marché "Réseaux et Télécommunications". Nous continuons à étoffer nos équipes hautement performantes.

Nous offrons deux postes, le premier opérationnel, le second fonctionnel :

- *DIRIGER UNE EQUIPE "LOGICIEL" PARTICULIEREMENT QUALIFIEE DANS CE DOMAINE*
- *ETRE UN SUPPORT POUR NOTRE SOCIETE EN ASSURANT L'INTERFACE* avec l'ensemble de nos départements techniques et commerciaux pour tout ce qui concerne les Télécommunications.

Pour ces deux postes, une excellente connaissance des Réseaux et Télécom est nécessaire (environnement BULL ou/et IBM apprécié). Vos fortes compétences techniques en Réseaux et Télécom ainsi que votre expérience vous assurent d'excellentes perspectives de carrière au sein de notre société.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, sous référence RT 10 à notre Conseil à qui nous confions cette recherche et qui traitera votre candidature confidentiellement.

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Organisation et Publicité

---

jeune ingénieur réseau

Paris **informatique**

L'établissement des Constructions et Armes Navales de Paris aura un rôle pilote dans la gestion du futur réseau de transmissions de données inter-établissements de la Direction des Constructions Navales. A cette fin, il recherche un ingénieur informaticien qui sera chargé de la gestion de ce futur réseau.

Le candidat est un jeune ingénieur diplômé d'une école ou titulaire d'une maîtrise informatique. Ce poste évolutif requiert une capacité d'adaptation et le sens du dialogue. Il intéresse des candidats de bon potentiel, appréciant les responsabilités et le travail en équipe.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous la référence L036/M à H. Bouet, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

LES ATOUTS ICL
- Une formation technique et commerciale étendue de 6 mois et permanente.
- Des moyens importants en France : 1ère filiale européenne.
- Un environnement humain et technique de haute qualité.
- Une carrière évolutive : ouverte sur l'international.
- Une présence importante dans votre région.

Informatique et télécommunications : un choix d'avenir

INGENIEURS COMMERCIAUX

Rejoignez le premier groupe informatique et électronique européen.

Vous mettrez à profit votre formation supérieure et votre expérience de 3 à 5 ans de la vente de gros et moyens systèmes informatiques.

Vous interviendrez en tant que partenaire auprès des services informatiques de grandes entreprises ; pour cela vous développerez vos aptitudes à la négociation de haut niveau. Le sens de l'écoute et du conseil sont nécessaires pour votre réussite.

La connaissance du secteur bancaire et de la langue anglaise seront des atouts supplémentaires.

Vous bénéficierez d'une rémunération motivante : fixe + commissions + véhicule (300 000 F + à objectifs atteints).
Des postes vous seront proposés au sein de nos Directions Régionales de **NANCY - STRASBOURG - LYON - PARIS et ROUEN.**

Prenez contact avec J.P. Barret, en adressant lettre de candidature (précisant la région choisie), CV et photo sous réf. JPB 24 à ICL FRANCE, Division des Relations Humaines, 16, cours Albert 1er-75008 Paris.

ICL
LE VRAI PARTENAIRE

média-system

LA MONETIQUE, ET ASTER BOUTILLON : DE NOUVEAUX MARCHES, UNE EXPANSION CONTINUE

ASTER BOUTILLON, département de PAYMATEC SCHLUMBERGER affirme sa volonté de développement sur le marché des paiements et transactions électroniques. Son expansion passe par la recherche de nouveaux partenaires commerciaux et l'étude de nouveaux types de prestations. Nous désirons confier cette mission à un

Ingénieur Développement Marketing

électronicien - électromécanicien

âgé de 30 ans environ qui saura mettre son expérience commerciale de la maintenance électronique au profit de notre développement. Imaginatif, ambitieux et mobile, son aptitude à convaincre une clientèle diversifiée, lui permettra d'évoluer et de se développer à notre rythme au sein d'un Groupe International.
La connaissance de l'anglais est nécessaire.
Le poste est basé à **Montrouge.**

Merci d'adresser CV sous réf. 4982 au Service du Personnel, ASTER BOUTILLON - 12 place des Etats-Unis 92541 Montrouge Cédex.

PAYMATEC
Schlumberger

LE DEVELOPPEMENT DE LOGICIELS EN BUREAUTIQUE DISTRIBUEE

NOUS RECHERCHONS DES COMPETENCES : FORMATION GRANDE ECOLE ET UNE 1ère EXPERIENCE

INGENIEURS HF

NOUS CONFIONS A DES INGENIEURS INTERESSES PAR NOTRE SECTEUR D'ACTIVITE, LA REALISATION DE DEVELOPPEMENTS LOGICIELS DE TELE-INFORMATIQUE :
- PROCEDURES DE COMMUNICATIONS
- ACCES AU RESEAU PUBLIC (TRANSPAC...)
- PROTOCOLES ISO, SNA, DSA, CCITT

A TERME : UNE ORIENTATION VERS D'AUTRES DOMAINES TECHNIQUES, OU LE PILOTAGE DE PROJETS.

...TOUT UN PROGRAMME, VOUS PERMETTANT DE VALORISER VOTRE EXPERIENCE ET D'ACQUERIR UNE REFERENCE DE PREMIER PLAN DANS UN ENVIRONNEMENT DYNAMIQUE ET EN EXPANSION.

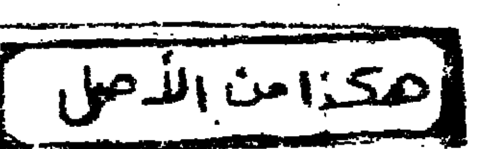
ADRESSEZ VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE (LETTRE MANUSCRITE, CV, PHOTO) SOUS REF. 4874 A L'AGENCE DESSEIN, 15 RUE DU LOUVRE, 75001 PARIS.

DESSEIN

Le Monde

SECTEURS DE POINTE





Le Monde

SECTEURS DE POINTE

GROUPE 2600 PERSONNES – ELECTRONIQUE DE POINTE

Ce groupe très connu sur le plan mondial fabrique des composants électroniques et électromécaniques destinés aux secteurs de marchés en expansion en Europe et le reste du monde. Il recherche

CENTRE LOIRE

Chef d'établissement

(260 000 F +)

Chargé de la direction d'une usine (50 personnes environ), il coordonnera les différentes activités nécessaires à la rentabilité du groupe de produits.
Responsable des marges (fixation des prix de marché et des prix de revient usine), il assurera le contrôle de toutes les fonctions liées à la production de circuits imprimés de l'usine.

Ingénieur électronicien grande école ou équivalent. Il doit pouvoir se prévaloir d'une expérience de quelques années dans le domaine des circuits imprimés grand public et avoir également exercé des responsabilités de management dans un site industriel. (référence 406).

FRANCHE COMTE

Ingénieur produits

(230 000 F)

Responsable technique des lignes de produits (composants électromécaniques), il sera le garant de leur qualité et de leurs coûts de production. A cet effet, il établira et réalisera les programmes de réduction des coûts des prix de revient.

Ingénieur grande école Arts et Métiers ou équivalent (électrotechnicien), il doit posséder environ 4 ans d'expérience de production dans des industries appliquées à l'électromécanique et/ou à l'électronique de grandes séries. (référence 407).

Anglais nécessaire pour les 2 postes.




Merci d'adresser CV, photo, en précisant la référence du poste choisi ainsi qu'un numéro de téléphone à : Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup.
Les dossiers seront traités avec une absolue discrétion.

Guy Postel

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

VOUS ÊTES PASSIONNÉ PAR LES TECHNIQUES D'AVENIR... ET VOUS SAVEZ LES VENDRE.

- Vous avez une expérience de quelques années en SSII,
- Vous avez apprécié le marché de L'INFORMATIQUE TECHNIQUE.

Nous vous proposons de rejoindre notre activité **technologie et système** en forte expansion, en tant que

INGÉNIEUR COMMERCIAL CONFIRMÉ

- Vous bénéficierez de l'appui d'une équipe d'ingénieurs solides et enthousiastes pour développer votre marché et mener à bien votre mission.
- Vous serez chargé de la commercialisation de nos activités d'études et d'ingénierie dans les domaines de pointe (systèmes Temps réel, Télécommunications, Réseaux...) et participerez aux actions de promotion et de marketing.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. CFDP/AS, à Anna STAROSWIECKI – SLIGOS DCI – 26, rue des Pavillons, 92800 PUTEAUX.

HAVAS CONTACT

QUAND L'ELECTRONIQUE S'ASSOCIE A L'HYDRAULIQUE

GRENOBLE

A notre actif : le quart de la puissance hydraulique installée dans le monde. Et nous n'en restons pas là.
NEYRPIC, c'est aussi une **ACTIVITE AUTOMATISMES ET REGULATIONS**, d'abord liée aux turbines, aujourd'hui étendue à d'autres secteurs. La développer, c'est l'objectif de l'

ingénieur d'affaires

que nous recherchons. De l'appel d'offres à la mise en service du projet, vous orchestrez sa bonne réalisation dans le respect des coûts et délais. Négociation, animation, gestion et compétence technique : autant d'aptitudes que vous aurez l'occasion d'exercer.
- Votre profil : une formation d'ingénieur ENSI-INSA ou équivalent, de solides connaissances en électronique digitale, analogique et en électrotechnique, une première expérience de la fonction ou quelques années en B.E...
Basé à Grenoble, dont les agréments ne sont plus à vanter, vous effectuez de courtes missions à l'étranger. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et photo à NEYRPIC - Gestion des Cadres B.P. 75 - 38041 GRENOBLE Cedex

NEYRPIC
GRENOBLE-FRANCE



INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

Ingénieurs logiciel

ENSIMAG, ESE, ENST, ENSEEIHT — DEBUTANTS OU 1re EXPERIENCE

ANSWARE filiale d'**ALCATEL-THOMSON** — 1000 personnes — leader dans le domaine de l'**INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE**, chiffre d'affaires en progression de 60% en 1984, recherche plusieurs ingénieurs logiciel débutants ou confirmés.

Nous vous proposons de participer à la réalisation d'applications temps réel dans les domaines suivants :

- GENIE LOGICIEL
- AERONAUTIQUE
- ELECTRONIQUE NUMERIQUE
- CONTROLE DE PROCESSUS
- MEDICAL
- TELECOMMUNICATIONS
- ROBOTIQUE...

Si vous êtes de formation Grande Ecole (**ENSIMAG, ESE, ENST, ENSEEIHT, option informatique ou Automatisme**), si vous avez une expérience en mini-ordinateur et/ou microprocesseur et si vous pratiquez les langages C, Pascal, Assembleur...

Adressez-nous votre candidature, sous réf. J/RLB/85.10, à [illegible]

ANSWARE

MEDIA PA

Société en forte expansion
(300 personnes, 210 MF C.A.)
Leader européen dans le domaine de l'ultrafiltration de l'air et des gaz, recherche pour son siège social à La Garenne Colombes (92), un

jeune ingénieur

de formation ENSI - ECAM - ICAM ou équivalente

Après période de formation, cet ingénieur sera chargé de l'établissement de projets d'équipements de filtration d'air pour installations nucléaires ainsi que des études d'exécution de ces équipements (calculs de structures, sismiques, etc.) et suivi d'exécution.

Anglais indispensable pour compréhension cahiers des charges rédigés dans cette langue.

Adresser C.V. et prétentions, s/n° 80.787,
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmet.



emplois régionaux



Jeune HF Chef du Personnel pour assister le Directeur du Centre.

Le Centre d'Intégration de matériels aéronautiques de Selles-St-Denis, (50 kms d'Orléans 180p.) situé en Sologne.

Il est plus particulièrement responsable :
du recrutement et de l'évolution du personnel,
de la mise en place et du suivi des actions de formation,
des relations avec les organismes sociaux et administrations,
de la gestion administrative du personnel (paye, études statistiques...).
Il participe aux réunions avec les partenaires sociaux (C.E. - D.P. - etc...).
Il aide la hiérarchie dans son rôle social.

Ce poste peut convenir à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur apportant une première expérience réussie dans un service du personnel ou de préférence à un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle, intéressé par une orientation dans la fonction sociale avec des possibilités d'évolution au sein du groupe.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence SM 1243/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex



Consultant en recrutement

Toulouse

PA Conseil en Recrutement, membre de PA International (1.300 consultants dans le monde), comprend aujourd'hui 35 consultants basés à Paris et dans cinq directions régionales (Lyon, Lille, Nantes, Strasbourg, Toulouse). Créée depuis trois ans, la direction sud-ouest, déjà forte de cinq membres, poursuit une croissance rapide et recherche, pour renforcer son équipe, un nouveau consultant. Sa mission consistera à mener, en totale autonomie, des actions de recrutement en utilisant les techniques d'approche les plus diverses (annonces, contacts directs...). Intervenant auprès d'entreprises très diversifiées, il sera directement responsable du développement de sa clientèle. Au delà de la formation, nécessairement supérieure et de la bonne connaissance du monde industriel, nous recherchons un candidat ayant une première expérience du recrutement en entreprise ou en cabinet. La rémunération pourra être très motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à D. DELRIEU en précisant la référence A/062M

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

RHONE-ALPES
VILLE TRES AGREABLE

2000 PERSONNES
ELECTRONIQUE DE POINTE

Face au programme de développement de haute technologie qu'elle a décidé, cette filiale française d'un puissant groupe international extrêmement connu, recherche pour sa division instruments, un

Spécialiste oscilloscopie

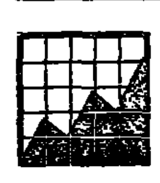
Vous coordonnerez le développement du programme des oscilloscopes.
Ingénieur électronicien ou équivalent, connaissant parfaitement l'électronique analogique rapide, vous dominez les domaines suivants : amplification large bande (du continu à quelques centaines de Mhz), atténuateurs haute impédance d'entrée, commandes des tubes cathodiques etc...
Connaissance de la CAO dans ces domaines appréciée.
L'accent est mis sur l'expérience et le potentiel techniques.
Rémunération attractive et larges possibilités de carrière dans le groupe.



Adressez CV, photo, salaire actuel en indiquant un numéro de téléphone, sous réf. 310 à :
Guy POSTEL CONSEIL, B.P 19 - 06480 La Colle sur Loup.
Discrétion absolue assurée.

Guy Postel

média-system



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur des Clients Nationaux

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES - 1,7 Md de F de C.A., 1800 personnes – participe largement au positionnement de leader du Groupe BSN sur le marché de la bière en France grâce à ses marques **Kanterbräu, Gold, Chopp, Tourtel, Canada Dry.**

Sur ce marché en constante évolution, la société doit maintenir la diffusion de ses produits dans la grande distribution et poursuivre son implantation dans le secteur de la consommation hors domicile (Cafés-Hôtels-Restaurants, collectivités, néo-restauration, etc...).

Le Directeur des Clients Nationaux joue au sein de la Direction Commerciale un rôle stratégique. Il assure avec son équipe les négociations avec les centrales et les entreprises nationales de distribution.

Ce poste nécessite d'avoir acquis la pratique des négociations, en particulier avec la grande distribution. Il conviendrait à un opérationnel de la vente justifiant de plusieurs années d'expérience à un niveau de responsabilité de type Direction Régionale et souhaitant faire la preuve de sa capacité à prendre une nouvelle dimension.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous ref. F 15/M en précisant rémunération actuelle à :
BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Aujourd'hui Directeur de Fabrication, Demain jeune dirigeant

Grenoble

Le PDG d'un petit groupe de PMI spécialisé dans la fabrication de pompes et filtres, outillage d'électrolyse et traitement de l'eau, crée un poste de Responsable des Fabrications directement rattaché à la Direction Générale. L'activité, à 70% technique et 30% gestion, consiste à gérer la production et les approvisionnements avec l'aide de moyens informatiques (IBM 36, MAPICS), améliorer les procédés de fabrication et participer aux recherches et développements de nouveaux produits. **La réussite dans cette première mission débouche sur la Direction d'une des PMI du Groupe.**

Nous voyons à ce poste un jeune ingénieur (28 ans minimum) formé à bonne école (ENSAM, ENSI...), créatif et ayant déjà une première expérience de fabrication.

Pour un **jeune ingénieur qui a le goût du challenge** et souhaite évoluer vers la Direction d'une entreprise, savoir que 50% du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation, qu'un marché important a été gagné en Chine après concurrence avec les Japonais, que la Société vit sans frais financiers, sont des signes très encourageants.

Ecrivez à notre Conseil. *Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle en indiquant* la référence 3110M



65 Avenue Kléber, 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

DESSEIN

Diriger, dès 23 ans, l'administration des ventes d'une agence...

Nous sommes une société française à vocation industrielle et commerciale, en forte expansion. Nos effectifs (800 personnes) *sont distribués autour d'un siège, d'une unité de production et de 15 agences commerciales régionales,* à l'intérieur de chacune desquelles se trouve créé un poste de responsable administratif.
Bras droit du Directeur d'Agence, ce cadre partage ses responsabilités entre l'administration des ventes de cette unité (*enregistrement et suivi des commandes*; règlement de certains litiges), avec l'aide d'une équipe d'assistantes commerciales qu'il anime et supervise; le suivi de la balance clients et le recouvrement des créances.
Il est soutenu par une logistique performante et aidé d'un système de télétraitement, permettant une gestion en temps réel de nos stocks et de nos commandes, en même temps qu'un suivi actualisé de nos comptes clients.
Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (ESC ou équivalent), jeunes, comme la plupart de nos collaborateurs, débutants ou déjà confirmés par 2 à 5 ans d'expérience de préférence dans le domaine de la gestion, capables d'allier rigueur, pragmatisme, sens de la négociation et du "service clientèle".
Nous leur proposerons avec nous, de faire franchir à notre chiffre d'affaires le seuil du milliard de francs...

Deux postes sont à pourvoir : 1) Région Rhône Alpes 2) Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 1333 (à préciser sur l'enveloppe) à L.T./Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.



emplois régionaux

CREUSOT-LOIRE INDUSTRIE,
nouvelle filiale d'USINOR,
cherche pour son usine du Creusot un

ingénieur métallurgiste

A la tête d'une équipe d'une dizaine de techniciens métallurgistes, il a la responsabilité des spécifications, de l'amélioration des procédés et du contrôle pour les tôles ou « aciers spéciaux de construction ».

Il est en contact permanent avec le *service commercial, la production,* les clients et le centre de recherche.

Ce poste concerne un ingénieur diplômé (Centrale ou Mines...), de 30-35 ans, ayant une très bonne expérience dans la métallurgie des aciers.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 425, à Jeanne Faivre d'Arcier - JACQUES TIXIER S.A. 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA 84

cordis.

Un des leaders mondiaux de l'instrumentation Biomédicale dans le cadre de son installation à BIOT SOPHIA ANTIPOLIS (proximité Antibes-Nice) recherche pour son département Etudes Nouveaux Produits

deux ingénieurs diplômés

- un chimiste ou électrométallurgiste - spécialité polymères appréciée,
- *un mécanicien - expérience micromécanique* et plastiques ayant quelques années d'expérience de recherche et développement dans une industrie de pointe.

un technicien supérieur physico-chimiste

débutant ou quelques années d'expérience de *mesures en laboratoire.*

Ces postes nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et seront situés temporairement (environ 1 an) dans une unité de groupe à Roden - près Groningen - HOLLANDE.

Adresser C.V. détaillé, photo (retournée), lettre manuscrite en anglais et prétentions à
René COHEN - CORDIS S.A.
160-198, avenue Charles de Gaulle
91420 MORANGIS.

Pierre Lichau S.A.

GROUPE FINANCIER

Recherche pour son implantation régionale à Lyon

ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E) DYNAMIQUE

MISSION :
Animation et recherche *de prescripteurs*
NIVEAU :
Enseignement supérieur

Expérience professionnelle bancaire souhaitée, perspective de carrière liées à la réussite, l'acceptation de responsabilités et la mobilité géographique.

Ecrire sous le n° 310.451 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

C.A. ANNUEL 200.000.000 F
EFFECTIFS 600 PERSONNES
ayant activité essentiellement de chantier

RECHERCHE

SON FUTUR CHEF DU PERSONNEL

35-40 ans.

Pour son siège près de

MARSEILLE

- Niveau licence en droit.
- Aimant contacts humains.

Il sera placé sous l'autorité de la Direction Générale.
Il assurera dans le même temps les fonctions de RESPONSABLE JURIDIQUE de la Société.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/n° 95795 à HAVAS-MARSEILLE, *qui transmettra.*

Dans le cadre du développement de l'informatique

le PORT de ROUEN

recherche

UN DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

De 2e cycle INFORMATIQUE type *MIAGE* ou équivalent.

Ce CADRE, Analyste-programmeur, Adjoint au Responsable de l'Informatique, aura pour mission :

- De suivre et de coordonner l'ensemble des traitements liés notamment à l'exploitation au sein de l'équipe informatique ;
- D'analyser les besoins des utilisateurs et de participer à la maintenance et au développement des applications.

Matériel utilisé : IBM 36.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions au Service du Personnel Recrutement,
34, bd de Boisguilbert, B.P. 4075, 76022 ROUEN Cédex.

LA VILLE DE LA ROCHELLE RECRUTE UN ANIMATEUR ÉCONOMIQUE

Mission :

- prospection et accueil ;
- contacts avec les cabinets et administrations spécialisés.

Cet agent, qui devra être bilingue (anglais, allemand) aura un statut de contractuel.

- Adresser avant le 20 octobre 1985, candidature et curriculum vitae à :

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville - B.P. 1541
1708 LA ROCHELLE CEDEX
Pour tous renseignements, tél. (46) 41-90-44, poste 349.

Ville de Dunkerque
Ecole Régionale des Beaux-Arts.
Un concours pour le recrutement d'un professeur « graphisme-vidéo » aura lieu le 18 octobre 1985.
Tél. : (28) 65-98-00, p. 1151.

Importante entreprise de l'ouest de la France leader de son marché

RECHERCHE

L'ADJOINT DU RESPONSABLE DE SON DÉPARTEMENT COMMUNICATION

- Formation sup. (Sc. Po, HEC, CELSA, CFPJ...) ;
- Qualités d'imagination et de rédaction nécessaires ;
- Bonnes capacités d'adaptation.

Première expérience indispensable, en agences, en service intégré ou dans le journalisme.

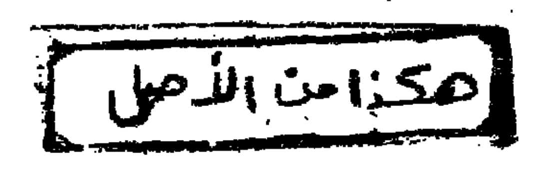
Larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions sous réf. DA 1000 à DELAITTE & ASSOCIÉS
28, bd Poissonnière, 75009 Paris, qui transmettra.

VILLE MÉDITERRANÉENNE recrute responsable *expérimenté* SERVICE PRESSE et INFORMATION MUNICIPALE.

Les candidats à ce poste devront obligatoirement être titulaires d'une licence.
Carrière offerte :
Attaché Communal.
Ecr. s/n° 7772 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.





emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

SESA

Wollen Sie an unserem Erfolg teilhaben ?

SESA-Deustchland ist das deutsche System - und Softwarehaus der internationalen SESA-Gruppe mit Hauptsitz in Paris. Die Gruppe zählt mit mehr als 1100 Mitarbeitern und 240 Mio DM Umsatz zu den führenden europäischen Systemhaüsern.

Seit 1970 ist SESA erfolgreich auf dem deutschen Markt auf folgenden Gebieten tätig :
- INDUSTRIELLE AUTOMATION : Prozeßautomatisierung, Produktionssteuerung, Qualitätssichenung
- KOMMUNIKATION : Rechnernetze, Bürokommunikation, Informationssysteme, Datenpaket-Vermittlungsnetze
- RAUMFAHRT : Satellitenkontrolle, Bilddatenverarbeitung, technische Software
- KOMMERZIELLE SYSTEME für Banken.

Das SESA-Leistungsspektrum umfaßt :
- Beratung
- Durchführung von Studien
- Sotware-Entwicklung
- Systemunterstützung und schulung
- Lieferung schlüsselfertiger Systeme.

Wir suchen weitere Mitarbeiter mit Dienstsitz in Frankfurt, München, Nürnberg, Köln...

Projektleiter für Software-Entwicklungs-Team

Mehrjährige Erfahrung in Systemanalyse, Software-Entwicklung und Projektleitung ist erforderlich.

Software-Ingenieure

mit mehrjähriger Erfahrung in Systemanalyse und Software-Entwicklung

Wir bieten Ihnen
- die Leistungen, die Möglichkeiten und die Atmosphäre eines internationalen Software-Hauses-
- attraktives Gehalt
- zusätzliche Sozialleistungen
- gute Aufstiegsmöglichkeiten
- verantwortliche Mitarbeit an anspruchsvollen und abwechslungsreichen Projekten in internationalen Teams.

Bitte senden Sie uns Ihre Bewerbung oder nehmen Sie telefonischen Kontakt auf.

SESA - DEUTSCHLAND GMBH
Telemannstraße 1-3
6000 Frankfurt am Main
Telefon (069) 7100 50

Jouncy



University of Petroleum & Minerals Dhahran - Saudi Arabia

THE UNIVERSITY OF PETROLEUM & MINERALS, DHAHRAN, SAUDI ARABIA, INVITES APPLICATIONS FROM ENGLISH SPEAKING CANDIDATES FOR FACULTY POSITIONS OPEN FOR THE ACADEMIC YEAR 1986-87, STARTING 1 SEPTEMBER 1986 IN THE FOLLOWING AREAS:

COLLEGE OF ENVIRONMENTAL DESIGN

A MINIMUM OF A MASTER DEGREE IN ADDITION TO THREE YEARS OF TEACHING AND/OR PRACTICAL EXPERIENCE IN ANY OF THE FOLLOWING FIELDS IS REQUIRED. PH.D. IS PREFERRED.

Architecture Design, Architecture Theory and History, Urban Design, Building Technology, Environmental Systems and Control, and Construction Management.
All specialized areas of Physical Planning: Natural Factors, Quantitative Methods, Transportation, Housing, Planning Theory.

CHEMICAL

POSITIONS OPEN FOR PROFESSORS AND ASSOCIATE PROFESSORS RANKS.
PH.D. DEGREE WITH A MINIMUM OF 5 YEARS OF TEACHING AND/OR INDUSTRIAL EXPERIENCE. Specialists in Petrochemicals, Desalination, and Environmental Engineering are particularly needed.

CIVIL

PH.D. DEGREE WITH TEACHING/RESEARCH EXPERIENCE AND INDUSTRIAL EXPERIENCE FOR ALL PROFESSORIAL RANKS IN THE FOLLOWING AREAS:

Environmental Engineering, Geotechnical Engineering, Structural Analysis & Design, Transportation Engineering.

ELECTRICAL

PH.D. DEGREE WITH DEMONSTRATED ABILITY TO TEACH AND CONDUCT RESEARCH IN THE FOLLOWING AREAS OF SPECIALIZATION:

Professors
- Digital Control Systems, High Voltage, Power Electronics, Microprocessors.

Associate Professors
- Digital Control Systems, Microprocessors, High Voltage, Electronic, Energy Conversion, Quantum Electronics.

Assistant Professors
- High Voltage, Digital, Microprocessors, Power Electronics, Energy Conversion, Quantum Electronics.

THE DEPARTMENT OFFERS AN UNDERGRADUATE PROGRAM IN E. E. AND GRADUATE PROGRAM LEADING TO MS AND PH.D. IN E. E.

MECHANICAL

PH.D. DEGREE WITH TEACHING, RESEARCH AND INDUSTRIAL EXPERIENCE IN THE FOLLOWING AREAS:

Internal Combustion Engines, Refrigeration and Airconditioning, Materials Science, Machine Design, Systems Control, Nuclear Engineering, Aeronautical Engineering in the Mechanical Engineering and in the Applied Mechanical Engineering Programmes at Undergraduate and Graduate levels.

WELL EQUIPPED LABORATORIES IN FLUID MECHANICS, HEAT TRANSFER, HEAT ENGINES, REFRIGERATION AND AIR CONDITIONING, METALLURGY AND DYNAMICS. THE RESEARCH EQUIPMENT INCLUDES IBM 3033 AND AMDAHL 5850 COMPUTERS, X-RAY DEFRACTION MACHINE, SCANNING AND TRANSMISSION ELECTRON MICROSCOPES, SUBSONIC WIND TUNNEL, HOT WIRE ANEMOMETERS, DATA RECORDING AND PROCESSING EQUIPMENT. ON-GOING RESEARCH PROGRAM INCLUDES: TURBULENT HEAT TRANSPORT, SOLAR ENERGY, LOW THRUST SPACECRAFT PROPULSION MODELING OF TRANSITION AND TURBULENT FLOW, CORROSION, AND POWDER METALLURGY.

PETROLEUM

PH.D. DEGREE IN PETROLEUM ENGINEERING. THE POSITIONS REQUIRE SPECIALIZATION IN ONE OR MORE OF THE FOLLOWING AREAS:

Drilling Engineering, Formation Evaluation, Production Engineering, Reservoir Engineering, Petroleum Economics.

TEACHING AND INDUSTRIAL EXPERIENCE ARE PREFERRED.

INDUSTRIAL AND SYSTEMS ENGINEERING

PH.D. DEGREE EMPHASIZING ONE OF THE FOLLOWING AREAS:

Systems and Control
- Computer Control, Industrial Automation, Instrumentation, Digital Systems, Microprocessors.

Industrial Engineering
- CAD/CAM, Robotics, Quality Control, Reliability, Production Control.

Operations Research
- Optimization, Probabilistic Operations Research.

COMPUTER SCIENCE AND ENGINEERING

Ph.D. in Computer Science or Computer Engineering or in a closely related discipline with emphasis on programming Languages, Data Base-Organization and Structure, Microprocessors, Operating Systems, Data Processing, System Analysis, Digital Design, Computer Architecture, Software Engineering, Micro-Electronics and Robotics.

THE DEPARTMENT OFFERS AN UNDERGRADUATE PROGRAM IN COMPUTER SCIENCE AND ENGINEERING AND A MASTER PROGRAM IN COMPUTER SCIENCE.

CHEMISTRY AND INDUSTRIAL CHEMISTRY

PH.D. WITH POSTDOCTORAL EXPERIENCE AND RESEARCH INTERESTS. FACULTY MEMBERS ARE EXPECTED TO TEACH GRADUATE AND UNDERGRADUATE COURSES. INDUSTRIAL CHEMISTRY TEACHING EXPERIENCE IS ESPECIALLY VALUABLE.

PHYSICS

POSITIONS OPEN FOR CANDIDATES WITH RANKS OF PROFESSORS, ASSOCIATE PROFESSORS AND ASSISTANT PROFESSORS.
APPLICANTS SHOULD HOLD A PH.D. AND HAVE GOOD RECORD OF RESEARCH AND SUPERVISION OF GRADUATE WORK. THE OPENINGS ARE AVAILABLE IN THE FOLLOWING AREAS OF RESEARCH:

Theoretical/Experimental Nuclear Physics, Condensed Matter Physics (Surface Science, Magnetism, Transport Properties, Laser-Raman Spectroscopy, Thermal Properties and Quantum Fluids), Laser Spectroscopy.

MATHEMATICAL SCIENCES

FACULTY POSITIONS AT ALL RANKS ARE AVAILABLE. Preferred areas of specialization are in Numerical Analysis, Applied Mathematics, Differential Equations and Statistics.
CANDIDATES MUST HAVE STRONG RESEARCH POTENTIAL OR ACCOMPLISHMENTS AND DEMONSTRATED EXCELLENCE IN TEACHING. PH.D. IN MATHEMATICS IS REQUIRED. APPLICANTS FOR SENIOR POSITIONS SHOULD HAVE OUTSTANDING ACADEMIC QUALIFICATIONS AND A DISTINGUISHED RECORD OF RESEARCH PUBLICATIONS. DUTIES INCLUDING TEACHING AT THE UNDERGRADUATE AND GRADUATE LEVELS, AND RESEARCH.

EARTH SCIENCE

POSITIONS OPEN IN THE FOLLOWING AREAS:
- Petroleum Geology
- Photogeology/Geomorphology
- Geophysics

PH.D. DEGREE PLUS FIELD/INDUSTRIAL/TEACHING EXPERIENCE.

All candidates must be capable of teaching in English.

BENEFITS:
Minimum regular contract for two years, renewable. Competitive salaries and allowances. Air conditioned and furnished housing provided. Air transportation to and from Dhahran each year. Attractive educational assistance grants for school-age dependent children. All earned income without Saudi taxes. Ten months duty each year with two months vacation with salary. There is also possibility of selection for University's ongoing summer program with good additional compensation.
Apply before December 31, 1985, with complete resume on academic, professional and personal data, list of references, list of publications, research details, and with photo-copies of degrees and/or transcripts, including home and office addresses and telephone numbers to:

UPM KONTAKTSTELLE BEIM DAAD
Wissenschaftszentrum, Ahrstraße 45
D-5300 Bonn 2, West Germany
Telefon (02 28) 37 31 32

INSEAD

Institut Européen d'Administration des Affaires
recherche pour son DEPARTEMENT FUND RAISING

UN CADRE CREATIF ET ORGANISE HF

diplômé d'études supérieures -
(économie marketing communication lettres).

Il travaillera en étroite collaboration avec le directeur du développement. Il sera chargé de la réalisation d'études de marché (recherche documentaire) sur les sociétés susceptibles de s'intéresser aux activités et au développement de l'INSEAD, particulièrement en France, Belgique et Suisse, et du suivi des actions dans ces différents pays. Il sera responsable de la collecte de la taxe d'apprentissage en France.

Le (la) candidat (e) devra avoir plusieurs années d'expérience dans un poste similaire, être parfaitement bilingue français/anglais (connaissance de l'allemand souhaitée) et avoir une aptitude du travail en équipe. Une connaissance de l'outil informatique sera appréciée.

Possibilité de développement de carrière pour un (e) excellent (e) candidat (e).

Envoyer C.V. détaillé, références, photo au
Service du Personnel - INSEAD
bld de Constance - 77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

Pierre Lichau S.A.

OFFRES D'EMPLOIS

Notre groupe réalise aujourd'hui 5.5 MM de CA avec 5 500 personnes et est le leader de notre profession. Il comprend 50 filiales (de tailles très différentes mais exerçant la même activité), regroupées en régions tout en disposant d'une importante autonomie de fonctionnement et de gestion. La direction générale, située à Paris, est constituée d'une équipe restreinte de "spécialistes" de tout premier plan qui assiste, conseille et contrôle cet ensemble. Nous souhaitons intégrer un cadre à fort potentiel (pour remplacer le titulaire promu à des fonctions opérationnelles), désireux de rejoindre notre équipe de management en tant que

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez 3/5 ans d'expériences professionnelles. Après avoir acquis un solide bagage en gestion, vous avez mené des applications réussies faisant intervenir la micro-informatique. Vous souhaitez aujourd'hui en intégrant une équipe de contrôle de gestion, élargir vos compétences et vous préparer à des fonctions opérationnelles. Vous serez un homme de liaison entre les filiales et la direction générale et vous devrez être à même d'intervenir dans un esprit opérationnel, dans des missions couvrant l'ensemble de la fonction "contrôle de gestion".

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5907 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO MANAGEMENT
47 bis. AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

Plain Chorus

MEMBRE DE SYNTEC



recherche pour sa

DIVISION INGÉNIERIE,

UN JEUNE

ingénieur

AM, ECL, ENSM

(3 ANS D'EXPÉRIENCE MINIMUM)

Basé à Paris, au sein de la Division Ingénierie du Groupe International DMC, il sera chargé de la conception, définition et sélection des équipements industriels de Génie Civil, Énergie, Électricité-Électronique, Automatisme, Thermique, destinés à de grands ensembles industriels créés en France et à l'Étranger. Il devra également au cours de brefs séjours sur les sites, suivre d'une part la réalisation des projets en coordonnant l'ensemble des travaux et d'autre part apporter aux complexes industriels existants, une assistance technique complète.

Ce poste ne peut convenir qu'à un "battant", ayant un sens développé des relations humaines et des responsabilités, et souhaitant construire sa carrière au sein d'une équipe expérimentée et performante sur le plan international. Une première expérience dans une des fonctions Travaux Neufs, Entretien, Études et Réalisations sera appréciée. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 3097 LM à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Important groupe industriel français
4500 personnes - 1,5 milliard de C.A.
recherche pour son siège social
situé dans la banlieue Nord Ouest de la région parisienne, un

JURISTE (H/F)

Placé sous l'autorité du Responsable du Département Juridique, ce spécialiste se verra confier des tâches polyvalentes dans les domaines suivants :
1) contrats internationaux
2) recouvrements : mise en place de garanties
3) tenue à jour de la documentation afférante à ces domaines

Il aura de nombreuses relations, tant à l'intérieur du groupe (services financiers, comptables, chefs d'établissement et de production, filiales françaises et étrangères), qu'à l'extérieur (clients, hommes de loi, etc...)

Ce poste s'adresse à un candidat de formation superieure juridique de base (maitrise ou DESS de droit) ayant entre 5 et 10 ans d'expérience dans une grande entreprise industrielle. Une bonne pratique de la langue anglaise dans le domaine juridique est indispensable.
Age minimum souhaité : 30 ans.

De réelles possibilités d'évolution sont offertes au sein du groupe.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 1370 à Lévi tournay Asscom
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra
Discrétion assurée.



INGENIEURS GRANDES ECOLES

ESSO REP, 1er producteur de pétrole brut en France, est la Filiale d'ESSO France spécialisée dans l'exploration et l'exploitation pétrolières sur le territoire national.

Ses performances lui permettent de poursuivre son effort d'investissement : 811 millions de francs en 1984, soit une progression de 21 %. Pour accompagner ce développement dans un secteur en continuelle évolution, ESSO REP intègre chaque année plusieurs ingénieurs de grandes écoles.

Entreprise à taille humaine (460 personnes) ESSO REP bénéficie de l'expérience et des recherches du Groupe EXXON et offre aux jeunes diplômés un large éventail de carrières dans une activité de pointe.

Aujourd'hui les postes suivants sont à pourvoir :

INGENIEUR GISEMENT

Il évalue, à l'aide d'outils informatiques très performants et en étroite collaboration avec les géologues, les capacités, les contours des gisements et leur mode de mise en exploitation. réf. 509 265 M

INGENIEUR FORAGE

Sur le terrain, il est pleinement responsable des forages réalisés par des prestataires de services conformément aux procédures propres au Groupe EXXON. réf. 509 266 M

INGENIEUR ETUDES

Basé sur le champ pétrolier, il définit et optimise les équipements et les procédures relatifs au pompage des puits, à la protection des installations contre la corrosion et au comptage du pétrole brut, de l'eau de gisement et du gaz. réf. 509 269 M

Ces offres s'adressent à de jeunes ingénieurs généralistes d'excellent niveau (ECP, TP, P et C, Mines, AM, INSA, ENSTA, ENSEEIHT...) et à fort potentiel d'évolution.

La formation aux métiers ESSO est assurée par l'alternance de postes opérationnels et de stages techniques aux Etats-Unis et en Europe. La politique de gestion des carrières et de formation adaptée permet à chacun d'évoluer à sa pleine mesure et d'exprimer tout son potentiel.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle en précisant la référence du poste choisi (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 Paris

ROCHE

Dans le cadre du développement de sa politique de recherche créé 2 nouveaux postes de

2 médecins recherche clinique

— PRODUITS CARDIO-VASCULAIRES
— PSYCHOTROPES

Nous vous confierons la responsabilité des produits du début de l'étude clinique jusqu'à l'obtention de l'A.M.M.

- Vous avez une solide formation médicale (ancien Chef de Clinique ou ancien Interne des Hôpitaux).
- Vous avez une orientation marquée pour la recherche clinique (certificats de pharmacologie *et de statistique*).
- Une expérience dans l'industrie pharmaceutique à un poste similaire dans le domaine des produits cardio-vasculaires ou des psychotropes est souhaitée.

Anglais écrit et parlé indispensable.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Division du Personnel PRODUITS ROCHE 52, bd du Parc - 92521 NEUILLY S /Seine Cedex.



Pierre Lichau S.A.

Jeune responsable administratif

ETABLISSEMENT FINANCIER

PARIS **250.000±**

Un Etablissement Financier filiale d'un Réseau important d'Organismes Régionaux recherche un jeune Cadre de formation supérieure pour seconder directement le Responsable et ainsi faire face au développement.

Il aura à assurer la gestion administrative informatisée des opérations : emprunts en francs et devises, prêts aux Organismes *Régionaux, Opérations en Compte avec le Trésor Public.*

Dans le cadre de ce suivi il sera interlocuteur des services spécia*lisés du Trésor et d'autres Etablissements Financiers ainsi que de* tous les Organismes du réseau. Il s'intègrera à une équipe restreinte (3 personnes) rodée à la diversité des tâches.

Ce poste aura un développement possible sur la gestion des flux et de la trésorerie. Il peut intéresser un jeune cadre émanant d'une Banque (ressources) ou d'un Cabinet spécialisé, voire d'un service important de trésorerie d'une grande Société.

Adresser au **Cabinet R.C.C.** qui garantit la discrétion des candidatures : lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 565-M

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AV DU COQ - 75009 PARIS

---

emplois régionaux emplois régionaux



Filiale d'EURÉQUIP, nous sommes implantés en Lorraine et voulons nous y développer.

Notre mission est d'être au service des entreprises pour les aider à définir et mettre en place leurs systèmes de gestion, à améliorer la qualité de leurs produits et de leur fonctionnement, à optimiser le développement de leurs ressources humaines, à définir leur stratégie, à réussir leur diversification...

Si la perspective d'un métier passionnant et exigeant vous intéresse, venez rejoindre notre équipe installée à THIONVILLE pour devenir

CONSULTANTS HF

Vous êtes de formation commerciale (HEC-ESSEC...) et/ou SCIENCES HUMAINES.

Vous avez au moins 2 ou 3 ans de vie professionnelle et vous pratiquez une deuxième langue (anglais et/ou allemand).

Votre mobilité est une condition nécessaire à votre évolution au sein du GROUPE EURÉQUIP.

Merci d'adresser votre candidature, en indiquant la référence 6203/M, à notre Conseil **ACTIMAN** à qui nous avons confié cette *recherche, et qui vous garantit une discrétion absolue.*

264, rue du Fbg-St-Honoré 75008 PARIS

Actiman

HAVAS CONTACT

LYON

JEUNE INGENIEUR GENERALISTE A FORT POTENTIEL, NOTRE FUTUR PATRON DE LA GESTION DE LA QUALITE.

Leader dans notre spécialité (produits industriels de grande série destinés au *grand public*), notre entreprise de 1 500 personnes et 850 MF CA appartient à l'un des tout premiers groupes français de renommée mondiale. La **qualité** et la **flexibilité** sont les axes prioritaires de notre stratégie industrielle. Nous voulons maintenant aller plus loin : *décentraliser* la Qualité en responsabilisant chaque acteur interne et externe de notre processus produits.

Notre patron de la Gestion de la Qualité recherche aujourd'hui son futur successeur. Dans deux à trois ans, le temps de l'imprégner de notre métier et de notre savoir-faire, ce dernier devra poursuivre et amplifier la *mise en oeuvre de notre nouvelle politique.*

Très motivé par l'esprit Qualité, vous nous apportez une forte personnalité enrichie d'une pratique d'au moins trois à cinq ans de l'industrie d'assemblage en grande série *de produits électromécaniques ou électroniques grand public.* Pragmatique, fiable et méthodique, vous êtes rompu à observer, *analyser (statistiques à l'appui), dialoguer,* proposer, convaincre, animer, coordonner.

Votre anglais est excellent, votre allemand aussi peut-être...

Nous considérons cette fonction centrale et valorisante comme un tremplin vers d'autres responsabilités d'envergure dans notre entreprise et notre groupe.

Arche Conseil, notre conseil en Recrutement, vous remercie d'envoyer à François Nicolet sous référence 255 LM votre dossier complet de candidature (avec votre rémunération actuelle). Il s'engagera avec vous en toute discrétion et vous recevra soit à Paris, soit à Lyon.

68, rue Duquesne arche conseil 69006 LYON.

Responsable du secteur vidéo

FRANCE CABLES & RADIO

VT COM, département de F.C.R. en fort développement spécialisé dans la télématique et la vidéo-communication, recherche son responsable du secteur vidéo.

En relation avec les autres services vous êtes chargé de la définition et de la commercialisation des produits vidéo : supervidéotex, vidéotransmission, production télévisuelle.

Vous êtes notamment responsable de la conception des projets, de l'évaluation de moyens nécessaires et de l'animation de l'équipe commerciale (2 à 3 personnes). Vous *devez bien sûr rendre compte du suivi de cette activité et de ses résultats auprès du* chef du service commercial.

De niveau d'études supérieures, cinq à dix ans d'expérience dans le domaine audiovisuel ont fait de vous un professionnel de la vidéo.

Méthode, organisation, faculté d'adaptation, esprit d'équipe, sens des responsabilités et une grande disponibilité sont indispensables pour réussir dans ce poste.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf. CL/A38/M à Monsieur Chaperon, Direction des Relations Humaines et de l'Administration FRANCE CABLES et RADIO, 124 rue Réaumur, 75002 Paris, qui vous assure de sa discrétion.

média-system



PROFESSIONNELS DE LA VENTE

KIS

Kis, n° 1 mondial des services minute, certes ! Des produits de haute technologie répondant à des besoins variés, sans aucun doute !

Mais la force de Kis, c'est aussi et surtout sa force de vente. Une force de professionnels.

Pour vous, professionnel de la vente directe, le savoir-faire et la solidité de l'entreprise constituent des critères fiables et indispensables. Venez contribuer à l'expansion et à la performance de cette force de vente.

Vous avez nos atouts en main.
Exploitez ceux de votre réussite : dynamisme, détermination, qualités d'écoute et d'analyse, expérience réussie de la négociation, *ambition en matière d'évolution* de carrière et de revenu annuel, disponibilité totale.

Nous vous offrons une formation à nos méthodes de vente, une rémunération composée d'un fixe + intéressements + frais.

Si vous êtes un «Pro», venez en discuter avec nous en écrivant à Kis France, *sous réf.* MPV, Claudine Snauwaert, Service Recrutement, BP 204X, 38043 Grenoble Cédex.

Organisation professionnelle du Bâtiment (05)

offre à
HOMME OU FEMME DE 30 ANS
possédant bonnes connaissances de l'environnement économique de l'entreprise et de la communication sociale

POSTE DE RESPONSABLE DE SERVICE ÉCONOMIQUE

Objectifs :
- *animer la profession ;*
- développer l'information économique et technique ;
- organiser la formation continue.

Niveau :
Bac + 4/connaissance du secteur requise.

Envoyer C.V. et photo + *prétentions* à APAB (05), 10, avenue Guillaume-Farel, 05000 GAP.

NOUS RECRUTONS

UN(E) GRADÉ(E) DE BANQUE

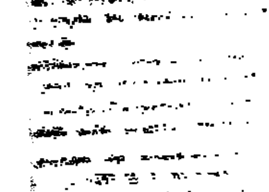
120 000/140 000 F +/– classe 3.

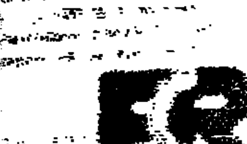
Vous parlez couramment l'anglais.
Vous avez l'habitude du contact clientèle.
Vous avez pratiqué les transferts francs-devises, la caisse, le change manuel dans une banque étrangère pendant 3 ANS minimum.
Vous avez une excellente présentation.

Vous serez responsable dans notre succursale de Paris Champs-Élysées d'une section (3 à 5 personnes) chargé(e) de l'accueil de notre clientèle au sein du département « étranger ».

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser c.v., photo et *prétentions* à RÉGIE-PRESSE *sous n° 312 315 M,* 7, r. de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui tr.







Crédit National

recherche pour son
DEPARTEMENT DE LA GESTION JURIDIQUE DES PRETS

JURISTE DE CONTENTIEUX

Chargé de suivre, au sein d'une équipe, les procédures collectives et les dossiers relatifs aux entreprises en difficultés.

Il devra posséder :
- une maîtrise en droit au minimum,
- une expérience de cinq années environ acquise dans un service juridique de banque ou d'entreprise, ou chez un syndic,
- de préférence des connaissances financières.

Il lui est offert :
- un travail intéressant avec de nombreux contacts,
- une rémunération compétitive et des perspectives de progression.

Prière d'adresser une lettre manuscrite, avec C.V., salaire souhaité et photo au :
CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales,
45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris.

Jeune Responsable HF du Service Informatique

MATRA ELECTRONIQUE filiale du Groupe MATRA, basée près de Compiègne, a pour vocation de produire des équipements électroniques sophistiqués destinés principalement aux applications aéronautiques. Elle recherche son responsable du service informatique.

Actuellement, jeune chef de projet, vous êtes familiarisé avec l'environnement industriel et des configurations IBM sous CICS et DL1.

Vous souhaitez maintenant diriger un service informatique (budget 6 MF) s'appuyant sur d'importants moyens (IBM 4361/4 et 8140, DATA POINT + PC et HP) et une exploitation très automatisée en vous attachant particulièrement à l'amélioration de l'outil de gestion de production dans un souci de dialogue permanent avec les utilisateurs.

La réussite dans cette mission vous permettra d'évoluer au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence 321.534 A à Jacques SCARINOFF

EGOR TECHNOLOGIES 19 rue de Berri - 75008 PARIS

MATRA ELECTRONIQUE

bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Nous sommes une banque d'arbitrage entre marchés. Notre spécialité : l'ingénierie et l'arbitrage de taux d'intérêts, que nous effectuons pour notre compte ou pour celui de tiers. Dans le cadre du développement important de nos activités, nous offrons à

4 NOUVEAUX COLLABORATEURS

la possibilité de développer au sein de notre équipe (110 personnes) leurs capacités personnelles et professionnelles. Les perspectives d'évolution sont excellentes et les conditions attrayantes.

3 COMPTABLES

ayant le sens des responsabilités et capables d'une large autonomie

1°/ **COMPTABILITE GENERALE** de la Banque et de ses filiales (des opérations de base à la préparation des situations mensuelles et des bilans).

- **1 COMPTABLE CONFIRME (Cl. IV ou III)** : Niveau BTS + 4 à 5 ans d'expérience de la comptabilité générale bancaire. Réf. CCM/RB
- **1 JEUNE COMPTABLE (Cl. III ou II)** : Même profil avec 1 à 2 ans d'expérience + fort potentiel. Réf. CJM/RB

2°/ **GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE SICAV + FCP (Cl. III ou II)** : Niveau BTS (ou Bac G2) + 1 à 2 ans d'expérience de ce type de comptabilité. Réf. CFSM/RB

RESPONSABLE DU CONTROLE INTERNE

Ce poste s'adresse à un candidat de niveau DECS, d'au moins 30 ans, ayant idéalement 10 ans d'expérience acquise dans le domaine bancaire ou financier, et connaissant bien les opérations de trésorerie et sur le marché obligataire.

Il devra s'assurer du respect de l'ensemble du système de contrôle comptable et financier, et bien sûr effectuer à ce titre toutes les vérifications nécessaires.

Il est rattaché à la Direction Générale de la Banque.

Réf. RCM/RB

Notre Conseil R. BATIFOULIER, qui nous assiste dans ces recherches, vous garantit une totale discrétion, si vous voulez bien lui écrire en précisant la référence du poste choisi.



R. BATIFOULIER, 39, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris.

La Direction des Applications
recherche

INGENIEURS DE LOGICIELS D'APPLICATIONS

Pour :
- **concevoir, développer, maintenir** des produits d'applications concernant les domaines de la gestion de production, la communication d'entreprise (bureautique, videotex, recherche documentaire), la banque, l'informatique scientifique (planification, optimisation) sur nos matériels MINI6, DPS4, DPS6, DPS7 et DPS8.
- **former** dans nos filiales les spécialistes chargés de mettre en œuvre nos applications.
- **assurer** au réseau commercial un support technique efficace.

Nous nous adressons à des ingénieurs Grandes Ecoles, option informatique, débutants ou ayant une expérience dans l'un des domaines cités.

Poste à pourvoir : proche banlieue Ouest.

Envoyer CV, lettre man., photo et prét. en précisant réf. 428/M à :
Annie Benyaya - Cii Honeywell Bull - PR OG021C
94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



Compagnie Française de Produits Industriels

C.A. 700 millions de Frs - effectif : 800 personnes
recherche pour son
activité TRAITEMENT de SURFACES METALLIQUES
leader sur le marché

CHEF DES VENTES

Il aura pour mission d'animer une équipe de collaborateurs de haut niveau, de participer à l'approche Marketing du secteur et de développer une gestion rigoureuse ayant pour objectif primordial la rentabilité.

Agé de 33 ans minimum, de formation supérieure technique ou commerciale (ESSEC, A et M, HEI ou similaire), il pourra justifier d'une expérience réussie dans la gestion d'un secteur de vente de produits industriels. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Ce poste basé dans la proche banlieue Nord-Ouest de Paris, comprend un système de rémunération attrayant. Il offre de réelles perspectives de carrière.



Merci d'adresser lettre de candidature avec c.v. détaillé et prétentions sous référence 574 à CFPI
Direction des Relations Humaines.
28, boulevard Camélinat - 92233 Gennevilliers.



BT MANUTENTION, filiale de la société suédoise BT (1,5 milliard de C.A., 3200 pers.) grâce à une progression de + 20% l'an, a conquis 12% du marché de la manutention. Depuis 84, nous commercialisons en France les produits de notre division SYSTEMES DE MANUTENTION (transtockeurs, préparateurs de commande, chariots filoguidés). Pour faire face au développement rapide de cette activité en France, nous recherchons :

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

AM - IDN - ESME Sudria...

Vous assumerez la responsabilité complète (technique, financière et commerciale) d'affaires allant d'1MF à 20MF.

VOS ATOUTS :
- une formation d'ingénieur généraliste avec une spécialisation électronique, automatismes.
- une première expérience comme ingénieur responsable d'affaires complexes (impliquant systèmes et process).
- une grande disponibilité, une forte ténacité.
- un anglais courant.

NOTRE PROPOSITION :
- une formation approfondie à nos produits en France et en Suède
- une entreprise à taille humaine tournée vers l'efficacité.
- une gamme complète de produits ; un marché très porteur.
- une rémunération motivante, de réelles possibilités d'évolution.

Adressez CV, photo et rémunération souhaitée chez MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 Paris, en précisant la réf. 45988, à porter sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Animateur de formation

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL, Paris 8è, recherche un animateur de formation.

Jeune diplômé d'enseignement supérieur, maîtrise de gestion, Paris-Dauphine ou IEP, section économique et financière.

Il sera responsable de la conception, de la gestion et de l'animation d'actions de formation relatives à : • l'économie générale • la comptabilité générale et analytique • l'analyse financière • le contrôle de gestion et leur mise en oeuvre dans l'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 7738 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LA FISCALITE UNE OPPORTUNITE POUR UN PROFESSIONNEL CONFIRME

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis dans un Cabinet d'Audit ou d'Expertise, dans un grand groupe industriel ou de services une expérience d'au moins cinq ans des affaires juridiques et fiscales.

Au sein de notre cellule Affaires Juridiques et Fiscales vous serez chargé(e) de traiter les questions qui se posent à une grande banque internationale. La maîtrise de l'anglais est donc indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DB 58 à
Banque Indosuez, carrières, formation,
Service Recrutement,
44 rue de Courcelles
75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

OPERATEUR SUR LE MARCHE OBLIGATAIRE DOMESTIQUE

dans un très important ETABLISSEMENT FINANCIER

Au sein d'une petite équipe qui vous formera, vous disposerez d'une large autonomie dans vos contacts avec les agents de change et nos divers clients (extérieurs et intérieurs).

De formation supérieure, bac + 5, économie ou mathématiques, vous êtes dynamique et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Votre fort potentiel, vous permettra d'évoluer rapidement au sein de notre établissement.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prét.) sous réf. 16692 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pour développer et élargir sa gamme DPS 7, BULL SYSTEME renforce ses unités d'Etude et de conception.

Votre formation (ESE, CENTRALE, ENSAM, INSA...) vous a familiarisé avec l'analyse des phénomènes électriques et électroniques, la physico-chimie, la thermodynamique ou la mécanique.

Nous vous proposons de participer au sein d'équipes motivées et performantes au développement de nouvelles

TECHNOLOGIE DE CONSTRUCTION D'ORDINATEURS

dans les domaines suivants : connectique, alimentations, assemblage haute densité, composants thermodynamique, mécanique.

Vous approfondirez vos compétences au contact des meilleurs spécialistes mondiaux en France et aux Etats-Unis (détachement temporaire possible).

Lieu de travail : ANGERS ou LES CLAYES SOUS BOIS (78).

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 285 à
Christian FINE - Cii Honeywell Bull - PC F 11A/O
Rue Jean Jaurès - BP 53 - 78340 LES CLAYES SOUS BOIS



ECONOMISTE INTERNATIONAL

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC, ESCP) vous êtes, après 3 années d'expérience, déjà considéré(e) comme un(e) économiste compétent(e).

Nous vous proposons d'intégrer la cellule "risques pays" de notre service des études économiques pour y suivre plus particulièrement la situation des P.V.D.

La précision, la clarté de votre expression vous permettront de participer à la mission de communication de ce service.

Une très bonne maîtrise de l'anglais est, bien sûr indispensable.

Veuillez envoyer lettre manuscrite + CV à
Banque Indosuez
Service Recrutement, carrière, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

Carrière Bancaire Internationale

Nous sommes l'une des **GRANDES BANQUES FRANCAISES.**
Dans le cadre du développement des activités de la

DIRECTION INTERNATIONALE

de notre Siège, nous pouvons offrir de bonnes perspectives d'évolution à de jeunes

ATTACHES DE DIRECTION
(Cl. V ou VI)

Ils participeront au développement de l'ensemble des affaires (investissements, crédits export et financiers, protocoles...) sur les

ZONES GEOGRAPHIQUES

concernées : relations suivies aussi bien avec les Succursales et B.R. de la Banque à l'étranger qu'avec ses correspondants et ses clients + surveillance étroite de l'économie des marchés des pays dont ils ont la charge.

Ces opportunités s'adressent à de jeunes banquiers, de formation **HEC, ESSEC, ESCP, Sc Po Paris...**, ayant déjà acquis une première expérience d'au moins 2-3 ans des financements internationaux, au sein de la **DIRECTION INTERNATIONALE D'UNE BANQUE** active dans ce secteur d'opérations. Anglais courant indispensable, 2me langue très appréciée (Espagnol, Allemand...).

Exceptionnellement, la candidature de jeunes banquiers de très bon niveau et à fort potentiel, ayant déjà une bonne connaissance de ce type de crédits, acquise par quelques années d'expérience des relations avec les **GRANDES ENTREPRISES** dans le cadre de la **DIRECTION DE L'EXPLOITATION FRANCE** pourra aussi être examinée.

Ecrire avec CV détaillée sous réf. CBIM/RB à notre Conseil, R. BATIFOULIER. Il vous garantit une totale discrétion.

R. BATIFOULIER, 39, av. Champs-Elysées, 75008 Paris.

CONTESSE

CHEF DE PROJET GESTION DE PRODUCTION

Nous sommes les **Parfums BOURJOIS**, entreprise en expansion constante, nous mettons en place un outil informatique de gestion de production plus performant. C'est pourquoi, nous recherchons un **Chef de projet gestion de production.**

Rattaché au Directeur Technique, vous serez le véritable interface entre le Service Informatique et les responsables de production.

Nous vous confierons la coordination de l'étude des besoins, la formation et l'assistance des utilisateurs au produit.

De formation ingénieur, vous possédez une expérience de plusieurs années dans le domaine de la production. Homme de dialogue, vous avez des qualités d'encadrement et d'animation.

Des connaissances de base de l'outil informatique et une bonne pratique de l'anglais sont indispensables.

Pour un candidat à fort potentiel, ce poste basé à Pantin peut déboucher sur une fonction évolutive.

Si ce poste vous intéresse, merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscr., C.V., photo et prét.), s/réf. CPGP, à M. Christian HELLET - **Parfums BOURJOIS** - 40, rue Delizy - B.P. 173 - 93503 PANTIN Cedex.

BOURJOIS

MEDIA PA

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE
(Siège PARIS) recherche pour son Département **ASSURANCES COLLECTIVES**

CADRE
POUR ASSISTER LE RESPONSABLE DE LA GESTION

Sa mission :
contrôler et coordonner le fonctionnement des secteurs production, rédaction, cotisations et sinistres.
Il devra également assurer la liaison avec les services informatique et comptabilité.

Son profil :
Cadre de 35 ans environ, une expérience confirmée de 5 à 10 ans dans la branche avec de grandes capacités d'organisation et d'encadrement.
Une bonne compréhension des besoins informatiques de son secteur sera vivement appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo (restituée) et prét.
sous réf. 16591 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

RESPONSABLE UNITE DE PRODUCTION :

SI VOUS AIMEZ L'ART ET LA MATIERE

A 40 ans, vous espérez pour votre carrière un goût d'aventure créative, où vous pourrez découvrir, transformer, façonner la matière,

Accrocheur, organisé et très disponible : vous êtes prêt à vous remettre en question et à vous investir dans un domaine qui, peut-être, n'est pas le vôtre. Vous avez suivi une formation supérieure et votre expérience d'une dizaine d'années en unité de production vous a permis de mettre en valeur vos qualités de gestionnaire et de manager.

Entreprise en expansion constante, spécialisée depuis plus d'un siècle dans la fabrication de produits de luxe, nous développons aujourd'hui un nouveau département pour lequel nous mettons en place une unité de production.

Aussi, nous vous proposons de vous réaliser pleinement en étant responsable de cette unité constituée de professionnels pour lesquels le goût du travail bien fait est la règle d'or.

Nous mettons à votre disposition tous les moyens nécessaires pour vous permettre de vous former à ce métier et de prendre progressivement vos fonctions.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence 3751/LM, à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA

BIAO
AFRIBANK

recherche

Juriste de Banque

désireux, après quelques années passées au sein de la Holding parisienne, de prendre en main la direction juridique d'une filiale étrangère.

Une grande disponibilité pour des voyages fréquents et un anglais courant sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Adresser lettre de candidature à la Direction du Personnel
BANQUE INTERNATIONALE
POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE
9, avenue de Messine - 75008 PARIS

amp

ESSEC, SUP DE CO, ESLSCA, ESCAE (option MARKETING) ...
Débutant, mais voulant mettre rapidement en PRATIQUE SA FORMATION MARKETING et développer des INITIATIVES DE PLUS EN PLUS AUTONOMES, peut trouver un poste vivant comme:

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE MARKETING

OFFERT PAR UNE SOCIETE MULTINATIONALE FRANÇAISE POUR UN DE SES DÉPARTEMENTS DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES 84 A DÉPASSÉ 900 MILLIONS DE FRANCS.

La société :
- Possède de nombreuses filiales (France et autres pays d'Europe).

Le département :
Leader mondial dans sa spécialité (biens d'équipement industriel) avec 55% du marché mondial et ventes régulières dans plus de 100 pays.

Le service :
- Analyse et suit les marchés, élabore et propose les stratégies commerciales, prépare les argumentaires pour les ingénieurs de vente et les documentations commerciales, coordonne les projets informatiques et micro-informatiques du département.
- Sa structure est légère, ce qui rend le travail intéressant (en partie en équipe, en partie de façon AUTONOME).

Le poste :
- Au Siège (Paris-La Défense).
- Convenant à un(e) débutant(e) ayant une formation commerciale supérieure (les écoles citées en tête ne sont pas exclusives).
- *IMPLIQUE LA PARFAITE MAITRISE DE L'ANGLAIS.*

Si vous voulez compléter votre information AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT(E), demandez UNE DOCUMENTATION à F. DOZOL en téléphonant au (1) 531.42.42

cofap

GÉNIE LOGICIEL



Notre métier : Le transfert de technologie en Génie Logiciel et le développement d'applications de pointe.

Nos résultats : En trois ans, nous avons constitué la première société française de Génie Logiciel. Notre chiffre d'affaires triple chaque année et nous comptons dans notre clientèle les plus importantes sociétés françaises et étrangères de haute technologie. Pour rejoindre nos cinquante ingénieurs et un environnement de travail très motivant techniquement *et humainement*, nous recherchons des ingénieurs ayant acquis une première expérience professionnelle et souhaitant s'impliquer dans le développement d'une société jeune en forte expansion.

INGÉNIEURS CONSEIL EN GÉNIE LOGICIEL

La mission : Assurer le transfert de technologie en Génie Logiciel chez nos clients, c'est-à-dire :
- Auditer les services logiciels, l'assurance et le contrôle qualité, concevoir des ateliers de production de logiciel.
- Former le personnel, assister la mise en œuvre des méthodes d'IGL sur les projets, contrôler les résultats obtenus, participer à l'évolution et à la réalisation des moyens de formation et de diffusion de ces méthodes.
- Assurer une prospection commerciale continue.

Les postes : Basés à Paris, mais impliquant des déplacements en France et à l'étranger.

Ils s'adressent à des ingénieurs de formation grande école ayant une expérience en développement de logiciels. Une connaissance pratique de méthodologies existantes serait appréciée. D'excellentes aptitudes à la communication, des qualités d'autonomie et de contact de haut niveau sont impliquées pour ces postes. Un dynamisme commercial certain et la pratique de l'anglais sont des atouts importants. Une formation complète est prévue pour les candidats retenus.

RESPONSABLE FORMATION/SÉMINAIRES

La mission : Au sein du département méthodes et formation, diriger l'ensemble des activités de formation IGL :
- Définir le catalogue des séminaires et des cours inter et intra-entreprises : choix des thèmes, du contenu, du calendrier...
- Rechercher les experts, français et étrangers, capables de les animer.
- Assurer la publicité de ces séminaires et cours.
- Superviser l'organisation matérielle *et la gestion de cette* activité.

Le poste : Il s'adresse à un passionné de la communication et de la formation possédant une connaissance de généraliste sur l'ensemble des techniques de pointe informatique. Une expérience antérieure de formation et un excellent contact humain seront très appréciés, de même qu'une pratique courante de l'anglais.

Basé à Paris, ce poste demandera quelques déplacements en province.

CHEF DE PROJET LOGICIEL CONFIRMÉ

La mission : Diriger un important projet logiciel exigeant des compétences VAX/VMS et bases de données. Concevoir et réaliser *l'application avec la méthodologie Génie Logiciel IGL.*

Le poste : Basé à Paris, avec des déplacements en province.

Il s'adresse à un ingénieur de formation grande école, ayant déjà une expérience de trois à cinq ans dans la direction de projets. *Ce poste, qui nécessite des qualités d'initiative, d'autonomie et d'encadrement, permettra de développer* le goût des responsabilités. L'évolution vers des activités de conseil en Génie Logiciel est ouverte.
Une formation à la méthodologie Génie Logiciel IGL est prévue pour le candidat retenu.

Merci d'envoyer votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite à Evelyne MOURLON,
I.G.L. - 39, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.

Afin de renforcer ses équipes de documentation technique,
Bull Systèmes recherche

DES REDACTEURS TECHNIQUES

(LANGUE MATERNELLE ANGLAISE).

Au sein d'une unité d'une douzaine de personnes, ils sont chargés, en liaison avec les *équipes de développement*, de *créer les manuels techniques* destinés à la clientèle, pour l'utilisation du logiciel de nos systèmes informatiques.

Les candidats, diplômés de l'*enseignement supérieur*, *auront acquis* 5 ans d'expérience de rédaction et/ou de programmation. De langue maternelle anglaise, ils auront une bonne connaissance du français lu et écrit.

Lieu de travail : Paris 20e

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la réf. 102 M à :

B. Simon - Cii Honeywell Bull - PR IL 009D
94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE POMMIER
BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LES SERVICES

La Banque Pommier poursuit le développement de son département de

GESTION DE PATRIMOINE

créé début 83, et recherche un gestionnaire de patrimoine ou expert dans l'un des secteurs de placements pour lui confier progressivement la gestion de clientèle et de produits.

Perspectives très ouvertes de développement de carrière et d'élargissement de compétences dans une structure encore évolutive.

Prière d'adresser votre candidature s/réf. 624 M avec C.V. et souhait de rémunération en toute confidentialité à Alain SARTON

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

HEC, ESSEC, INSEAD, MBA...

UN JEUNE CHEF DE PRODUIT,

REELLEMENT INTERNATIONAL



Car nous avons des filiales en Europe Occidentale, USA, Asie. Nous : GRIFFINE MARECHAL, filiale de l'un des premiers groupes chimiques mondiaux, SOLVAY. Nos produits : nappages, adhésifs, revêtements muraux, jouissent d'une excellente notoriété, notre marque la plus célèbre étant sans doute VENILIA.

Votre mission s'inscrit dans le projet de la Direction Marketing de «faire éclore» dans chaque pays ou nous sommes implantés, une politique marketing parfaitement adaptée. Cela implique une compréhension rapide et «sensitive» du pays, des études approfondies de son marché, des besoins de ses consommateurs. Vous appuyant sur ces observations et leurs résultats, tout en tenant compte de la stratégie du groupe, vous élaborez une politique que, une fois soumise à l'approbation du Directeur Marketing, vous «vendrez» aux patrons des filiales étrangères qui - ne l'oubliez jamais - sont jaloux de leurs prérogatives. Donc : dossiers solidement argumentés et diplomatie.

Outre l'un des diplômes cités en titre, vous devez avoir dans vos bagages, quelle que soit votre nationalité : une parfaite pratique de l'anglais et du français. Deux ans au moins d'expérience chef de produit ou chargé d'études (type Nielsen...) ou encore marketing international. Une grande disponibilité pour voyager 40% de votre temps avec un regard ouvert sur le monde, un esprit pragmatique, un contact chaleureux.

Basé à La Défense, ce poste vous ouvrira des opportunités d'évolution dans le groupe, notamment au marketing.

Nous attendons votre candidature (lettre man., CV, photo, rémun. souhaitée) : Jean-Paul FAUQUET - Direction du Personnel de GRIFFINE MARECHAL, Cx 28, 92090 Paris La Défense.

DESSEIN

Vous êtes

DIPLOMÉ(E) D'UNE ÉCOLE DE COMMERCE

parfaitement bilingue, ouvert et dynamique.
Vous êtes intéressé(e) par le secteur bancaire international.

Nous sommes une

BANQUE PRIVÉE ÉTRANGÈRE

dotée d'un réseau international en constante évolution.

Nous vous offrons d'être

ANALYSTE FINANCIER

au sein du département Crédit de notre succursale de Paris Champs-Elysées.

Vous travaillerez en relation directe avec le responsable du département, et serez après une période de formation RESPONSABLE DE L'ANALYSE DU RISQUE sur chacun de nos dossiers.

Une première expérience dans le secteur financier international serait appréciée.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous nº 312 314 M, 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transm.

---

legrand

Leader Européen de l'appareillage électrique d'installation ; CA : F 4 milliards ; 30 unités de production en France et à l'étranger, recherche le :

responsable de l'audit opérationnel

Basé à Paris, relevant du Directeur Financier du Groupe, en étroite collaboration avec les services opérationnels du Siège et ceux des filiales, il sera le RESPONSABLE du développement et du contrôle des systèmes comptables et financiers des 12 filiales françaises.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 30 ans minimum, formation : Ecole de Commerce + DECS, de préférence complétée par 2 ans dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon et pratiquant l'anglais.

Réelles perspectives d'évolution pour un candidat d'envergure, rigoureux et méthodique, parfaitement à l'aise dans les contacts humains.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés), prétentions sous référence 21.835-M à H. CARON



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

Entreprise Générale de second oeuvre du bâtiment recherche pour la création d'une filiale spécialisée dans la cloison aluminium et les faux plafonds :

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL ou GÉRANT

Une formation unissant technique, gestion et les qualités d'un interlocuteur de haut niveau sont nécessaires pour occuper ce poste.

Une expérience réussie dans une fonction impliquant de hautes responsabilités (organisation, définition des objectifs, encadrement, impact commercial est indispensable).

En contrepartie, nous vous offrons, l'autonomie et une rémunération à la hauteur de vos compétences.

Merci d'adresser vos C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

C.F.A.
92, Champs Elysées - 75008 PARIS

bleu

INGENIEUR D'AFFAIRES

Constructeur français de MATERIEL DE CONTROLE D'ACCES ET DE SECURITE, notre gamme possède dans tous les compartiments une avance technologique significative. Nous apportons à nos clients des solutions globales et non de simples produits banalisés. C'est dans cette optique que vous investirez vos compétences avec de très larges responsabilités.

INGENIEUR ELECTRONICIEN
(ESE, ENST, ENSERG, ENSEEIHT...)

Vous avez déjà une solide expérience dans ce domaine. En étroite collaboration avec notre Président Directeur Général, vous aurez toute latitude dans l'application de votre politique commerciale. L'objectif : accroître notre pénétration auprès d'importants clients, administrations, banques, collectivités, grandes entreprises, à qui vous proposerez des solutions clefs en mains, construites autour de notre gamme produit. Cette opportunité ouvre de très réelles perspectives d'évolution, à la mesure de votre potentiel.

Le poste, basé en Région Parisienne, implique quelques déplacements de courte durée. La rémunération proposée est de l'ordre de 250 000 F (+ voiture de société). Nous traiterons votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) avec attention et une grande discrétion : adressez la s/référence 16554/IAM à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.66

BANQUE PRIVÉE Paris 8e

recherche pour son siège

EXPLOITANT

Pour gérer et développer une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Le candidat âgé de 28 ans minimum aura :
- une formation supérieure
- une expérience bancaire d'au moins 5 ans
- une forte motivation pour une activité commerciale
- le sens du risque

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 92719 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

---

La vocation de cette société de Conseil est axée sur l'innovation et l'amélioration de la productivité (analyse de la valeur, stratégie, cercles de qualité, amélioration des services logistiques, conception d'objets et de machines avec optimisation des cadences et des coûts). En face de sa constante expansion, cette société recherche un

Ingénieur consultant
(PARIS)

En plus d'une activité de prospection commerciale auprès de grosses entreprises nationales dans les domaines précités, il doit être capable de diriger rapidement une petite équipe de consultants à Paris.

Participant directement aux actions de conseil et de diagnostic en entreprise, il doit pouvoir animer des séminaires de formation.

Possédant une compétence technique indiscutable de niveau ingénieur grande école, ou équivalent, il a nécessairement une expérience de quelques années acquise dans un milieu industriel. Une activité de conseil préalable serait appréciée, mais elle n'est pas indispensable. Une compétence en gestion type ICG est souhaitée.

Il doit surtout avoir le potentiel pour, en quelques mois, devenir le bras droit du Directeur Général de la société.

La rémunération attractive dès le départ, comprend d'importants intéressements.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la réf. 438 M et un numéro de téléphone à :

Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup.

Discrétion absolue assurée.

Guy Postel

media system

Groupe industriel international (30 000 personnes - 16 milliards de CA) situé à proximité de La Défense, recherche des

CONTROLEURS DE GESTION

Diplômés d'une Ecole de Commerce ou d'une Ecole d'Ingénieurs complétée par une formation en gestion, les candidats débutent ou possèdent une première expérience.

La connaissance du milieu industriel, sans être indispensable serait un atout.

Les structures du Groupe permettent d'envisager une évolution vers des postes en France comme à l'étranger.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4970 à Média System 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

CHAINE HOTELIERE

en forte expansion
RECHERCHE SON

RESPONSABLE FINANCIER

environ 35 ans
pour son siège parisien

Fonction : Montage financier des opérations
Gestion de trésorerie de la chaîne
Formation : Supérieure et expérience bancaire exigées
Poste évolutif pouvant déboucher sur la direction financière

Envoyer C.V. et photo : JCM - 37, rue Fondary 75015 Paris

SOCIETE LEADER EN BIENS D'EQUIPEMENT
C.A. : 300 000 MF / 600 personnes
recherche pour l'une de ses unités techniques spécialisée en magasinage automatique

CHEF DE PROJET informatique industrielle

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur : DUT informatique, maîtrise ou équivalent. Vous désirez, après une expérience réussie de trois ans minimum à un poste similaire, utiliser pleinement vos atouts : réelles connaissances en informatique industrielle, esprit de synthèse et d'analyse, logique modulaire, goût du management et aisance relationnelle. Nous vous offrons, au sein d'une équipe dynamique, la responsabilité de projets informatiques appliqués à la conduite de procédés : suivi et coordination de réalisations, établissement d'analyses et spécifications fonctionnelles et organiques, élaboration de cahiers des charges pour la sous-traitance. . .

Ce poste à pourvoir sur PARIS nécessite de courts déplacements.

Pour nous contacter, adresser CV et prétentions sous Nº9426 à PARFRANCE ANNONCES – 4 rue Robert Estienne – 75008 PARIS – qui transmettra

---

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
D'UNE SOCIÉTÉ
DE PRÊT-A-PORTER SPÉCIALISÉ
(100 personnes)

RECHERCHE SON

ASSISTANT

Pour gérer son secrétariat, organiser son activité, son temps. Formation supérieure.

Qualités indispensables :
- Méthode, organisation, savoir penser à mille choses ;
- Aimer les tâches les plus simples aux plus compliquées.

Env. lettre man., c.v. + photo à : RÉGIE-PRESSE, sous nº 310 465 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

L'une des grandes entreprises françaises de T.P. et de BATIMENT (siège à PARIS) cherche pour son activité T.P.

CONTRÔLEUR DE GESTION

Affecté au contrôle d'exploitation, répondant devant la Direction Générale, il participe à la mise au point et à l'actualisation des budgets, établit les prévisions à court et à moyen terme, dresse les tableaux de bord des centres d'activités dont il assure le suivi (agences, grands chantiers ou filiales).

Ce poste s'adresse à un ingénieur associant l'expérience réelle en exploitation des chantiers T.P. à la connaissance des techniques administratives et comptables.

Il souhaite aujourd'hui affirmer ses compétences et son goût pour la gestion dans un groupe et plus précisément dans le cadre d'une filiale indépendante couvrant plusieurs centres France et étranger.

Des déplacements de courte durée en France et à l'étranger sont nécessaires. Anglais souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. E.P.S 876 Executive Développement 10, rue d'Alger 75001 PARIS.

The Chase Manhattan Bank NA.

recherche son

Responsable Titres
Cadre classe V

- Bac + niveau ITB
- Expérience min. de 5 ans dans la comptabilisation, l'administration et la fiscalité des titres français et étrangers.
- Anglais souhaité.

Adresser candidature manuscrite avec CV et photo à l'attention de Denise THUILIER. 41, rue Cambon, 75001 PARIS.

DESSEIN

CONSULTANT (H ou F)

PARIS
Ressources Humaines

Aider les entreprises à réfléchir à leurs structures et à leur évolution dans le domaine des ressources humaines. C'est ainsi que G.H.R. Conseils conçoit ses interventions en matière de recherche de cadres et équipes dirigeantes (par annonce ou approche directe) pour des entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs variés. Une progression constante, depuis bientôt dix ans, témoin de la confiance que lui accorde sa clientèle, rend nécessaire l'intégration d'un nouveau CONSULTANT, pour lui confier des missions complètes de recherche, d'évaluation et sélection de cadres et participer aux actions commerciales du Cabinet. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure, possèdera impérativement plusieurs années d'une expérience professionnelle impliquant analyse de structures, conseil en gestion de carrières et pratique de l'entretien, acquise en entreprise et/ou en Cabinet.
Adresser lettre de candidature manuscrite, c.v. et photo s/réf. 791/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
M. Jacques BLIN étudiera confidentiellement toutes les candidatures.

CHERCHONS

SECRÉT. ASSISTANTE

Connais. achats PLV et suivi de fab. carton, thermo, tablettene.
- Qualités de rigueur, initiative, curiosité, dynamisme.
- Bonne présentation.
- Age entre 30 et 40 ans.

Env. curriculum vitae RÉGIE-PRESSE sous nº 310.456 M 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER cherche

ANALYSTE FINANCIER

FORT POTENTIEL

Formation supérieure Grandes Ecoles connaissance secteur agro-alimentaire appréciée.

Ecrire sous réf. 16620 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

CONTESSE

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS

CA 80 MF, 16 ÉTABLISSEM.
Dans le cadre de la restructuration, de l'informatisation de nos services administratifs et financiers, recherchons :

CHEF COMPTABLE

CONFIRMÉ

40 ans minimum. Niveau D.E.C.S. et expér. travaux d'informatisation. Sens du travail en équipe. Dispon. immédiat. Rémunération. 180.000 F/AN. Env. CV., lettre manuscrite et photo à ORBIS-GA. 28, avenue Franklin-Roosevelt. 75008 Paris.

ORGANISME PROFESSIONNEL

QUARTIER ÉTOILE

recherche pour son SERVICE DES PRIX ET DE LA CONCURRENCE

JURISTE

première expérience dans SECTEUR BTP souhaitée.

pour :
Analyse des textes concernant la réglementation de la CONCURRENCE DES PRIX et des MARCHES DE TRAVAUX ;
– Rédaction de circulaires à l'intention des adhérents ;
– Consultations écrites et orales.

LIBRE RAPIDEMENT
Ecr. av. C.V., photo et prét. nº M. 92199, BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

ASSOCIATION LOI 1901
reconnue d'utilité publique budget 15 millions de francs cherche

RESPONSABLE GESTION FINANCIÈRE

Disponible rapidement.
Elaboration et suivi des budgets.
Mise en place d'outils de gestion (informatique).
Diplôme supérieur de gestion.
Expérience souhaitée.
Poste à mi-temps.

Ecrire avec C.V., lettre manuscrite et prét. à : F.N.E.P.E., 5, impasse du Bon-Secours, 75011 Paris. Tél. : 348-00-16.

Société multinationale recherche

JEUNE INGÉNIEUR SECTEUR PÉTROLIER

bilingue anglais pour renforcer son implantation française.
Poste basé région parisienne.
Envoyer C.V. + photo + prétentions.
Ecr. s/nº 7818 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Centre de formation d'apprentis des métiers de l'imprimerie recherche professeur de mathématiques, sciences, année scolaire 1985-1986.
URGENT : téléphoner au 304-13-18.

COMPAGNIE D'ASSURANCES SECTEUR PRIVÉ QUARTIER TRINITÉ recherche

RÉDACTEUR

INCENDIE - MULTIRISQUES (travail sur écran).
Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 1393 à L.T. ASSCOM, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Association de logement social 500 personnes, 80 millions C.A. recherche

CHEF COMPTABLE ADJOINT

maîtrisant parfaitement l'ensemble des travaux de comptabilité jusqu'au bilan et comptes de résultats, capable d'organiser, animer et contrôler efficacement et de façon autonome les travaux de 11 personnes. Le choix du titulaire du poste sera opéré sur la compétence, l'autorité, l'adaptabilité et la capacité de communication efficace des candidats.

Env. C.V. et lettre manusc. à A.D.E.F. 16, rue du Plâtre, 75004 Paris.

GENIOUS SYSTÈMES rech.

5 INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R.
PDP, VAX, SOLAR, 68000, 80/86...
Tél. 606-35-80.

LA VILLE DES MUREAUX (Yvelines)
35.000 habitants
40 km Ouest de Paris
CES - Lycée - LEP
recrute de toute urgence un

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

Titulaire du CAFB.
Option « Jeunesse » pour la responsabilité d'une annexe (exp. souhaitée).

Adresser candidature avec C.V. et photo d'identité à M. le Maire, Conseiller général des Yvelines, Hôtel de Ville, 78135 Les Mureaux Cedex et contacter rapidement la bibliothécaire au 099-92-12, poste 435.

LA PROCURE recherche

LIBRAIRE SPÉCIALISÉ EN RELIGIEUX

(OU INTÉRESSÉ)
pour prendre responsabilités dans librairie Paris/province.
Envoyer lettre, C.V., photo à LA PROCURE, Service du Personnel, 3, rue de Mézières, 75006 Paris.

CABINET D'AUDIT

Commiss. aux Comptes-16e ar, offre à

COLLAB. DÉBUTANTS OU AVEC EXPÉRIENCE

Diplômés de Grandes Écoles Commerciales
Excellentes opportunités de formation et d'évolution professionnelles dans un contexte motivé peu nombreux et très soucieux de la qualité des contacts humains.
Env. C.V. sous réf. 85-4 à SCP W&W, 11, rue Oswaldo-Cruz 75016 Paris ou Téléphone 727-7043 +

BUREAU D'ÉTUDES proche banlieue parisienne recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

mécatroniciens expérimentés pour analyse et calculs en temps partagés.
– 60 % en mécanique,
– 40 % en automatique, (électronique, informatique).
Contacts avec donneurs d'ordres et sous-traitants.
Envoyer C.V., photo et prét. sous nº 7821, le Monde Pub. SERVICE ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Recherche de suite

INGÉNIEURS

ÉLECTRICITÉ-INSTRUMENTATION AUTOMATISME
Déplacements à prévoir.
Envoyer C.V. et prétentions, à P.S.I. - C.E.S. 1 bis, cité Paradis, 75010 Paris.

Cabinet Expertise Comptable BOULOGNE recrute

ASSISTANT

Expérience 1 ans mini.
Poste évolutif.
Adr. C.V., photo et prét. à Pierre LICHAU S.A., s/réf. 4679, 10, r. de Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

INFORMATIS

INGÉNIERIE INFORMATIQUE TECHNIQUE DE POINTE CAO - ROBOTIQUE - MONÉTIQUE - RÉSEAUX - PROCESSUS - VIDÉOTEX - MESSAGERIE - ÉLECTRONIQUE - TEMPS RÉEL

INGÉNIEURS MINI 6
PROJETS MONÉTIQUES
INGÉNIEURS SYSTÈME
TPS RÉEL MOTOROLA 6800
INGÉNIEURS RÉSEAUX
PROTOCOLES et TRANSPAC
INGÉNIEURS BULL DPS8
PROJETS RÉSX/VIDÉOTEX
INGÉNIEURS VAX 780
PROJETS CAO
PROJETS TECHNIQUES TRÈS VALORISANTS
26, r. Daubenton, 5e. 337-89-22.

CHERCHE PROF. DE MATHS ET DE FRANÇAIS, haut niveau, cours particuliers élèves 1re A1. Tél. 281-04-21 après 20 h.

secrétaires

Le service marketing d'une importante société de régie publicitaire, quartier Alma-rive gauche cherche
– UNE SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO
– UNE SECRÉTAIRE DACTYLO
dynamiques, bonne culture générale, sens de l'organisation et de l'initiative, expérience dans fonction similaire souhaitée.
DISPONIBLES DE SUITE.
Envoyer C.V., photo et prét. à RÉGIE-PRESSE SERVICE DU PERSONNEL 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS ou tél. pour R.-V. 555-91-71.

BUREAU DE BANQUE AMERICAINE cherche

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

parfaitement bilingue Anglais/Français 280-21-87 le matin.

INGÉNIERIE A ST-GERMAIN-EN-LAYE (RER) recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION COMPTABLE

– Bonnes connaissances.
– Anglais requises.

Env. C.V. + photo à : RÉGIE-PRESSE sous nº 310.457 M 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe), demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (G 26) 3, rue Montyon, 75428 PARIS CEDEX 09.

cours et leçons

Prof. d'angl./fran. diplômé de l'université de Chicago donnerait cours privés d'anglais. Téléphone : 562-72-92.

automobiles

divers

Part. vend camping car + accessoires Mercedès diesel 208 90.000 km, possibilité véhicule utilitaire. Prix 42.000 F à débattre. Tél. 017-72-91.

formation professionnelle

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR
en 7 mois = 1 000 H
sur 30 micros et gros systèmes IBM.
Assistance au placement.
Entretien et sélection sur R.D.V.
Crédit étudiant 100 %
Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON
Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique
ciefpi 11, r. de la Gare - 94230 CACHAN Tél. (1) 740 12 22
Mo Arcueil-Cachan - 10' des Halles
FRANCACIP

IF
ENSEMBLE PRÉPARONS VOTRE AVENIR
devenez
ANALYSTE-PROGRAMMEUR INFORMATICIEN
formé aux métiers nouveaux de l'informatique
Stage de haut niveau sur IBM 3083 : 5 mois
Rapides ouvertures d'emploi. Financement 100%
Institut de Formation INNOVACO
91, rue du Fg-St-Honoré - 75008 Paris
(1) 266.90.75

VOTRE CARRIERE EN TECHNIQUE DE POINTE
Formation Professionnelle d'ANALYSTES-PROGRAMMEURS Chefs de projet ou COORDONNATEURS de MAINTENANCE INDUSTRIELLE
Pour tout renseignement (Inscription, crédit, placement...) contactez
ACILOG
Assistance et conseil International en logiciel
38, rue de Bassano 75008 PARIS
M George V
Tél. : 723.55.18

DEMANDES D'EMPLOIS

JEUNE FEMME SECRETAIRE GENERAL QUADRILINGUE

(Français, Anglais, Allemand, Espagnol)
recherche
ENTREPRISE A VOCATION INTERNATIONALE
pour dynamiser ses actions marketing :
• Promotion des ventes • suivi et analyse des résultats • encadrement des équipes en place tant sur le plan de la gestion commerciale que du potentiel humain.
pour gérer et suivre administrativement les aspects :
• techniques, financiers, comptables informatiques et ceux directement liés à l'exportation.
Célibataire - 31 ans - 12 ans d'expérience dans les activités précitées au sein d'entreprises industrielles.
Sens aigu des responsabilités. Passion des objectifs.
Compétence, motivation, dynamisme, grande disponibilité France et Etranger.
Pour premier entretien, merci d'adresser votre proposition sous réf. 55929 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.

H. 45 ans, formation supérieure (ingénieur + administratif). Forte expérience dans postes hautes respons. France, étranger. Domaines de compétence : ind., bât., services, ingénierie. Recher. collab. active comme DIRECTEUR -D.G. ou S.G. de PME, filiale ou agence. Missions consultant envisag. Ecr. s/nº 6798 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR GÉNIE BIOLOGIQUE

Expérience : recherche et développement agro-alimentaire : microbiologie fermentation, cherche poste région Paris. Téléphone : (6) 084-86-47.

F. 34 ans. Licence philosophie + 12 ans vie active divers secteurs (grandes entreprises, presse, etc.) cherche poste enseignante philo ou lettres dans établissement privé. Paris et environs de Vincennes (94). Téléphone : 328-73-66. Ecr. s/nº 6796 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. motivé, 24 ans, maîtr. aménagement territoire + DEA gouvern. local, IEP bord., ch. emploi. Tél. : (56) 45-05-37.

J'ai 32 ans, doctorat science politique, langue arabe, trois livres écrits, sens du travail, responsabilité. J'attends votre appel au 277-13-87.

SECRÉTAIRE DACTYLO

8 ans d'expérience, sens des responsabilités, recherche emploi fixe banlieue est (Chelles, Lagny) ou Paris (proche gare de l'Est ou Nord). Ecr. s/nº 6795 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. suisse, diplômée traduction trilingue (all., anglais, français et notions espagnol), licenciée LVE, éco. comm., cherche poste traductrice-secrétaire ou enseignante sur Paris. Tél. : 543-82-25 (soir).

Directeur Commercial 42 ans, 12 ans chez fournisseur hôtellerie internationalement connu, cherche situation similaire. Gilbert Lomont, 22, r. Truffaut, 75017 Paris. Tél. : 522-37-80.

Secrétaire responsabilité, 30 ans, recherche emploi stable sur Paris et sa région, 12 ans expérience publicité. Ecr. s/nº 6800 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur, 15 ans en multinat. ch. poste conseiller, promotion/export. Tél. : 373-57-26.

CHEF D'ORCHESTRE

IMAGINATIF ET CRÉATIF SPÉCIALISTE DE LA COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE MAITRISANT LES TECHNIQUES DE :
– Presse écrite, édition...
– Sponsoring (culturel et sportif).
– Vidéo, vidéo-informatique, radio, télévis., T.V. privée.
15 ans de professionnalisme et déjà 36 ans.
Recherche fonction de DIRECTEUR DE COMMUNICATION
Pour en savoir plus : écrivez sous réf. L.M. à RSCG CARRIÈRES 48, rue Saint-Ferdinand, 75017 PARIS.

Femme 23 ans, Bac G2, ch. place, 4 ans responsable commerc., expérience polyvalente, sens des relations clients. Tél. : (1) 886-77-71.

J.F. relat. publiques, maîtrise de philo + animation, rech. poste à responsab., culture, communication. Libre de suite. Tél. : 366-61-70.

JOURNALISTE INDÉPENDANTE

8 ans d'expérience, haut niveau, économie, social + informations scientifiques (télécommunications), recherche tous travaux conception et collaboration rédactionnelles (journaux d'entreprise, pub...). Etudierai toutes propositions. Ecrire sous le nº 312.297 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ÉCONOMISTE

26 ans, terminant Master of Philosophy en économie, Oxford University, cherche poste motivant, domaine économique. Ecrire C. O'HAGAN, 20, r. des Lyanes, Paris-20e.

Bibliothécaire-Documentaliste, 27 a., proposé BAC+5, CAFB, angl., dactylo, exp. resp. formation, ch. Paris ou banl. ouest. Tél. : 558-35-04.

EXPERT COMPTABLE

46 ans, très expérimenté, pédagogue confirmé, recherche fonctions importantes, statut salarié, dans groupement de prévention ou centre gestion agréé. Région indifférente. Ecrire sous le nº 312.582 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 32 a., diplôme ens. sup., exp. presse, rel. publiques, cherche poste à responsabilités. Etudier. ttes proposit. Ecrire sous le nº 312.598 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 38 ans, Bac Eco, 18 ans exp. en gestion de personnel et gestion administr., rech. poste stable d'assistante Direction gale ou administr. Ecrire s/réf. 3152 à PUBLIVAL, 27, rte des Gardes, 92190 Meudon, qui tr.

Garçon de restaurant cherche place extra uniquement pour le soir. Téléphoner dans la journée au 336-76-75.

J.F. 19 ans, CAP et BEP secrétariat, cherche emploi stable. Libre à partir septembre. Tél. : 990-03-90.

PUBLICITÉ PRESSE ÉDITION F. Large exp. : planning, fab. Relations avec annonceurs, fab., photograv., imprimeurs. Gestion dossiers. Etudierait toutes propositions : services publicité, exécution publicité presse, fabrication, production, etc. Ecr. s/nº 6 792 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Vendeur-conseil haut de gamme hi-fi, 24 ans, libre O.M., 1 an d'expérience, cherche poste stable. Etudie toute proposition. Ecr. s/nº 6797 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

représentation demandes

REPRÉSENTANTE

55 ans, sérieuses références, cherche place stable, V.R.P. exclusive, région parisienne. Ecr. s/nº 6801 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

COFONDATRICE SOCIÉTÉ DE CONSEIL statistique et informatique, F., 38 ans, études supérieures + CNAM, 15 ans d'expérience étude et conseil, prospection commerciale, suivi projet et présentation étude, animation d'équipe, fonction technique et administrative, RECHERCHE poste à responsabilités équivalentes orienté marketing, statistiques commerciales et informatique, Paris/région parisienne, déplacements. (BCO/MS 713)

CHARGÉ D'ÉTUDES, 34 ans, ingénieur + IAE, anglais courant, expérience organisation d'entreprise, prospection commerciale, études de marchés (biens d'équipement, marketing), bonne adaptabilité, RECHERCHE poste études marketing (sociétés d'études, consultant entreprise), libre rapidement sur Paris/région parisienne, ouvert à toutes propositions. (BCO/MS 714)

CADRE COMMERCIAL, H., 39 ans, 13 ans expérience marketing et vente, prestations services, RECHERCHE poste à responsabilités base Paris/région parisienne, déplacements acceptés. (BCO/VJ 715)

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN, parfaitement bilingue anglais technique et commercial, plusieurs années d'expérience, projets clés en main à l'exportation, négociations avec clients ingénieurs conseil internationaux, RECHERCHE poste export conforme à ses compétences et à son expérience. (BCO/GP 716)

ANPE
ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

LES HALLES-SAINT-HONORÉ bel immeuble XVIIe, asc., rénovation de luxe, duplex 4e et 5e étages, 90 et 125 m². GARBI – 567-22-88.

6e arrdt

VUE LUXEMBOURG
Duplex 220 m², terrasse, asc., travaux, divisible. 703-32-31.

7e arrdt

ST-FRANÇOIS XAVIER
CARACTÈRE. Imm. rénové. LIVING DBLE + CHAMBRE ou TOUT L'ÉTAGE Téléphone : 555-14-18.

ÉCOLE MILITAIRE
2 P., imm. récent, asc., calme. Ag. BRANCION 575-73-94.

BAC. Etonnant immeub. XIXe. 4e, asc., 155 m², 3 P., 2 bains + 31 m² service. BURON 296-58-58.

12e arrdt

DAUMESNIL
dans imm. pierre de taille 2 poss., occupé, loi 48 36 m² à 48 m². Tél. : 369-86-86.

13e arrdt

VUE UNIQUE SUR SQUARE LE GALL ET TOUT PARIS living, 2 chambres, tt confort, 1.300.000 F. 605-10-08.

PR. PLACE DES VOSGES
2 P., 60 m², soleil, calme, balc., imm. récent, garage. WEATHERALLS. Tél. : 563-05-50.

RUE DE TOLBIAC
Anc. atelier à aménager en rez-de-ch. s/cour, clair et calme. Prêt conv. possib. 329-58-65.

14e arrdt

DENFERT-ROCHEREAU
7 pièces, soleil, décoration raffinée + 2 chambres serv. Prof. libérale, 3.500.000 F. Téléphone : 250-04-28.

15e arrdt

Mº ÉMILE-ZOLA
ATELIER LOFT 200 m². Refait neuf. Tél. : 551-99-60.

17e arrdt

Mº PORTE-MAILLOT
bon imm., chf centr. individuel, 3 P., entrée, cuisine, salle d'eau, w.-c., 24, bd PEREIRE, calme, mardi, mercredi de 15 heures à 19 heures.

18e arrdt

BARBÈS
Imm. pierre de taille 3 pièces : 270.000 F
55 m² et **20 m², dern. ét.**
300.000 F - 359-86-95.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-MAILLOT 703-32-44. 290 m² divisible, soleil, asc.
2 TERRASSES 60 m².

94 Val-de-Marne

Particulier vend à Vincennes, proximité écoles, commerces
2 PIÈCES, 36 m²
cuisine équipée, w.-c., salle d'eau avec douche, chauffage individuel électrique, 4e étage, 5 mn bois et RER, faibles charges, prix : 320.000 F. Téléphone : 808-67-33.

appartements achats

Recherche 2 à 4 pces PARIS préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e, avec ou sans travaux. PAIE COMPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

AGENCE LITTRÉ
Rech. pour clientèle française et étrangère apparts et hôtels part. dans quart. résidentiels. Paiement compt. chez notaire. Téléphone : 544-44-45.

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Piquet, 15e, 566-00-75. Recherche pour clients sérieux APPTS à partir de 100 m² dans 15e et 7e arrdts.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS
Pour clientèle française, étrangère et diplomates APPTS HAUT DE GAMME et hôtels particuliers.
Téléphone : 562-16-40

Recherche plusieurs APPTS, IMMEUBLE, Paris-Neuilly. Téléphone : 562-07-06.

URGENT RECHERCHE
16e, APPT LUXE DBLE LIVING + 3 CHAMBRES BUDGET 3.800.000 F. Michel BERNARD, 502-13-43.

ACHÈTE AU COMPTANT APPARTS TTES SURFACES. « MALESHERBES 73 » 522-06-66.

Sté BARDOT. Tél. 705-45-55 26 bis, bd Latour-Maubourg, 7e rech. urgt GDS APPTS dans imm. qual. pr clients motivés.

locations non meublées offres

Paris

Informations sur diff. logements à louer, du studio au 6 P., de 2.000 F à 10.000 F, selon confort et quartier. Egalement échanges possibles. Nous ne sommes ni agence ni marchand de listes, mais une association sans but lucratif. Ecrire A.P.P.E.L. 75, B.P. 114, 75463 PARIS Cedex 10. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

locations non meublées demandes

Paris

J. F. sérieuse ch. studio ou 2 pièces banlieue ouest, ou ouest Paris, 2.500 F max. Ecr. s/nº 6799 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS
rech. APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomat. et cadres de multinationales. Tél. : 562-78-99.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas tres banl., loyer garanti. (1) 889-89-65 - 283-57-02.

Pour loger dirigeants et personnel mutés IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE rech. DIVERS APPTS 2 à 8 P., STUDIOS, VILLAS, Paris et environs. – 504-04-45.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE
rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPARTS DE STANDING pour Ambassades et Sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL. Téléphone : 256-28-16.

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés à Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

immeubles

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Piquet, 15e. 566-00-75. Paie comptant, 15e, 7e arrdts [illegible]

pavillons

Particulier vends pavillon Villepreux, près Saint-Nom-la-Bretèche (78), 5 pièces, garage, jardin, proximité écoles, gare SNCF, prix 460.000 F. Tél. : (Ap. 19 h.) 462-42-29.

propriétés

Vends Nord Limousin, prop. élevage 48 ha, demeure caractère 9 pièces, étang, bois, agrément, rapport. Prix 2.200.000. Ecr. s/nº 7798 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TOULOUSE banlieue Nord, 10 km centre, belle habitation moderne, 400 m² habitables, deux salles de bains, cabinets de toilette, sous-sol 400 m², garage 4 voitures. Côteaux, vue imprenable, calme. Prix : 2.650.000 F. O.R.I. – 3, rue Caffarelli, 31000 TOULOUSE. Tél. : (61) 62-61-09.

maisons de campagne

10 KM CAHORS
46150 - ESPECE
Particulier vend dans bourg, maison de plain-pied (6 pièces dont 1 s. à m., 4 chambres, 1 salon + s. d'eau et w.-c. + cellier) grenier aménageable, garage + pce d'été. Terrain 500 m². Tél. M. ATOIE, GRAYSSAC, 46150 Catus. Téléphone : (65) 20-00-11.

Parc rég. Maine-Normandie Entre Alençon et Bagnoles-de-l'Orne (213 km Paris). Particulier vend cause maladie Maison de campagne meublée en cours de finition (reste peinture et papiers). Sur cave avec puits, S. de séjour avec cheminée, 2 chambres, cuisine équipée, salle de bains et w.-c. Chauffage électrique. Le tout sur 1.300 m. de terrain avec arbres fruitiers. Bordé par petite rivière 1re catégorie (Pêche et chasse). Prix : 250 000 F Renseignements au 735-18-74.

viagers

LAPOUS 554-28-66
SPÉCIALISTE VIAGER
354, rue Lecourbe, Paris-15e.

LIBRE, 15e ar., st. tt cft., 5e ét., asc., 155.000 + 2.050 F, fme 74 a. - Cruz. Tél. : 266-19-00.

LIBRE DE SUITE, studio près Mº Charonne, 75000, cpt. + 1.150 F par mois. 266-19-00.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France INDICATEUR LAGRANGE fondé en 1876. 5, rue Greffulhe, 75008 Paris. Téléphone : 16 (1) 266-46-40.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

DOMICILIATION 8e, 2e
secrétariat, téléph., télex. Location burx. Ttes démarches pour constitution de société
ACTE, 359-77-55

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques.
355-17-50.

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLE DE RÉUNIONS
SHOW-ROOM
SECRÉTARIAT - TÉLEX.
Téléphone : (1) 727-15-59.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex.
CONSTITUTION SOCIÉTÉ
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 293-60-50 +.

V/SIÈGE SOCIAL
Télex secrétariat démarches constitutions
AGECO 294-95-28
stationnement aisé

locaux commerciaux

Ventes

Vends ou loue 93100, 400 m², 1er étage, bureaux atel. + 4 pces + 50 m² terrasse. Tél. : 367-96-37 ou 87-14.

Locations

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES PÉTROLIERS
recherche en location
UNE BASE D'OPÉRATIONS
aux environs de Melun
Conditions requises :
– Bâtiment (s) entre 1.000 m² et 15.000 m².
– Bureaux entre 80 et 250 m²
– Terrain libre entre 3.000 et 5.000 m².
Faire offre à Havas Pau sous la référence D 141-963 PL. Clémenceau BP 208, qui transmettra.

LUTRANA
STÉ NATIONALE DE PESAGE
rech. à louer pour son service après-vente
LOCAUX CCIAUX
entre 400 et 600 m² environ mixtes ateliers-bureaux.
Parking indispensable.
Secteur recherché : BAGNOLET-MONTREUIL-LES LILAS-PANTIN-ROMAINVILLE.
Pour tous renseignements 360-75-70, MM. Labre ou Canon.

Loue 1.200 m² en 2 étages + 1.000 m², bur. et park., 75020. Tél. : 370-36-49 ou 367-96-37.

fonds de commerce

Ventes

43 Haute-Loire CHAMBON-SUR-LIGNON vd home d'enf., parc, ter. de j., dépend. Tél. : 16-71-59-81-37.



Nous vous proposons chaque semaine 96 contacts d'affaires de première classe avec la République fédérale d'Allemagne.



En 1984, nous avons transporté 678.085 passagers entre la France et la République fédérale d'Allemagne.
C'est ainsi que nous avons certainement pu contribuer aux bonnes relations économiques des deux pays. En d'autres mots: nous avons donné des ailes aux remarquables échanges commerciaux.
Mais le dialogue franco-allemand ne se limite pas aux affaires. C'est pourquoi nous serions très heureux de vous accueillir à bord aussi lors d'un voyage privé, qu'il soit à Paris, Nice ou depuis le 31 mars 1985, également à Lyon.



SICOB 85

Fichiers : mode d'emploi

Comment, pour la CNIL, concilier ces deux nécessités : moderniser l'établissement des fichiers, respecter strictement les droits de l'individu ?

NOUS entrons dans l'ère de l'informatique ; nous y sommes déjà. C'est un truisme que de le rappeler. Mais nos démocraties peuvent se trouver menacées par une utilisation aveugle de ce qui doit rester un outil au service de la société, et non devenir un moyen de la contrôler et de l'enrégimenter. Pour que les cauchemars d'Orwell restent du domaine de la science-fiction, la loi du 7 janvier 1978 a édicté quelques règles simples visant à protéger l'individu des incursions de l'informatique dans sa vie privée. Une commission, la CNIL (Commission nationale pour l'informatique et les libertés), a été mise en place ; son rôle consiste à veiller à l'application de cette loi.

Dans le cadre du SICOB, un débat animé par M. Jacques Fauvet, président de la CNIL, a réuni des utilisateurs et des concepteurs de systèmes informatiques autour du thème : « Informatique et liberté ». Faut-il laisser le champ libre à la constitution d'un fichier « antiterroriste », au risque que vous vous y retrouviez pour avoir eu la mauvaise idée de voyager dans le même avion que Carlos ? Est-il acceptable que n'importe quel employé de mairie puisse savoir en pianotant sur son terminal d'ordinateur que la grand-mère de Mme Michu s'appelait Quiglousse et qu'elle était née à Touille-les-Gamelles ?

Le sondeur sondé

Si le souci de préserver les libertés semble animer les responsables de la plupart des administrations et des entreprises, les moyens techniques permettant d'assurer la confidentialité des fichiers ne sont pas toujours faciles à concevoir. Bien plus, le souci d'être « plus fonctionnel » et la recherche du moindre coût de gestion conduisent parfois à mettre en place des systèmes qui peuvent se révéler dangereux.

La CNIL veille au grain : le secteur privé doit faire auprès d'elle une déclaration avant l'installation d'un nouveau système informatique, et les administrations lui soumettent une demande d'avis préalable.

Des exemples de son intervention ? Ils foisonnent. Les instituts de sondage demandent à leurs enquêteurs de relever le nom des personnes interrogées pour éviter que les fiches-réponses soient remplies... par le sondeur lui-même. Mais on constitue ainsi des fichiers comportant des informations nominatives particulièrement sensibles : opinions politiques, goûts sexuels, appartenance syndicale. La CNIL essaie, en conséquence, d'imposer le codage des fiches, afin d'en effacer le nom avant le traitement informatique. Les régies du cancer sont importantes pour la recherche médicale ; mais il convient d'assurer l'anonymat des malades lorsque les traitements informatiques sont de nature statistique, et de réserver strictement l'accès aux fiches nominatives à des médecins dûment autorisés et identifiés.

Un système analogue est adopté pour l'état civil. M. Lalanne, représentant l'Association des maires de France, a rappelé que, si la partie publique de l'état civil — nom, date et lieu de naissance, décès — ne pose pas de problème, les informations confidentielles, comme la filiation, rendent nécessaire de verrouiller le système : la saisie des données et leur traitement sont ainsi effectués par des agents administratifs habilités et assermentés.

L'argent, sujet tabou

L'argent est un sujet tabou. Pour qu'il le reste, les banques doivent assurer la confidentialité des informations qu'ils détiennent sur la cassette des particuliers. Eviter que n'importe qui modifie, par le truchement de son minitel, la position du compte de son voisin ? Les centres serveurs d'informations sont strictement déconnectés des centres informatiques opérationnels qui assurent la passation des écritures. Faire en sorte que ces centres d'informations ne soient pas pillés par des utilisateurs trop curieux ? La carte à puce le permettra bientôt.

Réglementer l'utilisation des fichiers est bel et bon. Mais les concepteurs de systèmes jouent aussi un rôle important dans la défense des libertés, en refusant de réaliser certaines applications informatiques : permettre aux commerçants d'enregistrer eux-mêmes sur un fichier les numéros de chéquiers volés, avec tous les risques d'erreurs possibles lors de cette saisie, serait une manière particulièrement dangereuse de lutter contre ce genre de délit.

L'informatique est utile. Indispensable. Elle renforce même souvent le pouvoir des citoyens, qui peut par exemple obtenir rapidement une rectification d'état civil et éviter de traîner toute sa vie un nom estropié ou une date de naissance erronée. Les limites imposées par le respect des libertés sont contraignantes et nuisent parfois à la qualité de la prestation de service : il serait commode pour le pharmacien d'avoir un accès direct à un fichier nominatif des personnes bénéficiant du tiers payant. Est-ce souhaitable ?

Maîtriser l'outil sans le neutraliser ? C'est possible. C'est nécessaire. Pour que la technique ne soit pas liberticide. Parce qu'on n'est jamais trop libre.

CHRISTOPHE CHANTEPY.

POINT DE VUE

Services publics et révolution technologique

par JEAN-PAUL BAQUIAS(*)

L'EXPOSITION sur l'administration moderne, organisée dans le cadre du SICOB sous l'égide du Comité interministériel de l'informatique et de la bureautique dans l'administration et du secrétaire d'Etat à la fonction publique (1), essaye de traduire pour chacun un phénomène social et économique de grande valeur, qui se précise dorénavant en France.

De quoi s'agit-il ? La révolution technologique en cours donne naissance à de nouvelles générations de services publics offrant un environnement particulièrement favorable à la créativité des agents économiques, notamment PMI innovatrices.

Rappelons que la révolution technologique à prendre en considération, ce n'est pas seulement le micro-ordinateur, ce sont les réseaux informatiques : grands ordinateurs mettant en mémoire et redistribuant les informations, les logiciels, les images et bientôt les connaissances structurées ; minitels et micro-ordinateurs connectés aux serveurs par un réseau télématique de plus en plus dense.

Très prochainement, dans cet ensemble où l'industrie française a dorénavant acquis une maîtrise satisfaisante, la carte à mémoire, sous forme du dossier individuel inviolable, ajoutera une dimension considérable.

Or tous ces dispositifs, convenablement utilisés par l'administration, fournissent déjà, et fourniront de plus en plus de nouveaux services développant l'autonomie des partenaires de l'Etat. Les entreprises pourront les utiliser pour améliorer leur compétitivité. De nouvelles entreprises pourront se créer pour exploiter et diversifier les valeurs marchandes ainsi constituées. En ce sens, on peut citer :

— La formation et l'autoformation : le projet « informatique pour tous », qui vise à donner aux enfants, et aux professeurs, les moyens de s'approprier l'outil lui-même, est aussi porteur d'une ambition plus grande encore, faire de chacun un auteur potentiel de didacticiel (ou module d'enseignement utilisant l'ordinateur). D'innombrables « contenus » associant texte, images et expérience pédagogique pourront ainsi être créés et redistribués ;

— La maîtrise de l'information commerciale et technique : l'exposition montre diverses banques de données, qui non seulement peuvent être consultées en direct, mais qui peuvent être transférées par télé-chargement sur les micro-ordinateurs des abonnés, et retraitées par eux, ou enrichies en fonction des besoins futurs du marché ;

— Les aides à la décision : l'information systématique sur les procédures administratives, l'accès aux formalités par des points d'entrée télématiques rendus conviviaux, et ultérieurement les « systèmes-experts » fournissant les éléments de diagnostic les plus variés, constituent un domaine où les gains de productivité possibles sont nombreux ;

— L'incitation à la libre créativité : les grands serveurs publics ou privés, et leurs démultiplications locales (voir les banques de données « images » présentées au Carrefour) constitueront des clients très demandeurs en produits intellectuels les plus divers : logiciels industriels ou de gestion, créations artistiques multi-supports, jeux éducatifs et de loisirs. Là plus encore qu'ailleurs, l'individu, y compris dans son entreprise, sera sollicité pour devenir producteur.

Les besoins nouveaux sont immenses, et les quelques réalisations actuelles ne sont qu'une esquisse de ce qu'il faudra faire. Pour réussir la grande mutation nécessaire à la survie nationale, les administrations sont en train de se moderniser en s'ouvrant aux exigences économiques de leurs usagers, mais ceux-ci à leur tour doivent utiliser ce nouvel état d'esprit pour renforcer leurs capacités innovatrices et commerciales.

(*) Secrétaire général du Comité interministériel de l'informatique et de la bureautique dans l'administration.

(1) Informatiquement vôtre, Carrefour international de la communication, parvis de la Défense, jusqu'au 28 septembre 1985. Entrée gratuite.

Victor PC 15 le matériel qui agace [redacted].

Le Victor PC 15 n'a pas été conçu dans le but d'irriter tel ou tel concurrent. Et pourtant sans aucun doute [redacted] ne doit pas être content.

Cela se comprend. Le Victor PC 15 présente des performances analogues, *voire supérieures*, à celles offertes par [redacted] en matière de PC.

Jusque là, cependant, rien d'intolérable. Ce qui est en revanche intolérable pour [redacted] c'est le prix du Victor PC 15 : 24.900 F*.

Ce qui met le matériel [redacted] plus de 10.000 F *(et en disant 10.000 F nous sommes bienveillants envers* [redacted]) plus cher que le Victor PC 15.

Différence qui nous étonne car à l'examen des performances, rien ne peut expliquer un tel écart. Jugez-en plutôt :

Alors que la plupart des micro-ordinateurs propose une capacité de stockage de 10 Mo, le Victor PC 15, lui, offre une capacité de 15 Mo ! Soit 50 % de capacité supplémentaires ! De plus, l'utilisateur du Victor PC 15 bénéficie, grâce à un moniteur de 14 pouces, de 30 % de surface supplémentaires (la quasi-totalité du matériel concurrent étant équipée d'un moniteur 12 pouces).

Et ce n'est pas tout ! Le Victor PC 15 possède un clavier ergonomique qui améliore le confort d'utilisation. Par exemple, l'emplacement de la touche "Shift" occupe désormais la position habituelle des machines à écrire.

Quant aux touches "CAP lock" (position majuscule) et "NUM lock" (position numérique), elles disposent de témoins lumineux.

Et bien sûr le Victor PC 15 est compatible avec le standard du marché. Son équipement – y compris les cartes d'extension, le système d'exploitation et les programmes d'application – est interchangeable avec ceux des autres micros de type PC disponibles.

Arrivés à ce stade de la démonstration, nous vous laissons le soin de conclure. Pour notre part, nous pensons que le prix du marché, en matière de PC, ne sera plus jamais ce qu'il est.

N'en déplaise à [redacted]

Lequel [redacted] ne va sans doute guère apprécier que nous vous donnions nos coordonnées – et que vous puissiez nous contacter à Victor Technologies, Tour Horizon, 52, quai de Dion-Bouton, 92800 Puteaux (tél. : 778.14.50) ; ou encore à Lyon : (7) 234.12.45 ; Montpellier : (67) 64.71.72 ; Nantes : (40) 89.24.28 – Mais l'on ne peut contenter tout le monde et [redacted] !

** Configuration complète avec clavier et écran monochrome. Prix H.T. au 1/09/85. (Possibilité de location financière : 700 F par mois sur 48 mois – CEGEDATA).*



VICTOR

Comme [redacted] moins cher qu'[redacted]

économie

REPÈRES

Dollar : 8,27 F

(Voir page 1 et ci-contre.)

Inflation : 0 % dans la CEE en août

Date historique, l'indice des prix à la consommation n'a pas augmenté du tout au mois d'août par rapport à juillet dans l'ensemble des pays du *Marché commun, selon les chiffres publiés* à Bruxelles par Eurostat, l'organisme statistique de la CEE. Cette totale stabilité n'a pas de précédent. Trois pays ont enregistré une baisse de leurs prix : le Luxembourg (– 0,4 %), la RFA (– 0,3 %) et le Danemark (– 0,1 %). En Belgique et aux Pays-Bas, l'inflation a été nulle, tandis que dans les autres pays les augmentations de prix ont été très modérées : en France avec + 0,1 %, en Italie avec + 0,2 %, au Royaume-Uni avec + 0,3 % et en Grèce avec + 0,3 %. L'Irlande, dont l'indice est calculé trimestriellement, a enregistré une hausse des prix de 1,5 % de la mi-mai à la mi-août, soit 0,5 % d'inflation en rythme mensuel.

ENTREPRISES

451 millions de francs de bénéfices pour Pechiney au premier semestre

Le groupe nationalisé Pechiney, spécialisé dans l'aluminium, a obtenu un bénéfice net de 451 millions de francs au premier semestre, contre 300 pour la même période l'an dernier. Son chiffre d'affaires a atteint 19,2 milliards de francs.

Moët-Hennessy prévoit une hausse de bénéfices de 25 %

Publiant pour la première fois des comptes semestriels consolidés au 30 juin 1985, le groupe Moët-Hennessy fait état d'une activité plus que soutenue avec un chiffre d'affaires en augmentation de 20 % à 3,42 milliards de francs et un profit net, avant impôts, de 563 millions de francs (+ 40 %), augmentation en avance sur les prévisions. Pour l'année, le chiffre d'affaires devrait progresser d'environ 20 % et les résultats de plus de 25 %. Le champagne se vend bien, avec toutefois un freinage des ventes au deuxième semestre pour tenir compte de la diminution de la récolte en 1985, inférieure de moitié en raison des gelées : cette année, il sera fait appel aux stocks effectués lors des vendanges exceptionnelles de 1983. Le cognac se porte bien (+ 26 % pour les ventes et + 35 % pour les profits) et, surtout, le secteur parfums et cosmétiques se redresse vigoureusement, notamment les laboratoires Roc (+ 56 % pour un résultat, avant impôts, de 91 millions de francs). Seul secteur déficitaire, Armstrong Roses (Etats-Unis) panse ses plaies et reviendra à un profit normal en 1987. Le groupe a vendu par avance ses dollars (35 % des ventes) jusqu'à l'échéance de mi-1986.

Fusion de la banque Demachy et de la Gérance parisienne privée

Un rapprochement a été décidé entre la banque privée Demachy et la Gérance parisienne privée, établissement financier dépendant du groupe Worms, également privé, lequel devrait déboucher sur la fusion des deux établissements, aboutissant à la constitution d'un important groupe bancaire privé. Présidée par M. Jean Rougier, la banque Demachy était déjà détenue à hauteur de 33 % par le groupe Worms et Cie et à 58 % par la CGIP (Compagnie générale d'industrie et de participation). La Gérance parisienne privée, spécialisée dans les opérations sur le marché obligataire, est filiale de Worms et Cie Finance à 99,5 %, dont le conseil de surveillance est présidé par M. Nicholas Worms et le directoire par M. Jean-Luc Lépine. La banque Demachy et Associés qui résultera de cette fusion, sera détenue par les partenaires suivants : Worms et Cie Finance (51 %), CGIP (34 %), Préservatrice foncière assurances (10 %), Yves Saint-Laurent SA (2,5 %) et divers (2,5 %).

Postes : un nouveau coursier international en Europe

United Parcel, une des premières sociétés américaines d'acheminement et de distribution de courrier, va offrir ses services en direction de l'Europe à partir du 7 octobre prochain. Elle enlèvera directement du courrier à partir de l'Europe et distribuera les plis et les paquets en provenance des Etats-Unis par l'intermédiaire de firmes locales comme Tous transports aériens (TTA), en France, et Atlasair, en Grande-Bretagne.

Fiat : résultats en forte hausse au premier semestre

Fiat a augmenté de 11 % son chiffre d'affaires (13 000 milliards de lires, soit 65 milliards de francs) au premier semestre de cette année par rapport au premier semestre 1984. Une progression due notamment à la reprise dans le secteur des véhicules industriels (+ 19 %, avec 2 350 milliards de lires). Les ventes d'automobiles progressent, quant à elles, de 10 %, avec 7 500 milliards de lires. La marge opérationnelle (hors frais financiers) a atteint 1 200 milliards de lires, passant de 7,4 % du chiffre d'affaires pour le premier semestre de 1984 à 9 % au premier semestre de 1985, soit une progression de 40 %. Les effectifs, de juin 1984 à juin 1985, se sont réduits de 240 144 personnes à 226 504.

La Verrerie ouvrière d'Albi change de statuts

La Verrerie ouvrière d'Albi a accepté, le lundi 23 septembre, le plan de redressement proposé par le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI). Cette coopérative ouvrière, fondée en 1895 sous l'impulsion de Jean Jaurès, compte cinq cent trois salariés. Elle est le quatrième fabricant français de bouteilles. Le plan de redressement prévoit la mise en conformité des statuts avec la loi du 12 juillet 1985 relative au SCOP (société coopérative ouvrière de production). Cette réforme permettra à des actionnaires extérieurs de détenir jusqu'à 37 % du capital de l'entreprise et d'occuper quatre des neuf sièges du nouveau conseil d'administration. Le plan prévoit également l'abandon du four mis en service en 1984, une augmentation de productivité et le licenciement de quatre-vingt-trois personnes.

LA CHUTE DE LA MONNAIE AMÉRICAINE

Le climat s'est modifié sur le marché des changes

Mardi 24 septembre, au lendemain de la chute soudaine du dollar provoquée par le communiqué-surprise du groupe des cinq plus grandes nations industrialisées à New-York, les marchés des changes essayaient d'apprécier la nouvelle situation ainsi créée et les chances de voir la devise américaine baisser encore... ou remonter.

L'histoire ne se répète pas, elle bégaie, dit-on, et les cimetières financiers (cela existe) sont pleins de déclarations fracassantes et de tentatives avortées. Ainsi, il y a sept ans, à deux mois près, le président Carter, pour essayer d'enrayer une chute catastrophique du dollar, tombé à Paris à moins de 4 F et à 1,70 DM, annonçait, le 1er novembre 1978, un plan de sauvetage du « billet vert », avec un fonds d'intervention de 30 milliards de dollars, et la collaboration inquiète mais résignée des pays à monnaie forte (RFA, Japon, Suisse). Le jour même, les cours du dollar bondirent de 8 % à 10 % en quelques heures, puis les marchés se calmèrent. Certes, la chute de la devise américaine fut stoppée, avec même une amorce de raffermissement, éphémère toutefois, puisque quelques mois après le « billet vert » retombait à 4 F.

Il fallut attendre le début de 1980 avec la montée des chances de M. Reagan, candidat « musclé » à la présidence, et la politique de taux d'intérêt élevés inaugurée par le nouveau président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker.

Aujourd'hui, les milieux financiers internationaux évaluent les forces en présence. Première donnée incontestable, le climat s'est *brutalement modifié sur les marchés* des changes. Les « haussiers » des dernières semaines sont tous devenus « baissiers » impressionnés *par le ton des déclarations des Cinq* qui, pour la première fois, assurent que *« le dollar doit fléchir »*. Ils ont, surtout, enregistré avec intérêt le revirement spectaculaire des Etats-Unis, qui, en principe, sont décidés maintenant à intervenir sur leur monnaie *« dans d'autres cas que ceux de désordres »*

Par quels moyens ? Cela reste dans le secret des dieux, la meilleure arme, en l'occurrence, mais toute intervention passera obligatoirement par les banques centrales et, nouveauté assez spectaculaire, par celle de la Banque du Japon, tout à fait réticente dans le passé.

A cet égard, M. Pierre Bérégovoy peut, à bon droit, parler d'un *« tournant dans le système monétaire international »*. Selon lui, les *« détonateurs »* qui ont été à l'origine de la réunion des Cinq et de leur communiqué sont la trop forte dépréciation du yen et la pression croissante du Congrès américain ; se félicitant, au surplus, de voir ainsi légitimées les thèses européennes et françaises sur l'idée que *« les taux de change doivent refléter les réalités économiques, ce qu'ils ne font manifestement pas »*.

> *M. Reagan a renié ses déclarations fracassantes sur « le dollar fort, reflet d'une Amérique forte »*

Il est très probable que ce sont effectivement ces pressions du Congrès et la remontée du dollar début septembre qui ont forcé la Maison Blanche à renier ses déclarations triomphantes sur *« la force du dollar, reflet d'une Amérique forte »*, pour se rallier aux thèses européennes. Cela permet à M. Jacques Delors de pavoiser discrètement au nom de la CEE, dans le genre de « Je vous l'avais bien dit ».

Surprise

L'effet de surprise ayant joué, et le dollar se trouvant orienté à la baisse dans l'immédiat, quelles sont les perspectives ? *« Si les marché des changes ont entendu l'avertissement »* (sous-entendu, si le dollar continue à fléchir), a dit M. Bérégovoy, tout ira bien. S'ils ne l'ont pas enregistré, *« les Cinq se tiennent prêts à coopérer »*, y compris les Japonais, qui ont senti passer le vent du boulet et redoutent les initiatives protectionnistes d'un Congrès absolument déchaîné *(voir ci-dessous)*.

Plusieurs questions se posent alors. Combien de milliards de dollars les banques centrales devront-elles engager pour peser sur les marchés où s'échangent quotidiennement de 150 milliards à 300 milliards de dollars ? Ensuite, comment la centaine de milliards de dollars de capitaux « baladeurs », en quête de la meilleure rémunération, sera-t-elle incitée à aller se placer sur les autres monnaies, comme semble le suggérer le communiqué des Cinq ? Les taux d'intérêt sont toujours plus élevés à New-York qu'à Tokyo et à Francfort, et la confiance des investisseurs dans le dollar est d'autant moins ébranlée que la croissance semble reprendre timidement aux Etats-Unis.

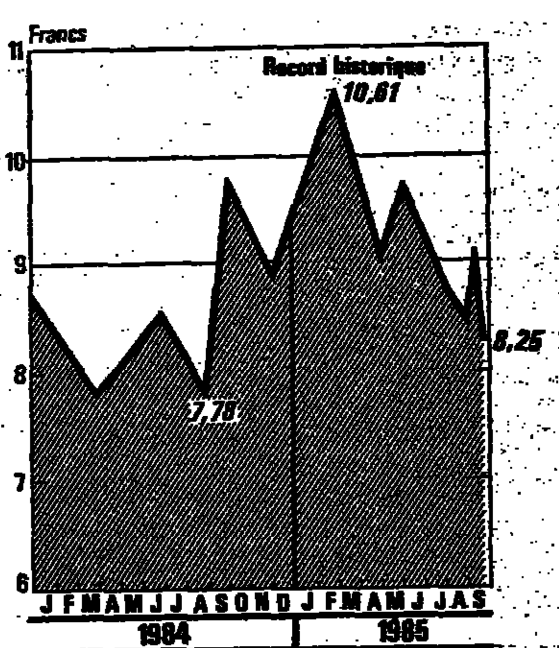
Pour inverser les flux et donc renforcer les autres monnaies aux dépens de la monnaie américaine, il faudrait obtenir une baisse des taux d'intérêt de l'autre côté de l'Atlantique, et cela, on le sait, la Réserve fédérale y répugne. Pour l'instant, soucieuse du gonflement excessif de liquidités et attentive à toute menace de redémarrage de l'inflation, *elle se contente de* ne pas les faire monter.

Dans ce domaine il y a gros à parier que le communiqué des Cinq a tué dans l'œuf toute montée des taux de l'autre côté de l'eau. Autre inconnue, l'attitude du Congrès sur la réduction du déficit budgétaire, l'une des clés de la fermeté du dollar, puisque les emprunts du Trésor pour le combler attirent les capitaux du monde entier. M. Baker, le secrétaire au Trésor, a promis qu'un effort serait fait en ce sens, mais le Parti démocrate exigera, pour réduire les dépenses sociales, que le président Reagan le lui demande officiellement, reniant ainsi ses promesses électorales.

Ajoutons enfin, sur un plan plus général, que la baisse du dollar, si elle se poursuit, ne contribuera à réduire le déficit commercial américain qu'après bien des mois, de six à dix-huit, selon les secteurs. Or le Congrès n'attendra pas si longtemps. L'accueil très frais qu'il a réservé aux timides mesures annoncées par le président Reagan pour lutter contre la *« concurrence déloyale »* en témoigne.

En fait, la partie ne fait que commencer, et il est à craindre qu'il ne faille autant de temps pour faire baisser le dollar qu'il en avait fallu pour le pousser à la remontée.

FRANÇOIS RENARD.



AVEC DES MESURES CONTRE LES « PRATIQUES DÉLOYALES » DE CERTAINS PAYS

M. Reagan cherche à résister aux tentations protectionnistes du Congrès américain

De notre correspondant

Washington. – M. Reagan a très solennellement annoncé, lundi 23 septembre, une série de mesures destinées, en principe, à mieux contrer les *« pratiques déloyales »* de certains partenaires commerciaux des Etats-Unis et à désamorcer, en fait, la pression protectionniste du Congrès. Il s'agissait là de la deuxième tentative du genre (*le Monde* du 9 septembre), mais, à en juger par le scepticisme qu'ont aussitôt marqué les parlementaires, démocrates et républicains confondus, elle n'a pas eu plus de succès que la première.

Comme la Bourse de New-York, en hausse marquée lundi, le Congrès a, en revanche, bien accueilli l'annonce, la veille, par les ministres des Finances des cinq pays les plus industrialisés de leur volonté de faire baisser le dollar. Aussitôt suivie d'effets (pour l'instant en tout cas) sur le marché des changes, cette déclaration, à laquelle Washington a donné la plus grande publicité, signalait un tournant de la politique de la Maison Blanche désormais décidée à admettre que la *surévaluation du « billet vert »* pèse dans l'approfondissement du déficit commercial dont l'agriculture et l'industrie américaine souffrent tant.

Sénateurs et représentants ne pouvaient donc qu'applaudir à cette démarche – soit en soulignant, comme M. Dole, *leader* de la majorité républicaine du Sénat, qu'on allait enfin à l'une des racines du mal, soit, comme les démocrates, en ne ménageant pas leurs quolibets sur la volte-face de M. Reagan, hier fier de la force du dollar et hostile aux interventions sur les marchés.

Quolibets ou pas, la déclaration du groupe des Cinq aura ainsi eu le mérite d'assurer tout de même une crédibilité à un discours qui eût autrement semblé manquer d'autant plus de substance qu'on avait laissé prévoir un événement mémorable. En réalité, seules deux propositions retiennent vraiment l'attention : la création, d'abord, d'un fonds de 300 millions de dollars qui garantirait, jusqu'à concurrence d'un milliard, des crédits contrebalançant les subventions aux exportations parfois accordées ailleurs ; la *« prise en considération des pratiques déloyales des autres pays »*, ensuite, dans la définition des décisions américaines concernant la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dont les conférences annuelles, le mois prochain à Séoul, seront informées de l'établissement de ce lien qui, très volontairement sans doute, n'a pas été autrement défini.

En terrain connu

Pour le reste, on est en terrain connu puisqu'il s'agit de fixer des durées maximales aux négociations en cours avec le Japon sur l'ouverture de son marché ; d'*« accélérer »* les pourparlers avec les pays concernés sur le problème de la contrefaçon des produits américains ; de faire adopter par le Congrès des lois renforçant les pouvoirs de l'exécutif en matière commerciale ou permettant de lever des droits compensatoires en cas de dumping ; d'*« accélérer »* aussi, enfin, les efforts américains en vue de l'ouverture d'un nouveau round du GATT portant notamment sur les produits agricoles et les services. Si ce nouveau round n'était pas ouvert ou ne permettait pas de progrès réels, les Etats-Unis rechercheraient alors des accords *« régionaux et bilatéraux »*, a averti M. Reagan, avant que l'un de ses collaborateurs n'indique – sans préciser si cela était lié à l'évolution américaine sur la question du dollar, – que la France opposerait des objections au projet de Washington.

Tout cela n'est pas rien puisque, de contre-feu en contre-feu, la Maison Blanche contribue elle aussi à désigner les *« déloyautés »* étrangères *comme responsables du déficit* commercial américain et s'achemine, de fait, vers un véritable durcissement de la politique commerciale américaine. Cela ne pouvait pourtant suffire à apaiser les élus qui – l'œil fixé sur les élections de novembre 1986, à l'issue desquelles les républicains pourraient perdre leur majorité sénatoriale, – font assaut d'ardeur dans la protection des industriels, des fermiers, des ouvriers, des électeurs...

Signataire d'un projet de loi contingentant les importations de textiles, le sénateur républicain du Missouri, M. Danforth, a immédiatement prédit que son texte, l'un des trois cents projets protectionnistes auxquels M. Reagan a encore menacé lundi d'opposer son veto, serait adopté par les deux Chambres *« quoi qu'en dise le président »*. *« Trop tard »*, a simplement commenté, lui, le chef de la minorité démocrate du Sénat, M. Byrd.

Si le dollar continue de descendre pour ne pas aussitôt remonter, la poussée protectionniste pourra sans doute être contenue. Si ce n'est pas le cas, les digues céderont progressivement, car M. Reagan n'a jamais été homme à refuser des accommodements avec ses principes. Or, le cours du dollar tient largement à l'ampleur d'un déficit budgétaire, *qui va persister et la confiance* de l'argent dans les Etats-Unis n'est toujours nullement ébranlée...

BERNARD GUETTA.

LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES DE SINGAPOUR

A la recherche d'une plus grande flexibilité salariale

Le gouvernement de Singapour a *décidé que patrons et syndicats* négocieraient directement les hausses de salaires, au lieu d'observer les directives élaborées chaque année par un organisme tripartite, le Conseil national des salaires (NWC, créé en 1972), dont les décisions étaient toujours appliquées bien que n'ayant pas – théoriquement du moins – de caractère impératif.

Le NWC aura désormais un simple rôle consultatif. La productivité sera prise en compte pour les hausses de salaires, comme l'était jusqu'ici l'ancienneté.

Les milieux industriels ont fait bon accueil à cette initiative. Le National Trades Union Congress (NTUC, organisme syndical, soutenu par le gouvernement) s'est montré plus réservé.

Le gouvernement, qui souhaite davantage de flexibilité en matière de salaires, a décidé que les hausses seraient dorénavant négociées tous les ans au lieu de tous les trois ans. Les industriels renforcent ainsi leur pouvoir de décision dans une période d'incertitude économique pour Singapour, qui a connu au deuxième trimestre une croissance négative (– 1,4 %) pour la première fois depuis vingt ans. – *(AFP.)*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,2475	8,2550	+ 95	+ 110	+ 180	+ 210	+ 440	+ 540
$ can.	6,0466	6,0609	+ 34	+ 54	+ 52	+ 87	+ 48	+ 142
Yen (100)	3,5937	3,6017	+ 82	+ 92	+ 171	+ 191	+ 532	+ 584
DM	3,0501	3,0551	+ 127	+ 138	+ 250	+ 267	+ 713	+ 764
Florin	2,7065	2,7155	+ 86	+ 94	+ 165	+ 180	+ 484	+ 528
F.B. (100)	14,9737	15,0009	+ 37	+ 91	+ 55	– 163	– 233	+ 81
F.S.	3,7201	3,7285	+ 159	+ 177	+ 301	+ 326	+ 859	+ 934
L (1 000)	4,5167	4,5233	– 145	– 100	– 276	– 224	– 827	– 728
£	11,8682	11,8872	– 210	– 172	– 353	– 293	– 810	– 627

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/4	8	7 15/16	8 1/16	8	8 1/8	8 1/4	8 3/8
DM	4 1/8	4 3/8	4 5/16	4 7/16	4 5/16	4 7/16	4 1/2	4 5/8
Florin	5 1/2	5 3/4	5 5/8	5 3/4	5 5/8	5 3/4	5 11/16	5 13/16
F.B. (100)	8 1/2	9	8 3/4	9 1/8	8 13/16	9 1/16	9 3/8	9 3/4
F.S.	3/4	1 1/4	4 3/8	4 1/2	4 7/16	4 9/16	4 5/8	4 3/4
L (1 000)	11	13	12 1/4	12 3/4	12 1/2	13 1/4	12 7/8	13 3/8
£	11 3/4	12	11 7/16	11 9/16	11 1/4	11 3/8	11 7/8	11
F. franç.	9 1/4	9 3/8	9 1/2	9 7/8	9 7/8	10 1/4	11	11 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

• M. Gattaz propose au gouvernement et aux syndicats d'étudier en commun la flexibilité. – Dans une interview publiée par *Paris-Normandie* de ce mardi 24 septembre, M. Yvon Gattaz propose *« au gouvernement et aux syndicats de confier, en accord avec le CNPF, une étude commune à un cabinet indépendant choisi en commun, orienté en commun, contrôlé en commun, et dont les conclusions seront étudiées en commun. Objet de cette étude : les flexibilités créeraient-elles ou non des emplois »*? Pour la président du CNPF, *« un refus renouvelé pourrait faire penser que gouvernement et syndicats auraient peur à l'avance des résultats de cette étude. Mais l'emploi est-il bien, oui ou non, leur préoccupation majeure ? Les Français pourraient alors en douter. »*

RECTIFICATIF. – Dans nos premières éditions du 24 septembre une erreur s'est glissée dans le titre de nos « Repères » en page 40 sur les conflits du travail. Comme l'indiquait clairement le texte, il fallait lire : *« en baisse en juillet »* et non *« en hausse en juillet »*...

L'endettement croissant du tiers-monde

(Suite de la première page.)

Les banques avaient accepté un long rééchelonnement en échange de certaines concessions et de la promesse du gouvernement mexicain de s'engager dans un plan rigoureux d'austérité. On donnait le Mexique en exemple aux autres pays lourdement endettés du tiers-monde. Mais le Mexique est de nouveau en récession et ne peut remplir toutes les « clauses » fixées par le FMI.

Douche froide pour les milieux financiers internationaux ,qui ont remis, comme en 1982, le Mexique en tête de liste des pays « à hauts risques ». A la veille de la nouvelle assemblée du FMI, qui doit avoir lieu en octobre à Séoul, le tableau est de nouveau au noir. Le spectre d'une crise monétaire encore plus grave resurgit à l'horizon.

La bête noire : le FMI

Première conclusion évidente et pessimiste : depuis 1982, on a tenté de colmater les brèches, de survivre dans un monde désarticulé et à la dérive. On a fait de l'homéopathie. En outre, le FMI, dont le rôle n'a pas toujours été aussi néfaste qu'on le dit aujourd'hui, a changé de stratégie en devenant l'avocat le plus déterminé des dévaluations permanentes dans des pays dont il s'agissait de stimuler les exportations pour leur permettre de payer les intérêts exorbitants de dettes de plus en plus lourdes, et de plus en plus impossibles à honorer. L'inflation incontrôlée est le talon d'Achille du FMI (4).

Le Fonds monétaire est devenu la bête noire des dirigeants des pays endettés, même de ceux qui affirment vouloir maintenir le dialogue, et la cible d'opinions publiques, tout particulièrement en Amérique latine, de plus en plus radicalisées et sensibles au manichéisme. Il est vrai que les médecines du FMI ont échoué, comme ont échoué les politiques économiques ultra-libérales, se réclamant plus ou moins des « Chicago Boys » (5).

On le voit bien au Chili, où l'obstination du général Pinochet leur permet de se maintenir mais suscite l'exaspération des milieux d'affaires et des entrepreneurs chiliens, ruinés.

Il est vrai encore que les organismes de financement internationaux et les banques ont une lourde responsabilité dans l'endettement excessif, et dangereux, du tiers-monde. Dans les années 70, il s'agissait, entre autres, de recycler les pétrodollars des pays membres de l'OPEP, en pleine euphorie. Et il n'y eut pratiquement aucune mesure de contrôle des « déplacements » massifs d'eurocrédits. L'interdépendance, déjà étroite, entre nations industrialisées et pays en voie de développement contraints d'accroître leurs exportations pour faire place aux charges de la dette s'est encore accrue.

En 1985, un seul point de croissance en moins des pays industrialisés représente, d'ici à 1990, une détérioration de l'ordre de 17 % de la balance des paiements du Brésil, du Mexique et du Chili (6). Deux points de plus des taux d'intérêt aux Etats-Unis, et les intérêts annuels de la dette de l'Amérique latine grimpent de 5 milliards de dollars. Effroyable servage...

« Nous ne pouvons plus payer »

Mais il est vrai aussi que les pays endettés sont responsables à plusieurs niveaux. Ils ont souvent choisi la facilité, accepté des crédits offerts avec complaisance, et mis en œuvre des projets pharaoniques, excessifs et inutiles. Ils ont fermé les yeux sur la corruption quand ils ne l'ont pas encouragée, ils ont laissé fuir à l'étranger les capitaux honteux ou prudents.

Beaucoup d'argent a été gaspillé, mal utlisé ou simplement volé. Les dépôts dans les banques de New-York, de Zurich, de Londres ou de Miami des résidents latino-américains représentent environ le tiers de toute la dette de l'Amérique latine. Pour certains pays, le montant de la dette et celui des capitaux réfugiés à l'extérieur sont équivalents. La dette latino-américaine, écrivait crûment *Time*, c'est *« un bordel »*.

Sans doute, mais le cauchemar est de nouveau au coin de la rue. L'angoisse grandit en Amérique latine, où les régimes démocratiques sont directement menacés par une détérioration rapide de leurs économies et des explosions sociales toujours possibles.

C'est le cas du Mexique. Du Brésil, volatil mais violent, où des scènes de pillage ont déjà eu lieu à Sao-Paulo et à Rio. De certains pays andins comme le Pérou, où les tensions sociales sont arrivées à un point limite. *« Nous ne pouvons plus payer ! »* La rumeur est devenue cri de révolte, slogan politique. Par exemple au Brésil et en Argentine, où le thème de la dette et la dénonciation du FMI seront au centre de la campagne électorale pour les élections de novembre.

L'endettement croissant des pays du tiers-monde — et tout particulièrement de ceux de l'Amérique latine — préoccupe les milieux financiers internationaux, qui redoutent des crises en chaîne. De leur côté, les dirigeants latino-américains durcissent leur position à l'égard du FMI à la veille de l'assemblée de Séoul.

Fidel Castro n'a pas manqué une si belle occasion de « recoller » au peloton latino-américain. Il s'est emparé lui aussi du thème de la dette et en fait son cheval de bataille principal. *« Notre lutte,* dit-il, *est celle de l'Amérique latine et du tiers-monde. »* Il ajoute : *« C'est simple. L'Amérique latine ne peut pas payer sa dette. Il faut l'annuler... »*

Le dirigeant cubain n'est pas le mieux placé pour tenir ce discours, car son gouvernement, lui, négocie bourgeoisement sa dette de quelque 3 milliards de dollars avec les seules banques occidentales. Mais il a réussi à réunir à La Havane, du 30 juillet au 3 août, mille deux cents délégués représentant les courants politiques les plus divers et venant de toute l'Amérique latine. Fidel s'est gardé de faire des discours fracassants. Il a adopté un profil bas, se contentant de tirer la synthèse de « travaux » qui ne prétendaient à aucune conclusion définitive. Mais son analyse est cohérente et a séduit tous les participants.

Il soutient, ce qui est simple bon sens, que les crédits encore accordés à l'Amérique latine ne servent qu'à payer les intérêts de la dette, qui ne cesse donc de grandir sans perspective de solution. Il rappelle que les pays endettés consacrent une part exorbitante de la valeur de leurs exportations à régler des arriérés d'intérêts chiffrés en milliards de dollars. Dans ces conditions, non seulement la dette ne peut être remboursée à long terme, mais c'est le développement même des pays d'Amérique latine — et de ceux du tiers-monde dans la même situation — qui est complètement paralysé. En continuant dans cette voie imposée par le monde industrialisé, ils s'interdisent toute possibilité de sortir un jour du marasme, et d'échapper à l'étranglement.

La théorie des dominos

Un nouvel ordre économique mondial s'impose : cette conclusion en forme de vœu est celle, unanime, des dirigeants d'Amérique latine. Peu importent aujourd'hui les responsabilités de part et d'autre. Quand un malade est atteint d'un cancer, on ne se demande plus « pourquoi », mais « comment » tenter de le sauver. L'invitation de Fidel Castro a embarrassé, ou même irrité, dans le cas du Brésil, bien des dirigeants latino-américains. Mais ils ne peuvent ignorer les pressions croissantes de leurs opinions publiques, ou de leurs partis d'opposition, qui réclament un moratoire de la dette.

A la radicalisation évidente, depuis deux mois, des opinions correspond une évolution des milieux dirigeants. Le président mexicain, Miguel de La Madrid, multiplie les mises en garde. *« La tempête peut éclater à tout moment,* dit-il. *Songez à la théorie des dominos... »*. Le président colombien, Belisario Betancur, inspirateur du groupe de Carthagène, parle des *« vents d'orage qui se lèvent »*.

A Paris, le président argentin, Raul Alfonsin, dénonce *« la hausse constante des taux d'intérêt »* et *« les restrictions apportées au commerce international qui aggravent l'endettement des pays latino-américains »*. A Lima, le président Alan Garcia décide carrément de ne plus payer pendant six mois et de ne rembourser ensuite les intérêts qu'à concurrence de 10 % de la valeur des exportations de son pays. Un exemple que méditent ses voisins, et qui préoccupe Wall Street.

A Brasilia, le président Sarney change d'équipe économique en faveur des partisans d'une ligne plus « dure » à l'égard du FMI. *« Plus question,* dit-il, *de faire encore baisser le niveau de vie des Brésiliens. »* A La Havane, Fidel Castro ironise et compare les *« 10 % d'Alan Garcia »* à la *« dîme que l'on payait à l'Eglise et que l'on paie aujourd'hui à l'empire »*. Le leader cubain sait que le président péruvien est aujourd'hui son principal rival comme chef charismatique d'une « nouvelle » Amérique latine.

C'est encore le Conseil latino-américain des Eglises qui condamne la dette extérieure et la qualifie de *« triple immoralité »*. C'est l'écrivain mexicain Carlos Fuentes, qui vit aux Etat-Unis et crie aux *gringos : « Attention, le vrai danger pour vous, ce n'est pas le Nicaragua. C'est le risque d'explosion en Amérique latine. »* La Banque interaméricaine de développement affirme que l'Amérique latine *« est asphyxiée »* et que le sous-investissement *« a atteint un seuil critique »*.

La Banque mondiale fait écho et affirme que *« les barrières douanières des pays riches condamnent à mort les pays pauvres »*. Et qui l'eût cru ? M. Henry Kissinger réclame un nouveau plan Marshall pour régler la dette de l'Amérique latine. *« Des questions de vie et de mort sont traitées par de simples fonctionnaires internationaux,* dit-il. *Les relations entre Washington et l'Amérique latine sont gravement menacées. »* Et un directeur de la Morgan Guaranty Trust ajoute : *« Nous n'avons plus beaucoup de temps pour éviter une crise monétaire mondiale... »*

LES ACCORDS DE BRETTON-WOODS

Signés en juillet 1944 à Bretton-Woods, dans le New-Hampshire, aux Etats-Unis, ces accords ont créé le Fonds monétaire international (cent quarante-six pays membres), actuellement dirigé par le Français Jacques de Larosière, et la Banque mondiale.

Il s'agissait de restructurer le système monétaire international mis à mal par la dépression des années 30 et la seconde guerre mondiale. Keynes dirigeait la délégation britannique et Pierre Mendès France la délégation française.

En effet. A problèmes planétaires, solutions planétaires. Seule une réforme réelle et profonde du système monétaire international pourrait aider à la relance du développement des pays pauvres. Un nouveau Bretton-Woods s'impose. La France l'a déjà préconisé. L'immobilisme de l'administration Reagan et son respect des « lois du marché » laissent, à court terme, peu d'espoir à cette solution de sagesse et de générosité.

MARCEL NIEDERGANG.

(4) Voir l'article de Paul Fabra dans *le Monde* du 8 août 1985.

(5) Nom que l'on donne aux économistes formés à l'université de Chicago.

(6) Morgan Guaranty Trust Co of New-York, *World Financial Markets*, novembre 1984.

ÉTRANGER

Il était une fois l'Américain moyen...

Qui a dit que l'Américain moyen portait un vieux Stetson, mâchonnait son chewing-gum, et assaisonnait de ketchup son hamburger ?

Le ketchup est une manie de La Nouvelle-Orléans. A Dallas, on en consomme moins, mais davantage de pop-corn. Quant aux habitants de Salt-Lake-City, ce sont les plus gourmands : il n'y a pas, sur tout le territoire américain, plus gros amateurs de *marshmallows*.

Pourquoi les goûts sont-ils si différents selon qu'on habite à Chicago, à Miami ou à Houston ? se demande Areas Marketing Inc, une firme américaine qui a établi un palmarès géographique des marchés par produits, publié par le magazine *Fortune*. Est-on si anxieux à Atlanta, pour battre ainsi les records américains de consommation d'aspirine ? Et si propre à New-York, la ville où se vend le plus de lessive par habitant ?

Dans tous les cas, la conclusion est la même. Il n'y a pas un goût moyen, et pas d'Américain moyen. Aux producteurs d'exploiter ces différences. Le fabricant des insecticides Raid, la société Johnson & Son, dont les ventes plafonnaient à 40 % du marché américain, a ainsi conquis cinq points de part de marché supplémentaires. Elle a identifié les insectes qui infestent plus particulièrement chaque région, et pousse ensuite localement la vente du produit adéquat.

Sang bleu

En 1982, le fabricant de bières Anheuser-Bush a rattrapé son retard de vente au Texas en divisant l'Etat en zones. Il a commandité des rodéos au Nord, la région des cow-boys, et des concerts de salsa au Sud, où vivent les Mexicains américains. Depuis, Bush a ravi la première place à ses concurrents locaux. Répétant ses exploits dans d'autres Etats, il a amélioré ses positions sur l'ensemble du marché américain. Il vend désormais une bière sur trois achetées, contre moins d'une sur quatre en 1977.

Parfois, il est nécessaire d'adapter les produits. C'est ce qu'a compris le producteur de conserves Campbell's, qui a transformé, dans la région du Sud-Ouest, son classique « porc aux haricots », en « haricots ranchero ». Moins de porc, plus de piment, et les ventes de haricots en boîtes ont soudain bondi.

Souffrent peut-être le plus de la régionalisation du marketing, les chaînes de télévision nationale : leur part dans le total des budgets de publicité télévisée est revenue de 45 % à 40 %, de 1977 à aujourd'hui. Car, depuis qu'il a été inventé, le concept du *« geo-demographics »* (1) a fait école. Toutes les agences de publicité et les instituts de sondage proposent leur classification. Ici, on détermine *« les neuf nations d'Amérique »*. Là, on découpe le pays en quarante régions différentes. On découvre tout à coup les *« sang bleu »*, de New-York ou de l'Illinois, ou les hommes *« des armes à feu et des camions »* au Texas et en Ohio.

« Les spécialistes sont choqués de réaliser que la famille américaine traditionnelle — le père au travail, la femme au foyer, et les deux enfants — ne représente pas même 10 % du public », constate une grande firme de publicité américaine, Ogilvy & et Mather, citée par *Fortune*. Il reste pourtant certains irréductibles. La chaîne d'hôtels Holiday Inn perdrait sa réputation si elle cessait de fournir, dans chaque chambre, le confort standard de l'Américain moyen : le grand lit, la télévision et l'air conditionné.

De même Mac Donald n'entend pas remettre en question la recette de son hamburger, vendu déjà à trente-cinq millions d'exemplaires identiques — si l'on en croit les panneaux publicitaires qui ornent le moindre restaurant de la chaîne aux Etats-Unis. Après tout, Mac Donald a également réussi à mettre les habitants de trente-cinq pays au goût de ce même hamburger. Une performance qui donne à réfléchir sur les particularismes nationaux à l'échelle de la planète.

D. B.

(1) Marketing qui prend en compte les caractéristiques démographiques et géographiques du consommateur.

Le VIIe plan chinois confirme les principes de modernisation et d'ouverture du pays

De notre correspondant

Pékin. — Le premier ministre, M. Zhao Ziyang, vient de présenter le projet de VIIe plan quinquennal (1986-1990) à la conférence nationale du PC chinois. Cette septième mouture d'un texte qui sera adopté dans sa forme définitive au printemps prochain par l'Assemblée nationale populaire confirme s'il en était besoin les grandes orientations définies par M. Deng Xiaoping, tout en s'efforçant de réduire la surchauffe causée par l'emballement de l'économie depuis un an.

Ce projet repose sur trois grands principes : tout d'abord la poursuite de la politique de modernisation et de réforme, cette dernière étant considérée comme la *« clé »* de l'édifice. Ensuite l'extension de la politique d'*« ouverture vers le monde extérieur »* par le développement des zones économiques spéciales, des quatorzes ports, des deux deltas et des deux péninsules ouverts aux investissements étrangers, par le développement du commerce extérieur avec l'achat de nouvelles technologies et le développement des exportations, par l'appel à plus d'experts étrangers pour moderniser l'économie et par les facilités nouvelles accordées aux entreprises étrangères pour s'installer en Chine, sous forme soit de sociétés mixtes (« joint-ventures »), soit de sociétés à 100 % de capital étranger. Enfin, les Chinois tiennent à le rappeler, les *« quatre modernisations sont de nature socialiste. Toutes les politiques de réforme que nous avons adoptées (...) ont pour objectif de construire un socialisme aux couleurs de la Chine »*.

Le projet rappelle l'objectif fixé par le douzième congrès du PCC en 1982 de doubler la production agricole et industrielle en 1990 et de la quadrupler d'ici à l'an 2000. Représentant 710 milliards de yuans en 1980, elle devrait atteindre 1600 milliards à la fin du VIIe plan, c'est-à-dire en fait 20 % de plus que l'objectif prévu. On peut donc penser, comme l'avait laissé entendre récemment M. Deng, que cet objectif sera atteint en 1989, voire en 1988 compte tenu de l'emballement de l'économie.

En effet, le taux de croissance au cours du VIe plan dépasserait 10 % par an au lieu des 7,2 % prévus. C'est pourquoi on peut être tenté de considérer comme des vœux pieux les taux de croissance envisagés pour le VIIe plan : hausse du PNB de 7 % l'an, dont 6 % pour l'agriculture et 7 % pour l'industrie (qui a connu un taux de croissance de 23 % au cours du premier semestre de cette année), hausse de 8 % par an du revenu total, hausse de la consommation par tête de 4 % à 5 % par an...

Quelques chiffres sont par ailleurs fournis pour l'industrie, mais pas pour l'agriculture : hausse de 37 % de la production d'électricité (de 400 à 550 milliards de kWh), hausse de 25 % de la production de charbon (de 800 millions à 1 milliard de tonnes), augmentation de la production pétrolière de 5 millions de tonnes par an pour atteindre 150 millions de tonnes, hausse de 19 % de la production d'acier laminé (de 37 à 44 millions de tonnes).

Irréversible

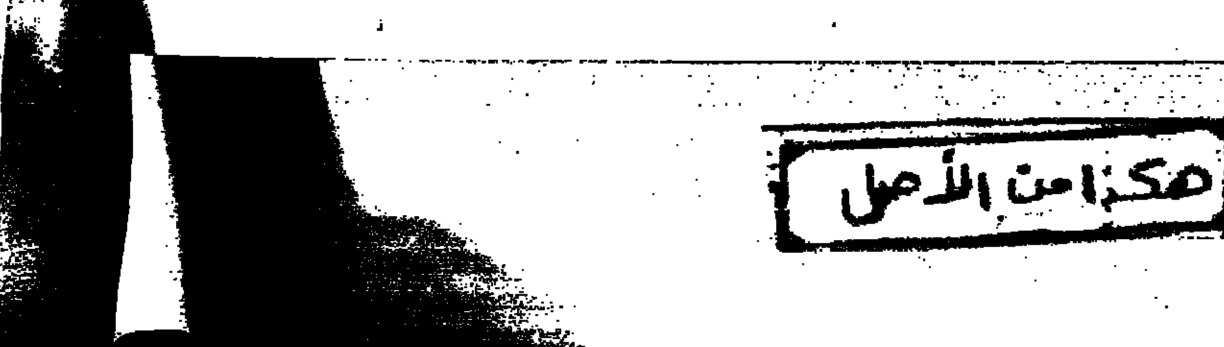
En ce qui concerne le commerce extérieur, il devrait augmenter de 40 % à 50 % au cours du nouveau plan, passant de 50 milliards à 70 ou 80 milliards de dollars. L'accent sera mis sur le développement des exportations, en particulier des zones économiques spéciales, et sur le tourisme et les services, indispensables pour remédier au déficit croissant et inquiétant de la balance commerciale. Sans accepter de fournir des chiffres, le porte-parole de la conférence a affirmé que, si les réserves en devises de la Chine avaient récemment baissé — on parle d'une baisse de 16 à 7 milliards de dollars en un an, — des mesures avaient été prises et qu'elles porteraient leurs fruits. Les zones économiques spéciales, dont on avait cru le sort menacé il y a deux mois, après les déclarations de M. Deng — selon lesquelles elles n'étaient qu'une « expérience » — qui faisaient suite à des scandales financiers et au relatif échec de la politique d'investissement, se voient donc officiellement confortées.

Parmi les facteurs entravant le développement harmonieux de l'économie, le porte-parole a souligné l'excessif taux de croissance et la taille excessive des investissements de base (+ 24 % l'an dernier, + 30 % au cours du premier semestre), deux facteurs qui, selon lui, devraient rapidement être contrôlés. Cela semble toutefois bien plus difficile que ne l'affirment les responsables officiels, qui ne paraissent toujours pas avoir les moyens de contrôler la frénésie de développement qui s'est emparée des entreprises et des provinces, créant des problèmes insurmontables de transport et de fourniture d'énergie.

Il faut donc à la fois renforcer les contrôles sur le plan macro-économique, par le biais de la législation économique, et accorder plus de souplesse aux entreprises sur le plan micro-économique. Ainsi, les contrôles *a priori* des entreprises seront graduellement remplacés par des contrôles *a posteriori*. Parmi les autres aspects principaux évoqués par le plan : le développement de la formation technique et universitaire ; la mise en place d'une nouvelle politique sociale par l'instauration progressive d'un système de vacances pour les ouvriers et les fonctionnaires, ainsi que d'un système de sécurité sociale, le premier n'existant toujours pas dans cet Etat socialiste et le second étant encore embryonnaire.

Enfin, le projet de VIIe plan rappelle que le développement de l'économie chinoise ne peut se faire que dans un environnement de paix, justifiant la politique de bonnes relations avec la plupart des pays menée actuellement par Pékin, en particulier avec l'URSS voisine. L'objectif de ce projet, dont on voit mal comment il pourrait être rejeté — même s'il devait être amendé pour tenir compte de l'évolution de l'environnement économique, tant domestique qu'international, — est à la fois de rassurer ceux qui, en Chine, s'inquiètent de l'emballement de l'économie et des « bavures » de la politique de modernisation, et, à l'étranger, ceux qui auraient pu avoir des doutes sur la permanence de la volonté d'ouverture. Plus que jamais, en politique comme en économie, M. Deng veut rendre irréversibles les changements qu'il a impulsés.

PATRICE DE BEER.



SOCIAL

LES PRÉVISIONS DE L'OCDE POUR 1986

Près d'un jeune sur quatre sera au chômage en Europe

L'emploi, mais aussi malheureusement le chômage, devraient augmenter au cours des prochains dix-huit mois, prévoit l'OCDE qui publie, ce mardi 24 septembre, et pour la troisième année consécutive, son rapport sur les « perspectives de l'emploi ».

Pour l'ensemble des pays de la zone OCDE on estime à 1 % l'accroissement du nombre d'emplois supplémentaires qui seront créés, la plupart des grands pays retrouvant enfin un solde positif, à l'exception notable de la France qui, après avoir perdu 1 % de ses postes de travail en 1984, supportera encore des reculs de 0,75 % cette année et de 0,5 % en 1986.

Parallèlement, et notamment parce que, en Europe, la population active augmente plus vite que l'emploi, le chômage progressera et devrait frapper 31,5 millions de personnes (8,5 %) dans toute la zone OCDE, en 1986, contre 30,75 millions en 1985 et 30,4 millions en 1984. Prenant en compte le « *léger ralentissement probable de la reprise* », les experts de l'OCDE tablent sur un maintien du chômage actuel aux États-Unis (7,25 % de la population active), mais prédisent surtout une nouvelle détérioration en Europe. Le taux de chômage devrait y atteindre les 11 % à la fin du deuxième semestre de 1986, c'est-à-dire le niveau le plus élevé depuis la seconde guerre mondiale.

En chiffres absolus la situation serait même plus préoccupante puisque 19,25 millions d'Européens seront sans emploi à la fin de 1986, soit un million de plus qu'en 1984. Tandis que l'Allemagne fédérale (8 %), la Grande-Bretagne (11,75 %) et les Pays-Bas (15 %) demeureraient dans des situations quasiment inchangées, l'Espagne (21,5 %) et la Belgique (14,25 %) supporteraient une aggravation, tout comme la France, qui passerait d'un taux de 9,3 % en 1984 à 10,5 % en 1985 et 11,25 % en 1986.

Pour l'essentiel, ces évolutions entraînent des difficultés supplémentaires pour les jeunes et pour les chômeurs de longue durée. Due à la baisse du chômage des jeunes en Amérique du Nord, et à une situation inchangée au Japon, la stabilité envisagée (10,25 millions de chômeurs jeunes en 1986, représentant 16,75 % de la population active des moins de vingt-quatre ans) dissimule, en fait, une forte hausse en Europe. Près de 23 % des jeunes seront au chômage dans les quatre grands pays européens, soit 4,5 millions de personnes. La Grande-Bretagne (21 % de ses jeunes), mais surtout l'Italie (37 %), et la France (26,1 % en 1984, 29 % en 1985, 31 % en 1986), connaîtront avec plus d'acuité encore ce qui apparaît comme un phénomène majeur.

Quant au chômage de longue durée, il est particulièrement sensible en Europe, encore une fois, et fonctionne « *comme un piège* », réduisant à néant les chances de retrouver un travail. En 1984, en Belgique, 48,6 % des chômeurs l'étaient depuis plus de deux ans et 68 % depuis plus d'un an. La même année, on comptait 55,5 % de chômeurs de plus de douze mois aux Pays-Bas, 42,3 % en France et 39,8 % en Grande-Bretagne.

> *Une recommandation : flexibilité des rémunérations et mobilité de la main-d'œuvre*

Productivité

Comme à chaque occasion depuis le début de la récession, les experts s'interrogent sur les raisons de leur constat. Le rapport note ainsi, pour la deuxième année, que la productivité, en Europe, se développe de manière « atypique ». Les gains de productivité, notamment dans l'industrie manufacturière, sont importants, et croissent selon un rythme plus rapide que la production réelle. Les coûts réels de main-d'œuvre ont augmenté beaucoup plus vite qu'ailleurs, à l'exception du Japon.

A contrario, on a assisté, de 1970 à 1984, aux États-Unis, à une très faible augmentation des coûts réels de main-d'œuvre et de productivité. Cette augmentation de la productivité brute (production par tête), « *particulièrement modeste* », est estimée au tiers de celle atteinte par les quatre principaux pays européens.

Le cas du Japon restant unique, le rapport reconnaît de nouveau que les rigidités du marché du travail propres à l'Europe tiennent davantage au processus de la formation des salariés qu'à des blocages insurmontables.

Evoquant les mesures en faveur de l'emploi, qui freineraient l'embauche et limiteraient les licenciements, les experts de l'OCDE écrivent qu'il n'est « *pas certain que ces dispositions nuisent à la flexibilité* ».

Au chapitre des recommandations, le rapport insiste sur la nécessité de contenir les revendications en matière de salaires nominaux et souhaite des modifications de l'organisation du travail pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre. A propos des jeunes, il préconise « *de mieux équilibrer la productivité des jeunes et les coûts de main-d'œuvre* », en acceptant des écarts de rémunération. Ceux-ci seraient accompagnés de contreparties, sous forme, « au besoin », de subventions salariales, ou de prestations de formation.

L'analyse de l'OCDE laisse espérer, à l'instar de ce qui s'est produit aux États-Unis, un développement des emplois de services. Réaffirmant que l'amélioration de l'emploi aux États-Unis, coïncide avec ce mouvement, parfois contesté, le rapport fournit cependant deux éléments nouveaux d'appréciation. Certes, en développement, le travail à temps partiel n'a pas constitué le mode unique d'embauche, loin s'en faut (à 80 % à temps plein), et le choix en sa faveur, majoritairement volontaire, a été le fait des femmes. Ensuite « *la plupart des créations nettes d'emplois sont imputables à la naissance d'entreprises nouvelles* ».

Cette dernière observation explique pourquoi le rapport propose de consacrer des aides aux nouvelles entreprises et appelle de ses vœux « *un climat général propice à la prise de risques* ». Ce qui l'amène à saluer deux initiatives : le phénomène de création d'entreprises par les chômeurs (46 000 en France depuis 1985) et le soutien apporté par les grandes sociétés qui encouragent leurs salariés à devenir chefs d'entreprise dans le cadre de restructurations.

ALAIN LEBAUBE.

Dans les chantiers navals

REPRISE DU TRAVAIL A DUNKERQUE

Le travail a repris normalement lundi matin 23 septembre aux chantiers navals Normed de Dunkerque (2400 salariés) dans le Nord, en grève depuis le mardi 17 septembre. Les grévistes protestaient contre 700 suppressions d'emplois prévues dans l'entreprise. L'intersyndicale CGT, FO, CFDT et CGC avait décidé de ne pas appeler à la poursuite de la grève (*le Monde* du 21 septembre), mais la CGT s'était montrée hostile à la reprise du travail. Un vote à bulletin secret sur les modalités de l'action doit avoir lieu cette semaine.

A La Ciotat (Var), en revanche, les salariés de Normed ont entamé leur troisième semaine de grève. Le mouvement a été déclenché à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC, à partir d'une suppression de « bons de douche » mais surtout pour protester contre des suppressions d'emplois par congés de conversion. Des piquets de grève sont maintenus devant les entrées des chantiers et les locaux de la direction.

● *Manifestation commune des salariés d'Unimétal et d'Alsthom-Atlantique à Valenciennes.* — Plus de six cents manifestants des entreprises Unimétal (Trith-Saint-Léger) et Alsthom-Atlantique (Raismes) ont manifesté en commun le lundi 23 septembre en fin de matinée devant la sous-préfecture de Valenciennes. Les sidérurgistes d'Unimétal se sont rendus à pied de leur usine à Valenciennes, où ils ont barré l'un des principaux carrefours en enflammant des pneus sur la chaussée. Ils protestaient contre la fermeture de leur usine (sept cent soixante-dix salariés). Les ouvriers d'Alsthom-Atlantique, les plus nombreux, manifestaient contre des mesures de chômage partiel décidées par la direction pour « *raisons économiques* ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GAZ DE FRANCE

LA VALEUR AJOUTÉE DU GAZ DE FRANCE

Au premier semestre 1985 le Gaz de France a enregistré une valeur ajoutée de 8 500 millions de francs, pour 7 086 millions de francs au cours du premier semestre 1984.

Le chiffre d'affaires a été de 32 milliards de francs et les ventes de gaz de 31 milliards de kwh.

Selon les prévisions établies au sein de l'entreprise en se fondant sur un environnement économique et monétaire inchangé, et notamment un cours du dollar égal à la moyenne d'août, la valeur ajoutée de l'année 1985 pourrait atteindre environ 15 000 millions de francs, pour 11 362 millions de francs en 1984.

PRETABAIL-SICOMI

Situation au 30 juin 1985

Au cours de sa réunion du 20 septembre, le conseil d'administration de Pretabail-Sicomi a examiné la situation de la société au 30 juin 1985.

Le chiffre d'affaires de la société au cours de la période a atteint 202,2 MF, en progression de 10,2 % par rapport à la moitié de celui de l'année 1984.

Le bénéfice net est de 98 MF, pratiquement égal à 50 % de celui de l'exercice 1984.

Cette stabilité s'explique par deux séries d'éléments exceptionnels qui ont joué en sens inverse : plus-values liées essentiellement à des sorties de contrats pour 32,6 MF en 1984, contre 4 MF pour le premier semestre 1985 ; amortissement total des frais d'acquisition des immeubles en location simple, 20,4 MF en 1984 et rien pour le 1er semestre 1985.

Si l'on exclut de la comparaison ces deux facteurs, le bénéfice au 30 juin 1985 est en augmentation de 6 % par rapport à la moitié de celui de l'année 1984.

En prenant en compte l'étalement des plus-values reportées et à reporter, le dividende de l'exercice 1985 devrait progresser plus que l'inflation.

Après un début d'année difficile, dû en particulier à l'incertitude qui régnait sur les possibilités réglementaires d'octroi de crédits par les sicomi, l'activité des huit premiers mois est satisfaisante puisque les engagements pris au 31 août portent sur un total de 293 MF, dont 122 MF en crédit-bail et 171 MF en location simple, à comparer à 372 MF pour tout l'exercice 1984.

Rapprochement banque Demachy-Gérance parisienne privée

Le conseil d'administration de la banque Demachy réuni le 18 septembre 1985 ainsi que le conseil de surveillance et le directoire de Gérance parisienne privée, réunis le 19 septembre 1985, ont approuvé le principe d'un rapprochement entre les deux établissements.

Il existait déjà des rapports étroits entre la banque Demachy, présidée par M. Jean Rougier — dont les principaux actionnaires sont le groupe de la CGIP (58 %) et le groupe privé Worms et Cie (33 %) — et Gérance parisienne privée, établissement financier spécialisé dans les opérations du marché obligataire, filiale de Worms et Cie Finance à 99,5 %, dont le conseil de surveillance est présidé par M. Nicholas Clive Worms et le directoire par M. Jean-Luc Lépine.

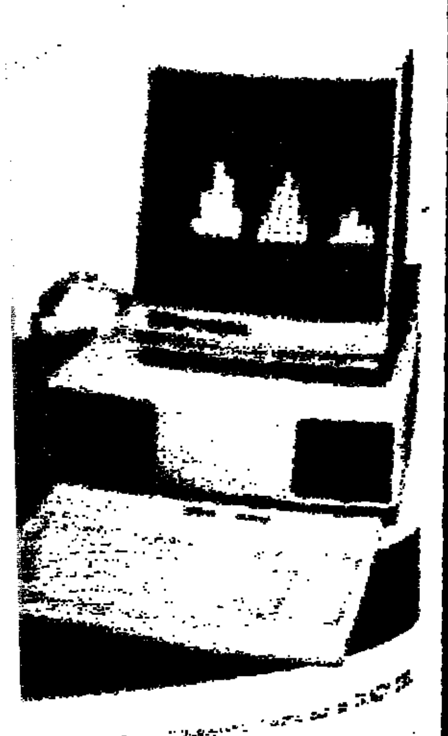
Ce rapprochement, dont le principe a reçu l'approbation des autorités compétentes, prendra la forme d'une fusion dont les modalités seront soumises à des assemblées générales extraordinaires des deux établissements qui se tiendront à la fin du mois de décembre 1985.

Cette fusion donnera naissance à une banque qui prendra le nom de banque Demachy et associés et dont les actionnaires seront en définitive :

Worms et Cie Finance	51 %
CGIP	34 %
Préservatrice foncière assurances	10 %
Yves Saint-Laurent SA	2,5 %
Divers	2,5 %

L'activité de reclassement à l'émission de Gérance parisienne privée sera exercée au sein d'un nouvel établissement financier, filiale de la banque, qui reprendra le nom de Gérance parisienne privée.

Par ses caractéristiques, le montant des capitaux gérés et sa capacité bénéficiaire, la banque Demachy et associés devrait se situer parmi les principales banques privées françaises.







MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 septembre

Vif repli : – 0,9 %

Sale temps pour la Bourse de Paris en ce premier jour du terme d'octobre, une séance traditionnellement en hausse. Lundi, dès l'ouverture, les cours s'inscrivaient en repli, un ton dont ils ne devaient pas se départir jusqu'à la clôture, marquée par une baisse de 0,9 % environ de l'indicateur instantané.

Les suites de l'affaire Greenpeace sont bien sûr commentée autour des colonnes, mais cette affaire a été rapidement éclipsée par la chute libre du dollar. Celle-ci doit naturellement être liée à la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales, qui s'est déroulée dimanche à New-York afin de peser sur le billet vert.

L'action a été efficace puisque la devise américaine dégringolait à 8,2450 F en séance officielle, soit une baisse de plus de 55 centimes sur la clôture de vendredi. Cette chute a entraîné, parallèlement, celle du dollar-titre, à 8,35/40 F environ, tandis que les valeurs françaises subissaient, elles aussi, des replis importants. Signalons Presses de la Cité et Screg (moins 3 %), à leur plus bas niveau de l'année. Dassault et Thomson-CSF, qui s'étaient bien comportées la semaine précédente, perdent 2 %, tandis que Imétal, Esso, Auxiliaire entreprise, Pennaroya, Skis Rossignol, UCB, CFAO, BIC, Legrand, reculent de 2 % à 5 %.

Résistance, cependant de Primagaz (+ 6 %), Schneider, Locafrance, Crouzet, Radiotechnique, Phénix, Codetel, Finextel, Peugeot et de Nord-Est (+ 2 %), à son plus haut niveau de l'année.

Sur le marché de l'or international, le métal fin remonte à 328 dollars l'once (contre 319,20 vendredi matin). A Paris, le lingot cède 2 400 F à 90 900 F, le napoléon perdant 5 F, à 530 F.

NEW-YORK

Nette reprise

Stimulé par la chute spectaculaire du dollar enregistrée lundi sur les principales places mondiales, le marché new-yorkais a opéré une nette reprise, permettant à l'indice Dow Jones des valeurs industrielles de s'adjuger 18,37 points, à 1 316,31, les gains l'ayant emporté sur les replis par 1055, contre 480, près de 450 titres se contentant de reproduire leurs cours de la veille.

La fermeté de New-York est naturellement à mettre au compte de l'accord conclu au cours du dernier week-end par les représentants des cinq grands pays industrialisés. Selon les observateurs, la détente de la devise américaine devrait normalement permettre de freiner les tentations protectionnistes rendues responsables du déficit de la balance commerciale des États-Unis. Elle devrait également améliorer les bénéfices des compagnies multinationales américaines tout en favorisant les investissements étrangers en Bourse.

De fait, en tête des valeurs les plus actives de la séance de lundi figurent IBM et Dow Chemical avec plus d'un million de titres échangés, imitées par Peabody International. Le haut du palmarès est tout de même emporté haut la main par American Telephone, avec plus de 5,2 millions d'actions, le titre ne progressant cependant que d'un quart de point d'une séance à l'autre. Ces forts volumes ont permis au chiffre d'affaires d'atteindre 104,8 millions d'actions, contre 101,39 millions le vendredi précédent.

VALEURS	Cours du 20 sept.	Cours du 23 sept.
Alcoa	33 1/4	33 1/2
A.T.T.	21 1/4	21 1/2
Boeing	46 7/8	46 7/8
Chase Manhattan Bank	51 5/8	61
Du Pont de Nemours	58 1/2	57 5/8
Eastman Kodak	43 1/4	44 1/8
Exxon	49 3/4	50 3/8
Ford	43	44
General Electric	58 7/8	59 1/8
General Foods	82 3/4	84 3/4
General Motors	67 1/2	68 1/4
Goodyear	27 7/8	28 1/4
I.B.M.	128 3/4	128 1/8
I.T.T.	32 7/8	33 1/8
Mobil Oil	28 3/8	28 1/2
Pfizer	46 1/4	47 1/4
Schlumberger	33 3/4	34 1/2
Texaco	35 1/4	36 3/4
U.A.L. Inc.	49 1/2	49 3/4
Union Carbide	52 3/4	53 5/8
U.S. Steel	30 1/4	31 1/8
Westinghouse	38	30 7/8
Xerox Corp.	51 1/4	52 1/8

AUTOUR DE LA CORBEILLE

TERRAILLON ET LA VIE CLAIRE AU SECOND MARCHÉ EN DÉCEMBRE. – Les sociétés Terraillon (pesage) et La Vie Claire (diététique) seront introduites sur le second marché, sous la conduite du Crédit lyonnais et de la charge Puget, respectivement le 4 décembre à Lyon pour Terraillon et le 17 décembre à Paris pour La Vie Claire, a indiqué M. Bernard Tapie, au cours d'une réunion en présence du Club Presse Finances. Une autre société du groupe, le fabricant de fixation de skis Look, devrait accéder au second marché de Lyon fin 1986, début 1987, environ un an après la fin du concordat sous lequel est encore placée cette entreprise de Nevers (Nièvre). Commentant la situation du secteur piles grand public, né du rapprochement entre Piles Wonder et SAFT-Mazda, M. Tapie a confirmé qu'après un retour à l'équilibre d'exploitation dès cette année (*le Monde* du 10 septembre), il devrait dégager un bénéfice de 100 à 150 millions de francs en 1986. Invité à publier un état précis des comptes financiers de ses différentes sociétés – à défaut de comptes consolidés, – il a précisé qu'un tel état sera effectivement dressé à la fin de cette année, lequel devrait permettre d'avoir une vue précise de l'endettement et du patrimoine de ses différentes entreprises, dont deux sont d'ores et déjà cotées en Bourse : Testut-Aequitas et Piles Wonder.

LATECOERE AU SECOND MARCHÉ DE PARIS. – C'est le 24 septembre que les 90 000 actions de cette firme d'aéronautique de la région toulousaine ont été introduites au prix d'offre unitaire de 400 F *(voir l'article d'Alain Faujas sur cette société paru dans* le Monde *du 17 septembre).*

LE TGE VEUT SE BRANCHER SUR CHICAGO. – Le président du Tokyo Grain Exchange, M. Akira Ishida, proposera, le 1er octobre prochain, au président du Chicago Board of Trade, premier marché mondial de matières premières, un plan prévoyant la cotation simultanée de produits sur les deux marchés, ainsi que la faculté pour les opérateurs d'opérer sur les deux places, afin de répondre à l'internationalisation des échanges.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	20 sept.	23 sept.
Valeurs françaises	116,7	115,3
Valeurs étrangères	93,1	91

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	20 sept.	23 sept.
Indice général	218	216,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 24 septembre ..... 9 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	20 sept.	24 sept.
1 dollar (en yens)	242	231

BOURSE DE PARIS Comptant 23 SEPTEMBRE

[illegible]

Actions au comptant

[illegible]

Étrangères

[illegible]

SECOND MARCHÉ

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

SICAV 23/9

[illegible]

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1595	4,5 % 1973	1682	1692	1692	....
4079	C.N.E. 3 %	4079	4090	4081	+ 0 04
191	Elf-Aquitaine	193	185	185	– 4 14
182	– (certific.)	181 50	180 10	180 10	– 0 77
236	Ericsson	237 10	232	233	– 1 72
440	Exxon Corp.	437	411	415	– 5 03
380	Ford Motors	383	362	361	– 5 74
187	Free State	186 50	188 60	189	+ 1 34
87	Gencor	87 50	90 80	90 80	+ 3 77
520	Gén. Electr.	518	488	498	– 3 86
276	Gén. Belgique	273	280	280	+ 2 56
600	Gen. Motors	597	572	572	– 4 18
52	Goldfields	52 40	54 80	54 80	+ 4 58
39	GdMetropolitain	39 40	38 80	38 90	– 1 26
90	Harmony	90 05	93 60	93 50	+ 3 83
23	Hitachi	23 35	23 10	23 20	– 0 64
695	Hoechst Akt.	694	698	695	+ 0 14
1870	Siemens A.G.	1865	1870	1869	+ 0 21
132	Sony	132 20	129 50	129	– 2 42
148	T.D.K.	148	146	146	– 1 35
12	Toshiba Corp.	12 05	12	12 05	....
940	Unilever	938	928	927	– 1 17
330	Unit. Techn.	329	307	311	– 5 47
615	Vaal Reefs	612	618	618	+ 0 98
245	Volvo	244	234	234	– 4 08
296	West Deep	295	290	293	– 0 67
230	West Hold.	228	221	221	– 3 07
456	Xerox Corp.	456 80	440	441	– 3 45
1 62	Zambia Corp.	1 62	1 64	1 64	+ 1 23

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 799	8 245	8	8 650
ECU	6 799	6 794	....	....
Allemagne (100 DM)	305 100	305 240	296	310
Belgique (100 F)	15 093	15 025	14 650	15 400
Pays Bas (100 fl.)	271 400	271 200	262	277
Danemark (100 krd)	84 250	84	79	87
Norvège (100 k)	104 440	102 900	99 500	106
Grande-Bretagne (£ 1)	11 897	11 886	11 600	12 200
Grèce (100 drachmes)	6 385	6 246	5 700	7 200
Italie (1 000 lires)	4 540	4 518	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	371 550	372 050	3 605	3 775
Suède (100 krs)	103 830	101 700	98 500	105
Autriche (100 sch)	43 400	43 350	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	5 119	5 085	4 850	5 400
Portugal (100 esc.)	5 065	4 900	4 600	5 400
Canada ($ can 1)	6 381	6 083	5 800	6 200
Japon (100 yens)	3 633	3 585	3 450	3 650

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/9
Or fin (kilo en barre)	90750	88300
Or fin (en lingot)	90900	88500
Pièce française (20 fr)	536	530
Pièce française (10 fr)	391	.....
Pièce suisse (20 fr)	545	550
Pièce latine (20 fr)	627	615
Souverain	666	652
Pièce de 20 dollars	3670	3560
Pièce de 10 dollars	2030	2047 50
Pièce de 5 dollars	1400	.....
Pièce de 50 pesos	3370	3330
Pièce de 10 florins	545	540
Or Londres	319 20	328 10
Or Zurich	319 50	326 50
Gold Tray Chicago	.....	.....
Argent Londres	6	.....



Le Monde

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le chassé-croisé Chirac - Le Pen

De nos envoyés spéciaux

Nouméa. – A chacun son 24 septembre. A chacun sa commémoration de ce jour de 1853 qui vit le contre-amiral Febvrier-Despointes planter le drapeau tricolore sur la côte est.

Jour de deuil pour les uns, jour de liesse pour les autres : *« prise de possession »* ou *« rattachement »*, le 24 septembre est ici jour férié. Et Nouméa s'est offert, comme on aurait pu l'attendre, un 24 septembre côté fête. Un millier de personnes environ, caldoches, Canaques, avaient renoncé à la plage pour accueillir de lointains cousins : MM. Chirac et Léotard, Léotard et Chirac, inséparables.

Nouméa les a reçus, à la tête de leur petite colonie parlementaire, à la mairie, sur laquelle le vieux maire, M. Roger Laroque, a fait peindre pour la circonstance une croix de Lorraine. MM. Chirac et Léotard, confondus dans les applaudissements, mais pas dans les effusions. Nouméa salue M. Chirac avec le respect dû au soutien fidèle mais ovationne M. Léotard – surtout les Nouméennes – dans un délire d'embrassades, avec la ferveur réservée aux stars.

Une belle fête de famille, à deux pas pourtant du cousin maudit que l'on évitait comme un pestiféré, M. Jean-Marie Le Pen. Pour éviter de se retrouver dans le même avion que lui, les chiraquiens, au dernier moment, avaient choisi de venir par Papeete, alors que le président du Front national arrivait par Singapour. On avait renoncé à organiser la fête d'accueil, danse du ventre et colliers de fleurs, à l'aéroport, de peur que le grand méchant loup ne troublât l'ordonnance.

Pas de chance, l'hélicoptère de M. Chirac était contraint de s'y poser quelques minutes avant celui de M. Le Pen, au désespoir du service d'ordre, qui s'efforçait d'accélérer le départ du cortège. Toute promiscuité n'a d'ailleurs pu être évitée. L'hôtel de Jean-Marie Le Pen jouxte la résidence privée où séjournera M. Jacques Chirac.

Sans tarder, M. Le Pen avait, dans une première conférence de presse, sommé M. Jacques Chirac de promettre, en cas de victoire de l'opposition aux législatives, de *« déférer le chef de l'Etat en Haute Cour de justice »* pour y répondre de sa politique calédonienne : à ce seul prix, l'appoint des voix du Front national. A chacun son 24 septembre. Loin de ces effusions et de ces chassés-croisés, dans les montagnes de Hienghène, M. Jean-Marie Tjibaou, le matin même, avait inauguré un monument à la mémoire des dix victimes de l'embuscade meurtrière où deux de ses frères, en décembre dernier, avaient trouvé la mort. Un monument simple, un peu fruste. Une dalle de béton brut où l'on a transporté les deux carcasses des voitures incendiées par les colons.

Joie ou deuil, la Calédonie, ce 24 septembre, était en noir et blanc.

DANIEL SCHNEIDERMANN et FRÉDÉRIC FILLOUX.

ENDETTEMENT EXTÉRIEUR DE LA FRANCE : 532 MILLIARDS DE FRANCS FIN JUIN

L'endettement extérieur de la France atteignait 532 milliards de francs au 30 juin dernier, selon les chiffres publiés mardi 24 septembre par le ministère de l'économie et des finances. Ce chiffre est à rapprocher de notre endettement au 31 décembre 1984 (528,5 milliards de francs) et au 30 juin 1984 (469 milliards de francs).

En dollars, la dette extérieure de la France atteint 57,2 milliards (sur la base d'un dollar à 9,30 F) contre 54,3 milliards fin 1984 (9,72 F) et 55,2 milliards au 30 juin 1984 (8,50 F).

M. RAYMOND BARRE REÇU PAR LE PAPE

Cité du Vatican, *(AFP)*. – M. Raymond Barre a rencontré Jean Paul II, le jeudi 19 septembre, et a eu avec lui une conversation privée dans les jardins de Castelgandolfo, la résidence d'été du pape, a-t-on appris au Vatican.

M. Barre a assisté à la messe privée du pape et a pris le petit déjeuner avec lui avant de partager, pendant une demi-heure, sa promenade matinale.

Sur le vif

Fafa et Fabiola

Ce matin, il y a Marcel, un copain du service politique qui entre dans mon bureau, bouleversé, ému aux larmes : T'as vu le bouquin de Fabius, « le Cœur du futur » ? Tiens, regarde, en première page, cet hymne à ses lardons, Victor et Thomas. C'est pas beau, ça ? C'est pas touchant ? Moi, si j'étais toi, je me fendrais d'une déclaration passionnée aux heureux parents de ces petites merveilles. Moi, ravie de l'aubaine, je lui dis : OK, bonne idée. Qu'est-ce que je mets ? Alors lui : Tu mets :

Fafa et Fabiola, c'est le surnom de sa femme Françoise, Fafa et Fabiola, je vous aime.

Je vous trouve adorables, jolis à regarder, si *lisses* et si *doux*.

Vos sourires pétillants de malice, votre façon de caresser les mots, de soupeser d'un silence le poids de vos pensées, de filer comme des fusées dès qu'une question embarrassante pointe le bout de son nez, de vous concentrer gravement sur la première note de « la Marseillaise », vos fièvres martiales qui escaladent le thermomètre et qui dégringolent en une heure, vos ronronnements qui nous invitent au sommeil d'enfants heureux, je ne sais pas si je suis un « nouveau socialiste », en tout cas je suis, comme des millions d'autres, un socialiste amoureux de son Fafa et de sa Fabiola.

Dans mon bureau, à la DGSE, boulevard Mortier, j'ai installé deux photos de vous. Sur l'une, de la taille d'une carte marine, vous êtes encore jeunes militants. Fafa tient Fabiola dans ses bras. L'innocence. L'autre, c'est un cliché que j'ai pris avec *l'argent prêté par le général* Saulnier. Vous êtes tous deux assis au fond d'une piscine vide. Fafa tient un masque de plongée dans sa main gauche. Fabiola un tuba. Vos palmes mangent l'objectif, face au Pacifique.

CLAUDE SARRAUTE.

LE CONFLIT DU SAHARA

Le Polisario dément puis confirme le mitraillage de deux bateaux espagnols

« Ces informations sont dénuées de tout fondement. (...) Cette odieuse et vaine manœuvre, qui est l'œuvre des services policiers marocains, est destinée à ternir l'image de marque du Front Polisario. » Tels étaient les termes d'un communiqué de la représentation en France du Front Polisario, le 22 septembre, à la suite des accusations lancées par la presse espagnole, attribuant aux combattants sahraouis la responsabilité du mitraillage de deux bateaux espagnols, samedi 21 septembre, au large des côtes de l'ancien Sahara espagnol (*le Monde* du 24 septembre).

Lundi 23 septembre, changement de ton. Dans un communiqué publié à Alger, le Front Polisario reconnaît sa pleine responsabilité, qualifie le mitraillage du chalutier *Junquito* d'*« incident regrettable »* dû à une *« conjonction de circonstances »*, confirme qu'un membre de l'équipage a été tué, et annonce que les six autres, portés disparus, sont sains et saufs.

L'attaque, précise le texte, a eu lieu à 1 mille de la côte, dans une région *« souvent fréquentée par la marine royale marocaine dont les vedettes et les frégates de fabrication espagnole ne cessent de patrouiller dans ces zones »*. Les combattants sahraouis ont également *« ouvert le feu, en état de légitime défense »*, sur *« des navires de guerre »* qui s'approchaient des lieux le lendemain matin.

LES BANQUES DE DONNÉES DU « MONDE » SUR L'ÉLITE SOVIÉTIQUE ACCESSIBLES EN LIGNE

Le système SOVT de banques de données sur l'élite soviétique est désormais accessible en ligne sur G. CAM serveur. Comme nous l'avons annoncé (*le Monde* du 12 juin), ce système, développé par *le Monde* sous la direction de Michel Tatu, avec le concours de l'Agence de l'informatique, se compose de deux banques de données :

– *une banque biographique*, comprenant à l'heure actuelle les biographies complètes ou partielles d'environ quatre mille cinq cents personnalités soviétiques, permet toutes sortes d'interrogations croisées, la reconstitution d'institutions et d'organigrammes pour toutes périodes depuis 1919, une sélection thématique des institutions et des hommes compétents en URSS dans divers domaines, notamment politique, économique et diplomatique ;

– *une banque « événements »* permet de retrouver les principaux événements, discours et activités éclairant la vie des hommes et des institutions de l'URSS depuis mars 1985.

Les personnes disposant d'un *Minitel ou d'un terminal peuvent* utiliser ces services dès aujourd'hui : celles qui sont déjà clientes de G. CAM serveur peuvent consulter les banques de données SOVT (appeler *BIOG ou* EVTS) au même titre que les autres banques servies par cette entreprise. Les personnes qui désirent souscrire un contrat peuvent *le faire en écrivant au Monde* (SOVT), 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Celles qui désirent de plus amples informations sur ces services pourront obtenir, en écrivant à la même adresse, une documentation, ou assister à une séance de démonstration en téléphonant à Mme Van Vlamertynghe, responsable de la commercialisation (tél. : 651-29-77).

Un service de consultation et analyses à la demande est également ouvert aux personnes intéressées.

Sur
CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

MARDI 24 SEPTEMBRE
« le Monde » reçoit
M. ALAIN SAVARY
ancien ministre de l'éducation nationale

MERCREDI 25 SEPTEMBRE
Allô « le Monde »
Le temps des corridas
Une émission animée par CHRISTIAN VILLAIN avec JEAN PERRIN

NOUVELLES BRÈVES

● *« Coup de poing » du Livre CGT à Créteil.* La société La flèche cavaillonnaise veut déposer une plainte contre X, à la suite du saccage d'une partie de son entrepôt de Créteil (Val-de-Marne) par des militants du syndicat du Livre CGT. Environ trois cent cinquante ouvriers du Livre se sont réunis lundi 23 septembre à l'appel de la CGT devant l'imprimerie Cino del Duca à Maison-Alfort, pour manifester contre les licenciements prévus dans l'entreprise (*le Monde* daté 4-5 août, 10 août, 3 septembre). Ces militants se sont ensuite rendus dans les locaux de la société de transport La flèche cavaillonnaise pour y répandre sur le sol plusieurs milliers d'exemplaires de revues et magazines, dont certains imprimés en Italie. Cette action « coup de poing » faisait partie de la *« journée d'action pour la sauvegarde de l'imprimerie de labeur »* organisée par le syndicat du Livre CGT.

● *Nouvelles perturbations sur la ligne 8 du métro.* – A l'appel de la CGT, les agents de conduite de la ligne 8 (Balard-Créteil) ont repris, le 23 septembre, le mouvement de grève sporadique qu'ils avaient déclenché depuis le 5 septembre. Ces agents s'opposent au projet de la direction de réorganiser le service en transférant cinq équipes de la ligne 8 vers la ligne 7 (Ivry-Aubervilliers), en raison de la baisse de fréquentation aux heures de pointe. La CGT voit dans cette mesure un risque de réduction des effectifs. La direction rétorque que cinquante postes d'agent de conduite seront créés en 1985 et que le transfert des agents se fera sur la base du volontariat. Le mouvement de grève et la pénurie de rames qu'il provoque aux heures de pointe sont de plus en plus mal supportés par les usagers de la ligne.

● *M. Jean Mistler renonce à sa charge de secrétaire perpétuel de l'Académie française.* – Agé de quatre-vingt-huit ans, Jean Mistler avait été élu en juin 1966 au fauteuil de Robert d'Harcourt. En janvier 1974, il succédait à Maurice Genevois qui s'était lui-même démis, au même âge, de ses fonctions de secrétaire perpétuel. Le successeur de Jean Mistler pourrait être élu en novembre. Le nom de Maurice Druon est avancé pour ce poste prestigieux.

● *Un missile provoque l'incendie de plusieurs milliers d'hectares dans le Var.* – Deux mille deux cents hectares, à la périphérie du camp militaire de Canjuers, dans le Var, ont été ravagés par un incendie provoqué, le 18 septembre, par un tir d'essai de missiles antichars. Ces missiles ne comportent pas de tête explosive, mais l'extrême sécheresse régnant et un fort vent de nord-ouest soufflant, le feu s'est propagé au-delà des limites du camp militaire. Il a été difficilement maîtrisé, le 20 septembre, par un millier d'hommes et cinq Canadair appelés en renfort. La municipalité de Bauduen a déposé une plainte.

● *Un convoyeur de fonds est tué à Paris.* – Un convoyeur de fonds, M. Daniel Rissot, 31 ans, a été tué et un autre blessé à l'épaule mardi 24 septembre vers neuf heures du matin lors de l'attaque d'un fourgon de la société Hyperservices, avenue Gambetta à Paris (20e).

Le fourgon se trouvait devant une succursale du Crédit industriel et commercial lorsqu'il a été attaqué par des malfaiteurs. Les circonstances exactes de cette attaque n'étaient pas connues avec précision en fin de matinée.

● *Interruption pour Higelin.* – Le chanteur Jacques Higelin, qui s'est blessé légèrement en tombant dans un décor de son nouveau spectacle, annule trois représentations. Il remontera sur la scène du Palais omnisports de Bercy le 27 septembre.

Le numéro du « Monde » daté 24 septembre 1985 a été tiré à 537 112 exemplaires









A B C D E F G